

## LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

### SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

F. 2005 — 617

[C — 2005/03045]

**3 MARS 2005.** — Arrêté royal portant réforme de la carrière particulière de certains agents du Service public fédéral Finances et de l'Administration des pensions du Ministère des Finances et portant diverses dispositions visant à l'exécution de l'arrêté royal du 5 septembre 2002 portant réforme de la carrière de certains agents des administrations de l'Etat

#### RAPPORT AU ROI

Sire,

#### Introduction

L'arrêté royal du 5 septembre 2002 portant réforme de la carrière de certains agents des administrations de l'Etat a réformé les carrières des anciens niveaux 4, 3, 2 et 2+ qui ont été repris dans les niveaux D, C et B. D'autres modifications importantes ont été apportées dans un souci de modernisation de la carrière des agents de l'Etat.

Cet arrêté est applicable aux grades communs de l'ensemble de la fonction publique fédérale.

Depuis longtemps déjà, le Ministère des Finances dispose de carrières particulières basées essentiellement sur un processus d'accélération des possibilités de promotion moyennant la réussite d'examens de carrière. Des échelles particulières sont liées à ces grades.

L'arrêté royal du 14 septembre 1994 portant simplification de la carrière de certains agents des administrations de l'Etat appartenant aux niveaux 2, 3 et 4 ainsi que l'arrêté royal du 10 juillet 1996 portant simplification de la carrière de certains agents du Ministère des Finances appartenant aux niveaux 2+, 2, 3 et 4 ont maintenu ce principe sauf pour ce qui concerne le niveau 2 où il a été décidé que la carrière au Ministère des Finances serait en tous points comparable à celle des autres départements fédéraux.

Par la suite, un arrêté royal du 17 février 2002 a porté création du Service public fédéral Finances qui reprend, à la date fixée par le Ministre qui a les Finances dans ses attributions, les services du Ministère des Finances, à l'exception des services chargés :

- des pensions;
- du budget et du contrôle des dépenses qui sont repris par le Service public fédéral Budget et Contrôle de la Gestion.

Cette opération a été réalisée par les arrêtés ministériels des 17 et 18 décembre 2002.

En ce qui concerne les agents de l'Administration des pensions, il a été convenu, dès le début des négociations en Comité de secteur II - Finances, qu'ils bénéficieraient des mêmes conditions d'intégration dans les nouvelles carrières que leurs collègues du Service public fédéral Finances.

Le projet d'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté tend à intégrer dans les niveaux D, C et B les carrières particulières de certains agents des anciens niveaux 3, 2 et 2+ du Service public fédéral Finances et de l'Administration des pensions du Ministère des Finances.

Il complète l'arrêté royal du 5 septembre 2002 portant réforme de la carrière de certains agents des administrations de l'Etat dont les dispositions restent d'application, sauf disposition contraire (article 208).

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIËN

N. 2005 — 617

[C — 2005/03045]

**3 MAART 2005.** — Koninklijk besluit houdende hervorming van de bijzondere loopbaan van sommige ambtenaren van de Federale Overheidsdienst Financiën en de Administratie der pensioenen van het Ministerie van Financiën en houdende diverse bepalingen tot uitvoering van het koninklijk besluit van 5 september 2002 houdende hervorming van de loopbaan van sommige ambtenaren in de rijksbesturen

#### VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

#### Inleiding

Het koninklijk besluit van 5 september 2002 houdende hervorming van de loopbaan van sommige ambtenaren in de Rijksbesturen heeft de loopbanen hervormd van de oude niveaus 4, 3, 2 en 2+ die werden hernomen in de niveaus D, C en B. Andere belangrijke wijzigingen werden aangebracht met de bedoeling om de loopbanen van de rijksambtenaren te moderniseren.

Dit besluit is van toepassing op de gemene graden voor het geheel van het Federaal Openbaar Ambt.

Reeds vele jaren, beschikt het Ministerie van Financiën over bijzondere loopbanen die hoofdzakelijk gebaseerd zijn op een versnelling van de mogelijkheden tot bevordering mits het slagen van loopbaanexamens. Bijzondere weddenschalen zijn verbonden aan deze graden.

Het koninklijk besluit van 14 september 1994 houdende vereenvoudiging van de loopbaan van sommige ambtenaren in de rijksbesturen die behoren tot de niveaus 2, 3 en 4, alsook het koninklijk besluit van 10 juli 1996 ter vereenvoudiging van de loopbaan van sommige ambtenaren van het Ministerie van Financiën behorende tot de niveaus 2+, 2, 3 en 4 hebben dit principe behouden met uitzondering van wat betreft niveau 2, hiervoor werd immers beslist dat de loopbaan van het Ministerie van Financiën op alle vlakken vergelijkbaar zou zijn met deze van de andere federale departementen.

Een koninklijk besluit van 17 februari 2002 houdende oprichting van de Federale Overheidsdienst Financiën die, op de datum vastgesteld door de Minister tot wiens bevoegdheid de financiën behoren, de diensten overneemt van de het Ministerie van Financiën, met uitzondering van de diensten belast met :

- de pensioenen;
- de begroting en de controle op de uitgaven die overgenomen zijn door de Federale Overheidsdienst Budget en Beheerscontrole.

Deze operatie werd gerealiseerd bij de ministeriële besluiten van 17 en 18 december 2002.

Wat de ambtenaren van de Administratie der pensioenen betreft, werd er vanaf het begin van de onderhandelingen in het Sectorcomité II - Financiën overeengekomen dat zij aanspraak zouden maken op dezelfde voorwaarden als hun collega's van de Federale Overheidsdienst Financiën, met het oog op de integratie in de nieuwe loopbanen.

Het ontwerp van koninklijk besluit waarvan we de eer hebben het ter ondertekening voor te leggen aan Uwe Majesteit streeft ernaar om in de niveaus D, C en B de bijzondere loopbanen te integreren van sommige ambtenaren van de oude niveaus 3, 2 en 2+ van de Federale Overheidsdienst Financiën en van de Administratie der pensioenen van het Ministerie van Financiën.

Het vervolledigt het koninklijk besluit van 5 september 2002 houdende hervorming van de loopbaan van sommige ambtenaren in de Rijksbesturen waarvan de bepalingen, behoudens andersluidende bepaling, van toepassing blijven (artikel 208).

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Structure générale des nouvelles carrières*

Là où des raisons fonctionnelles le justifiaient, le schéma des carrières s'articule, dans chaque niveau, autour :

— d'un grade commun (collaborateur administratif, assistant administratif et expert financier) qui est un grade de recrutement; les dispositions de l'arrêté précité du 5 septembre 2002 sont d'application à ces grades;

— d'un grade particulier (collaborateur financier, assistant financier, expert fiscal) qui, en dehors des mesures d'intégration prévues par le présent arrêté, n'est accessible qu'après réussite d'une épreuve de qualification professionnelle ou d'une sélection comparative d'accès et moyennant vacance d'emploi. Ces grades particuliers offrent des perspectives d'avancement plus rapides et/ou des échelles de traitement préférentielles.

Par mesure transitoire, certains agents en fonction qui ne pouvaient, pour les raisons invoquées dans le présent rapport, prétendre à une nomination dans un grade particulier, seront nommés dans un grade supprimé. Il s'agit d'une opération unique qui n'est applicable qu'aux agents en fonction.

CHAPITRE II. — *Nomination**moyennant le suivi d'une activité de formation sans test*

Pour les agents du niveau 4 ainsi que pour ceux à qui il est proposé une nomination dans un grade particulier au Service public fédéral Finances ou à l'Administration des pensions du Ministère des Finances, l'intégration dans les nouvelles carrières ne pourra se faire que moyennant le suivi d'une activité de formation sans test.

Dès l'entrée en vigueur du présent arrêté, les agents concernés recevront une note explicative qui leur permettra :

— soit d'opter pour les nouvelles carrières et de s'inscrire à la formation susvisée,

— soit de refuser leur nomination dans les nouveaux grades.

Etant donné que leur décision sera considérée comme irrévocable, un maximum d'informations sera mis à leur disposition.

L'agent qui n'opterait pas pour les nouvelles carrières sera nommé, selon le cas, dans le niveau D, C ou B et conservera son grade actuel. Il maintiendra son échelle de traitement, dans certains cas, les promotions par avancement barémique dans le grade seront encore accordées (article 40) et, le cas échéant, le complément de traitement, la prime de formation et le complément de traitement lié au brevet d'expertise d'administration fiscale. Il ne pourra prétendre à aucune autre nomination dans son niveau et ne pourra participer ni aux mesures de compétences, ni aux épreuves de qualification professionnelle organisées pour les besoins de l'administration.

L'activité de formation sera organisée de manière décentralisée de manière à éviter au maximum le déplacement des agents et à apporter le moins de perturbation au bon fonctionnement des services.

Les agents concernés auront la possibilité de suivre cette activité de formation avant le 31 mars 2005. Une procédure particulière sera élaborée pour permettre aux agents absents, pour quelque raison que ce soit, d'également participer à cette formation (procédure écrite, par exemple).

Si, après rappel, des agents n'auraient pas suivi l'activité de formation avant le 30 juin 2005, ils sont censés renoncer à leur nomination dans les nouveaux grades des niveaux D, C et B.

CHAPITRE III. — *De la formation certifiée*

Pour les agents qui seront nommés dans un grade particulier (supprimé ou non) au département et qui pourront s'inscrire à des mesures de compétences, les tests de compétences seront remplacés par des formations certifiées.

Cette mesure concerne les agents revêtus des grades suivants (articles 60 et 144) :

- assistant financier adjoint,
- assistant financier,
- expert financier,
- expert technique, à condition qu'il exerce la fonction de laborantin,
- expert fiscal adjoint,
- expert fiscal,
- expert financier et administratif,
- expert financier et I.C.T.

HOOFDSTUK I. — *De algemene opbouw van de nieuwe loopbanen*

Daar waar het functioneel verantwoord is, wordt het schema van de loopbanen, in elke niveau, opgebouwd rond :

— een gemene graad (administratief medewerker, administratief assistent en financieel deskundige) die een wervingsgraad is; de bepalingen van het voornoemde besluit van 5 september 2002 zijn op deze graden van toepassing;

— een bijzondere graad (financieel medewerker, financieel assistent, fiscaal deskundige) die, buiten de integratiemaatregelen voorzien bij dit besluit, enkel toegankelijk is na het slagen voor een proef over de beroepsbekwaamheid of een vergelijkende selectie voor overgang en mets een vacante betrekking. Deze specifieke graden bieden vooruitzichten op snellere bevordering en/of op bevoorrechte weddenschaalen.

Bij overgangsmaatregel zullen sommige ambtenaren die, omwille van redenen in dit verslag aangehaald, geen aanspraak konden maken op een benoeming in een specifieke graad, worden benoemd in een afgeschafte graad. Het betreft hier een eenmalige operatie die enkel van toepassing is op ambtenaren die in dienst zijn.

HOOFDSTUK II. *De benoeming**mits het volgen van een vormingsactiviteit zonder test*

De ambtenaren van niveau 4, evenals de ambtenaren die bij de Federale Overheidsdienst Financiën of bij de Administratie der pensioenen van het Ministerie van Financiën waaraan een benoeming in een specifieke graad wordt voorgesteld, kunnen slechts in de nieuwe loopbanen worden opgenomen op voorwaarde dat ze een vormingsactiviteit zonder test volgen.

Vanaf de inwerkingtreding van dit besluit zullen de betrokken ambtenaren een verklarende nota ontvangen die hen zal toelaten om :

— hetzij te kiezen voor de nieuwe loopbanen en zich in te schrijven voor de bovenbedoelde vorming;

— hetzij hun benoeming in de nieuwe graden te weigeren.

Vermits deze beslissing als onherroepelijk zal worden beschouwd, zal hen een maximum aan informatie ter beschikking worden gesteld.

De ambtenaar die niet voor de nieuwe loopbanen zou kiezen, zal, naargelang het geval, benoemd worden in het niveau D, C of B en zijn huidige graad behouden. Hij behoudt zijn weddenschaal, in sommige gevallen, zullen de bevorderingen door verhoging in weddenschaal verbonden aan de graad nog worden toegestaan (artikel 40) en, in voorkomend geval, het weddencomplement, de vormingspremie en het weddencomplement verbonden aan het brevet van fiscaal expert. Hij zal geen aanspraak kunnen maken op enige andere benoeming in zijn niveau en hij zal ook niet kunnen deelnemen aan de competentiemetingen en aan de proeven over de beroepsbekwaamheid die voor de administratie georganiseerd worden.

De vormingsactiviteit zal op gedecentraliseerde wijze georganiseerd worden om zoveel mogelijk verplaatsingen van ambtenaren te vermijden en om de goede werking van de diensten zo min mogelijk te verstoren.

De betrokken ambtenaren zullen de mogelijkheid hebben om deze vormingsactiviteit voor 31 maart 2005 te volgen. Voor de ambtenaren die om welke reden dan ook afwezig zijn, zal een bijzondere procedure worden uitgewerkt die hen zal toelaten om aan deze vorming deel te nemen (bijvoorbeeld, een schriftelijke procedure).

Als de ambtenaren, na herinnering, de vormingsactiviteit niet gevolgd hebben voor 30 juni 2005, worden zij geacht af te zien van hun benoeming in de nieuwe graden van de niveaus D, C en B.

HOOFDSTUK III. — *De gecertificeerde opleiding*

Voor de ambtenaren die bij het departement in een bijzondere graad (afgeschafte of niet) benoemd zullen worden en die zich voor een competentiemeting zullen kunnen inschrijven, zullen de competentietests vervangen worden door gecertificeerde opleidingen.

Deze maatregel betreft de ambtenaren met de volgende graden (artikelen 60 en 144) :

- adjunct-financieel assistent,
- financieel assistent,
- financieel deskundige,
- technisch deskundige, op voorwaarde dat hij de functie uitoefent van laborant,
- adjunct-fiscaal deskundige,
- fiscaal deskundige,
- financieel en administratief deskundige,
- financieel en I.C.T.- deskundige.

Le contenu et les modalités de ces formations sont déterminés par l'Institut de formation de l'Administration fédérale après concertation avec soit le Comité de direction du Service public fédéral Finances, soit le Conseil de direction de l'Administration des pensions du Ministère des Finances.

Elles sont organisées par le département.

L'évaluation à l'issue de celles-ci a pour but de déterminer si les candidats ont acquis les matières qui leur ont été enseignées et s'ils sont aptes à les mettre en pratique.

Dans le but d'améliorer les connaissances des agents et, par corollaire, la qualité de leurs prestations, les formations organisées par l'administration auront un lien direct avec les fonctions exercées par les candidats.

Dans la mesure des possibilités, un choix entre plusieurs formations certifiées sera laissé à l'agent, après avis de son supérieur hiérarchique.

En fonction du nombre d'inscriptions à une même formation, les cours auront lieu, dans toute la mesure du possible, de manière décentralisée.

Compte tenu de l'évolution de la réglementation et du caractère diversifié des tâches exigées de la part des agents du département, il n'est pas possible d'établir une liste exhaustive et définitive des formations qui seront proposées.

Leur intitulé, leur contenu et leur évaluation feront l'objet d'une concertation avec les organisations syndicales représentatives du département.

#### CHAPITRE IV. — *De la carrière des agents du niveau D*

##### 4.1. Intégration des agents du niveau 4

Il n'y avait pas de carrière particulière au Ministère des Finances au sein du niveau 4. Il en résulte que ce sont les dispositions de l'arrêté royal du 5 septembre 2002 portant réforme de la carrière de certains agents des administrations de l'Etat qui sont applicables : les agents sont, moyennant le suivi d'une activité de formation (sans test), nommés, selon le cas, dans le grade de collaborateur administratif ou de collaborateur technique et rémunérés respectivement dans les échelles de traitement DA1 ou DT2.

Les agents administratifs, les ouvriers et les ouvriers qualifiés qui bénéficiaient d'une prime de formation en conservent le bénéfice à titre personnel.

Le personnel auxiliaire affecté à des travaux de cuisine ou de nettoyage est repris comme collaborateur 'cuisine/nettoyage' contractuel à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002 et est intégré dans l'échelle de traitement DT1, sur ancienneté de traitement. L'effet pécuniaire est d'application à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2002.

L'agent auxiliaire qui dispose d'un diplôme de cuisinier (niveau 3) et qui exerce effectivement une telle fonction devient collaborateur technique et est incorporé, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002, sur ancienneté de traitement, dans l'échelle de traitement DT2.

Le personnel de cuisine et de nettoyage peut, en plus du traitement de base et pour autant que toutes les conditions soient remplies, bénéficier de la prime de direction de 500 €, en remplacement de la prime de 318,65 € actuellement octroyée. Le bénéfice de cette prime peut également être étendu à un titulaire du grade de collaborateur technique, administratif ou financier pour autant qu'il dirige une équipe de personnel de cuisine et/ou de nettoyage.

L'agent auxiliaire du cadastre devient, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002, collaborateur technique contractuel et est incorporé, sur base de son traitement, dans l'échelle de traitement DT2. L'effet pécuniaire est d'application à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2002.

##### 4.2. Intégration des commis

Les commis sont nommés à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002 dans le grade de collaborateur administratif et rémunérés dans les échelles de traitement DA.

Dans le respect des normes et conditions fixées par l'arrêté précité du 5 septembre 2002, certains seront promus, dès cette date, dans les échelles de traitement DA2, DA3 ou DA4.

L'échelle DA2 sera attribuée à 27 % des collaborateurs administratifs; pour les échelles DA3 et DA4, les normes sont fixées, respectivement, à 31 % et 12 %.

Les commis conservent leur prime de formation à titre personnel.

##### 4.3. Intégration des assistants des finances rémunérés dans les échelles de traitement 30A et 30C

Les mêmes règles que celles prévues pour les commis leur sont applicables.

De inhoud en de modaliteiten van deze opleidingen zullen na overleg met, hetzij het Directiecomité van de Federale Overheidsdienst Financiën, hetzij de Directieraad van de Administratie der pensioenen van het Ministerie van Financiën worden vastgelegd door het Opleidingsinstituut van de Federale Overheid.

Zij zullen door het departement worden georganiseerd.

De evaluatie op het einde heeft tot doel om te bepalen of de kandidaten de materies die hen werden onderwezen voldoende beheersen om ze in de praktijk om te zetten.

Om de kennis van de ambtenaren te verbeteren en dientengevolge, de kwaliteit van hun dienstverlening, zullen de door de administratie georganiseerde opleidingen steeds nauw aansluiten bij de door de kandidaten uitgeoefende functies.

In de mate van het mogelijke zal de ambtenaar, na advies van zijn hiërarchische meerdere, een keuze tussen verschillende gecertificeerde opleidingen worden geboden.

De cursussen zullen in de mate van het mogelijke en in functie van het aantal inschrijvingen voor eenzelfde opleiding gedecentraliseerd worden.

Rekening houdend met de evolutie van de reglementering en met de diversiteit van de opdrachten van de ambtenaren van het departement, is het niet mogelijk om een definitieve, exhaustieve lijst van de aangeboden opleidingen vast te stellen.

De benaming, inhoud en evaluatie van deze opleidingen zal het voorwerp uitmaken van overleg met de representatieve syndicale organisaties.

#### HOOFDSTUK IV. — *De loopbaan van de ambtenaren van niveau D*

##### 4.1. De integratie van de ambtenaren van niveau 4

Bij het Ministerie van Financiën bestond er in niveau 4 geen specifieke loopbaan. Gevolg daarvan is dat de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 september 2002 houdende hervorming van de loopbaan van sommige ambtenaren in de Rijksbesturen op hen van toepassing zijn. De ambtenaren worden, mits het volgen van een vormingsactiviteit (zonder test), benoemd, naargelang het geval, tot de graad van administratief medewerker of technisch medewerker en respectievelijk bezoldigd in de weddenschalen DA1 of DT2.

De beambten, de arbeiders en de geschoolde arbeiders die de vormingspremie genoten behouden deze ten persoonlijke titel.

Het hulppersoneel tewerkgesteld in de keuken of bij de schoonmaak wordt met ingang van 1 januari 2002 als contractueel 'medewerker keuken/schoonmaak' hernomen en wordt op weddenanciënniteit geïntegreerd in de weddenschaal DT1. De geldelijke bepalingen hebben hun uitwerking vanaf 1 december 2002.

Het hulppersoneelslid dat een diploma van kok (niveau 3) bezit en dat effectief dergelijke functie uitoefent, wordt met ingang van 1 januari 2002, technisch medewerker en op weddenanciënniteit ingeschaald in de weddenschaal DT2.

Ter vervanging van de huidige toelage van 318,65€ kan het keuken- en schoonmaakpersoneel bovenop zijn basiswedde en voor zover alle voorwaarden vervuld zijn, genieten van een premie voor leidinggeven van 500€. Deze premie kan eveneens toegekend worden aan een titularis van de graad van technisch, administratief of financieel medewerker, voor zover deze de leiding heeft over een ploeg van keuken- en/of schoonmaakpersoneel.

Het hulppersoneelslid van het kadaster wordt, met ingang van 1 januari 2002, contractueel technisch medewerker en wordt op basis van zijn wedde ingeschaald in de weddenschaal DT2. De geldelijke bepalingen hebben hun uitwerking vanaf 1 december 2002.

##### 4.2 De integratie van de klerken

De klerken worden met ingang van 1 januari 2002 benoemd in de graad van administratief medewerker en worden bezoldigd in de weddenschalen DA.

Vanaf deze datum zullen sommige, met inachtneming van de quota's en de voorwaarden zoals ze door het bovengenoemde besluit van 5 september 2002 zijn vastgelegd, bevorderd worden in de weddenschaal DA2, DA3 of DA4.

De schaal DA2 zal aan 27 % van de administratief medewerkers worden toegekend; voor de schalen DA3 en DA4 worden de quota's respectievelijk op 31 % en 12 % vastgesteld.

De klerken behouden hun vormingspremie ten persoonlijke titel.

##### 4.3. De integratie van de assistenten bij financiën bezoldigd in de weddenschalen 30A en 30C

De regels zoals zij voorzien zijn voor de klerken zijn op hen van toepassing.

Par mesure transitoire, les agents qui, au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, ont déjà réussi la formation de base avec fruit mais ne comptent pas encore quatre ans d'ancienneté de grade seront nommés dans le grade de collaborateur financier et rémunérés dans l'échelle de traitement DF1 dès qu'ils atteindront cette ancienneté. Cette nomination est subordonnée au suivi d'une activité de formation sans test et ne peut être postérieure à la date de la première nomination d'un lauréat d'une épreuve de qualification professionnelle donnant accès au grade de collaborateur financier qui a été organisée pour les besoins de leur administration (article 196).

Les collaborateurs administratifs pourront s'inscrire aux épreuves de qualification professionnelle vers le grade de collaborateur financier ainsi qu'aux sélections comparatives d'accession au grade d'assistant administratif.

4.4. Intégration des assistants des finances rémunérés dans l'échelle de traitement 30S1 (articles 4 à 6)

Au 1<sup>er</sup> janvier 2002 ou à la date d'attribution de l'échelle 30S1 si elle est postérieure, ces agents sont nommés, moyennant le suivi d'une activité de formation sans test, dans le grade de collaborateur financier et sont intégrés dans l'échelle de traitement DF1 sur base de leur traitement actuel augmenté du complément de traitement.

Les agents qui sont rémunérés au traitement maximum de leur ancienne échelle de traitement bénéficieront d'une augmentation intercalaire dans l'échelle DF1 entre le treizième et le vingt-quatrième mois qui suit leur intégration dans cette échelle; la date exacte est déterminée par leur ancienneté de traitement actuelle.

Dans la limite des emplois vacants (25 % des emplois de collaborateur financier), ils bénéficieront de l'échelle de traitement DF2 dès qu'ils compteront trois ans d'ancienneté dans le grade de collaborateur financier et pour autant qu'ils puissent faire valoir leurs droits à la promotion.

Ils conservent la prime de formation à titre personnel.

Ils pourront s'inscrire aux sélections comparatives d'accession au grade d'assistant financier. L'épreuve portera uniquement sur les compétences spécifiques requises pour la fonction vacante (articles 113, 125 et 184)

4.5. Intégration des opérateurs-mécanographes des finances et des chefs opérateurs-mécanographes des finances (articles 7 à 9)

Les opérateurs-mécanographes des finances et les chefs opérateurs-mécanographes des finances sont nommés, au 1<sup>er</sup> janvier 2002, dans le grade (supprimé) de même nom dans le niveau D.

Conformément à l'arrêté royal du 3 août 2004 portant modification de diverses dispositions réglementaires relatives aux niveaux B, C et D, ils sont nommés d'office dans le grade de collaborateur technique au 1<sup>er</sup> septembre 2004.

Ils conservent le bénéfice de la prime de formation à titre personnel.

4.6. Intégration des assistants des finances rémunérés dans les échelles de traitement 30S2 ou 30S3 et des chefs de section des finances (articles 11 à 14)

Moyennant le suivi d'une activité de formation sans test, ces agents seront nommés, sans changement de résidence administrative, dans le grade d'assistant financier et intégrés, sur base de leur ancienneté de traitement, dans l'échelle de traitement CF1.

Cette nomination et cette intégration prennent effet au 1<sup>er</sup> juin 2002 ou à la date de la promotion par avancement dans l'échelle de traitement 30S2 ou dans le grade de chef de section des finances si elle est postérieure.

Par mesure transitoire (article 197), les collaborateurs financiers, lauréats d'une sélection d'avancement à l'échelle barémique 30S2 qui, au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, n'ont encore pu être rémunérés dans cette échelle par manque d'ancienneté seront nommés dans le grade d'assistant financier et intégrés, sur ancienneté de traitement, dans l'échelle de traitement CF1 dès qu'ils auraient atteint neuf ans d'ancienneté dans le grade supprimé d'assistant des finances.

Cette nomination ne peut être postérieure à la date de la première nomination d'un lauréat d'une sélection comparative d'accession au grade d'assistant financier organisée pour les besoins de leur administration.

Une mesure similaire est également prévue pour les collaborateurs financiers et les assistants financiers lauréats d'une sélection d'avancement au grade rayé de chef de section des finances qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, n'auraient pu être nommés à ce grade par défaut d'ancienneté (articles 199 et 200).

Bij overgangmaatregel, zullen de ambtenaren die op datum van inwerkingtreding van dit besluit reeds met vrucht de basiscursus gevolgd hebben, maar nog geen vier jaar graadanciënniteit tellen, zodra ze deze anciënniteit bereikt hebben, benoemd worden in de graad van financieel medewerker en bezoldigd worden in de weddenschaal DF1. Deze benoeming is afhankelijk van het volgen van een vormingsactiviteit zonder test en de uiterste datum is de eerste benoeming van een lauraat van een proef over de beroepsbekwaamheid voor de graad van financieel medewerker georganiseerd voor zijn administratie (artikel 196).

De administratieve medewerkers zullen zich voor de proeven over de beroepsbekwaamheid tot de graad van financieel medewerker evenals voor de vergelijkende selecties voor overgang naar de graad van administratief assistent kunnen inschrijven.

4.4. De integratie van de assistenten bij financiën bezoldigd in de weddenschaal 30S1 (artikelen 4 tot 6)

Op 1 januari 2002 of, indien later, op datum van de toekenning van de weddenschaal 30S1, zullen deze ambtenaren, mits het volgen van een vormingsactiviteit zonder test, benoemd worden in de graad van financieel medewerker en zullen zij op basis van hun huidige wedde, vermeerderd met het weddencomplement, geïntegreerd worden in de weddenschaal DF1.

De ambtenaren die bezoldigd worden met de hoogste wedde van hun oude weddenschaal, zullen tussen de dertiende en vierentwintigste maand die volgt op hun integratie in deze schaal een in de schaal DF1 tussengevoegde verhoging genieten; de juiste datum wordt bepaald door hun huidige weddenanciënniteit.

Binnen de grenzen van de vacante betrekkingen (25 % van de betrekkingen van financieel medewerker) zullen zij van de weddenschaal DF2 genieten zodra zij drie jaar graadanciënniteit tellen in de graad van financieel medewerker en voor zover zij hun rechten op bevordering kunnen laten gelden.

Zij behouden de vormingspremie ten persoonlijke titel.

Zij zullen zich kunnen inschrijven voor de vergelijkende selectie voor overgang naar de graad van financieel assistent. De proef zal alleen maar betrekking hebben op de specifieke competenties die voor de vacante functie vereist zijn (artikelen 113, 125 en 184).

4.5. De integratie van de operateurs-mechanograaf bij financiën en de hoofdoperateurs-mechanograaf bij financiën (artikelen 7 tot 9)

De operateurs-mechanograaf bij financiën en de hoofdoperateurs-mechanograaf bij financiën worden op 1 januari 2002 benoemd in de gelijknamige afgeschafte graad in niveau D.

In overeenstemming met het koninklijk besluit van 3 augustus 2004 houdende wijziging van verscheidene reglementaire bepalingen betreffende de niveaus B, C en D, worden de ambtenaren op 1 september 2004 ambtshalve benoemd in de graad van technisch medewerker.

Zij behouden de vormingspremie ten persoonlijke titel.

4.6. De integratie van de assistenten bij financiën bezoldigd in de weddenschaal 30S2 of 30S3 en de sectiechefs bij financiën (artikelen 11 tot 14)

Mits het volgen van een vormingsactiviteit zonder test zullen deze ambtenaren, zonder wijziging van de administratieve standplaats, worden benoemd in de graad van financieel assistent en op basis van hun weddenanciënniteit geïntegreerd worden in de weddenschaal CF1.

Deze benoeming en deze integratie hebben uitwerking op 1 juni 2002 of op de datum van de bevordering door verhoging in de weddenschaal 30S2 of in de graad van sectiechef bij financiën indien deze later is.

Bij overgangmaatregel (artikel 197) zullen de financieel medewerkers, lauraat van een selectie voor verhoging tot de weddenschaal 30S2, die bij gebrek aan anciënniteit op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit nog niet in deze schaal bezoldigd zijn, worden benoemd in de graad van financieel assistent en op weddenanciënniteit geïntegreerd worden in de weddenschaal CF1 zodra zij negen jaar graadanciënniteit zouden hebben bereikt in de afgeschafte graad van assistent bij financiën.

De uiterste datum van deze benoeming is de eerste benoeming van een lauraat van een vergelijkende selectie voor overgang naar de graad van financieel assistent die georganiseerd wordt voor hun administratie.

Een gelijkaardige maatregel is ook voorzien voor de financieel medewerkers en de financieel assistenten, lauraat van een selectie voor verhoging tot de geschrapte graad van sectiechef bij financiën, die op datum van inwerkingtreding van dit besluit bij gebrek aan anciënniteit niet benoemd zijn kunnen worden in deze graad (artikelen 199 en 200).

Moyennant la réussite de deux mesures de compétences (formations certifiées), l'assistant financier sera promu dans l'échelle de traitement CF2 après six ans d'ancienneté dans l'échelle CF1; dans les mêmes conditions, il bénéficiera de l'échelle de traitement CF3 après douze ans d'ancienneté dans l'échelle CF2.

Il continuera à bénéficier de la prime de formation jusqu'au premier paiement de l'allocation de compétences et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2006.

Lors du premier paiement de l'allocation de compétences, le montant sera diminué des primes de formation perçues pendant l'année de référence antérieure (du 1<sup>er</sup> septembre de l'année précédente au 31 août de l'année du paiement).

Les assistants financiers nommés au Service public fédéral Finances pourront participer aux sélections comparatives d'accession aux grades d'expert financier ou d'expert fiscal (articles 110 et 122).

Les assistants financiers nommés à l'Administration des pensions pourront participer aux sélections comparatives d'accession au grade d'expert financier (article 181).

En ce qui concerne les agents de l'administration des douanes et accises, le Ministre des Pensions a introduit un dossier auprès de la Cour des Comptes en vue de la valorisation, en matière de pensions, des services actifs prestés par les agents du niveau 3 nommés d'office dans le niveau C. Tout sera mis en œuvre pour que cette opération puisse être réalisée dans les meilleurs délais.

#### CHAPITRE V. — *De la carrière des agents du niveau C*

5.1. Intégration des assistants administratifs rémunérés dans l'échelle de traitement 20A

Les dispositions de l'arrêté royal du 5 septembre 2002 portant réforme de la carrière de certains agents des administrations de l'Etat sont entièrement applicables aux assistants administratifs qui, au 1<sup>er</sup> juin 2002, sont rémunérés dans l'échelle de traitement 20A.

A cette date, ils sont donc nommés dans le grade d'assistant administratif (niveau C) et intégrés dans l'échelle de traitement CA1 qui est équivalente à l'ancienne échelle 20B.

Moyennant la réussite de deux mesures de compétences (test de compétences), ils progresseront vers l'échelle de traitement CA2 après huit ans d'ancienneté dans l'échelle CA1 et pour autant, qu'à cette date, ils puissent faire valoir leurs droits à la promotion; dans les mêmes conditions, ils bénéficieront de l'échelle de traitement CA3 après réussite de deux mesures de compétences (tests de compétences) et seize ans d'ancienneté dans l'échelle CA2.

Ils peuvent participer :

- aux épreuves de qualification professionnelle vers le grade d'assistant financier (articles 113, 125 et 184);
- aux sélections comparatives d'accession au grade d'expert financier (articles 110, 122 et 181).

5.2. Intégration des assistants administratifs rémunérés dans l'échelle de traitement 20B et bénéficiaires du complément de traitement (articles 13 à 18)

Moyennant le suivi d'une activité de formation sans test, ces agents sont nommés, au 1<sup>er</sup> juin 2002, dans le grade d'assistant financier et intégrés, sur ancienneté de traitement, dans l'échelle de traitement CF1.

Moyennant la réussite d'une mesure de compétences (formation certifiée), ils seront promus dans l'échelle de traitement CF2 après six ans d'ancienneté dans l'échelle CF1 et pour autant qu'à cette date, ils puissent faire valoir leurs droits à la promotion; dans les mêmes conditions, ils bénéficieront de l'échelle CF3 après réussite de deux mesures de compétences (formations certifiées) et douze ans d'ancienneté dans l'échelle CF2.

Ils continueront à bénéficier de la prime de formation jusqu'au premier paiement de l'allocation de compétences et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2005.

Les titulaires du brevet d'expert d'administration fiscale maintiennent, à titre personnel, le complément de traitement qui y est lié.

Les assistants financiers nommés au Service public fédéral Finances pourront participer aux sélections comparatives d'accession aux grades d'expert financier ou d'expert fiscal (articles 110 et 122).

Les assistants financiers nommés à l'Administration des pensions pourront participer aux sélections comparatives d'accession au grade d'expert financier (article 181).

Mits het slagen voor twee competentiemetingen (gecertificeerde opleidingen), zal de financieel assistent, na zes jaar anciënniteit in schaal CF1, worden bevorderd naar de weddenschaal CF2; onder dezelfde voorwaarden zal hij, na twaalf jaar anciënniteit in de schaal CF2, de weddenschaal CF3 krijgen.

Hij zal de vormingspremie blijven behouden tot de eerste betaling van de competentietoelage en ten laatste tot 31 december 2006.

Bij de eerste uitbetaling van de competentietoelage, zal het bedrag verminderd worden met de vormingspremies die tijdens het vorige referentiejaar (van 1 september van het vorige jaar tot 31 augustus van het jaar van betaling) ontvangen werden.

De financieel assistenten benoemd bij de Federale Overheidsdienst Financiën zullen kunnen deelnemen aan de vergelijkende selecties voor overgang naar de graden van financieel deskundige of fiscaal deskundige (artikelen 110 en 122).

De financieel assistenten die bij de Administratie der pensioenen benoemd zijn, zullen kunnen deelnemen aan de vergelijkende selecties voor overgang naar de graad van financieel deskundige (artikel 181).

Wat de ambtenaren van de Administratie der douane en accijnzen betreft, heeft de Minister van Pensioenen een dossier bij het Rekenhof ingediend met het oog op de erkenning, inzake pensioenen, van de actieve diensten die gepresteerd worden door de ambtenaren van niveau 3 die ambtshalve in niveau C worden benoemd. Alles zal in het werk gesteld worden om deze operatie zo spoedig mogelijk tot een goed einde te brengen.

#### HOOFDSTUK V. — *De loopbaan van de ambtenaren van niveau C*

5.1 De integratie van de bestuursassistenten bezoldigd in de weddenschaal 20A

De bepalingen van het koninklijk besluit van 5 september 2002 houdende hervorming van de loopbaan van sommige ambtenaren in de Rijksbesturen zijn volledig van toepassing op de bestuursassistenten die op datum van 1 juni 2002 bezoldigd worden in de weddenschaal 20A.

Op deze datum worden zij dus benoemd in de graad van administratief assistent (niveau C) en geïntegreerd in de weddenschaal CA1 die gelijkwaardig is aan de oude weddenschaal 20B.

Mits het slagen voor twee competentiemetingen (competentietest), zullen zij na acht jaar anciënniteit in de schaal CA1 en voor zover zij op deze datum hun rechten op bevordering kunnen laten gelden, bevorderd worden in de weddenschaal CA2; onder dezelfde voorwaarden en na het slagen voor twee competentiemetingen (competentietests) en na zestien jaar anciënniteit in de schaal CA2 zullen zij de weddenschaal CA3 verkrijgen.

Zij mogen deelnemen aan :

- aan de proeven over de beroepsbekwaamheid tot de graad van financieel assistent (artikelen 113, 125 en 184);
- aan de vergelijkende selecties voor overgang naar de graad van financieel deskundige (artikelen 110, 122 en 181).

5.2 De integratie van de bestuursassistenten bezoldigd in de weddenschaal 20B en titularis van een weddencomplement (artikelen 13 tot 18)

Mits het volgen van een vormingsactiviteit zonder test, worden deze ambtenaren op 1 juni 2002 benoemd in de graad van financieel assistent en op weddenanciënniteit geïntegreerd in de weddenschaal CF1.

Mits het slagen voor een competentiemeting (gecertificeerde opleiding) zullen zij na zes jaar anciënniteit in de schaal CF1 en voor zover zij op deze datum hun rechten op bevordering kunnen laten gelden, bevorderd worden in de weddenschaal CF2; onder dezelfde voorwaarden en na het slagen voor twee competentiemetingen (gecertificeerde opleidingen) en na twaalf jaar anciënniteit in de schaal CF2 zullen zij de weddenschaal CF3 verkrijgen.

Zij behouden de vormingspremie tot de eerste betaling van de competentietoelage en ten laatste tot 31 december 2005.

De houders van het brevet van fiscaal expert behouden ten persoonlijke titel het weddencomplement dat hieraan verbonden is.

De financieel assistenten, benoemd bij de Federale Overheidsdienst Financiën, zullen kunnen deelnemen aan de vergelijkende selecties voor overgang naar de graden van financieel deskundige of van fiscaal deskundige (artikelen 110 en 122).

De financieel assistenten, benoemd bij de Administratie der pensioenen, zullen kunnen deelnemen aan de vergelijkende selectie voor overgang naar de graad van financieel deskundige (artikel 181).

Sauf pour ce qui concerne l'intégration dans les nouvelles échelles de traitement – pour lesquelles il est renvoyé à l'annexe 1 du présent arrêté – et l'inscription aux mesures de compétences, les dispositions reprises ci-avant valent mutatis mutandis pour les assistants administratifs ou les chefs administratifs rémunérés dans l'échelle de traitement 22A qui, avant leur nomination dans un grade du niveau 2, ont été titulaires :

- d'un grade de niveau 3 du rang 34 minimum,
- du grade de chef de section des finances (rang 32),
- d'un grade d'assistant des finances auquel sont attachées les échelles de traitement 30S2 ou 30S3.

5.3. Intégration des assistants administratifs et des chefs administratifs non visés ci-avant (articles 19 à 24)

En ce qui concerne les chefs administratifs rémunérés dans l'échelle de traitement 22B, ce sont les dispositions de l'arrêté royal du 5 septembre 2002 portant réforme de la carrière de certains agents des administrations de l'Etat qui sont applicables : ils sont nommés dans le niveau C au 1<sup>er</sup> juin 2002 et conservent leurs grades et échelles de traitement actuels.

Moyennant le suivi d'une activité de formation sans test, les assistants administratifs et les chefs administratifs rémunérés dans l'échelle de traitement 22A, non visés par les rubriques 5.1. et 5.2., sont nommés, au 1<sup>er</sup> juin 2002, dans le grade (supprimé) d'assistant financier adjoint et intégrés dans les nouvelles échelles de traitement dans les conditions fixées par l'annexe 1 du présent arrêté.

Les assistants financiers adjoints rémunérés dans l'échelle de traitement CA1 seront promus dans l'échelle de traitement CA2 après six ans d'ancienneté dans l'échelle CA1 et réussite d'une mesure de compétences (formation certifiée), pour autant qu'à cette date, ils puissent faire valoir leurs droits à la promotion.

La promotion par avancement barémique dans l'échelle CA3 se fait après réussite de deux mesures de compétences (formations certifiées), douze ans d'ancienneté dans l'échelle CA2 et sous les mêmes conditions.

Les assistants administratifs qui, conformément à l'annexe 1<sup>re</sup> du présent arrêté, sont intégrés dans l'échelle de traitement CA2 seront promus dans l'échelle CA3 après réussite d'une mesure de compétences et quatre années d'ancienneté cumulée dans les échelles 20E et CA2. Cette promotion ne peut avoir lieu au plus tôt qu'au 1<sup>er</sup> septembre 2003.

A la date de leur promotion dans l'échelle CA3, ils bénéficieront, à nouveau, à titre personnel, de la prime de formation.

Dans le respect des normes réglementaires (quotas), l'ancienne échelle de traitement 22B sera encore attribuée.

Les assistants financiers adjoints continueront à bénéficier de la prime de formation jusqu'au premier paiement de l'allocation de compétences et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2005.

Les titulaires du brevet d'expert d'administration fiscale maintiennent, à titre personnel, le complément de traitement qui y est lié.

Les assistants financiers adjoints nommés au Service public fédéral Finances pourront participer :

- aux épreuves de qualification professionnelle au grade d'assistant financier (articles 113 et 125),
- aux sélections comparatives d'accession aux grades d'expert financier ou d'expert fiscal (articles 110 et 122).

Les assistants financiers adjoints nommés à l'Administration des pensions pourront participer :

- aux épreuves de qualification au grade d'assistant financier (article 184);
- aux sélections comparatives d'accession au grade d'expert financier (article 181).

5.4. Intégration des assistants informatiques des finances (articles 25 à 30)

Les assistants informatiques des finances sont nommés, au 1<sup>er</sup> juin 2002, dans le grade (supprimé) de même nom dans le niveau C.

Conformément à l'arrêté royal du 3 août 2004 portant modification de diverses dispositions réglementaires relatives aux niveaux B, C et D, ils sont nommés d'office dans le grade d'assistant technique au 1<sup>er</sup> septembre 2004.

Ils peuvent prétendre à une allocation de compétence en cas de réussite d'une mesure de compétences.

Ils conservent le bénéfice de la prime de formation jusqu'au premier paiement de l'allocation de compétences et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2006.

Behalve voor wat de integratie in de nieuwe weddenschaal betreft – waarvoor verwezen wordt naar bijlage 1 van dit besluit – en de inschrijving voor de competentiemetingen, gelden de hierboven opgenomen bepalingen mutatis mutandis voor de bestuursassistenten en de bestuurschefs bezoldigd in de weddenschaal 22A, die voor hun benoeming in een graad van niveau 2 titularis geweest zijn :

- van een graad in niveau 3 met minimum rang 34,
- van de graad van sectiechef bij financiën (rang 32),
- van een graad van assistent bij financiën waaraan de weddenschaal 30S2 of 30S3 was verbonden.

5.3. De integratie van de bestuursassistenten en van de bestuurschefs die hierboven niet bedoeld werden (artikelen 19 tot 24)

Wat de bestuurschefs bezoldigd in de weddenschaal 22B betreft, zijn de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 september 2002 houdende hervorming van de loopbaan van sommige ambtenaren in de Rijksbesturen van toepassing : zij worden op 1 juni 2002 benoemd in het niveau C en behouden hun huidige graad en weddenschaal.

Mits het volgen van een vormingsactiviteit zonder test, worden de bestuursassistenten en de bestuurschefs bezoldigd in de weddenschaal 22A, die niet bedoeld worden onder de rubrieken 5.1 en 5.2, op 1 juni 2002 benoemd in de (afgeschafte) graad van adjunct-financieel assistent en geïntegreerd in de nieuwe weddenschaal volgens de voorwaarden vastgelegd in bijlage 1 van dit besluit.

Na zes jaar anciënniteit in de weddenschaal CA1 en na het slagen voor een competentiemeting (gecertificeerde opleiding), en voor zover ze op deze datum hun rechten op bevordering kunnen laten gelden, zullen de adjunct-financieel assistenten, bezoldigd in de weddenschaal CA1, worden bevorderd in de weddenschaal CA2.

De bevordering door verhoging in de weddenschaal CA3 gebeurt na het slagen voor twee competentiemetingen (gecertificeerde opleidingen), twaalf jaar anciënniteit in de schaal CA2 en onder dezelfde voorwaarden.

De bestuursassistenten die, overeenkomstig bijlage 1 van dit besluit, geïntegreerd worden in de weddenschaal CA2, zullen, na het slagen voor een competentiemeting en na vier jaar anciënniteit opgebouwd te hebben in de weddenschaal 20 E en CA2, worden bevorderd in de schaal CA3. Deze bevordering kan ten vroegste op 1 september 2003 plaats hebben.

Op datum van hun bevordering in de weddenschaal CA3, zijn zij opnieuw, ten persoonlijke titel, gerechtigd op de vormingspremie.

Met inachtneming van de reglementaire normen (quota's) zal de oude weddenschaal 22B nog toegekend worden.

De adjunct-financieel assistenten zullen tot de eerste betaling van de competentietoelage en ten laatste tot 31 december 2005 blijven genieten van de vormingspremie.

De houders van het brevet van fiscaal expert behouden ten persoonlijke titel het weddencomplement dat hieraan verbonden is.

De adjunct-financieel assistenten, benoemd bij de Federale Overheidsdienst Financiën, zullen kunnen deelnemen aan :

- de proeven over de beroepsbekwaamheid voor de graad van financieel assistent (artikelen 113 en 125),
- aan de vergelijkende selecties voor overgang naar de graden van financieel deskundige of fiscaal deskundige (artikelen 110 en 122).

De adjunct-financieel assistenten, benoemd bij de Administratie der pensioenen, zullen kunnen deelnemen :

- aan de proeven over de beroepsbekwaamheid voor de graad van financieel assistent (artikel 184),
- aan de vergelijkende selecties voor overgang naar de graad van financieel deskundige (artikel 181).

5.4. De integratie van de assistenten informatica bij financiën (artikelen 25 tot 30)

De assistenten informatica bij financiën worden op 1 juni 2002 benoemd in de gelijknamige afgeschafte graad in niveau C.

In overeenstemming met het koninklijk besluit van 3 augustus 2004 houdende wijziging van verscheidene reglementaire bepalingen betreffende de niveaus B, C en D, worden de ambtenaren op 1 september 2004 ambtshalve benoemd in de graad van technisch assistent.

Zij kunnen mits het slagen van een competentiemeting aanspraak maken op een competentietoelage.

De ambtenaren behouden de vormingspremie tot de eerste betaling van de competentiemeting en ten laatste tot 31 december 2006.

Au moment du premier paiement de l'allocation de compétences, le montant est diminué du total des primes de formation perçues pendant la période de référence (du 1<sup>er</sup> septembre de l'année précédente au 31 août de l'année de paiement).

#### 5.5. Intégration des techniciens et des chefs techniciens

Les dispositions de l'arrêté royal du 5 septembre 2002 portant réforme de la carrière de certains agents des administrations de l'Etat leur sont applicables.

Ils sont nommés, au 1<sup>er</sup> juin 2002, dans le grade d'assistant technique ou, pour les titulaires de l'ancienne échelle de traitement 22B, dans le grade (supprimé) de chef technicien.

Les agents intégrés dans l'échelle CT3 conservent, à titre personnel, le bénéfice de la prime de formation.

Par mesure transitoire, l'échelle 22B sera encore attribuée.

#### 5.6. De la prime de direction

La prime de direction de 1.000 € est, conformément aux dispositions générales, automatiquement attribuée au membre du personnel (sauf s'il est rémunéré dans l'échelle 22B) qui dirige de manière directe une équipe d'au moins dix personnes.

Si cette condition n'est pas remplie, la prime de direction pourra également être attribuée sur proposition du supérieur hiérarchique et après approbation du titulaire de la fonction de management N-2 concerné et du directeur du Service d'encadrement 'Personnel et Organisation'.

### CHAPITRE VI. — *De la carrière des agents du niveau B (carrière financière)*

#### 6.1. Intégration des vérificateurs et des géomètres des finances

Moyennant le suivi d'une activité de formation sans test, les vérificateurs et géomètres des finances sont nommés, au 1<sup>er</sup> octobre 2002, dans le grade d'expert financier.

Par mesure transitoire, les agents qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, exerceront des activités de nature fiscale, seront nommés, à cette date, dans le grade (supprimé) d'expert fiscal adjoint.

L'évolution de la carrière dans ces deux grades et les échelles de traitement attribuées sont en tous points identiques.

Ces agents seront intégrés dans les échelles de traitement BF1 ou BF2 selon leur échelle de traitement actuelle (26E ou 26H).

Des mesures de sauvegarde quant à l'attribution de la deuxième échelle de traitement accordée après neuf ans d'ancienneté dans les grades de vérificateur et de géomètre des finances ont été prévues.

Moyennant la réussite de mesures de compétences (formations certifiées), ces agents pourront bénéficier d'allocations de compétences et progresser vers l'échelle de traitement BF3 dans les mêmes conditions que celles prévues par l'arrêté royal du 5 septembre 2002 portant réforme de la carrière de certains agents des administrations de l'Etat.

Ils continueront à bénéficier de la prime de formation jusqu'au premier paiement de l'allocation de compétences et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2006.

Les titulaires du brevet d'expert d'administration fiscale maintiennent, à titre personnel, le complément de traitement qui y est lié.

Les experts financiers et les experts fiscaux adjoints nommés au Service public fédéral Finances pourront participer aux épreuves de qualification professionnelle donnant accès au grade d'expert fiscal.

#### 6.2. Intégration des vérificateurs principaux et des géomètres-experts des finances

Moyennant le suivi d'une activité de formation sans test, les vérificateurs principaux et les géomètres-experts des finances sont nommés, au 1<sup>er</sup> octobre 2002, dans le grade (supprimé) d'expert financier et administratif.

Bij de eerste uitbetaling van de competentietoelage, zal het bedrag verminderd worden met de vormingspremies die tijdens het vorige referentiejaar (van 1 september van het vorige jaar tot 31 augustus van het jaar van betaling) ontvangen werden.

#### 5.5. De integratie van de technici en de hoofdtechnici

De bepalingen van het koninklijk besluit van 5 september 2002 houdende hervorming van de loopbaan van sommige ambtenaren in de Rijksbesturen zijn op hen van toepassing.

Zij worden op 1 juni 2002 benoemd in de graad van technisch assistent of, voor de titularissen van de oude weddenschaal 22B, in de (afgeschafte) graad van hoofdtechnicus.

De in de weddenschaal CT3 opgenomen ambtenaren behouden ten persoonlijke titel het voordeel van de vormingspremie.

Bij overgangsmaatregel zal de weddenschaal 22B nog toegekend worden.

#### 5.6. De premie voor leidinggeevenden

De premie voor leidinggeevenden van 1.000 € wordt overeenkomstig de algemene bepalingen automatisch toegekend aan het personeelslid (behalve diegene die bezoldigd wordt in de schaal 22B) dat op directe wijze leiding geeft aan een ploeg van tenminste tien personen.

Als deze voorwaarde niet vervuld is, zal de premie voor leidinggeevenden ook kunnen worden toegekend op voorstel van de hiërarchische meerdere en na goedkeuring door de houder van de betrokken managementfunctie N-2 en de directeur van de Stafdienst 'Personeel en Organisatie'.

### HOOFDSTUK VI. — *Over de loopbaan van de ambtenaren van niveau B (financiële loopbaan)*

#### 6.1. De integratie van de verificateurs en de landmeters van financiën

Mits het volgen van een vormingsactiviteit zonder test, worden de verificateurs en landmeters van financiën, op 1 oktober 2002, benoemd in de graad van financieel deskundige.

Bij wege van overgangsmaatregel, worden de ambtenaren die, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, een functie van fiscale aard uitoefenen, benoemd op deze datum tot adjunct-fiscaal deskundige (afgeschafte graad).

De ontwikkeling van de loopbaan in deze twee graden en de toegekende weddenschalen zijn volledig identiek.

Deze ambtenaren worden geïntegreerd in de weddenschalen BF1 of BF2 afhankelijk van hun huidige weddenschaal (26E of 26H).

Overgangsmaatregelen waarbij de toekenning van de tweede weddenschaal wordt gewaarborgd, na 9 jaar graadanciënniteit in de graden van verificateur en landmeter van financiën, zijn voorzien.

Mits het slagen van de competentiemetingen (gecertificeerde opleidingen), zijn deze ambtenaren gerechtigd op de competentietoelage en kunnen bevorderd worden in de weddenschaal BF3 volgens dezelfde voorwaarden als deze bepaald in het koninklijk besluit van 5 september 2002 houdende hervorming van de loopbaan van sommige ambtenaren in de Rijksbesturen.

Zij behouden het recht op de vormingspremie tot de datum waarop de geldigheidsduur van de competentiemeting aanvangt en uiterlijk tot 31 december 2006.

De titularissen van het brevet van expert bij een fiscaal bestuur, behouden ten persoonlijke titel het hieraan verbonden weddencomplex.

De financieel deskundigen en adjunct-fiscaal deskundigen benoemd bij de Federale Overheidsdienst Financiën mogen deelnemen aan de proef over de beroepsbekwaamheid die toegang verleent tot de graad van fiscaal deskundige.

#### 6.2. Integratie van de eerstaanwezend verificateurs en de landmeters-experten bij financiën

Mits het volgen van een vormingsactiviteit zonder test, worden de eerstaanwezend verificateurs en landmeters-experten van financiën, op 1 oktober 2002, benoemd in de (afgeschafte graad) van financieel en administratief deskundige.

Les agents qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, exerceront des activités de nature fiscale, seront nommés, à cette date, dans le grade d'expert fiscal.

L'évolution de la carrière dans ces deux grades et les échelles de traitement attribuées sont en tous points identiques.

Ces agents sont intégrés, sur base de leur rémunération, dans l'échelle de traitement BF3 et peuvent directement s'inscrire à une mesure de compétences (formation certifiée).

Des mesures de sauvegarde quant à l'attribution de la deuxième échelle de traitement accordée après neuf ans d'ancienneté dans les grades de vérificateur principal et de géomètre-expert des finances ou après quinze ans d'ancienneté de niveau ont été prévues.

Ces agents continueront à bénéficier de la prime de formation jusqu'au premier paiement de l'allocation de compétences et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2006.

Les titulaires du brevet d'expert d'administration fiscale maintenant, à titre personnel, le complément de traitement qui y est lié.

Les experts fiscaux et les experts financiers et administratifs pourront participer aux sélections comparatives d'accession à un emploi des classes A1 ou A2 du niveau A.

6.3. De la nomination au grade d'expert fiscal après réussite d'une épreuve de qualification professionnelle ou d'une sélection comparative d'accession et du parallélisme entre les carrières d'expert fiscal et d'expert financier et administratif.

Au moment de leur nomination au grade d'expert fiscal,

— les lauréats d'une sélection comparative d'accession et

— les experts financiers, lauréats d'une épreuve de qualification professionnelle, qui, à la date de nomination, sont rémunérés dans les échelles de traitement BF1 (avec ou sans bénéfice d'une allocation de compétence) ou BF2 (sans bénéfice d'une allocation de compétence),

sont intégrés, sur ancienneté de traitement, dans l'échelle BF2. Ils bénéficient pendant cinq ans d'une allocation de compétence de 2.000 € (montant à indexer).

Au moment de leur nomination au grade d'expert fiscal, les experts financiers, lauréats d'une épreuve de qualification professionnelle, qui, à la date de nomination, sont rémunérés dans l'échelle de traitement BF2 et ont droit à une allocation de compétence sont intégrés, sur ancienneté de traitement, dans l'échelle de traitement BF3. Ils sont censés avoir réussi la mesure de compétence 2 et perçoivent, pendant cinq ans, une allocation de compétence de 2.500 € (montant à indexer).

Les carrières d'expert fiscal et d'expert financier et administratif sont identiques, seul l'intitulé du grade change.

De ambtenaren die, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, een functie van fiscale aard uitoefenen, worden op deze datum benoemd tot fiscaal deskundige.

De ontwikkeling van de loopbaan in deze twee graden en de toegekende weddenscalen zijn volledig identiek.

Deze ambtenaren worden op bezoldiging geïntegreerd in de weddenschaal BF3 en kunnen zich onmiddellijk inschrijven voor een competentiemeting (gecertificeerde opleiding).

Overgangsmaatregelen waarbij de toekenning van de tweede weddenschaal wordt gewaarborgd, na 9 jaar graadanciënniteit in de graden van eerstaanwezend verificateur en landmeter-expert van financiën of 15 jaar niveauanciënniteit, zijn voorzien.

Zij behouden het recht op de vormingspremie tot de datum waarop de geldigheidsduur van de competentiemeting aanvangt en uiterlijk tot 31 december 2006.

De titularissen van het brevet van expert bij een fiscaal bestuur, behouden ten persoonlijke titel het hieraan verbonden weddencomplement.

De fiscaal deskundigen en de financieel en administratief deskundigen kunnen deelnemen aan de vergelijkende selecties voor overgang naar een betrekking van de vakklassen A1 of A2 behorend tot niveau A.

6.3 De benoeming tot de graad van fiscaal deskundige na het slagen voor een proef over de beroepsbekwaamheid of voor een vergelijkende selectie voor overgang en het parallélisme tussen de loopbaan van fiscaal deskundige en de loopbaan van financieel en administratief deskundige.

Op het ogenblik van hun benoeming tot de graad van fiscaal deskundige, worden

— de laureaten van een vergelijkende selectie voor overgang en

— de financieel deskundigen, laureaten van een proef over de beroepsbekwaamheid, die op de datum van de benoeming bezoldigd worden in de weddenscalen BF1 (met of zonder het voordeel van een competentietoelage) of BF2 (zonder het voordeel van een competentietoelage),

ingeschaald op weddenanciënniteit in de schaal BF2. Zij genieten gedurende vijf jaar van een competentietoelage van 2.000 € (te indexeren bedrag).

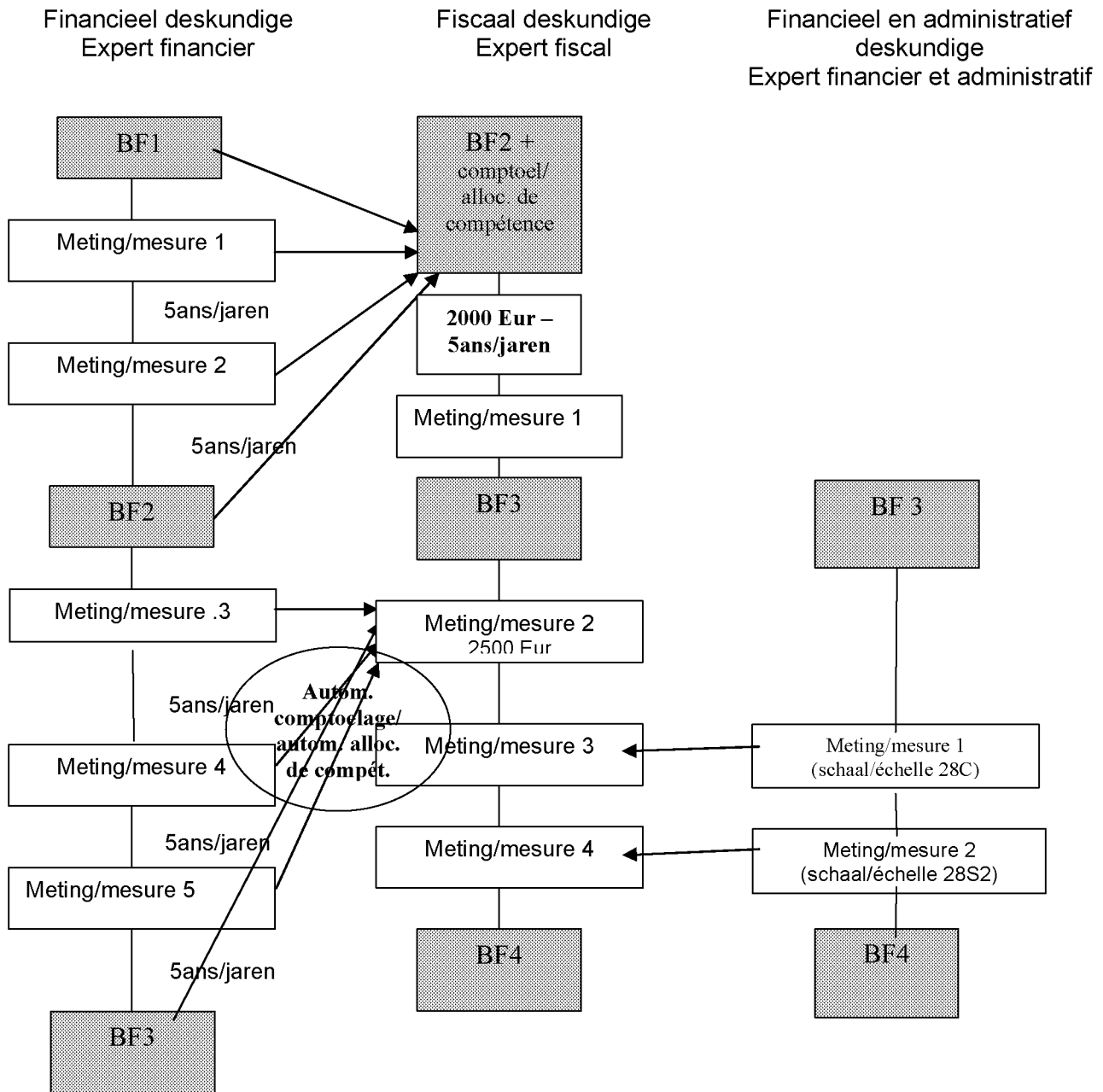
Op het ogenblik van hun benoeming tot de graad van fiscaal deskundige worden de financieel deskundigen, laureaten van de proef over de beroepsbekwaamheid, die op de datum van hun benoeming bezoldigd worden in de weddenschaal BF2 en die recht hebben op een competentietoelage, op weddenanciënniteit geïntegreerd in de weddenschaal BF3. Zij worden geacht geslaagd te zijn voor de competentiemeting 2 en ontvangen gedurende vijf jaar een competentietoelage van 2.500 € (te indexeren bedrag).

De loopbanen van fiscaal deskundige en financieel en administratief deskundige zijn gelijk, enkel de benaming van de graad is verschillend.



Le schéma repris ci-dessus développe les différentes possibilités de carrière :

Het hierna opgenomen schema geeft de verschillende loopbaanmogelijkheden weer :



#### 6.4. Mesures particulières d'intégration des vérificateurs principaux auparavant titulaires du grade (supprimé) de vérificateur-expert comptable

Moyennant le suivi d'une activité de formation sans test, les vérificateurs principaux auparavant titulaires du grade (supprimé) de vérificateur-expert comptable sont nommés, au 1<sup>er</sup> octobre 2002, dans le grade (supprimé) d'expert financier et administratif.

Les agents qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, exerceront des activités de nature fiscale seront nommés dans le grade d'expert fiscal.

Ils conservent leur ancienne échelle de traitement et le complément de traitement jusqu'au 31 décembre 2004. Au 1<sup>er</sup> janvier 2005, ils sont intégrés, sur ancienneté de traitement, dans l'échelle de traitement BF4.

Ils conservent, à titre personnel, le bénéfice de la prime de formation et perçoivent un complément de traitement de 1.502,25 €.

#### CHAPITRE VII. — De la carrière des agents du niveau B (carrière technique)

Moyennant le suivi d'une activité de formation sans test, les laborantins et les laborantins principaux sont nommés, au 1<sup>er</sup> octobre 2002, dans le grade d'expert technique.

Ils sont intégrés dans les échelles de traitement BT1 ou BT2 selon leur échelle de traitement actuelle.

#### 6.4. Bijzondere integratieregels voor de eerstaanwendend verificateurs voorheen titularis van de afgeschafte graad van verificateur-accountant

Mits het volgen van een vormingsactiviteit zonder test, worden de eerstaanwendend verificateurs voorheen titularis van de (afgeschafte) graad van verificateur-accountant, op 1 oktober 2002, benoemd in de (afgeschafte graad) van financieel en administratief deskundige.

De ambtenaren die, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, een functie van fiscale aard uitoefenen, worden benoemd tot fiscaal deskundige.

Zij behouden hun oude weddenschaal en het weddencomplement tot 31 december 2004. Op 1 januari 2005, worden de ambtenaren geïntegreerd op weddenanciënniteit in de weddenschaal BF4.

Zij behouden, ten persoonlijke titel, de vormingspremie en verkrijgen een weddencomplement van 1.502,25 €.

#### HOOFDSTUK VII. — Over de loopbaan van de ambtenaren van niveau B (technische loopbaan)

Mits het volgen van een vormingsactiviteit zonder test, worden de laboranten en de eerstaanwendend laboranten, op 1 oktober 2002, benoemd in de graad van technisch deskundige.

Zij worden geïntegreerd in de weddenschalen BT1 of BT2 afhankelijk van hun huidige weddenschaal.

Moyennant la réussite de mesures de compétences (formations certifiées), ils pourront bénéficier d'allocations de compétences et progresser vers l'échelle de traitement BT3 dans les mêmes conditions que celles prévues par l'arrêté royal du 5 septembre 2002 portant réforme de la carrière de certains agents des administrations de l'Etat.

#### CHAPITRE VIII. — *De la carrière des agents du niveau B (carrière informatique)*

##### 8.1. Intégration des programmeurs des finances

Moyennant le suivi d'une activité de formation sans test, les programmeurs des finances sont nommés, au 1<sup>er</sup> octobre 2002, dans le grade d'expert I.C.T.

Selon leur échelle de traitement actuelle, ils seront intégrés dans les échelles de traitement BI1 ou BI2; ils conserveront leur échelle actuelle si elle est plus avantageuse.

La suite de leur carrière est fixée par les dispositions de l'arrêté royal du 5 septembre 2002 portant réforme de la carrière de certains agents des administrations de l'Etat.

Ils continueront à percevoir la prime de formation jusqu'au premier paiement de l'allocation de compétences et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2006.

Les titulaires du brevet d'expert d'administration fiscale maintiennent, à titre personnel, le complément de traitement qui y est lié.

##### 8.2. Intégration des analystes de programmation des finances

Moyennant le suivi d'une activité de formation sans test, les analystes de programmation des finances sont nommés, au 1<sup>er</sup> octobre 2002, dans le grade (supprimé) d'expert financier et I.C.T.

Ils sont intégrés, sur traitement, dans l'échelle de traitement BI3 et peuvent s'inscrire à une mesure de compétences en vue de bénéficier, à partir de septembre 2005, d'une allocation de compétences et progresser vers l'échelle de traitement BI4.

Ils continueront à percevoir la prime de formation jusqu'au premier paiement de l'allocation de compétences et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2006.

Les titulaires du brevet d'expert d'administration fiscale maintiennent, à titre personnel, le complément de traitement qui y est lié.

#### CHAPITRE IX. — *Du maintien de la prime de formation*

Certains agents conservent, à titre personnel, le bénéfice de la prime de formation.

Il s'agit, par exemple, de ceux qui ne peuvent participer aux mesures de compétences du fait de leur intégration dans l'échelle de traitement la plus élevée de leur nouveau grade.

La liste ci-dessous reprend les grades visés par cette mesure :

##### Au niveau D

- ancien agent du niveau 4;
- ancien commis;
- ancien assistant des finances rémunéré dans les échelles de traitement 30A, 30C ou 30S1;
- ancien chef d'atelier;
- ancien ouvrier spécialiste;
- ancien opérateur-mécanographe des finances;
- ancien chef opérateur-mécanographe des finances;
- ancien assistant des finances (échelles 30S2 et 30S3) et ancien chef de section des finances qui est nommé dans ce grade supprimé étant donné qu'il n'a pas participé à l'activité de formation (sans test).

##### Au niveau C

- ancien chef administratif rémunéré dans les échelles de traitement 22A ou 22B;
- ancien chef technicien rémunéré dans les échelles 22A ou 22B.

##### Au niveau B

- vérificateur (grade supprimé);
- géomètre des finances (grade supprimé);
- laborantin (grade supprimé);
- programmeur des finances (grade supprimé);
- vérificateur principal (grade supprimé);
- géomètre-expert des finances (grade supprimé);
- laborantin principal (grade supprimé);

Mits het slagen van de competentiemetingen (gecertificeerde opleidingen), zijn deze ambtenaren gerechtigd op de competentietoelage en kunnen bevorderd worden in de weddenschaal BT3 volgens dezelfde voorwaarden als deze bepaald in het koninklijk besluit van 5 september 2002 houdende hervorming van de loopbaan van sommige ambtenaren in de Rijksbesturen.

#### HOOFDSTUK VIII. — *Over de loopbaan van de ambtenaren van niveau B (ICT-loopbaan)*

##### 8.1. Integratie van de programmeurs bij financiën

Mits het volgen van een vormingsactiviteit zonder test, worden de programmeurs bij financiën, op 1 oktober 2002, benoemd in de graad van ICT-deskundige.

Afhankelijk van hun huidige weddenschaal, worden de ambtenaren geïntegreerd in de weddenschaal BI1 of BI2; zij behouden hun huidige weddenschaal indien zij voordeliger is.

Het verder verloop van loopbaan wordt bepaald door het koninklijk besluit van 5 september 2002 houdende hervorming van de loopbaan van sommige ambtenaren in de Rijksbesturen.

Zij behouden het recht op de vormingspremie tot de datum waarop de geldigheidsduur van de competentiemeting aanvangt en uiterlijk tot 31 december 2006.

De titularissen van het brevet van expert bij een fiscaal bestuur, behouden ten persoonlijke titel het hieraan verbonden weddencomplement.

##### 8.2. Integratie van de programmeringsanalisten bij financiën

Mits het volgen van een vormingsactiviteit zonder test, worden de programmeringsanalisten bij financiën, op 1 oktober 2002, benoemd in de (afgeschafte) graad van financieel en ICT-deskundige.

Zij worden geïntegreerd, op wedde, in de weddenschaal BI3 en mogen zich inschrijven voor een competentiemeting, om vanaf september 2005 een competentietoelage uitbetaald te krijgen en te kunnen bevorderen naar de weddenschaal BI4.

Zij behouden het recht op de vormingspremie tot de datum waarop de geldigheidsduur van de competentiemeting aanvangt en uiterlijk tot 31 december 2006.

De titularissen van het brevet van expert bij een fiscaal bestuur, behouden ten persoonlijke titel het hieraan verbonden weddencomplement.

#### HOOFDSTUK IX. — *Het behoud van de vormingspremie*

Sommige ambtenaren behouden ten persoonlijke titel het voordeel van de vormingspremie.

Het betreft onder andere zij die omwille van hun inschaling in de hoogste weddenschaal van hun nieuwe graad niet kunnen deelnemen aan de competentiemetingen.

De hierna opgenomen lijst vermeldt de door deze maatregel bedoelde graden.

##### In niveau D

- gewezen ambtenaar van niveau 4;
- gewezen klerk;
- gewezen assistent bij financiën bezoldigd in de weddenschaal 30A, 30C of 30S1;
- gewezen werkmeester;
- gewezen vakman;
- gewezen operateur-mechanograaf bij financiën;
- gewezen hoofdoperateur-mechanograaf bij financiën;
- gewezen assistent bij financiën (weddenschaal 30S2 of 30S3) en gewezen sectiechef bij financiën die in deze afgeschafte graad benoemd is vermits hij de vormingsactiviteit (zonder test) niet heeft bijgewoond.

##### In niveau C

- gewezen bestuurschef bezoldigd in de weddenschaal 22A of 22B;
- gewezen hoofdtechnicus bezoldigd in de weddenschaal 22A of 22B.

##### In niveau B

- verificateur (afgeschafte graad);
- landmeter van financiën (afgeschafte graad);
- laborant (afgeschafte graad);
- programmeur bij financiën (afgeschafte graad);
- eerstaanwezend verificateur (afgeschafte graad);
- landmeter-expert van financiën (afgeschafte graad);
- eerstaanwezend laborant (afgeschafte graad);

- analyste de programmation des finances (grade supprimé);
- ancien vérificateur-expert comptable.

Les assistants financiers ou assistants financiers adjoints qui, conformément à l'annexe 1<sup>re</sup> du présent arrêté, sont intégrés dans l'échelle de traitement CF2 ou CA 2 bénéficient à nouveau de la prime de formation à partir de la date de leur promotion dans l'échelle CF3 ou CA3.

#### CHAPITRE X. — *Sauvegarde de certains droits à la pension*

L'intégration dans les nouveaux barèmes et la réduction de l'ancienneté pécuniaire qui en résulte éventuellement ont pour conséquence que certains agents pensionnés peu de temps après cette intégration obtiendront une pension inférieure à celle de leurs collègues qui seront pensionnés dans un futur plus lointain.

Afin de résoudre ce problème, la disposition dans les articles 5, § 2 et 36, § 2, stipule que pour le calcul de la pension de retraite les agents concernés retrouvent à la veille de leur mise à la retraite leur ancienneté pécuniaire réelle prenant en compte la durée réelle de tous leurs services. Pour ce qui concerne la pension de survie d'un agent qui décède en activité, la veille de la mise à la retraite est remplacée par celle du décès.

#### CHAPITRE XI. — *Des agents contractuels*

Les agents contractuels sont rémunérés dans les échelles de traitement liées au grade commun (collaborateur administratif, collaborateur technique, collaborateur cuisine/nettoyage, assistant administratif ou expert financier).

Conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 septembre 2002 portant réforme de la carrière de certains agents des administrations de l'Etat, ils sont intégrés dans la première échelle de traitement.

Les agents des niveaux C et B peuvent s'inscrire aux mesures de compétences. En cas de réussite, ils perçoivent l'allocation de compétences. Comme par le passé, ils restent rémunérés dans la première échelle de traitement liée à leurs fonctions.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,

De votre Majesté,  
le très respectueux  
et le très fidèle serviteur.

Le Ministre des Finances,  
D. REYNDEERS

Le Ministre des Pensions,  
B. TOBBACK

AVIS 37.963/2

DE LA SECTION DE LEGISLATION DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, le 22 décembre 2004, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "portant réforme de la carrière particulière de certains agents du Service public fédéral Finances et de l'Administration des Pensions du Ministère des Finances et portant diverses dispositions visant à l'exécution de l'arrêté royal du 5 septembre 2002 portant réforme de la carrière de certains agents des administrations de l'Etat a donné le 13 janvier 2005 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

- programmeringsanalist bij financiën (afgeschafte graad);
- gewezen verificateur-accountant.

De financiële assistenten en de adjunct-financiële assistenten, die overeenkomstig bijlage 1 van het besluit, worden geïntegreerd in de weddenschaal CF2 of CA2 zijn opnieuw gerechtigd op de vormingspremie op de datum van hun bevordering in de weddenschaal CF3 of CA3.

#### HOOFDSTUK X. — *Vrijwaring van sommige pensioenrechten*

De integratie in de nieuwe weddenschalen en de eruit voortvloeiende eventueel beperking van de geldelijke anciënniteit hebben tot gevolg dat sommige personeelsleden die korte tijd na deze integratie gepensioneerd worden, een lager pensioen zullen verkrijgen dan dat van hun collega's die in een verdere toekomst zullen gepensioneerd worden.

Om dat probleem op te lossen stelt de bepaling in de artikelen 5, § 2, en 36, § 2, dat de betrokken personeelsleden voor de berekening van het rustpensioen de dag vóór hun opruststelling hun werkelijke geldelijke anciënniteit terugvinden rekening houdend met de werkelijke duur van al hun diensten. Wat het overlevingspensioen betreft van een personeelslid dat in dienst overlijdt, wordt de dag vóór de opruststelling vervangen door die vóór het overlijden.

#### HOOFDSTUK XI. — *De contractuele personeelsleden*

De contractuele personeelsleden worden bezoldigd in de weddenschalen verbonden aan de gemene graden (administratief medewerker, technisch medewerker, medewerker keuken/schoonmaak, administratief assistent of financieel deskundige).

Overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 september 2002 houdende hervorming van de loopbaan van sommige ambtenaren in de Rijksbesturen, worden ze geïntegreerd in de eerste weddenschaal.

De personeelsleden van de niveaus C en B mogen zich inschrijven voor de competentietingen. Indien zij slagen, ontvangen zij een competentietoelage. Zoals in het verleden blijven zij bezoldigd in de eerste weddenschaal verbonden aan hun functie.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,

Van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaar.

De Minister van Financiën,  
D. REYNDEERS

De Minister van Pensioenen,  
B. TOBBACK

ADVIES 37.963/2

VAN DE AFDELING WETGEVING VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 22 december 2004 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende hervorming van de bijzondere loopbaan van sommige ambtenaren van de Federale Overheidsdienst Financiën en de Administratie der pensioenen van het Ministerie van Financiën en houdende diverse bepalingen tot uitvoering van het koninklijk besluit van 5 september 2002 houdende hervorming van de loopbaan van sommige ambtenaren in de rijksbesturen", heeft op 13 januari 2005 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten, haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

## Observations générales

1. Le projet examiné s'inscrit dans le prolongement de la démarche entreprise lors de l'adoption de l'arrêté royal du 5 septembre 2002 portant réforme de la carrière de certains agents des administrations de l'Etat (1). Il vise à appliquer les principes mis en œuvre lors de la conversion des grades communs des anciens niveaux 4, 3, 2 et 2+ vers les niveaux D, C et B, aux grades particuliers des agents de niveaux 4, 3, 2 et 2+ du Service public fédéral Finances et de l'Administration des Pensions du Ministère des Finances.

Dans le rapport au Roi relatif à l'arrêté royal du 5 septembre 2002, précité, on peut lire à cet égard :

« Le présent projet d'arrêté royal concerne les grades communs des niveaux précités. La problématique des grades particuliers doit encore être traitée dans le cadre des négociations sectorielles. Il sera insisté auprès des différents services publics pour qu'ils intègrent autant que possible les carrières de ces grades particuliers dans cette nouvelle carrière commune. Seules les carrières particulières pour lesquelles il existe un besoin fonctionnel, peuvent continuer à exister. Pour ces carrières particulières, les lignes de force de la modernisation doivent être suivies au maximum. »

Le projet examiné s'inscrit dans cette logique. Il se limite, en effet à la création d'un seul grade particulier par niveau (collaborateur financier au niveau D, assistant financier au niveau C et expert fiscal au niveau B), accompagné du maintien de certains grades supprimés.

Le fait de devoir convertir les grades des agents dans un système comprenant moins de grades différents est une opération complexe. Elle implique que certains agents qui étaient, par le passé, traités de manières différentes seront, à l'avenir, traités de façon identique.

L'auteur du projet doit, par contre, être en mesure de justifier les différences de traitement qu'il entendrait, le cas échéant, créer entre des agents dont la situation actuelle est similaire, en ce qui concerne soit leur rémunération, soit l'évolution de leur carrière.

2. L'auteur du projet entend lui faire produire ses effets au 1<sup>er</sup> janvier 2002, pour ce qui concerne les dispositions relatives au niveau D, au 1<sup>er</sup> juin 2002, pour ce qui concerne les dispositions relatives au niveau C, au 1<sup>er</sup> octobre 2002, pour ce qui concerne les dispositions relatives au niveau B et au 1<sup>er</sup> septembre 2004 pour les articles 8, 9, 28, 29, 30, 44, 212 et 214.

Ces trois premières dates correspondent à celles de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 5 septembre 2002, précité, et la quatrième à celle de l'arrêté royal du 3 août 2004 portant modification de diverses dispositions réglementaires relatives aux niveaux B, C et D (2), qui l'a modifié.

La rétroactivité prévue par l'article 221 du projet répond donc à un souci de cohérence dans l'application de la réforme des carrières aux agents porteurs de grades communs ou de grades particuliers.

Il revient toutefois à l'auteur du projet de vérifier qu'aucun effet rétroactif n'est donné aux dispositions qui pourraient influencer de manière défavorable la situation des agents concernés.

## Observations particulières

## Préambule

Il convient de ne viser, au préambule d'un projet d'arrêté réglementaire, que les seules dispositions qui soit lui procurent un fondement légal, soit sont modifiées par celui-ci.

La publication d'un rapport au Roi permet, en outre, d'attirer l'attention des destinataires de la norme sur l'existence d'autres textes dont la lecture est utile à la bonne compréhension des nouvelles dispositions et qui, à défaut, pourraient faire l'objet d'un considérant.

Il n'est dès lors nécessaire de viser, dans le préambule du projet examiné, que les seuls articles 37 et 107 de la Constitution, au titre de fondement légal, ainsi que les arrêtés auxquels il apporte des modifications, à savoir :

— l'arrêté royal du 29 octobre 1971 fixant le règlement organique du Ministère des Finances, ainsi que les dispositions particulières y assurant l'exécution du statut des agents de l'Etat;

## Algemene opmerkingen

1. Het voorliggende ontwerp ligt in het verlengde van de stappen die gedaan zijn bij de goedkeuring van het koninklijk besluit van 5 september 2002 houdende hervorming van de loopbaan van sommige ambtenaren van de Rijksbesturen (1). Het beoogt de beginselen toe te passen die zijn ingevoerd bij de omzetting van de gemene graden van de vroegere niveaus 4, 3, 2 en 2+ naar de niveaus D, C en B, op de bijzondere graden van de ambtenaren van de niveaus 4, 3, 2 en 2+ van de Federale Overheidsdienst Financiën en van de Administratie der Pensioenen van het Ministerie van Financiën.

In het verslag aan de Koning betreffende het voormelde koninklijk besluit van 5 september 2002 staat in dat verband te lezen :

« Het voorliggend ontwerp van koninklijk besluit heeft betrekking op de gemene graden van de betrokken niveaus. De problematiek van de bijzondere graden dient nog in het kader van sectorieel overleg te worden behandeld. Er zal wel bij de verschillende openbare diensten op worden aangedrongen de loopbanen van deze bijzondere graden zoveel mogelijk in deze gemene loopbaan in te passen. Enkel bijzondere loopbanen die functioneel verantwoord zijn, kunnen blijven bestaan. Voor deze bijzondere loopbanen dienen de krachtlijnen van de modernisering maximaal te worden toegepast. »

Het voorliggende ontwerp past in die logica. Het beperkt zich er immers toe één enkele bijzondere graad per niveau in te stellen (financieel medewerker in niveau D, financieel assistent in niveau C en fiscaal deskundige in niveau B), samen met de handhaving van bepaalde afgeschafte graden.

De graden van de ambtenaren moeten omzetten in een systeem dat minder verschillende graden bevat is een ingewikkelde onderneming. Zij impliceert dat bepaalde ambtenaren, die in het verleden op verschillende wijze behandeld werden, in de toekomst op dezelfde voet worden behandeld.

De steller van het ontwerp moet daarentegen bij machte zijn de verschillen in behandeling te rechtvaardigen die hij, in voorkomend geval, wil doen ontstaan tussen ambtenaren wier huidige situatie identiek is wat ofwel hun bezoldiging, ofwel de voortgang van hun loopbaan betreft.

2. De steller van het ontwerp beoogt het in werking te laten treden per 1 januari 2002, voor wat de bepalingen betreffende niveau D betreft, per 1 juni 2002, voor wat de bepalingen met betrekking tot niveau C betreft, per 1 oktober 2002, voor wat de bepalingen met betrekking tot niveau B betreft en per 1 september 2004, voor de artikelen 8, 9, 28, 29, 30, 44, 212 en 214.

Die eerste drie data stemmen overeen met die van de inwerkingtreding van het voormelde koninklijk besluit van 5 september 2002 en de vierde datum met die van het koninklijk besluit van 3 augustus 2004 houdende wijziging van verscheidene reglementaire bepalingen betreffende de niveaus B, C en D (2), dat het heeft gewijzigd.

De terugwerking waarin artikel 221 van het ontwerp voorziet, beantwoordt dus aan een streven naar coherentie in de toepassing van de hervorming van de loopbanen op de ambtenaren die gemene of bijzondere graden bekleden.

Het staat evenwel aan de steller van het ontwerp na te gaan of aan de bepalingen die een ongunstige weerslag zouden kunnen hebben op de situatie van de betrokken ambtenaren, geen terugwerking wordt verleend.

## Bijzondere opmerkingen

## Aanhef

In de aanhef van een ontwerp van reglementair besluit dient alleen verwezen te worden naar de bepalingen die ofwel rechtsgrond ervoor opleveren, ofwel erdoor gewijzigd worden.

De bekendmaking van een verslag aan de Koning biedt bovendien de mogelijkheid de adressaten van de regelgevende tekst erop te wijzen dat er andere teksten bestaan waarvan de lezing dienstig is voor een goed begrip van de nieuwe bepalingen en die, bij ontstentenis van een verslag aan de Koning, zouden kunnen worden opgenomen in een overweging.

Bijgevolg behoort in de aanhef van het voorliggende ontwerp alleen te worden verwezen naar de artikelen 37 en 107 van de Grondwet, bij wijze van rechtsgrond, alsmede naar de besluiten waarin het wijzigingen aanbrengt, te weten

— het koninklijk besluit van 29 oktober 1971 tot vaststelling van het organiek reglement van het Ministerie van Financiën en van de bijzondere bepalingen die er voorzien in de uitvoering van het statuut van het rijkspersoneel;

— l'arrêté royal du 7 décembre 1992 portant diverses mesures en faveur des agents des services extérieurs de l'Administration des douanes et accises dont l'emploi est supprimé par suite de l'instauration du marché intérieur de 1993.

#### Dispositif

##### Article 32

L'article 32, § 1<sup>er</sup>, du projet, prévoit que les agents titulaires des grades de vérificateur ou de géomètre des finances (niveau 2+) sont nommés d'office aux grades d'expert financier ou d'expert fiscal adjoint (grade supprimé), de niveau B, selon qu'ils exercent ou non une fonction de nature fiscale. Cette disposition prévoit également que les agents titulaires des grades de vérificateur principal ou de géomètre-expert des finances (niveau 2+) sont nommés d'office aux grades d'expert financier et administratif (grade supprimé) ou d'expert fiscal, de niveau B, selon qu'ils exercent ou non une fonction de nature fiscale. La notion de fonction de nature non-fiscale est, pour sa part, définie à l'article 33 du projet.

L'article 35, § 1<sup>er</sup>, du projet, prévoit que :

« Les agents visés à l'article 32 du présent arrêté sont intégrés, à la date de leur nomination d'office, dans l'échelle de traitement attachée à leur nouveau grade conformément à l'annexe 1<sup>re</sup>. »

L'annexe 1 du projet ne mentionne toutefois, en regard des grades supprimés de vérificateur et de géomètre des finances, que le nouveau grade d'expert financier. De même, en regard des grades supprimés de vérificateur principal et de géomètre-expert des finances, seul le nouveau grade d'expert financier et administratif (grade supprimé) figure dans la colonne 3.

Il convient de mentionner, dans le tableau figurant à l'annexe 1<sup>re</sup> du projet, que les agents titulaires des grades supprimés précités exerçant des fonctions de nature fiscale sont nommés dans les nouveaux grades d'expert fiscal adjoint (grade supprimé) ou d'expert fiscal.

#### Articles 46 et suivants

L'article 45 du projet énonce :

« L'arrêté royal du 29 octobre 1971 fixant le règlement organique du Ministère des Finances ainsi que les dispositions particulières y assurant l'exécution du Statut des agents de l'Etat est modifié :

1° conformément aux dispositions de la section 1<sup>re</sup>, contenant les articles 46 à 132, en ce qui concerne le Service public fédéral Finances et son personnel;

2° conformément aux dispositions de la section II, contenant les articles 133 à 192, en ce qui concerne l'Administration des pensions du Ministère des Finances et son personnel. »

A côté des modifications rendues nécessaires par la réforme des carrières des niveaux D, C et B, les articles 46 à 132 du projet apportent à l'arrêté royal du 29 octobre 1971, précité, de nombreuses adaptations terminologiques destinées à adapter cet arrêté à la nouvelle structure des services publics fédéraux.

Il ne comprend cependant aucune modification aux chapitres III (Conseil de direction), IV (Comité directeur des administrations fiscales - Administration des affaires fiscales - Comité permanent de lutte contre la fraude fiscale - Comité directeur du Trésor), V (Cellule d'audit interne des administrations fiscales) et VI (Cellule d'audit interne de l'Administration de la Trésorerie) du Titre 1<sup>er</sup> de cet arrêté.

Interrogé sur ce point, le fonctionnaire délégué a répondu :

« Il est exact que des modifications n'ont pas été apportées aux chapitres III, IV, V et VI de l'arrêté royal du 29 octobre 1971 fixant le Règlement organique du Ministère des Finances ainsi que les dispositions particulières y assurant l'exécution du Statut des agents de l'Etat.

Le but essentiel des trois projets d'arrêtés royaux en préparation est de porter réforme aux carrières particulières des niveaux B, C et D au S.P.F. Finances et à l'Administration des pensions du Ministère des Finances.

Pour ce faire, des modifications importantes devaient être apportées aux annexes du Règlement organique.

Nous en avons profité pour faire une opération de « toilettage » (modifier « ministère » par « service public fédéral » ou « secrétaire général » par « président du Comité de direction ») qui ne nécessitait pas d'étude importante.

— het koninklijk besluit van 7 december 1992 houdende diverse maatregelen ten gunste van de ambtenaren van de buitendiensten van de Administratie der douane en accijnzen van wie de betrekking wordt afgeschaft ten gevolge van het tot stand komen van de interne markt in 1993.

#### Dispositief

##### Artikel 32

Artikel 32, § 1, van het ontwerp bepaalt dat ambtenaren die de graad bekleden van verificateur of landmeter van financiën (niveau 2+), ambtshalve worden benoemd tot financieel deskundige of adjunct-fiscaal deskundige (afgeschafte graad), niveau B, naargelang zij al dan niet een functie van fiscale aard uitoefenen. Deze bepaling stelt eveneens dat ambtenaren die de graad bekleden van eerstaanwezend verificateur of landmeter-expert van financiën (niveau 2+) ambtshalve worden benoemd tot financieel en administratief deskundige (afgeschafte graad) of fiscaal deskundige, niveau B, naar gelang zij al dan niet een functie van fiscale aard uitoefenen. Het begrip "functie van niet fiscale aard" wordt van zijn kant omschreven in artikel 33 van het ontwerp.

Artikel 35, § 1, van het ontwerp bepaalt :

« De in artikel 32 van dit besluit bedoelde ambtenaren worden, op de datum van hun ambtshalve benoeming, ingeschaald in de weddenschaal verbonden aan hun nieuwe graad overeenkomstig de bijlage 1. »

In bijlage 1 bij het ontwerp wordt evenwel, naast de afgeschafte graden van verificateur en landmeter van financiën, alleen de nieuwe graad van financieel deskundige vermeld. Evenzo staat naast de afgeschafte graden van eerstaanwezend verificateur en landmeter-expert van financiën alleen de nieuwe graad van financieel en administratief deskundige (afgeschafte graad) in kolom 3.

In de tabel die als bijlage 1 bij het ontwerp is gevoegd dient te worden vermeld dat ambtenaren die de voormelde afgeschafte graden bekleden en een functie van fiscale aard uitoefenen, benoemd worden in de nieuwe graden van adjunct-fiscaal deskundige (afgeschafte graad) of fiscaal deskundige.

#### Artikelen 46 en volgende

Artikel 45 van het ontwerp stelt het volgende :

« Art. 45. Het koninklijk besluit van 29 oktober 1971 tot vaststelling van het organiek reglement van het Ministerie van Financiën en van de bijzondere bepalingen die er voorzien in de uitvoering van het Statuut van het Rijkspersoneel wordt gewijzigd :

1° overeenkomstig de bepalingen van afdeling I, die de artikelen 46 tot 132 omvat, wat betreft de Federale Overheidsdienst Financiën en zijn personeel;

2° overeenkomstig de bepalingen van de afdeling II, die de artikelen 133 tot 192 omvat, wat betreft de Administratie der pensioenen van het Ministerie van Financiën en zijn personeel. »

Naast de wijzigingen die noodzakelijk geworden waren door de hervorming van de niveaus D, C en B, brengen de artikelen 46 tot 132 van het ontwerp in het voormelde koninklijk besluit van 29 oktober 1971 talrijke terminologische aanpassingen aan om dat besluit in overeenstemming te brengen met de nieuwe structuur van de federale overheidsdiensten.

In het besluit is evenwel geen enkele wijziging aangebracht in de hoofdstukken III (Directieraad), IV (Directiecomité van de fiscale administraties - Administratie van fiscale zaken - Vast comité voor de strijd tegen de fiscale fraude - Directiecomité van de Schatkist.), V (Interne Audit-cel van de fiscale administraties), en VI (Interne Audit-cel van de Administratie der Thesaurie) van Titel I van dat besluit.

Om uitleg gevraagd daaromtrent, heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende geantwoord :

« Il est exact que des modifications n'ont pas été apportées aux chapitres III, IV, V et VI de l'arrêté royal du 29 octobre 1971 fixant le Règlement organique du ministère des Finances ainsi que les dispositions particulières y assurant l'exécution du Statut des agents de l'Etat.

Le but essentiel des trois projets d'arrêtés royaux en préparation est de porter réforme aux carrières particulières des niveaux B, C et D au S.P.F. Finances et à l'administration des pensions du ministère des Finances.

Pour ce faire, des modifications importantes devaient être apportées aux annexes du Règlement organique.

Nous en avons profité pour faire une opération de « toilettage » (modifier « ministère » par « service public fédéral » ou « secrétaire général » par « président du Comité de direction ») qui ne nécessitait pas d'étude importante.

Les chapitres III, IV, V et VI du Règlement organique concernent la structure de la haute direction. Le Comité de direction ne s'est pas encore prononcé quant à la détermination de la future structure du S.P.F. Finances compte tenu du fait que les réformes en cours ne sont pas encore terminées.

Il est bien évident que ces chapitres feront l'objet d'une adaptation dès que les décisions auront été prises.

Il ne nous est pas apparu opportun de procéder, dans ces chapitres, à la même opération de « toilettage » dans la mesure où, par exemple, les fonctions d'administrateur général des impôts et d'administrateur général adjoint des impôts ont été supprimées.

Dans ce contexte, il est à noter qu'il n'était pas possible d'attendre une décision finale quant à la future structure de la haute direction sous peine d'encore retarder la réforme des carrières particulières qui, pour certains, prend cours dès le 1<sup>er</sup> janvier 2002. »

Dans cet ordre d'idées, le Conseil d'Etat aperçoit mal la raison pour laquelle les mots "Conseil de direction" sont remplacés par les mots "Comité de direction" dans les autres dispositions de l'arrêté.

#### Article 71

A l'article 71 du projet (article 17, alinéa 1<sup>er</sup>, en projet, de l'arrêté royal du 29 octobre 1971, précité), il est encore fait référence au niveau 1, alors que l'arrêté royal du 4 août 2004 relatif à la carrière du niveau A des agents de l'Etat est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> décembre 2004.

Interrogé sur ce point, le fonctionnaire délégué a apporté la réponse suivante :

« Etant donné qu'au niveau 1, la quasi-totalité des grades sont particuliers au S.P.F. Finances, une négociation séparée devra avoir lieu en Comité de Secteur II - Finances avant de faire la conversion vers le niveau A.

Dans l'état actuel des choses, l'arrêté royal du 4 août 2004 n'est pas d'office applicable aux grades particuliers du département. »

Cette observation vaut également pour l'article 74 du projet (20 en projet).

#### Article 74

La sécurité juridique commande que les articles modifiés soient identifiés avec précision dans la phrase liminaire des dispositions modificatives du projet.

Pour ce faire, il convient de ne mentionner que leurs modifications encore en vigueur, et de préciser s'il s'agit d'une insertion, d'une modification ou d'un remplacement.

A l'article 74 du projet (article 20, en projet, de l'arrêté royal du 29 octobre 1971, précité), il suffit dès lors de mentionner que cette disposition a été remplacée par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 (3).

La même observation vaut pour les articles 82 et 92 du projet.

#### Articles 95 et suivants

L'annexe I<sup>re</sup> de l'arrêté royal du 29 octobre 1971, précité, a été remplacée par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 précité, et ensuite modifiée par les arrêtés royaux des 17 juin et 5 juillet 1999 (4). Elle doit dès lors être identifiée, dans la phrase liminaire des dispositions qui la modifient, à savoir les articles 95 à 116 du projet, en mentionnant également ces deux modifications.

Cette observation vaut également pour l'annexe II du même arrêté royal, que les articles 117 à 129 du projet visent à modifier ainsi que pour les dispositions similaires de la section II du chapitre VI du projet.

Les chapitres III, IV, V et VI du Règlement organique concernent la structure de la haute direction. Le Comité de direction ne s'est pas encore prononcé quant à la détermination de la future structure du S.P.F. Finances compte tenu du fait que les réformes en cours ne sont pas encore terminées.

Il est bien évident que ces chapitres feront l'objet d'une adaptation dès que les décisions auront été prises.

Il ne nous est pas apparu opportun de procéder, dans ces chapitres, à la même opération de « toilettage » dans la mesure où, par exemple, les fonctions d'administrateur général des impôts et d'administrateur général adjoint des impôts ont été supprimées.

Dans ce contexte, il est à noter qu'il n'était pas possible d'attendre une décision finale quant à la future structure de la haute direction sous peine d'encore retarder la réforme des carrières particulières qui, pour certains, prend cours dès le 1<sup>er</sup> janvier 2002. »

In diezelfde gedachtegang is het de Raad van State niet duidelijk waarom in de overige bepalingen van het besluit de woorden "de directieraad" vervangen worden door de woorden "het directiecomité".

#### Artikel 71

In artikel 71 van het ontwerp (ontworpen artikel 17, eerste lid, van het voornoemde koninklijk besluit van 29 oktober 1971) wordt nog verwezen naar niveau 1, terwijl het koninklijk besluit van 4 augustus 2004 betreffende de loopbaan van niveau A van het Rijkspersoneel in werking is getreden op 1 december 2004.

Daaromtrent om uitleg verzocht heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende geantwoord :

« Etant donné qu'au niveau 1, la quasi-totalité des grades sont particuliers au S.P.F. Finances, une négociation séparée devra avoir lieu en Comité de Secteur II - Finances avant de faire la conversion vers le niveau A.

Dans l'état actuel des choses, l'arrêté royal du 4 août 2004 n'est pas d'office applicable aux grades particuliers du département. »

Die opmerking geldt eveneens voor artikel 74 van het ontwerp (het ontworpen artikel 20).

#### Artikel 74

De rechtszekerheid gebiedt dat de gewijzigde artikelen nauwkeurig worden aangeduid in de inleidende zin van de wijzigingsbepalingen van het ontwerp.

Daartoe hoeven alleen de nog geldende wijzigingen ervan te worden vermeld en moet worden aangegeven of het een invoeging betreft, een wijziging of een vervanging.

Het is bijgevolg voldoende om in artikel 74 van het ontwerp (ontworpen artikel 20 van het voornoemde koninklijk besluit van 29 oktober 1971) te vermelden dat die bepaling is vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997 (3).

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 82 en 92 van het ontwerp.

#### Artikelen 95 en volgende

Bijlage I bij het voornoemde koninklijk besluit van 29 oktober 1971 is vervangen bij het voornoemde koninklijk besluit van 6 juli 1997 en is vervolgens gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juni en 5 juli 1999(4). Naar die bijlage moet derhalve in de inleidende zin van de bepalingen waarbij ze gewijzigd wordt, dat wil zeggen de artikelen 95 tot 116 van het ontwerp, verwezen worden met vermelding van ook die twee wijzigingen.

Die opmerking geldt eveneens voor bijlage II bij datzelfde koninklijk besluit, die de artikelen 117 tot 129 van het ontwerp beogen te wijzigen, alsmede voor de soortgelijke bepalingen van hoofdstuk VI, afdeling II, van het ontwerp.

## Article 104

A l'annexe 1<sup>re</sup> de l'arrêté royal du 29 octobre 1971, précité, à la rubrique "rang 10", sous le grade de premier attaché des finances, dans la colonne 2, le point E ne comprend qu'un seul alinéa.

A l'article 104, 6°, du projet, les mots "alinéa 1<sup>er</sup>" doivent dès lors être supprimés.

## Article 110

Dans la version française de l'article 110 du projet, la phrase liminaire est incomplète.

## Article 125

Dans le tableau figurant à l'article 125 du projet (annexe II, en projet, de l'arrêté royal du 29 octobre 1971, précité), sous la mention "Niveau C Assistant financier", dans la colonne 1, au point 1, a, il convient d'ajouter que le grade d'assistant financier adjoint est un grade supprimé, comme en a convenu le fonctionnaire délégué.

La même observation vaut pour l'article 184 du projet.

## Article 130

A l'article 130 du projet, il convient de préciser que l'annexe III de l'arrêté royal du 29 octobre 1971 a été modifiée par l'arrêté royal du 5 juillet 1999, précité.

La même observation vaut pour l'article 189 du projet.

## Article 131

A l'article 131 du projet, il convient de préciser que l'annexe V de l'arrêté royal du 29 octobre 1971 a été remplacée par l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> mars 1998 (5), et modifiée par l'arrêté royal du 6 juillet 1997, précité.

La même observation vaut pour l'article 191 du projet.

## Articles 133 à 192

Les articles 133 à 192, formant la section II du chapitre VI du projet, visent à modifier l'arrêté royal du 29 octobre 1971, précité, pour son application à l'Administration des pensions du Ministère des Finances.

L'article 2, § 2, alinéa 2, de l'arrêté royal du 23 mai 2001 portant création du Service public fédéral Sécurité sociale, inséré par l'arrêté royal du 24 décembre 2002, dispose pourtant :

« Il (le S.P.F. Sécurité sociale) reprend, à la date qu'il (le ministre qui a les affaires sociales et les pensions dans ses attributions) fixe, le service du Ministère des Finances chargé de la mission des pensions. »

Interrogé sur ce point, le fonctionnaire délégué a apporté la réponse suivante :

« Un projet d'arrêté visant à supprimer cette disposition a été soumis au contrôle administratif et budgétaire et négocié en Comité de secteur II - Finances. Il appartient au Ministre des Pensions, à qui il a été transmis, de le finaliser. »

## Articles 194 et 195

1. Dans la phrase liminaire de l'article 194 du projet, il convient d'indiquer que l'article 16 de l'arrêté royal du 7 décembre 1992, précité, a été modifié par l'arrêté royal du 10 juillet 1996. (6)

2. Dans la phrase liminaire de l'article 195 du projet, il convient de remplacer les mots "1<sup>er</sup> juillet 1996" par "10 juillet 1996".

## Article 203

A l'article 203, § 1<sup>er</sup>, du projet, il convient de remplacer, comme en a convenu le fonctionnaire délégué, les mots "Sans préjudice de l'article 199" par les mots "Sans préjudice de l'article 202".

## Article 206

Le fonctionnaire délégué a apporté les précisions suivantes, à propos des indemnités auxquelles l'article 206 du projet fait référence :

« Il s'agit principalement des indemnités visées à l'arrêté ministériel du 12 avril 1965 (non publié) relatif à l'octroi d'une indemnité pour frais de tournée, d'une indemnité pour usage d'un vélo et d'indemnités particulières couvrant des frais de déplacement à certains agents du Ministère des Finances.

## Artikel 104

In bijlage I bij het voornoemde koninklijk besluit van 29 oktober 1971 bevat punt E van de rubriek "rang 10", onder de graad van eerste attaché van financiën, in kolom 2, slechts één enkel lid.

Bijgevolg moeten in artikel 104, 6°, van het ontwerp de woorden "eerste lid," vervallen.

## Artikel 110

De inleidende zin van artikel 110 van het ontwerp is onvolledig in de Franse lezing.

## Artikel 125

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat in de tabel opgenomen in artikel 125 van het ontwerp (ontworpen bijlage II bij het voornoemde koninklijk besluit van 29 oktober 1971) onder de vermelding "Niveau C Financieel assistent" in kolom 1, punt 1, a, moet worden toegevoegd dat de graad van adjunct-financieel assistent een afgeschte graad is.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 184 van het ontwerp.

## Artikel 130

In artikel 130 van het ontwerp moet worden gepreciseerd dat bijlage III bij het koninklijk besluit van 29 oktober 1971 gewijzigd is bij het voornoemde koninklijk besluit van 5 juli 1999.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 189 van het ontwerp.

## Artikel 131

In artikel 131 van het ontwerp moet worden gepreciseerd dat bijlage V bij het koninklijk besluit van 29 oktober 1971 vervangen is bij het koninklijk besluit van 1 maart 1998 (5) en gewijzigd is bij het voornoemde koninklijk besluit van 6 juli 1997.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 191 van het ontwerp.

## Artikelen 133 tot 192

De artikelen 133 tot 192, die afdeling II van hoofdstuk VI van het ontwerp vormen, beogen het voornoemde koninklijk besluit van 29 oktober 1971 te wijzigen wat de toepassing ervan op de administratie der pensioenen van het Ministerie van Financiën betreft.

Artikel 2, § 2, tweede lid, van het koninklijk besluit van 23 mei 2001 houdende oprichting van de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 24 december 2002, bepaalt evenwel :

« Op de datum die hij (de minister bevoegd voor sociale zaken en pensioenen) vaststelt neemt hij (de FOD Sociale Zekerheid) van het Ministerie van Financiën de dienst over die belast is met de pensioenen. »

Daaromtrent om uitleg verzocht heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende geantwoord :

« Un projet d'arrêté visant à supprimer cette disposition a été soumis au contrôle administratif et budgétaire et négocié en Comité de secteur II - Finances. Il appartient au Ministre des Pensions, à qui il a été transmis, de le finaliser. »

## Artikelen 194 en 195

1. In de inleidende zin van artikel 194 van het ontwerp moet worden aangegeven dat artikel 16 van het voornoemde koninklijk besluit van 7 december 1992 gewijzigd is bij het koninklijk besluit van 10 juli 1996 (6).

2. In de Franse lezing van de inleidende zin van artikel 195 van het ontwerp moeten de woorden "1<sup>er</sup> juillet 1996" vervangen worden door de woorden "10 juillet 1996".

## Artikel 203

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat in artikel 203, § 1, van het ontwerp de woorden "Onverminderd artikel 199" vervangen worden door de woorden "Onverminderd artikel 202".

## Artikel 206

In verband met de vergoedingen waarvan sprake is in artikel 206 van het ontwerp, heeft de gemachtigde ambtenaar de volgende toelichting verstrekt :

« Il s'agit principalement des indemnités visées à l'arrêté ministériel du 12 avril 1965 (non publié) relatif à l'octroi d'une indemnité pour frais de tournée, d'une indemnité pour usage d'un vélo et d'indemnités particulières couvrant des frais de déplacement à certains agents du ministère des Finances.

Cet arrêté prévoit un montant d'indemnités différent selon le niveau.  
Il est à noter qu'on ne vise que les indemnités et pas les allocations. »  
Il conviendrait de publier l'arrêté ministériel en question.

La chambre était composée de :

MM. :

Y. KREINS, président de chambre ;  
JAUMOTTE, Mme M. BAGUET, conseillers d'Etat;  
Mme A.-C. VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

Le greffier,  
A.-C. VAN GEERSDAELE.

Le président,  
Y. KREINS.

#### Notes

- (1) *Moniteur belge* du 26 septembre 2002.  
(2) *Moniteur belge* du 16 août 2004, erratum du 27 août 2004.

(3) Arrêté royal du 6 juillet 1997 modifiant l'arrêté royal du 29 octobre 1971 fixant le règlement organique du Ministère des Finances, ainsi que les dispositions particulières y assurant l'exécution du Statut des agents de l'Etat (*Moniteur belge* du 31 juillet 1997, erratum 4 novembre 1997).

(4) Arrêté royal du 17 juin 1999 relatif au personnel informatique du Ministère des Finances (*Moniteur belge* du 31 juillet 1999) et arrêté royal du 5 juillet 1999 modifiant l'arrêté royal du 6 juillet 1997 modifiant l'arrêté royal du 29 octobre 1971 fixant le règlement organique du Ministère des Finances, ainsi que les dispositions particulières y assurant l'exécution du Statut des agents de l'Etat (*Moniteur belge* du 31 juillet 1997).

(5) Arrêté royal du 1<sup>er</sup> mars 1998 insérant les dispositions relatives à l'évaluation des agents de l'Etat dans certains textes réglementaires du Ministère des Finances (*Moniteur belge* du 12 juin 1998, erratum 17 juillet 1998).

(6) Arrêté royal du 10 juillet 1996 portant simplification de la carrière de certains agents du Service public fédéral Finances appartenant aux niveaux 2+, 2, 3 et 4 (*Moniteur belge* du 26 juillet 1996).

**3 MARS 2005. — Arrêté royal portant réforme de la carrière particulière de certains agents du Service public fédéral Finances et de l'Administration des Pensions du Ministère des Finances et portant diverses dispositions visant à l'exécution de l'arrêté royal du 5 septembre 2002 portant réforme de la carrière de certains agents des administrations de l'Etat**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 29 octobre 1971 fixant le règlement organique du Ministère des Finances, ainsi que les dispositions particulières y assurant l'exécution du Statut des agents de l'Etat, notamment l'article 1<sup>er</sup> modifié par les arrêtés royaux des 15 mars 1977, 14 novembre 1978, 16 janvier 1985, 21 mars 1986, 11 juin 1986, 4 mai 1992 et 13 février 1996, l'article 2, modifié par l'arrêté royal du 4 août 1989, l'article 3, modifié par les arrêtés royaux des 14 novembre 1978, 4 février 1980 et 14 août 1989, l'article 3bis, inséré par l'arrêté royal du 21 février 1997, l'article 3ter, inséré par l'arrêté royal du 21 février 1997, l'article 3quater, inséré par l'arrêté royal du 21 février 1997, l'article 3quinquies, inséré par l'arrêté royal du 21 février 1997 et modifié par l'arrêté royal du 6 juillet 1997, l'article 3sexies, inséré par l'arrêté royal du 21 février 1997, l'article 3septies, inséré par l'arrêté royal du 21 février 1997 et modifié par l'arrêté royal du 6 juillet 1997, l'article 4, modifié par les arrêtés royaux des 14 novembre 1978, 21 mars 1986, 11 juin 1986, 14 avril 1993, 2 mars 1995, 13 février 1996, et 6 juillet 1997, l'article 5, modifié par les arrêtés royaux des 22 octobre 1992 et 6 juillet 1997, l'article 6, modifié par les arrêtés royaux des 14 novembre 1978, 8 décembre 1983, 11 juin 1986, 13 février 1996 et 18 décembre 1998, l'article 7, modifié par les arrêtés royaux des 14 novembre 1978 et 1<sup>er</sup> mars 1998, l'article 7bis, inséré par l'arrêté royal du 25 juillet 1974 et modifié par les arrêtés royaux des 14 novembre 1978, 11 juin 1986 et 13 février 1996, l'article 7ter, inséré par l'arrêté royal du 25 juillet 1974 et modifié par les arrêtés royaux des 14 novembre 1978, 21 mars 1986 et 13 février 1996, l'article 7quater, inséré par l'arrêté royal

Cet arrêté prévoit un montant d'indemnités différent selon le niveau.

Il est à noter qu'on ne vise que les indemnités et pas les allocations. »

Het ministerieel besluit in kwestie dient te worden bekendgemaakt.

De kamer was samengesteld uit :

de heren :

Y. KREINS, kamervoorzitter ;  
J. JAUMOTTE, Mevr. M. BAGUET, staatsraden ;  
Mevr. A.-C. VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de heer Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer J. JAUMOTTE.

De griffier,  
A.-C. VAN GEERSDAELE.

De voorzitter,  
Y. KREINS.

#### Nota's

- (1) *Belgisch Staatsblad* van 26 september 2002.  
(2) *Belgisch Staatsblad* van 16 augustus 2004, erratum van 27 augustus 2004.

(3) Koninklijk besluit van 6 juli 1997 tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 oktober 1971 tot vaststelling van het organiek reglement van het Ministerie van Financiën en van de bijzondere bepalingen die er voorzien in de uitvoering van het statuut van het Rijkspersoneel (*Belgisch Staatsblad* van 31 juli 1997, erratum 4 november 1997).

(4) Koninklijk besluit van 17 juni 1999 betreffende het informaticapersoneel van het Ministerie van Financiën (*Belgisch Staatsblad* van 31 juli 1999) en koninklijk besluit van 5 juli 1999 tot wijziging van het koninklijk besluit van 6 juli 1997 tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 oktober 1971 tot vaststelling van het organiek reglement van het Ministerie van Financiën en van de bijzondere bepalingen die er voorzien in de uitvoering van het statuut van het Rijkspersoneel (*Belgisch Staatsblad* van 31 juli 1997).

(5) Koninklijk besluit van 1 maart 1998 tot invoering van de bepalingen inzake de evaluatie van de Rijksambtenaren in bepaalde reglementaire teksten van het Ministerie van Financiën (*Belgisch Staatsblad* van 12 juni 1998, erratum 17 juli 1998).

(6) Koninklijk besluit van 10 juli 1996 ter vereenvoudiging van de loopbaan van sommige ambtenaren van de Federale Overheidsdienst Financiën behorende tot de niveaus 2+, 2, 3 en 4 (*Belgisch Staatsblad* van 26 juli 1996).

**3 MAART 2005. — Koninklijk besluit houdende hervorming van de bijzondere loopbaan van sommige ambtenaren van de Federale Overheidsdienst Financiën en de Administratie der pensioenen van het Ministerie van Financiën en houdende diverse bepalingen tot uitvoering van het koninklijk besluit van 5 september 2002 houdende hervorming van de loopbaan van sommige ambtenaren in de rijksbesturen**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 oktober 1971 tot vaststelling van het organiek reglement van het Ministerie van Financiën en van de bijzondere bepalingen die er voorzien in de uitvoering van het Statuut van het Rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 maart 1977, 14 november 1978, 16 januari 1985, 21 maart 1986, 11 juni 1986, 4 mei 1992 en 13 februari 1996, op artikel 2, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 augustus 1989, op artikel 3, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 14 november 1978, 4 februari 1980 en 14 augustus 1989, op artikel 3bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 21 februari 1997, op artikel 3ter, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 21 februari 1997, op artikel 3quater, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 21 februari 1997, op artikel 3quinquies, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 21 februari 1997 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997, op artikel 3sexies, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 21 februari 1997, op artikel 3septies, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 21 februari 1997 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997, op artikel 4, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 14 november 1978, 21 maart 1986, 11 juni 1986, 14 april 1993, 2 maart 1995, 13 februari 1996, en 6 juli 1997, op artikel 5, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 oktober 1992 en 6 juli 1997, op artikel 6, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 14 november 1978, 8 december 1983, 11 juni 1986, 13 februari 1996 en 18 december 1998, op artikel 7, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 14 november 1978 en 1 maart 1998, op artikel 7bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 25 juli 1974 en gewijzigd bij de koninklijke



du 14 novembre 1978 et modifié par l'arrêté royal du 13 février 1996, l'article 7<sup>quater</sup>/2, inséré par l'arrêté royal du 13 février 1996, l'article 7<sup>quater</sup>/3, inséré par l'arrêté royal du 13 février 1996, l'article 7<sup>quater</sup>/4, inséré par l'arrêté royal du 13 février 1996, l'article 7<sup>quinquies</sup>, inséré par l'arrêté royal du 11 juin 1986, l'article 7<sup>sexies</sup>, inséré par l'arrêté royal du 26 septembre 1991 et modifié par les arrêtés royaux des 13 février 1996 et 12 janvier 2000, l'article 7<sup>septies</sup>, inséré par l'arrêté royal du 26 septembre 1991, l'article 7<sup>octies</sup>, inséré par l'arrêté royal du 26 septembre 1991 et modifié par les arrêtés royaux des 14 avril 1993, 13 février 1996 et 6 juillet 1997, l'article 7<sup>nonies</sup>, inséré par l'arrêté royal du 12 janvier 2000, l'article 7<sup>decies</sup>, inséré par l'arrêté royal du 12 janvier 2000, l'article 7<sup>undecies</sup>, inséré par l'arrêté royal du 12 janvier 2000, l'article 7<sup>duodecies</sup>, inséré par l'arrêté royal du 12 janvier 2000, l'article 7<sup>tredecies</sup>, inséré par l'arrêté royal du 12 janvier 2000, l'article 8, modifié par les arrêtés royaux des 25 juillet 1974, 14 novembre 1978, 9 avril 1985, 21 mars 1986, 11 juin 1986, 14 avril 1993, 13 février 1996 et 6 juillet 1997, l'article 9, modifié par les arrêtés royaux des 10 juillet 1996 et 6 juillet 1997, l'article 9<sup>bis</sup>, inséré par l'arrêté royal du 6 juillet 1997, l'article 9<sup>ter</sup>, inséré par l'arrêté royal du 6 juillet 1997, l'article 9<sup>quater</sup>, inséré par l'arrêté royal du 6 juillet 1997, l'article 9<sup>quinquies</sup>, inséré par l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> mars 1998, l'article 9<sup>sexies</sup>, inséré par l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> mars 1998, l'article 9<sup>septies</sup>, inséré par l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> mars 1998, l'article 9<sup>octies</sup>, inséré par l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> mars 1998, l'article 9<sup>nonies</sup>, inséré par l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> mars 1998, l'article 9<sup>decies</sup>, inséré par l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> mars 1998, l'article 9<sup>undecies</sup>, inséré par l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> mars 1998, l'article 9<sup>duodecies</sup>, inséré par l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> mars 1998, l'article 9<sup>tredecies</sup>, inséré par l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> mars 1998, l'article 9<sup>quatredecies</sup>, inséré par l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> mars 1998, l'article 10, modifié par les arrêtés royaux des 7 décembre 1973, 10 juillet 1996 et 6 juillet 1997, l'article 11, modifié par les arrêtés royaux des 6 juillet 1997 et 1<sup>er</sup> mars 1998, l'article 12, remplacé par l'arrêté royal du 6 juillet 1997, l'article 13, remplacé par l'arrêté royal du 6 juillet 1997, l'article 14, remplacé par l'arrêté royal du 6 juillet 1997, l'article 16<sup>ter</sup>, inséré par l'arrêté royal du 6 juillet 1997, l'article 16<sup>quater</sup>, inséré par l'arrêté royal du 6 juillet 1997, l'article 16<sup>quinquies</sup>, inséré par l'arrêté royal du 6 juillet 1997, l'article 17, modifié par l'arrêté royal du 10 juillet 1996, l'article 18, modifié par les arrêtés royaux des 11 octobre 1973, 15 avril 1977, 10 juillet 1996 et 6 juillet 1997, l'article 19, modifié par les arrêtés royaux des 18 juillet 1972, 4 février 1980, 10 juillet 1996 et 6 juillet 1997, l'article 20, remplacé par l'arrêté royal du 6 juillet 1997, l'article 21 modifié par les arrêtés royaux des 11 octobre 1973, 14 novembre 1978, 21 mars 1986, 13 février 1996, 10 juillet 1996 et 6 juillet 1997, l'article 22, modifié par l'arrêté royal du 10 juillet 1996, l'article 23, l'article 24, modifié par l'arrêté royal du 6 juillet 1997, l'article 25, modifié par les arrêtés royaux des 18 juillet 1972 et 10 juillet 1996, l'article 25<sup>bis</sup>, abrogé et rétabli par l'arrêté royal du 6 juillet 1997, l'article 25<sup>ter</sup>, abrogé et rétabli par l'arrêté royal du 6 juillet 1997, l'article 25<sup>quater</sup>/2, inséré par l'arrêté royal du 13 avril 1997, l'article 25<sup>quinquies</sup>, inséré par l'arrêté royal du 9 avril 1985 et modifié par les arrêtés royaux des 6 juillet 1997 et 1<sup>er</sup> mars 1998, l'article 26, l'article 27, modifié par les arrêtés royaux des 11 octobre 1973 et 10 juillet 1996, l'article 28, l'article 29, modifié par l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> mars 1998, l'article 30, remplacé par l'arrêté royal du 6 juillet 1997, l'article 31, modifié par l'arrêté royal du 19 novembre 1974, l'article 32, modifié par les arrêtés royaux des 10 juillet 1996 et 6 juillet 1997, l'article 33, modifié par les arrêtés royaux des 30 juillet 1976 et 6 juillet 1997, l'article 34, l'article 35, l'article 36, remplacé par l'arrêté royal du 6 juillet 1997, l'article 37, modifié par l'arrêté royal du 6 juillet 1997, l'article 38, l'article 39, l'article 40, l'article 41, l'article 42, l'article 43, modifié par l'arrêté royal du 6 juillet 1997, l'article 44, l'article 45, modifié par l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> mars 1998, l'article 46, l'article 47, l'article 48, l'article 49, modifié par les arrêtés royaux des 9 janvier 1976, 10 juin 1996 et 10 juillet 1996, l'article 50, modifié par les arrêtés royaux des 10 juin 1996, 10 juillet 1996 et 6 juillet 1997, l'article 52, modifié par l'arrêté royal du 10 juillet 1996, l'article 54, modifié par les arrêtés royaux des 7 décembre 1973, 21 mars 1986 et 6 juillet 1997, l'article 55, l'article 56, modifié par l'arrêté royal du 11 juin 1986, l'article 58, remplacé par l'arrêté royal du 6 juillet 1997, l'article 58<sup>bis</sup>, modifié par les arrêtés royaux des 22 octobre 1992, 14 avril 1993, 6 juillet 1997 et 20 juillet 2000, l'article 59, l'article 60, modifié par les arrêtés royaux des 11 décembre 1978, 5 juin 1979, 10 juin 1996, 10 juillet 1996, 6 juillet 1997, 12 mars 2002 et 12 mars 2003;

besluiten van 14 november 1978, 11 juni 1986 en 13 februari 1996, op artikel 7<sup>ter</sup>, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 25 juli 1974 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 14 november 1978, 21 maart 1986 en 13 februari 1996, op artikel 7<sup>quater</sup>, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 14 november 1978 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 februari 1996, op artikel 7<sup>quater</sup>/2, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 13 februari 1996, op artikel 7<sup>quater</sup>/3, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 13 februari 1996, op artikel 7<sup>quater</sup>/4, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 13 februari 1996, op artikel 7<sup>quinquies</sup>, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 11 juni 1986, op artikel 7<sup>sexies</sup>, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 26 september 1991 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 februari 1996 en 12 januari 2000, op artikel 7<sup>septies</sup>, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 26 september 1991, op artikel 7<sup>octies</sup>, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 26 september 1991 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 14 april 1993, 13 februari 1996 en 6 juli 1997, op artikel 7<sup>nonies</sup>, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 12 januari 2000, op artikel 7<sup>decies</sup>, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 12 januari 2000, op artikel 7<sup>undecies</sup>, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 12 januari 2000, op artikel 7<sup>duodecies</sup>, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 12 januari 2000, op artikel 7<sup>tredecies</sup>, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 12 januari 2000, op artikel 8, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 juli 1974, 14 november 1978, 9 april 1985, 21 maart 1986, 11 juni 1986, 14 april 1993, 13 februari 1996 en 6 juli 1997, op artikel 9, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 juli 1996 en 6 juli 1997, op artikel 9<sup>bis</sup>, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997, op artikel 9<sup>ter</sup>, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997, op artikel 9<sup>quater</sup>, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997, op artikel 9<sup>quinquies</sup>, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 1 maart 1998, op artikel 9<sup>sexies</sup>, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 1 maart 1998, op artikel 9<sup>septies</sup>, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 1 maart 1998, op artikel 9<sup>octies</sup>, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 1 maart 1998, op artikel 9<sup>nonies</sup>, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 1 maart 1998, op artikel 9<sup>decies</sup>, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 1 maart 1998, op artikel 9<sup>undecies</sup>, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 1 maart 1998, op artikel 9<sup>duodecies</sup>, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 1 maart 1998, op artikel 9<sup>tredecies</sup>, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 1 maart 1998, op artikel 9<sup>quatredecies</sup>, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 1 maart 1998, op artikel 10, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 7 december 1973, 10 juli 1996 en 6 juli 1997, op artikel 11, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 6 juli 1997 en 1 maart 1998, op artikel 12, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997, op artikel 13, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997, op artikel 14, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997, op artikel 16<sup>bis</sup>, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997, op artikel 16<sup>ter</sup>, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997, op artikel 16<sup>quater</sup>, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997, op artikel 16<sup>quinquies</sup>, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997, op artikel 17, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 juli 1996, op artikel 18, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 oktober 1973, 15 april 1977, 10 juli 1996 en 6 juli 1997, op artikel 19, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 18 juli 1972, 4 februari 1980, 10 juli 1996 en 6 juli 1997, op artikel 20, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997, op artikel 21 gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 oktober 1973, 14 november 1978, 21 maart 1986, 13 februari 1996, 10 juli 1996 en 6 juli 1997, op artikel 22, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 juli 1996, op artikel 23, op artikel 24, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997, op artikel 25, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 18 juli 1972 en 10 juli 1996, op artikel 25<sup>bis</sup>, opgeheven en hersteld bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997, op artikel 25<sup>ter</sup>, opgeheven en hersteld bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997, op artikel 25<sup>quater</sup>/2, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 13 april 1997, op artikel 25<sup>quinquies</sup>, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 9 april 1985 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 6 juli 1997 en 1 maart 1998, op artikel 26, op artikel 27, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 oktober 1973 en 10 juli 1996, op artikel 28, op artikel 29, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 maart 1998, op artikel 30, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997, op artikel 31, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 november 1974, op artikel 32, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 juli 1996 en 6 juli 1997, op artikel 33, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 30 juli 1976 en 6 juli 1997, op artikel 34, op artikel 35, op artikel 36, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997, op artikel 37, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997, op artikel 38, op artikel 39, op artikel 40, op artikel 41, op artikel 42, op artikel 43, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997, op artikel 44, op artikel 45, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 maart 1998, op artikel 46, op artikel 47, op artikel 48, op artikel 49, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 9 januari 1976, 10 juni 1996 en 10 juli 1996, op artikel 50, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 juni 1996, 10 juli 1996 en 6 juli 1997, op artikel 52, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 juli 1996, op artikel 54, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 7 december 1973, 21 maart 1986, en 6 juli 1997, op artikel 55, op artikel 56, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 11 juni 1986, op artikel 58, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997, op artikel 58<sup>bis</sup>, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 oktober 1992, 14 april 1993, 6 juli 1997 en 20 juli 2000, op artikel 59, op artikel 60, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 oktober 1973, 21 maart 1986, en 6 juli 1997, op artikel 60, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 oktober 1992, 14 april 1993, 6 juli 1997 en 20 juli 2000, op artikel 59, op artikel 60,

Vu l'arrêté royal du 7 décembre 1992 portant diverses mesures en faveur des agents des services extérieurs de l'Administration des douanes et accises dont l'emploi est supprimé par suite de l'instauration du marché intérieur de 1993, notamment les articles 2 à 9, l'article 16, modifié par l'arrêté royal du 10 juillet 1996 et l'article 21, modifié par les arrêtés royaux des 10 juillet 1996 et 6 juillet 1997;

Vu l'avis rendu par l'Inspecteur des Finances, donné le 7 octobre 2004;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique donné le 26 octobre 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 octobre 2004;

Vu l'avis du Conseil de direction du Ministère des Finances - Administration des pensions, du 23 novembre 2004;

Vu l'avis du Comité de direction du Service public fédéral Finances du 24 novembre 2004;

Vu le protocole de négociation du 17 décembre 2004 du Comité de secteur II - Finances;

Vu l'avis 37.963/2 du Conseil d'Etat, donné le 13 janvier 2005;

Sur proposition de Notre Ministre des Finances et de Notre Ministre des Pensions et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° arrêté royal du 5 septembre 2002 : l'arrêté royal du 5 septembre 2002 portant réforme de la carrière de certains agents des administrations de l'Etat ainsi que ses modifications;

2° complément de traitement : les compléments prévus à l'article 6 de l'arrêté royal du 6 juillet 1997 fixant le Statut pécuniaire du personnel du Service public fédéral Finances;

3° rémunération : traitement annuel augmenté, le cas échéant, du complément de traitement;

4° administration non fiscale : une autre administration que celles visées par l'article 1<sup>er</sup>, § 3, de l'arrêté royal du 29 octobre 1971 fixant le règlement organique du Ministère des Finances, ainsi que les dispositions particulières y assurant l'exécution du Statut des agents de l'Etat.

#### CHAPITRE II. — Dispositions particulières d'exécution relatives aux grades de niveau D

##### Section I<sup>re</sup>. — Création de grades particuliers dans le niveau D

**Art. 2.** Les grades suivants sont créés dans le niveau D :

- collaborateur financier;
- chef opérateur-mécanographe des finances, grade supprimé;
- opérateur-mécanographe des finances, grade supprimé;
- chef de section des finances, grade supprimé;
- assistant des finances, grade supprimé.

##### Section II. — Dispositions particulières d'exécution relatives à l'intégration de certains agents du niveau 3 dans le niveau D

Sous-section I<sup>re</sup>. — Intégration des assistants des finances rémunérés dans l'échelle de traitement 30A ou 30C.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Les agents revêtus, au 1<sup>er</sup> janvier 2002, du grade d'assistant des finances rayé par l'article 43 du présent arrêté et qui sont rémunérés dans l'échelle de traitement 30A ou 30C, sont nommés d'office, à cette date, au grade de collaborateur administratif.

Les agents nommés au grade d'assistant des finances, après le 1<sup>er</sup> janvier 2002, sont nommés d'office au grade de collaborateur administratif à la date de leur nomination.

Les services prestés dans le grade d'assistant des finances sont pris en considération pour le calcul de l'ancienneté de grade comme collaborateur administratif.

L'ancienneté acquise dans le niveau 3 est censée être acquise dans le niveau D.

gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 december 1978, 5 juni 1979, 10 juni 1996, 10 juli 1996, 6 juli 1997, 12 maart 2002 en 12 maart 2003;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 december 1992 houdende diverse maatregelen ten gunste van de ambtenaren van de buitendiensten van de Administratie der douane en accijnzen van wie de betrekking wordt afgeschaft ten gevolge van het tot stand komen van de interne markt in 1993, inzonderheid op de artikelen 2 tot 9, op artikel 16, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 juli 1996 en op artikel 21, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 juli 1996 en 6 juli 1997;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 7 oktober 2004;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 26 oktober 2004;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, van 27 oktober 2004;

Gelet op het advies van het Directieraad van het Ministerie van Financiën - Administratie der pensioenen, van 23 november 2004;

Gelet op het advies van het Directiecomité van de Federale Overheidsdienst Financiën van 24 november 2004;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 17 december 2004 van het sectorcomité II - Financiën;

Gelet op advies 37.963/2 van de Raad van State, gegeven op 13 januari 2005;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën en van Onze Minister van Pensioenen en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

#### HOOFDSTUK I. — Definities

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° koninklijk besluit van 5 september 2002 : het koninklijk besluit van 5 september 2002 houdende hervorming van de loopbaan van sommige ambtenaren in de Rijksbesturen met zijn wijzigingen;

2° weddencomplement : de complementen bepaald in artikel 6 van het koninklijk besluit van 6 juli 1997 tot vaststelling van de bezoldigingsregeling van het personeel van de Federale Overheidsdienst Financiën;

3° bezoldiging : jaarwedde verhoogd, in voorkomend geval, met het weddencomplement;

4° niet-fiscale administratie : een andere administratie dan deze bedoeld in artikel 1, § 3, van het koninklijk besluit van 29 oktober 1971 tot vaststelling van het organiek reglement van het Ministerie van Financiën en van de bijzondere bepalingen die er voorzien in de uitvoering van het Statuut van het Rijkspersoneel.

#### HOOFDSTUK II. — Bijzondere uitvoeringsbepalingen met betrekking tot de graden van niveau D

##### Afdeling I. — Oprichting van bijzondere graden in niveau D

**Art. 2.** In niveau D worden de volgende graden opgericht :

- financieel medewerker;
- hoofdoperateur-mechanograaf bij financiën, afgeschafte graad;
- operateur-mechanograaf bij financiën, afgeschafte graad
- sectiechef bij financiën, afgeschafte graad;
- assistent bij financiën, afgeschafte graad.

##### Afdeling II. — Bijzondere uitvoeringsbepalingen met betrekking tot de integratie van sommige ambtenaren van niveau 3 in niveau D

Onderafdeling I. — De integratie van de assistenten bij financiën bezoldigd in de weddenschaal 30A of 30C.

**Art. 3.** § 1. De ambtenaren die op 1 januari 2002 titularis zijn van de in artikel 43 van dit besluit geschrapte graad van assistent bij financiën en bezoldigd in de weddenschaal 30A of 30C, worden op die datum ambtshalve benoemd in de graad van administratief medewerker.

De ambtenaren, die na 1 januari 2002 werden benoemd in de graad van assistent van financiën, worden op de datum van die benoeming ambtshalve benoemd in de graad van administratief medewerker.

De diensten gepresteerd in de graad van assistent van financiën worden in aanmerking genomen voor de berekening van de graadanciënniteit als administratief medewerker.

De anciënniteit verkregen in niveau 3 wordt geacht verkregen te zijn in niveau D.

§ 2. Les agents visés au § 1<sup>er</sup> sont intégrés dans l'échelle de traitement attachée à leur nouveau grade conformément à l'annexe 1<sup>re</sup>.

L'ancienneté pécuniaire acquise est censée être acquise dans la nouvelle échelle de traitement.

Sous-section II. — Intégration des assistants des finances rémunérés dans l'échelle de traitement 30S1.

**Art. 4. § 1<sup>er</sup>.** Les agents qui, au 1<sup>er</sup> janvier 2002, sont revêtus du grade d'assistant des finances rayé par l'article 43 du présent arrêté et qui sont rémunérés dans l'échelle de traitement 30S1, sont nommés d'office, à cette date, au grade de collaborateur financier à condition d'avoir suivi, avant le 30 juin 2005, une formation organisée à cette fin par l'Ecole nationale de fiscalité et des finances.

Les assistants des finances promus, après le 1<sup>er</sup> janvier 2002, dans l'échelle de traitement 30S1, sont nommés d'office au grade de collaborateur financier à la date de cette promotion à condition d'avoir suivi, avant le 30 juin 2005, une formation organisée à cette fin par l'Ecole nationale de fiscalité et des finances.

§ 2. Le calcul de leur ancienneté de grade se fait à partir de la date de leur nomination dans le nouveau grade. L'ancienneté acquise dans le niveau 3 est censée être acquise dans le niveau D.

**Art. 5.** Les agents visés à l'article 4 sont intégrés dans l'échelle de traitement attachée à leur nouveau grade conformément à l'annexe 1<sup>re</sup>.

Ils obtiennent dans cette échelle de traitement attachée à leur nouveau grade le traitement égal ou immédiatement supérieur à la rémunération dont ils bénéficiaient dans leur ancien grade.

L'ancienneté utile de ces agents est fixée sur base du résultat de leur intégration.

Par dérogation aux articles 14, 15, 17 et 18 de l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des services publics fédéraux, cette ancienneté utile devient l'ancienneté pécuniaire fictive fixée exclusivement dans le grade de collaborateur financier.

La différence entre l'ancienneté pécuniaire et l'ancienneté utile acquises dans l'ancienne échelle de traitement est reprise dans la nouvelle échelle de traitement et est limitée à onze mois.

Les agents qui sont rémunérés dans leur ancienne échelle de traitement au traitement maximum de cette échelle sont intégrés au premier échelon de l'augmentation intercalaire issue de l'intégration.

§ 2. Les agents anciennement titulaires du grade d'assistant des finances, rémunérés dans l'échelle de traitement 30S1, et qui ont été nommés d'office dans le grade de collaborateur financier, retrouvent avec effet à la date de la veille de la mise à la retraite ou du décès, l'ancienneté pécuniaire réelle qui était la leur lors de leur intégration au niveau D augmentée de la durée des services accomplis dans ce niveau.

**Art. 6.** Les agents visés à l'article 4 du présent arrêté qui ne participent pas à l'activité de formation avant le 30 juin 2005 sont nommés d'office au grade supprimé d'assistant des finances (niveau D) à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2002 ou, si elle est postérieure, à la date d'attribution de l'échelle 30S1.

Ces agents conservent leurs anciennetés de grade et de niveau.

Ils perçoivent l'échelle de traitement et le complément de traitement liés au grade supprimé.

Sous-section III. — Dispositions concernant les grades d'opérateur-mécanographe des finances (grade supprimé) et de chef opérateur-mécanographe des finances

**Art. 7.** Les agents titulaires, au 1<sup>er</sup> janvier 2002, du grade d'opérateur-mécanographe des finances ou du grade de chef opérateur-mécanographe des finances, rayés par l'article 43 du présent arrêté, sont, à cette date, nommés d'office respectivement aux grades supprimés d'opérateur-mécanographe des finances (niveau D) et de chef opérateur-mécanographe des finances (niveau D).

Ils conservent leurs anciennetés de grade et de niveau.

§ 2. De in § 1 bedoelde ambtenaren worden ingeschaald in de weddenschaal verbonden aan hun nieuwe graad overeenkomstig de bijlage 1.

De verworven geldelijke anciënniteit wordt geacht verkregen te zijn in de nieuwe weddenschaal.

Onderafdeling II. — De integratie van de assistenten bij financiën bezoldigd in de weddenschaal 30S1.

**Art. 4. § 1.** De ambtenaren die op 1 januari 2002 titularis zijn van de in artikel 43 van dit besluit geschrapte graad van assistent bij financiën en bezoldigd zijn in de weddenschaal 30S1, worden op die datum ambtshalve benoemd in de graad van financieel medewerker op voorwaarde dat ze voor 30 juni 2005 een met dit doel door de Nationale School voor Fiscaliteit en Financiën georganiseerde opleiding hebben gevolgd.

De assistenten bij financiën die na 1 januari 2002 werden bevorderd in de weddenschaal 30S1, worden op de datum van die bevordering ambtshalve benoemd in de graad van financieel medewerker op voorwaarde dat ze voor 30 juni 2005 een met dit doel door de Nationale School voor Fiscaliteit en Financiën georganiseerde opleiding hebben gevolgd.

§ 2. De berekening van de graadanciënniteit vangt aan vanaf de datum van benoeming in de nieuwe graad. De anciënniteit verkregen in niveau 3 wordt geacht verkregen te zijn in niveau D.

**Art. 5. § 1.** De in artikel 4 bedoelde ambtenaren worden ingeschaald in de weddenschaal verbonden aan hun nieuwe graad overeenkomstig de bijlage 1.

Zij bekomen in deze weddenschaal de wedde gelijk aan of onmiddellijk hoger dan de bezoldiging die ze genoten in hun oude graad.

De nuttige anciënniteit van de ambtenaren wordt vastgesteld op basis van het resultaat van hun inschaling.

In afwijking van de artikelen 14, 15, 17 en 18 van het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel van de federale overheidsdiensten, wordt deze nuttige anciënniteit de fictieve geldelijke anciënniteit die uitsluitend in de graad van financieel medewerker wordt vastgesteld.

Het verschil tussen de geldelijke en de nuttige anciënniteit verworven in de oude weddenschaal wordt meegenomen in de nieuwe weddenschaal en is beperkt tot elf maanden.

De ambtenaren die in hun oude weddenschaal aan de maximumwedde worden bezoldigd, worden geïntegreerd op de eerste trap van de intermediaire loonopslag die uit de integratie voortvloeit.

§ 2. De personeelsleden die gewezen titularissen waren van de graad van assistent bij financiën, bezoldigd in de weddenschaal 30S1, en die ambtshalve benoemd werden in de graad van financieel medewerker, hervinden, met uitwerking op de dag vóór hun opruststelling of hun overlijden, de werkelijke geldelijke anciënniteit die zij hadden bij hun integratie in niveau D, vermeerderd met de duur van de in dat niveau gepresteerde diensten.

**Art. 6.** De in artikel 4 van dit besluit bedoelde ambtenaren die niet aan de opleidingsactiviteit deelnemen vóór 30 juni 2005 worden, ambtshalve benoemd in de afgeschafte graad van assistent bij financiën (niveau D) op datum van 1 januari 2002 of indien deze later is, op de datum van de toekenning van de weddenschaal 30S1.

Deze ambtenaren behouden hun graadanciënniteit en niveauanciënniteit.

Zij bekomen de weddenschaal en het weddencomplement verbonden aan de afgeschafte graad.

Onderafdeling III. — Bepalingen met betrekking tot de graden van operateur-mechanograaf bij financiën (afgeschafte graad) en hoofdoperateur-mechanograaf bij financiën

**Art. 7.** De ambtenaren die op 1 januari 2002 titularis zijn van de in artikel 43 van dit besluit geschrapte graad van operateur-mechanograaf bij financiën of de graad van hoofdoperateur-mechanograaf bij financiën, worden op die datum respectievelijk ambtshalve benoemd in de afgeschafte graden van operateur-mechanograaf bij financiën (niveau D) en van hoofdoperateur-mechanograaf bij financiën (niveau D).

Zij behouden hun graadanciënniteit en hun niveauanciënniteit.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup> Les agents titulaires, au 1<sup>er</sup> septembre 2004, d'un des grades de niveau D repris ci-après, dans la colonne de gauche, sont nommés d'office à cette date au grade repris dans la colonne de droite :

opérateur-mécanographe des finances (grade supprimé)	collaborateur technique	opérateur-mechanograaf bij financiën (afgeschafte graad)	technisch medewerker
chef opérateur-mécanographe des finances (grade supprimé)		hoofdopérateur-mecanograaf bij financiën (afgeschafte graad)	

§ 2. Pour le calcul de l'ancienneté de grade des agents nommés en vertu du § 1<sup>er</sup>, les services prestés dans le grade supprimé ou, le cas échéant, dans les deux grades supprimés dont ils étaient titulaires sont pris en considération.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Les agents visés à l'article 8 du présent arrêté sont intégrés, à la date de leur nomination d'office, dans l'échelle de traitement attachée à leur nouveau grade conformément à l'annexe 1<sup>re</sup>.

§ 2. L'ancienneté pécuniaire acquise par ces agents est censée être acquise dans la nouvelle échelle de traitement.

§ 3. Les agents visés au § 1<sup>er</sup> conservent la rémunération attachée au grade rayé lors de leur nomination d'office au grade de collaborateur technique, lorsqu'elle dépasse le traitement dans ce grade.

### CHAPITRE III. — Dispositions particulières d'exécution relatives aux grades de niveau C

#### Section I<sup>re</sup>. — Création de grades particuliers dans le niveau C

**Art. 10.** Les grades suivants sont créés dans le niveau C :

- assistant financier;
- assistant financier adjoint, grade supprimé;
- assistant informatique des finances, grade supprimé.

#### Section II. — Dispositions particulières d'exécution concernant l'intégration de certains agents de niveau 3 dans le niveau C

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Les agents titulaires, au 1<sup>er</sup> juin 2002, du grade de chef de section des finances ou d'assistant des finances rémunérés dans l'échelle de traitement 30S2 ou 30S3, sont nommés d'office, à cette date, au grade d'assistant financier à condition qu'ils aient suivi, avant le 30 juin 2005, une formation organisée à cette fin par l'Ecole nationale de fiscalité et des finances.

§ 2. Les chefs de section des finances promus dans ce grade après le 1<sup>er</sup> juin 2002 et les assistants des finances promus, après cette date, dans l'échelle de traitement 30S2, sont nommés d'office, à la date de leur promotion, au grade d'assistant financier à condition qu'ils aient suivi, avant le 30 juin 2005, une formation organisée à cette fin par l'Ecole nationale de fiscalité et des finances.

§ 3. Le calcul de leur ancienneté de grade et de niveau se fait à partir de la date de nomination dans le grade d'assistant financier.

§ 4. Les agents visés par le présent article sont intégrés dans l'échelle de traitement attachée à leur nouveau grade conformément à l'annexe 1<sup>re</sup>.

L'ancienneté pécuniaire acquise est censée être acquise dans la nouvelle échelle de traitement.

**Art. 12.** L'article 11 du présent arrêté est également d'application pour les assistants des finances et les chefs de section des finances qui, conformément à l'article 17 de l'arrêté royal du 6 juillet 1997 fixant le Statut pécuniaire du personnel du Service public fédéral Finances ont droit, par mesure transitoire, à l'échelle de traitement et au complément de traitement liés à un des grades rayés suivants :

- chef de section des finances, nommés à l'administration des contributions directes;
- chef du service d'enrôlement;
- chef adjoint du service d'enrôlement;
- lieutenant des douanes;
- dessinateur dirigeant du cadastre;

**Art. 13.** Les agents nommés conformément aux articles 11 et 12 du présent arrêté au grade d'assistant financier peuvent participer à la mesure de compétences 1.

**Art. 8.** § 1. De ambtenaren die op 1 september 2004 titularis zijn van één van de graden van het niveau D die hierna in de linkerkolom zijn opgenomen, worden op die datum, ambtshalve benoemd in de graad die voorkomt in de rechterkolom :

§ 2. Voor de berekening van de graadanciënniteit van de ambtenaren die worden benoemd krachtens § 1, komen de diensten in aanmerking die gepresteerd zijn in de afgeschafte graad of, in voorkomend geval, in de twee afgeschafte graden waarvan zij titularis waren.

**Art. 9.** § 1. De in artikel 8 van dit besluit bedoelde ambtenaren worden op de datum van hun ambtshalve benoeming ingeschaald in de weddenschaal verbonden aan hun nieuwe graad overeenkomstig de bijlage 1.

§ 2. De geldelijke anciënniteit die door deze ambtenaren verworven is, wordt geacht in de nieuwe weddenschaal verworven te zijn.

§ 3. De in het eerste lid bedoelde ambtenaren, behouden de bezoldiging verbonden aan de geschrapte graad bij hun ambtshalve benoeming tot technisch medewerker, wanneer zij de wedde in deze graad overtreft.

### HOOFDSTUK III. — Bijzondere uitvoeringsbepalingen met betrekking tot de graden van niveau C

#### Afdeling I. — Oprichting van bijzondere graden in niveau C

**Art. 10.** In niveau C worden de volgende graden opgericht :

- financieel assistent;
- adjunct-financieel assistent, afgeschafte graad;
- assistent informatica bij financiën, afgeschafte graad.

#### Afdeling II. — Bijzondere uitvoeringsbepalingen met betrekking tot de integratie van sommige ambtenaren van niveau 3 in niveau C

**Art. 11.** § 1. De ambtenaren die op 1 juni 2002 titularis zijn van de graad van sectiechef bij financiën of assistent bij financiën en bezoldigd in weddenschaal 30S2 of 30S3, worden op die datum ambtshalve benoemd tot financieel assistent op voorwaarde dat ze vóór 30 juni 2005 een met dit doel door de Nationale School voor Fiscaliteit en Financiën georganiseerde opleiding hebben gevolgd.

§ 2. De sectiechefs bij financiën die na 1 juni 2002 werden bevorderd in deze graad en de assistenten bij financiën die na deze datum werden bevorderd in de weddenschaal 30S2, worden op datum van hun bevordering ambtshalve benoemd tot financieel assistent op voorwaarde dat ze vóór 30 juni 2005 een met dit doel door de Nationale School voor Fiscaliteit en Financiën georganiseerde opleiding hebben gevolgd.

§ 3. De berekening van hun graad- en niveauanciënniteit gebeurt vanaf de datum van benoeming in de graad van financieel assistent.

§ 4. De in dit artikel bedoelde ambtenaren worden ingeschaald in de weddenschaal verbonden aan hun nieuwe graad overeenkomstig de bijlage 1.

De verworven geldelijke anciënniteit wordt geacht verworven te zijn in de nieuwe weddenschaal.

**Art. 12.** Artikel 11 van dit besluit is eveneens van toepassing op de assistenten bij financiën en de sectiechefs bij financiën die, overeenkomstig artikel 17 van het koninklijk besluit van 6 juli 1997 tot vaststelling van de bezoldigingsregeling van het personeel van de Federale Overheidsdienst Financiën, bij wege van overgangmaatregel gerechtigd zijn op de weddenschaal en het weddencomplement verbonden aan één van de volgende geschrapte graden :

- sectiechef bij financiën, benoemd bij de administratie der directe belastingen;
- chef van de dienst der incohierungen;
- adjunct-chef van de dienst der incohierungen;
- luitenant der douane;
- leidend tekenaar bij het kadaster.

**Art. 13.** De ambtenaren die overeenkomstig artikelen 11 en 12 van dit besluit benoemd worden tot financieel assistent kunnen deelnemen aan de competentietesting 1.

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. Les assistants des finances et les chefs de section des finances visés aux articles 11 et 12 du présent arrêté sont nommés d'office, dans le niveau D, au grade supprimé qui correspond à celui dont ils étaient titulaires dans le niveau 3, pendant la période qui précède leur nomination au grade d'assistant financier et ce, avec effet au plus tôt au 1<sup>er</sup> janvier 2002.

Ces agents conservent leurs anciennetés de grade et de niveau.

Ils conservent l'échelle de traitement et le complément de traitement attachés au grade supprimé.

Les agents conservent la rémunération attachée au grade supprimé lors de leur nomination d'office au grade d'assistant financier lorsque qu'elle dépasse le traitement lié à ce grade.

§ 2. Les assistants des finances et les chefs de section des finances qui ne participent pas à l'activité de formation avant le 30 juin 2005 sont nommés d'office, dans le niveau D, au grade supprimé qui correspond avec le titre du grade dont ils étaient titulaires dans le niveau 3 à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2002 ou, si elle est postérieure, à la date de leur nomination au grade de chef de section des finances ou de l'attribution de l'échelle 30S2.

Ils conservent leurs anciennetés de grade et de niveau.

Ils obtiennent l'échelle de traitement et le complément de traitement attachés au grade supprimé.

*Section III.* — Dispositions particulières d'exécution concernant l'intégration de certains agents du niveau 2 dans le grade d'assistant financier

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. Les agents suivants, titulaires du grade :

1° d'assistant administratif et ayant droit au complément de traitement dans ce grade;

2° de chef administratif rémunéré dans l'échelle de traitement 22A ou d'assistant administratif, qui, par le passé, ont été nommés :

a) à un grade de niveau 3 du rang 34 minimum;

b) au grade de chef de section des finances (rang 32);

c) au grade d'assistant des finances titulaire de l'échelle de traitement 30S2 ou 30S3;

sont nommés d'office, au 1<sup>er</sup> juin 2002, au grade d'assistant financier, moyennant le suivi, avant le 30 juin 2005, d'une formation organisée à cette fin par l'Ecole nationale de fiscalité et des finances.

§ 2. Les agents visés au § 1<sup>er</sup> sont intégrés dans l'échelle de traitement attachée à leur nouveau grade conformément à l'annexe 1<sup>re</sup>.

L'ancienneté pécuniaire acquise est censée être acquise dans la nouvelle échelle de traitement.

§ 3. Pour l'application du § 1<sup>er</sup>, 2°, a), la nomination dans les grades suivants n'est pas prise en considération : chef opérateur-mécanographe 1<sup>re</sup> classe, chef opérateur-mécanographe 2<sup>e</sup> classe et de commis sténo-dactylographe chef.

**Art. 16.** L'article 15 du présent arrêté est également d'application pour les assistants administratifs revêtus auparavant du grade :

1° d'aspirant vérificateur adjoint;

2° d'opérateur du cadastre ayant droit au complément de traitement ou étant ancien titulaire d'un grade de niveau 3 du rang 34 minimum.

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. Les services prestés dans les grades de chef administratif et d'assistant administratif sont pris en considération pour le calcul de l'ancienneté de grade comme assistant financier.

L'ancienneté acquise dans le niveau 2 est censée être acquise dans le niveau C.

§ 2. Les agents qui remplissent les conditions prévues à l'article 15, § 1<sup>er</sup> du présent arrêté après le 1<sup>er</sup> juin 2002, sont nommés, à la date à laquelle les conditions sont remplies, au grade d'assistant financier et intégrés dans l'échelle de traitement attachée à leur nouveau grade, conformément à l'annexe 1<sup>re</sup>.

**Art. 14.** § 1. De assistenten bij financiën en de sectiechefs bij financiën, bedoeld in de artikelen 11 en 12 van dit besluit worden ambtshalve benoemd in niveau D in de afgeschafte graad die overeenstemt met de titel van de graad waarvan zij titularis waren in niveau 3, tijdens de periode die hun benoeming tot financieel assistent voorafgaat en dit ten vroegste met ingang van 1 januari 2002.

Deze ambtenaren behouden hun graadanciënniteit en hun niveauanciënniteit.

Zij behouden de weddenschaal en het weddencomplement verbonden aan de afgeschafte graad.

De ambtenaren behouden de bezoldiging verbonden aan de afgeschafte graad bij hun ambtshalve benoeming tot financieel assistent, wanneer zij de wedde in deze graad overtreft.

§ 2. De assistenten bij financiën en de sectiechefs bij financiën die niet aan de opleidingsactiviteit deelnemen vóór 30 juni 2005 worden ambtshalve benoemd in niveau D, in de afgeschafte graad die overeenstemt met de titel van de graad waarvan zij titularis waren in niveau 3 op 1 januari 2002 of op de datum van hun benoeming in de graad van sectiechef bij financiën of hun bevordering in de weddenschaal 30S2 indien deze later plaats had.

Deze ambtenaren behouden hun graadanciënniteit en niveauanciënniteit.

Zij zijn gerechtigd op de weddenschaal en het weddencomplement verbonden aan de afgeschafte graad.

*Afdeling III.* — Bijzondere uitvoeringsbepalingen met betrekking tot de integratie van sommige ambtenaren van niveau 2 in de graad van financieel assistent

**Art. 15.** § 1. De volgende ambtenaren, die titularis zijn van de graad van :

1° bestuursassistent en gerechtigd zijn in deze graad op een weddencomplement;

2° bestuurschef bezoldigd in de weddenschaal 22A of bestuursassistent, die voorheen benoemd waren in :

a) een graad van niveau 3 behorend tot minstens rang 34;

b) de graad van sectiechef bij financiën (rang 32);

c) de graad van assistent van financiën, gerechtigd op de weddenschaal 30S2 of 30S3,

worden op 1 juni 2002 ambtshalve benoemd in de graad van financieel assistent, op voorwaarde dat ze vóór 30 juni 2005 een met dit doel door de Nationale School voor Fiscaliteit en Financiën georganiseerde opleiding hebben gevolgd.

§ 2. De in § 1 bedoelde ambtenaren worden ingeschaald in de weddenschaal verbonden aan hun nieuwe graad overeenkomstig bijlage 1.

De verworven geldelijk anciënniteit wordt geacht verkregen te zijn in de nieuwe weddenschaal.

§ 3. Voor de toepassing van § 1, 2°, a) wordt de benoeming in de volgende graden niet in aanmerking genomen : hoofdoperateur-mechanograaf 1e klasse, hoofdoperateur-mechanograaf 2e klasse en hoofd- klerkstenotypist(e).

**Art. 16.** Artikel 15 van dit besluit is eveneens van toepassing op de bestuursassistenten voorheen bekleed met de graad van :

1° aspirant-adjunct-verificateur;

2° operateur van het kadaster, gerechtigd op een weddencomplement of geweest titularis van een graad van niveau 3 behorend tot minstens rang 34.

**Art. 17.** § 1. De diensten gepresteerd in de graden van bestuurschef en bestuursassistent worden in aanmerking genomen voor de berekening van de graadanciënniteit als financieel assistent.

De anciënniteit verkregen in niveau 2 wordt geacht verkregen te zijn in niveau C.

§ 2. De ambtenaren die de in het artikel 15, § 1, van dit besluit vermelde voorwaarden vervullen na 1 juni 2002, worden op de datum dat de voorwaarden zijn vervuld, benoemd tot financieel assistent en ingeschaald in de weddenschaal verbonden aan hun nieuwe graad, overeenkomstig de bijlage 1.

**Art. 18.** § 1<sup>er</sup>. Les agents qui sont intégrés dans l'échelle de traitement CF1 peuvent participer à la mesure de compétences 1.

§ 2. Les agents anciennement rémunérés dans l'échelle de traitement 20B, obtiennent, à l'issue de la période de six ans pendant laquelle ils ont eu droit à l'allocation annuelle de compétences liée à la mesure de compétences 1, l'échelle de traitement CF2. Ils peuvent immédiatement participer à la mesure de compétences 3.

§ 3. Les assistants administratifs visés à l'article 15, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, du présent arrêté, intégrés conformément à l'annexe 1<sup>re</sup> dans l'échelle de traitement CF2, peuvent participer à la mesure de compétences 4.

Les lauréats qui comptent une ancienneté de quatre ans depuis l'attribution de l'échelle de traitement CF2, obtiennent l'échelle de traitement CF3 et ce, au plus tôt le 1<sup>er</sup> septembre 2003. L'ancienneté acquise depuis l'attribution de l'ancienne échelle de traitement 20E, compte pour le calcul de ces quatre ans.

**Art. 19.** Les assistants administratifs visés à l'article 15, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, du présent arrêté qui sont lauréats d'une sélection pour l'avancement barémique à l'échelle de traitement 20E, dont le procès-verbal a été clôturé après le 1<sup>er</sup> juin 2002, obtiennent l'échelle de traitement CF2 à partir du 1<sup>er</sup> jour du mois qui suit la date du procès-verbal de la sélection.

**Art. 20.** § 1<sup>er</sup>. Les agents visés aux articles 15 et 16 du présent arrêté qui ne participent pas à une activité de formation avant le 30 juin 2005, sont nommés d'office au grade d'assistant administratif, à la date du 1<sup>er</sup> juin 2002 ou, si elle est postérieure, à la date de leur nomination dans un grade du niveau 2.

§ 2. Ils obtiennent les échelles de traitement attachées au grade d'assistant administratif, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 septembre 2002.

§ 3. En dérogation au § 2, ils conservent leur échelle de traitement et leur complément de traitement auxquels ils avaient droit dans leur grade rayé dans la mesure où cette rémunération est supérieure au traitement attaché au grade d'assistant administratif.

*Section IV.* — Dispositions particulières d'exécution concernant l'intégration de certains agents du niveau 2 dans le grade supprimé d'assistant financier adjoint

**Art. 21.** Les agents suivants :

1<sup>o</sup> le chef administratif rémunéré dans l'échelle de traitement 22A, non visé à l'article 15 § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> du présent arrêté;

2<sup>o</sup> l'assistant administratif rémunéré dans l'échelle de traitement 20B ou 20E, non visé à l'article 15, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> ou 2<sup>o</sup> du présent arrêté,

sont nommés d'office, au 1<sup>er</sup> juin 2002, au grade d'assistant financier adjoint, (grade supprimé), moyennant le suivi, avant le 30 juin 2005, d'une formation organisée à cette fin par l'Ecole nationale de fiscalité et des finances.

Ils sont intégrés dans l'échelle de traitement attachée à leur nouveau grade conformément à l'annexe 1<sup>re</sup>.

L'ancienneté pécuniaire acquise est censée être acquise dans la nouvelle échelle de traitement.

**Art. 22.** L'article 21 du présent arrêté est également applicable à l'agent titulaire du grade d'assistant administratif, antérieurement opérateur du cadastre et non visé à l'article 16.

**Art. 23.** § 1<sup>er</sup>. Les services prestés dans le grade de chef administratif et d'assistant administratif sont pris en considération pour le calcul de l'ancienneté de grade comme assistant financier adjoint.

L'ancienneté acquise dans le niveau 2 est censée être acquise dans le niveau C.

§ 2. Les agents visés à l'article 21 du présent arrêté qui remplissent les conditions après le 1<sup>er</sup> juin 2002, sont nommés, à la date à laquelle les conditions sont remplies, au grade d'assistant financier adjoint et intégrés dans l'échelle de traitement attachée à leur nouveau grade, conformément à l'annexe 1<sup>re</sup>.

**Art. 24.** § 1<sup>er</sup>. Les agents visés aux articles 21, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> et 22 du présent arrêté, intégrés dans l'échelle de traitement CA1, peuvent participer à la mesure de compétences 1.

Après une période de 6 ans au cours de laquelle ils ont eu droit à l'allocation annuelle de compétences liée à la mesure de compétences 1, ils obtiennent l'échelle de traitement CA2. Ils peuvent participer immédiatement à la mesure de compétences 3.

§ 2. Les agents visés à l'article 21, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, du présent arrêté intégrés, conformément à l'annexe 1<sup>re</sup>, dans l'échelle de traitement CA2, peuvent participer à la mesure de compétences 4.

**Art. 18.** § 1. De ambtenaren die ingeschaald zijn in de weddenschaal CF1 kunnen deelnemen aan de competentiemeting 1.

§ 2. De ambtenaren voorheen bezoldigd in de weddenschaal 20B, bekomen na afloop van de periode van 6 jaar gedurende dewelke ze gerechtigd waren op de jaarlijkse competentietoelage verbonden aan de competentiemeting 1, de weddenschaal CF2. Ze kunnen onmiddellijk deelnemen aan de competentiemeting 3.

§ 3. De bestuursassistenten bedoeld in artikel 15, § 1, 2<sup>o</sup>, van dit besluit die overeenkomstig de bijlage 1 ingeschaald zijn in de weddenschaal CF2 kunnen deelnemen aan competentiemeting 4.

De geslaagden die een anciënniteit van vier jaar tellen sinds de toekenning van de weddenschaal CF2 bekomen de weddenschaal CF3 en dit ten vroegste op 1 september 2003. De anciënniteit verworven sinds de toekenning van de oude weddenschaal 20E telt mee voor de berekening van de vier jaar.

**Art. 19.** De bestuursassistenten bedoeld in artikel 15, § 1, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup>, van dit besluit die geslaagd zijn voor een selectie voor bevordering door verhoging in de weddenschaal 20E, waarvan het proces-verbaal na 1 juni 2002 afgesloten werd, verkrijgen de weddenschaal CF2 vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de datum van het proces-verbaal van de selectie.

**Art. 20.** § 1. De in de artikelen 15 en 16 van dit besluit bedoelde ambtenaren die niet aan de opleidingsactiviteit deelnemen vóór 30 juni 2005 worden ambtshalve benoemd tot administratief assistent op 1 juni 2002 of op de datum van hun benoeming in een graad van niveau 2 indien deze later plaats had.

§ 2. De ambtenaren verkrijgen de weddenschalen verbonden aan de graad van administratief assistent, overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 september 2002.

§ 3. In afwijking van § 2 behouden zij de weddenschaal en het weddencomplement waarop zij gerechtigd waren in hun geschrapte graad indien deze bezoldiging de wedde overtreft verbonden aan de graad van administratief assistent.

*Afdeling IV.* — Bijzondere uitvoeringsbepalingen met betrekking tot de integratie van sommige ambtenaren van niveau 2 in de afgeschafte graad van adjunct-financieel assistent.

**Art. 21.** De volgende ambtenaren :

1<sup>o</sup> de bestuurschef bezoldigd in de weddenschaal 22A, niet bedoeld in artikel 15 § 1, 2<sup>o</sup> van dit besluit;

2<sup>o</sup> de bestuursassistenten bezoldigd in de weddenschaal 20B of 20E, niet bedoeld in artikel 15, § 1, 1<sup>o</sup> of 2<sup>o</sup> van dit besluit,

worden op 1 juni 2002 ambtshalve benoemd tot adjunct-financieel assistent (afgeschafte graad) op voorwaarde dat ze vóór 30 juni 2005 een met dit doel door de Nationale School voor Fiscaliteit en Financiën georganiseerde opleiding hebben gevolgd.

Zij worden ingeschaald in de weddenschaal verbonden aan hun nieuwe graad overeenkomstig bijlage 1.

De verworven geldelijke anciënniteit wordt geacht verworven te zijn in de nieuwe weddenschaal.

**Art. 22.** Artikel 21 van dit besluit is eveneens van toepassing op de bestuursassistent, voorheen operateur van het kadaster en niet bedoeld in artikel 16.

**Art. 23.** § 1. De diensten gepresteerd in de graden van bestuurschef en bestuursassistent worden in aanmerking genomen voor de berekening van de graadanciënniteit als adjunct-financieel assistent.

De anciënniteit verkregen in niveau 2 wordt geacht verkregen te zijn in niveau C.

§ 2. De ambtenaren die de in het artikel 21 van dit besluit vermelde voorwaarden vervullen na 1 juni 2002, worden op de datum dat de voorwaarden zijn vervuld, benoemd tot adjunct-financieel assistent en ingeschaald in de weddenschaal verbonden aan hun nieuwe graad, overeenkomstig de bijlage 1.

**Art. 24.** § 1. De ambtenaren bedoeld in de artikelen 21, § 1, 2<sup>o</sup> en 22 van dit besluit die werden ingeschaald in de weddenschaal CA1 kunnen deelnemen aan de competentiemeting 1.

Na afloop van de periode van 6 jaar gedurende dewelke ze gerechtigd waren op de jaarlijkse competentietoelage verbonden aan de competentiemeting 1, bekomen de ambtenaren de weddenschaal CA2. Ze kunnen onmiddellijk deelnemen aan competentiemeting 3.

§ 2. De ambtenaren bedoeld in artikel 21, § 1, 2<sup>o</sup>, van dit besluit die overeenkomstig de bijlage 1 ingeschaald zijn in de weddenschaal CA2 kunnen deelnemen aan de competentiemeting 4.

Les lauréats qui comptent une ancienneté de quatre ans depuis l'attribution de l'échelle barémique CA2, obtiennent l'échelle barémique CA3 et ce, au plus tôt le 1<sup>er</sup> septembre 2003. L'ancienneté acquise depuis l'attribution de l'ancienne échelle de traitement 20E, compte pour le calcul de ces quatre ans.

**Art. 25.** Les agents visés à l'article 21, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, du présent arrêté, lauréats d'une sélection pour l'avancement barémique à l'échelle de traitement 20E, dont le procès-verbal a été clôturé après le 1<sup>er</sup> juin 2002, obtiennent l'échelle de traitement CA2 à partir du 1<sup>er</sup> jour du mois qui suit la date du procès-verbal de la sélection.

**Art. 26.** Les agents visés aux articles 21 et 22 du présent arrêté qui ne participent pas à l'activité de formation avant le 30 juin 2005, sont nommés d'office au grade d'assistant administratif, à la date du 1<sup>er</sup> juin 2002.

Ils obtiennent les échelles de traitement attachées au grade d'assistant administratif, conformément à l'arrêté royal du 5 septembre 2002.

Par dérogation à l'alinéa précédent, ils conservent l'échelle de traitement liée à leur grade rayé, si elle est plus élevée que l'échelle de traitement liée au grade d'assistant administratif.

#### Section V. — Dispositions concernant le grade d'assistant informatique des finances (grade supprimé)

**Art. 27.** § 1<sup>er</sup>. Les agents titulaires, au 1<sup>er</sup> juin 2002, du grade d'assistant informatique des finances, rayé par l'article 43 du présent arrêté, sont nommés d'office au grade supprimé d'assistant informatique des finances (niveau C).

§ 2. Les services prestés dans le grade rayé d'assistant informatique des finances sont pris en considération pour le calcul de l'ancienneté de grade.

L'ancienneté acquise dans le niveau 2 est censée être acquise dans le niveau C.

**Art. 28.** § 1<sup>er</sup>. Les agents titulaires au 1<sup>er</sup> septembre 2004 du grade supprimé d'assistant informatique des finances, sont nommés d'office à cette date dans le grade d'assistant technique.

§ 2. Pour le calcul de l'ancienneté de grade des agents nommés en vertu du § 1<sup>er</sup>, les services prestés dans le grade supprimé dont ils étaient titulaires sont pris en considération.

**Art. 29.** § 1<sup>er</sup>. Les agents visés à l'article 28 du présent arrêté sont intégrés d'office à la date de leur nomination d'office dans l'échelle de traitement attachée à leur nouveau grade conformément à l'annexe 1<sup>re</sup>.

§ 2. L'ancienneté pécuniaire acquise par ces agents est censée être acquise dans la nouvelle échelle de traitement.

§ 3. Les agents visés au § 1<sup>er</sup> conservent la rémunération attachée au grade rayé lors de leur nomination d'office dans le grade d'assistant technique, lorsqu'elle dépasse le traitement dans ce grade.

**Art. 30.** Les titulaires du grade d'assistant technique, qui étaient auparavant titulaires du grade rayé par l'article 44 d'assistant informatique des finances, obtiennent moyennant 12 ans d'ancienneté de grade, l'échelle de traitement 20S3 pour autant qu'ils ne puissent bénéficier d'une échelle de traitement plus favorable.

#### CHAPITRE IV. — Dispositions particulières d'exécution relatives aux grades de niveau B

##### Section 1<sup>re</sup>. — Création de grades dans le niveau B

**Art. 31.** Les grades suivants sont créés dans le niveau B :

- expert fiscal;
- expert fiscal adjoint, grade supprimé;
- expert financier et administratif, grade supprimé;
- expert financier et I.C.T., grade supprimé;
- vérificateur, grade supprimé;
- géomètre des finances, grade supprimé;
- laborantin, grade supprimé;

De geslaagden die een anciënniteit van vier jaar tellen sinds de toekenning van de weddenschaal CA2 bekomen de weddenschaal CA3 en dit ten vroegste op 1 september 2003. De anciënniteit verworven sinds de toekenning van de oude weddenschaal 20E, telt mee voor de berekening van de vier jaar.

**Art. 25.** De ambtenaren bedoeld in artikel 21, § 1, 2<sup>o</sup>, van dit besluit die geslaagd zijn voor een selectie voor bevordering door verhoging in de weddenschaal 20E, waarvan het proces-verbaal na 1 juni 2002 werd afgesloten, verkrijgen de weddenschaal CA2 vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de datum van het proces-verbaal van de selectie.

**Art. 26.** De in de artikelen 21 en 22 van dit besluit bedoelde ambtenaren die niet aan de opleidingsactiviteit deelnemen vóór 30 juni 2005 worden ambtshalve benoemd tot administratief assistent op datum van 1 juni 2002.

Zij verkrijgen de weddenschalen verbonden aan de graad van administratief assistent, overeenkomstig het koninklijk besluit van 5 september 2002.

In afwijking van het vorige lid behouden de ambtenaren de weddenschaal verbonden aan hun geschrapte graad, indien deze hoger is dan de weddenschaal verbonden aan de graad van administratief assistent.

#### Afdeling V. — Bepalingen met betrekking tot de graad van assistent informatica bij financiën (afgeschafte graad)

**Art. 27.** § 1. De ambtenaren die op 1 juni 2002 titularis zijn van de in artikel 43 van dit besluit geschrapte graad van assistent informatica bij financiën worden ambtshalve benoemd in de afgeschafte graad van assistent informatica bij financiën (niveau C).

§ 2. De diensten gepresteerd in de geschrapte graad van assistent informatica bij financiën worden in aanmerking genomen voor de berekening van de graadanciënniteit.

De anciënniteit verkregen in niveau 2 wordt geacht verkregen te zijn in niveau C.

**Art. 28.** § 1. De ambtenaren die op 1 september 2004 titularis zijn van de afgeschafte graad van assistent informatica bij financiën worden, op die datum, ambtshalve benoemd in de graad van technisch assistent.

§ 2. Voor de berekening van de graadanciënniteit van de ambtenaren die worden benoemd krachtens § 1, komen de diensten in aanmerking die gepresteerd zijn in de afgeschafte graad waarvan zij titularis waren.

**Art. 29.** § 1. De in artikel 28 van dit besluit bedoelde ambtenaren worden op de datum van hun ambtshalve benoeming ingeschaald in de weddenschaal verbonden aan hun nieuwe graad overeenkomstig de bijlage 1.

§ 2. De geldelijke anciënniteit die door deze ambtenaren verworven is, wordt geacht in de nieuwe weddenschaal verworven te zijn.

§ 3. De in het eerste lid bedoelde ambtenaren, behouden de bezoldiging verbonden aan de geschrapte graad bij hun ambtshalve benoeming tot technisch assistent, wanneer zij de wedde in deze graad overtreft.

**Art. 30.** De titularissen van de graad van technisch assistent, die voorheen titularis waren van de in artikel 44 geschrapte graad van assistent informatica bij financiën, verkrijgen mits 12 jaar graadanciënniteit de weddenschaal 20S3, voor zover ze geen gunstigere weddenschaal kunnen genieten.

#### HOOFDSTUK IV. — Bijzondere uitvoeringsbepalingen met betrekking tot de graden van niveau B

##### Afdeling I. — Oprichting van graden in niveau B

**Art. 31.** In niveau B worden de volgende graden opgericht :

- fiscaal deskundige;
- adjunct-fiscaal deskundige, afgeschafte graad;
- financieel en administratief deskundige, afgeschafte graad;
- financieel en ICT-deskundige, afgeschafte graad;
- verificateur, afgeschafte graad;
- landmeter van financiën, afgeschafte graad;
- laborant, afgeschafte graad;

- programmeur des finances, grade supprimé;
- vérificateur principal, grade supprimé;
- géomètre-expert des finances, grade supprimé;
- laborantin principal, grade supprimé;
- analyste de programmation des finances, grade supprimé.

*Section II.* — Intégration de certains agents niveau 2+ dans le niveau B

**Art. 32.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des §§ 2 et 3, les agents titulaires, au 1<sup>er</sup> octobre 2002, d'un des grades de niveau 2+ repris ci-après, dans la colonne de gauche, sont nommés d'office à cette date au grade correspondant de niveau B repris dans la colonne de droite, et ce, moyennant le suivi, avant le 30 juin 2005, d'une formation organisée à cette fin par l'Ecole nationale de fiscalité et des finances :

<i>Vérificateur</i> <i>Géomètre des finances</i>	Expert financier ou expert fiscal adjoint (grade supprimé)	Verificateur Landmeter van financiën	Financieel deskundige of adjunct-fiscaal deskundige (afgeschafte graad)
<i>Vérificateur principal</i> <i>Géomètre-expert des finances</i>	Expert financier et administratif (grade supprimé) ou expert fiscal	Eerstaanwezend verificateur Landmeter-expert van financiën	Financieel en administratief deskundige (afgeschafte graad) of fiscaal deskundige
<i>Laborantin</i> <i>Laborantin principal</i>	Expert technique	Laborant Eerstaanwezend laborant	Technisch deskundige
<i>Programmeur des finances</i>	Expert ICT	Programmeur bij financiën	ICT-deskundige
<i>Analyste de programmation des finances</i>	Expert financier et ICT (grade supprimé)	Programmeringsanalist bij financiën	Financieel en ICT-deskundige (afgeschafte graad)

Les agents nommés après le 1<sup>er</sup> octobre 2002 à un grade repris dans la colonne de gauche de l'alinéa précédent, sont nommés d'office, à la date de cette nomination, au grade correspondant, repris dans la colonne de droite, moyennant le suivi, avant le 30 juin 2005, d'une formation organisée à cette fin par l'Ecole nationale de fiscalité et des finances.

§ 2. Les titulaires du grade de vérificateur ou de géomètre des finances visés au § 1<sup>er</sup>, qui à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, exercent une fonction de nature fiscale, sont nommés d'office dans le grade supprimé d'expert fiscal adjoint.

§ 3. Les titulaires du grade de vérificateur principal ou de géomètre-expert des finances visés au § 1<sup>er</sup>, qui à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, exercent une fonction de nature fiscale, sont nommés dans le grade d'expert fiscal.

**Art. 33.** Pour l'application de l'article 32 du présent arrêté, une fonction de nature non fiscale est une fonction qui se situe :

- soit dans une administration non fiscale;
- soit dans une administration fiscale telle que définie à l'article 1<sup>er</sup>, § 3 de l'arrêté royal du 29 octobre 1971 fixant le règlement organique du Ministère des Finances, ainsi que les dispositions particulières y assurant l'exécution du Statut des agents de l'Etat, lorsque la tâche journalière de l'agent se rapporte à des matières relatives au personnel, à la technologie de l'information et de la communication, à des matières budgétaires, à des tâches logistiques et à des tâches de secrétariat et qu'elle n'exige aucune connaissance en matière fiscale.

**Art. 34.** Pour le calcul de l'ancienneté de grade des agents nommés en vertu de l'article 32 du présent arrêté, les services prestés dans le grade rayé ou, le cas échéant, dans les deux grades rayés mentionnés en regard du grade de niveau B, sont pris en considération.

L'ancienneté acquise dans le niveau 2+ est censée être acquise dans le niveau B.

**Art. 35.** § 1<sup>er</sup>. Les agents visés à l'article 32 du présent arrêté sont intégrés, à la date de leur nomination d'office, dans l'échelle de traitement attachée à leur nouveau grade conformément à l'annexe 1<sup>re</sup>.

§ 2. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, l'intégration pécuniaire des vérificateurs principaux, auparavant titulaires du grade de vérificateur-expert comptable, ne produira ses effets qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2005.

Pendant la période du 1<sup>er</sup> octobre 2002 au 31 décembre 2004, ces agents conservent l'échelle de traitement et le complément de traitement auxquels ils avaient droit à la date de leur nomination d'office dans le niveau B.

**Art. 36.** § 1<sup>er</sup>. Les agents intégrés, conformément à l'annexe 1<sup>re</sup>, sur base de leur rémunération, obtiennent dans l'échelle de traitement attachée à leur nouveau grade, le traitement égal ou immédiatement supérieur à la rémunération attachée à leur ancien grade.

- programmeur bij financiën, afgeschafte graad;
- eerstaanwezend verificateur, afgeschafte graad;
- landmeter-expert van financiën, afgeschafte graad;
- eerstaanwezend laborant, afgeschafte graad;
- programmeringsanalist bij financiën, afgeschafte graad.

*Afdeling II.* — Intégratie van sommige ambtenaren van niveau 2+ in niveau B

**Art. 32.** § 1. Onverminderd de §§ 2 en 3, worden de ambtenaren die op 1 oktober 2002 titularis zijn van één van de graden in niveau 2+ die hierna in de linkerkolom zijn opgenomen, op die datum, ambtshalve benoemd in de overeenstemmende graad van niveau B die voorkomt in de rechterkolom, op voorwaarde dat ze vóór 30 juni 2005 een met dit doel door de Nationale School voor Fiscaliteit en Financiën georganiseerde opleiding hebben gevolgd :

De ambtenaren die na 1 oktober 2002 werden benoemd in een graad van de linkerkolom van het vorige lid, worden op de datum van die benoeming ambtshalve benoemd in de overeenstemmende graad die voorkomt in de rechterkolom, op voorwaarde dat ze vóór 30 juni 2005 een met dit doel door de Nationale School voor Fiscaliteit en Financiën georganiseerde opleiding hebben gevolgd.

§ 2. De in § 1 bedoelde titularissen van de graad van verificateur of landmeter van financiën, die op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit, een functie van fiscale aard uitoefenen, worden ambtshalve benoemd in de afgeschafte graad van adjunct-fiscaal deskundige.

§ 3. De in § 1 bedoelde titularissen van de graad van eerstaanwezend verificateur of landmeter-expert van financiën, die op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit, een functie van fiscale aard uitoefenen, worden ambtshalve benoemd in de graad van fiscaal deskundige.

**Art. 33.** Voor de toepassing van artikel 32 van dit besluit is een functie van niet-fiscale aard, een functie die zich situeert in :

- hetzij een niet-fiscale administratie;
- hetzij een fiscale administratie zoals bepaald in artikel 1, § 3 van het koninklijk besluit van 29 oktober 1971 tot vaststelling van het organiek reglement van het Ministerie van Financiën en van de bijzondere bepalingen die er voorzien in de uitvoering van het Statuut van het Rijkspersoneel, wanneer de dagtaak van de ambtenaar betrekking heeft op personeelsmateries, informatie- en communicatie-technologie, begrotings- en budgetmateries, logistieke taken en secretariaatstaken en die geen kennis vereist inzake fiscale materies.

**Art. 34.** Voor de berekening van de graadanciënniteit van de ambtenaren benoemd krachtens artikel 32 van dit besluit worden de diensten gepresteerd in de geschrapte graad of, in voorkomend geval, in de twee geschrapte graden vermeld tegenover de graad van niveau B, in aanmerking genomen.

De anciënniteit verkregen in niveau 2+ wordt geacht verkregen te zijn in niveau B.

**Art. 35.** § 1. De in artikel 32 van dit besluit bedoelde ambtenaren worden, op de datum van hun ambtshalve benoeming, ingeschaald in de weddenschaal verbonden aan hun nieuwe graad overeenkomstig de bijlage 1.

§ 2. In afwijking van § 1, heeft de inschaling van de eerstaanwezend verificateurs, voorheen titularis van de graad van verificateur-accountant, slechts geldelijke uitwerking met ingang van 1 januari 2005.

Tijdens de periode van 1 oktober 2002 tot 31 december 2004, behouden deze ambtenaren de weddenschaal en het weddencomplement waarop zij gerechtigd waren op de datum van hun ambtshalve benoeming in niveau B.

**Art. 36.** § 1. De ambtenaren die overeenkomstig bijlage 1 worden ingeschaald op bezoldiging, bekomen in de weddenschaal verbonden aan hun nieuwe graad de wedde gelijk aan of onmiddellijk hoger aan hun bezoldiging verbonden aan hun oude graad.



L'ancienneté utile de ces agents, est fixée sur base du résultat de leur intégration.

Par dérogation aux articles 14, 15, 17 et 18 de l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des services publics fédéraux, cette ancienneté utile devient l'ancienneté pécuniaire fictive dans les échelles de traitement attachées aux grades de niveau B.

La différence entre l'ancienneté pécuniaire et l'ancienneté utile acquises dans l'ancienne échelle de traitement est reprise dans la nouvelle échelle de traitement et est limitée à 11 mois.

Les agents qui sont rémunérés dans leur ancienne échelle de traitement au traitement maximum de cette échelle sont intégrés au premier échelon de l'augmentation intercalaire issue de l'intégration.

§ 2. Les agents anciennement titulaires d'un grade du niveau 2+ et qui ont été nommés d'office à un grade du niveau B, retrouvent avec effet à la date de la veille de la mise à la retraite ou du décès, l'ancienneté pécuniaire réelle qui était la leur lors de leur intégration au niveau B augmentée de la durée des services accomplis dans ce niveau.

**Art. 37. § 1<sup>er</sup>.** Les agents visés à l'article 35, § 1<sup>er</sup> du présent arrêté qui sont intégrés dans l'échelle de traitement BF2 à la date de leur nomination d'office et qui réussissent la mesure de compétences 3 attachée aux grades d'expert financier ou d'expert fiscal adjoint (grade supprimé) peuvent, à leur demande écrite, être intégrés dans l'échelle de traitement 26H, avec effet au premier jour du mois qui suit leur inscription à la mesure de compétences réussie. La demande est irrévocable et l'intégration dans l'échelle de traitement 26H se fait sur base de l'ancienneté pécuniaire réelle.

Par dérogation à l'article 41, les agents sont censés avoir réussi la mesure de compétences 2 attachée à leur grade.

§ 2. Lors de leur nomination dans le grade d'expert fiscal sur base de la réussite d'une épreuve de qualification professionnelle, les agents ayant introduit une demande conformément au § 1<sup>er</sup> et qui n'ont pas encore réussi la mesure de compétences 3 depuis leur intégration dans l'échelle de traitement 26H, sont censés ne pas avoir demandé l'application du paragraphe précédent pour la détermination de leur traitement dans ce grade.

**Art. 38.** Les agents visés à l'article 35, § 1<sup>er</sup>, du présent arrêté qui sont intégrés dans l'échelle de traitement BI2 à la date de leur nomination d'office et qui réussissent la mesure de compétences 5 attachée au grade d'expert I.C.T. peuvent, à leur demande écrite, être intégrés dans l'échelle de traitement 26S6, avec effet au premier jour du mois qui suit leur inscription à la mesure de compétences réussie. La demande est irrévocable et l'intégration dans l'échelle de traitement 26S6 se fait sur base de l'ancienneté pécuniaire réelle.

Par dérogation à l'article 41, les agents sont censés avoir réussi la mesure de compétences 3 attachée à leur grade.

**Art. 39.** Les agents repris à la colonne 1 qui ne participent pas à l'activité de formation avant le 30 juin 2005 sont nommés d'office, dans le niveau B, dans le grade repris à la colonne 2, à la date du 1<sup>er</sup> octobre 2002 ou, si elle est postérieure, à la date de la nomination dans un grade repris à la colonne 1.

De nuttige anciënniteit van deze ambtenaren wordt vastgesteld op basis van het resultaat van hun inschaling.

In afwijking van de artikelen 14, 15, 17 en 18 van het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel van de federale overheidsdiensten, wordt deze nuttige anciënniteit de fictieve geldelijke anciënniteit in de weddenschaal verbonden aan de graden van niveau B.

Het verschil tussen de geldelijke anciënniteit en de nuttige anciënniteit verworven in de oude weddenschaal wordt meegenomen in de nieuwe weddenschaal en is beperkt tot elf maanden.

De ambtenaren die in hun oude weddenschaal aan de maximumwedde van deze schaal worden bezoldigd, worden geïntegreerd op de eerste trap van de intermediaire loonopslag die uit de integratie volgt.

§ 2. De personeelsleden die gewezen titularissen waren van een graad van niveau 2+ en die ambtshalve benoemd werden in een graad van niveau B, hervinden, met uitwerking op de dag vóór hun opruststelling of hun overlijden, de werkelijke geldelijke anciënniteit die zij hadden bij hun integratie in niveau B, vermeerderd met de duur van de in dat niveau gepresteerde diensten.

**Art. 37. § 1** De ambtenaren bedoeld in artikel 35, § 1, van dit besluit die op de datum van hun ambtshalve benoeming worden ingeschaald in de weddenschaal BF2 en die slagen voor de competentiemeting 3 verbonden aan de graden van financieel deskundige of adjunct-fiscaal deskundige (afgeschafte graad) kunnen, op hun schriftelijk verzoek, geïntegreerd worden in de weddenschaal 26H, met ingang van de eerste dag van de maand volgend op hun inschrijving voor de geslaagde competentiemeting. Het verzoek is onherroepelijk en de integratie in de weddenschaal 26H gebeurt op basis van de reële geldelijke anciënniteit.

In afwijking van artikel 41 worden de ambtenaren geacht geslaagd te zijn voor de competentiemeting 2 verbonden aan hun graad.

§ 2. De ambtenaren die een verzoek hebben ingediend overeenkomstig § 1 en sinds hun integratie in de weddenschaal 26H nog niet geslaagd zijn voor de competentiemeting 3, worden bij hun benoeming tot fiscaal deskundige op grond van het slagen van een proef over de beroepsbekwaamheid, voor de vaststelling van hun wedde in deze graad geacht geen toepassing te hebben gevraagd van de vorige paragraaf.

**Art. 38.** De ambtenaren bedoeld in artikel 35, § 1, van dit besluit die op de datum van hun ambtshalve benoeming worden ingeschaald in de weddenschaal BI2 en die slagen voor de competentiemeting 5 verbonden aan de graad van ICT-deskundige kunnen, op hun schriftelijk verzoek, geïntegreerd worden in de weddenschaal 26S6, met ingang van de eerste dag van de maand volgend op hun inschrijving voor de geslaagde competentiemeting. Het verzoek is onherroepelijk en de integratie in de weddenschaal 26S6 gebeurt op basis van de reële geldelijke anciënniteit.

In afwijking van artikel 41, worden de ambtenaren geacht geslaagd te zijn voor de competentiemeting 3 verbonden aan hun graad.

**Art. 39.** De in de kolom 1 bedoelde ambtenaren die niet aan de opleidingsactiviteit deelnemen vóór 30 juni 2005 worden ambtshalve benoemd in niveau B in de graad vermeld in kolom 2, op datum van 1 oktober 2002 of de datum van benoeming in een graad van kolom 1, wanneer deze later plaats had.

1	2	1	2
Vérificateur	Vérificateur (grade supprimé)	<i>Verificateur</i>	Verificateur (afgeschafte graad)
Géomètre des finances	Géomètre des finances (grade supprimé)	<i>Landmeter van financiën</i>	Landmeter van financiën (afgeschafte graad)
Laborantin	Laborantin (grade supprimé)	<i>Laborant</i>	Laborant (afgeschafte graad)
Programmeur des finances	Programmeur des finances (grade supprimé)	<i>Programmeur bij financiën</i>	Programmeur bij financiën (afgeschafte graad)
Vérificateur principal	Vérificateur principal (grade supprimé)	Eerstaanwendend Verificateur	Eerstaanwendend verificateur (afgeschafte graad)
Géomètre-expert des finances	Géomètre-expert des finances (grade supprimé)	Landmeter-expert van financiën	Landmeter-expert van financiën (afgeschafte graad)
Laborantin principal	Laborantin principal (grade supprimé)	Eerstaanwendend laborant	Eerstaanwendend laborant (afgeschafte graad)
Analyste de programmation des finances	Analyste de programmation des finances (grade supprimé)	Programmeringsanalyst bij financiën	Programmeringsanalyst bij financiën (afgeschafte graad)

Ils conservent leur ancienneté de grade et de niveau.

Ils obtiennent l'échelle de traitement et le complément de traitement liés au grade supprimé.

**Art. 40.** § 1<sup>er</sup>. Les agents qui le jour précédent leur nomination d'office dans le niveau B sont titulaires d'un grade particulier créé au Ministère des Finances et qui sont rémunérés dans une échelle de traitement reprise dans la colonne 1 du tableau ci-après, obtiennent lorsqu'ils remplissent les conditions d'ancienneté figurant en colonne 2, sur base de leur ancienneté pécuniaire réelle, le traitement attaché à l'échelle de traitement mentionnée en colonne 3, ainsi que le complément de traitement y attaché.

De ambtenaren behouden hun graad- en niveauanciënniteit.

Zij verkrijgen de weddenschaal en het weddencomplement verbonden aan de afgeschafte graad.

**Art. 40.** § 1. De ambtenaren die de dag voor hun ambtshalve benoeming in niveau B, titularis zijn van een bijzondere graad behorend tot niveau 2+ die werd opgericht bij het Ministerie van Financiën en titularis zijn van een weddenschaal opgenomen in kolom 1 van de onderstaande tabel, bekomen mits het vervullen van de anciënniteitsvereisten in kolom 2, uit hoofde van hun reële geldelijke anciënniteit de wedde verbonden aan de in kolom 3 vermelde weddenschaal, alsook het hieraan verbonden weddencomplement.

1	2	3
26E	9 ans d'ancienneté de grade (a) 9 jaar graadanciënniteit (a)	26H
26S3	9 ans d'ancienneté de grade 9 jaar graadanciënniteit	26S4
26S5	9 ans d'ancienneté de grade (b) 9 jaar graadanciënniteit (b)	26S6
28C	9 ans d'ancienneté de grade ou 15 ans d'ancienneté de niveau 9 jaar graadanciënniteit of 15 jaar niveauanciënniteit	28S2
28S7	9 ans d'ancienneté de grade ou 15 ans d'ancienneté de niveau 9 jaar graadanciënniteit of 15 jaar niveauanciënniteit	28S8

(a) ou 12 ans d'ancienneté de niveau si le membre du personnel a été nommé dans le grade de vérificateur ou de géomètre des finances durant la période du 1<sup>er</sup> juillet 1995 au 1<sup>er</sup> décembre 1996

(b) ou 12 ans d'ancienneté de niveau si le membre du personnel était nommé dans un grade de rang 26 durant la période du 1<sup>er</sup> juillet 1995 au 26 juillet 1996

§ 2. Les agents visés à l'article 32, § 1<sup>er</sup> qui obtiennent l'échelle de traitement 28S2, sont intégrés sur rémunération conformément à l'article 36 du présent arrêté, dans l'échelle BF3.

§ 3. Les agents visés à l'article 32, § 1<sup>er</sup> qui obtiennent l'échelle de traitement 28S8, sont intégrés sur rémunération, conformément à l'article 36 du présent arrêté, dans l'échelle BI3.

§ 4. Les agents visés dans le présent article, lauréats d'une mesure de compétences, obtiennent l'allocation de compétences suivant la réglementation en vigueur.

L'application des §§ 1<sup>er</sup> à 3 ne porte pas préjudice aux promotions par avancement barémique que l'agent aurait obtenues dans le niveau B.

**Art. 41.** Les titulaires d'un grade rayé repris dans la colonne 1 du tableau ci-après, peuvent participer à la mesure de compétences attachée à leur nouveau grade, figurant dans la colonne 2. Les conditions mentionnées dans la colonne 1 doivent être remplies à la date de la publication du présent arrêté dans le *Moniteur belge*.

(a) of 12 jaar niveauanciënniteit indien het personeelslid werd benoemd in de graad van verificateur of landmeter van financiën in de periode van 1 juli 1995 tot 1 december 1996

(b) of 12 jaar niveauanciënniteit indien het personeelslid werd benoemd in een graad van rang 26 in de periode van 1 juli 1995 tot 26 juli 1996

§ 2. De ambtenaren bedoeld in artikel 32, § 1, die de weddenschaal 28S2 verkrijgen, worden overeenkomstig artikel 36 van dit besluit op bezoldiging ingeschaald in de schaal BF3.

§ 3. De ambtenaren bedoeld in artikel 32, § 1, die de weddenschaal 28S8 verkrijgen, worden overeenkomstig artikel 36 van dit besluit op bezoldiging ingeschaald in de schaal BI3.

§ 4. De ambtenaren bedoeld in dit artikel, die geslaagd zijn voor een competentietesting verkrijgen de competentietoelage volgens de geldende regelgeving.

De toepassing van de §§ 1 tot 3 doet geen afbreuk aan de bevorderingen in weddenschaal die de ambtenaar in niveau B zou hebben verworven.

**Art. 41.** De titularissen van een geschrapte graad opgenomen in kolom 1 van onderstaande tabel mogen deelnemen aan de competentietesting hiertegenover vermeld in kolom 2 die verbonden is aan hun nieuwe graad. De voorwaarden vermeld in kolom 1 dienen vervuld te zijn op de datum van de publicatie van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

1	2	1	2
vérificateur ou géomètre des finances, qui ne compte pas 6 ans d'ancienneté de grade (a)	mesure de compétences 1 expert financier	verificateur of landmeter van financiën, die geen 6 jaar graadanciënniteit (a) telt	competentie-meting 1 financieel deskundige
	mesure de compétences 1 expert fiscal adjoint		competentie-meting 1 adjunct-fiscaal deskundige
vérificateur ou géomètre des finances non rémunéré dans l'échelle de traitement 26H, qui compte 6 ans d'ancienneté de grade (a)	mesure de compétences 2 expert financier	verificateur of landmeter van financiën niet bezoldigd in de weddenschaal 26H, die 6 jaar graadanciënniteit (a) telt	competentie-meting 2 financieel deskundige
	mesure de compétences 2 expert fiscal adjoint		competentie-meting 2 adjunct-fiscaal deskundige
vérificateur ou géomètre des finances rémunéré dans l'échelle de traitement 26H	mesure de compétences 3 expert financier	verificateur of landmeter van financiën bezoldigd in de weddenschaal 26H	competentie-meting 3 financieel deskundige
	mesure de compétences 3 expert fiscal adjoint		competentie-meting 3 adjunct-fiscaal deskundige
vérificateur principal ou géomètre-expert des finances qui ne compte pas 9 ans d'ancienneté de grade ou 15 ans d'ancienneté de niveau	mesure de compétences 3 expert financier	eerstaanwendend verificateur of landmeter-expert van financiën die geen 9 jaar graadanciënniteit of 15 jaar niveauanciënniteit telt	competentie-meting 3 fiscaal deskundige
	mesure de compétences 1 expert financier et administratif		competentie-meting 1 financieel en administratief deskundige

1	2	1	2
vérificateur principal ou géomètre-expert des finances qui compte 9 ans d'ancienneté de grade ou 15 ans d'ancienneté de niveau	mesure de compétences 4 expert fiscal	eerstaanwendend verificateur of landmeter-expert van financiën die 9 jaar graadanciënniteit of 15 jaar niveauanciënniteit telt	competentie-meting 4 fiscaal deskundige
	mesure de compétences 2 expert financier et administratif		competentie-meting 2 financieel en administratief deskundige
Laborantin rémunéré dans l'échelle de traitement 26S3	mesure de compétences 1 expert technique	laborant bezoldigd in de weddenschaal 26S3	meting 1 technisch deskundige
Laborantin principal rémunéré dans l'échelle de traitement 28A	mesure de compétences 3 expert technique	eerstaanwendend laborant bezoldigd in de weddenschaal 28A	meting 3 technisch deskundige
Programmeur des finances qui ne compte pas 6 ans d'ancienneté de grade (b)	mesure de compétences 1 expert I.C.T.	programmeur bij financiën die geen 6 jaar graadanciënniteit (b) telt	meting 1 ICT-deskundige
Programmeur des finances qui compte 6 ans d'ancienneté de grade (b)	mesure de compétences 3 expert I.C.T.	programmeur bij financiën die 6 jaar graadanciënniteit (b) telt	meting 3 ICT-deskundige
Analyste de programmation des finances qui ne compte pas 9 ans d'ancienneté de grade ou 15 ans d'ancienneté de niveau	mesure de compétences 1 expert financier et I.C.T.	programmeringsanalist bij financiën die geen 9 jaar graadanciënniteit of 15 jaar niveauanciënniteit telt	meting 1 financieel en ICT-deskundige
Analyste de programmation des finances qui compte 9 ans d'ancienneté de grade ou 15 ans d'ancienneté de niveau	mesure de compétences 2 expert financier et I.C.T.	programmeringsanalist bij financiën die 9 jaar graadanciënniteit of 15 jaar niveauanciënniteit telt	meting 2 financieel en ICT-deskundige

a) ou 9 ans d'ancienneté de niveau si le membre du personnel a été nommé dans le grade de vérificateur ou de géomètre des finances durant la période du 1<sup>er</sup> juillet 1995 au 1<sup>er</sup> décembre 1996

b) ou 9 ans d'ancienneté de niveau si le membre du personnel était nommé dans un grade de rang 26 durant la période du 1<sup>er</sup> juillet 1995 au 26 juillet 1996.

**Art. 42.** L'expert financier et administratif (grade supprimé) qui, par voie de changement de grade, est nommé expert fiscal conserve son ancienneté de grade, son échelle de traitement, ses anciennetés de traitement réelle et fictive ainsi que l'avantage lié à une mesure de compétences attachée au grade supprimé d'expert financier et administratif.

#### CHAPITRE V. — Grades rayés

**Art. 43.** Les grades suivants sont rayés :

1° dans le niveau 3 :

- assistant des finances;
- chef de section des finances;
- chef opérateur-mécanographe des finances;
- opérateur-mécanographe des finances, grade supprimé.

2° dans le niveau 2 :

- assistant informatique des finances, grade supprimé.

3° dans le niveau 2+ :

- vérificateur;
- vérificateur principal;
- géomètre des finances;
- géomètre-expert des finances;
- programmeur des finances;
- analyste de programmation des finances;
- laborantin;
- laborantin principal.

**Art. 44.** Au 1<sup>er</sup> septembre 2004, les grades suivants sont rayés :

1° dans le niveau D :

- opérateur mécanographe des finances, grade supprimé;
- chef opérateur mécanographe des finances, grade supprimé;

a) of 9 jaar niveauanciënniteit indien het personeelslid werd benoemd in de graad van verificateur of landmeter van financiën in de periode van 1 juli 1995 tot 1 december 1996

b) of 9 jaar niveauanciënniteit indien het personeelslid werd benoemd in een graad van rang 26 in de periode van 1 juli 1995 tot 26 juli 1996.

**Art. 42.** De financieel en administratief deskundige (afgeschafte graad) die bij wege van verandering van graad wordt benoemd tot fiscaal deskundige behoudt zijn graadanciënniteit, zijn weddenschaal, zijn reële en fictieve geldelijke anciënniteit, alsook het voordeel van een geslaagde competentiemeting verbonden aan de afgeschafte graad van financieel en administratief deskundige.

#### HOOFDSTUK V. — Geschrapte graden

**Art. 43.** De volgende graden worden geschrapt :

1° in niveau 3 :

- assistent bij financiën;
- sectiechef bij financiën;
- hoofdoperateur-mechanograaf bij financiën;
- operateur-mechanograaf bij financiën, afgeschafte graad.

2° in niveau 2 :

- assistent informatica bij financiën, afgeschafte graad.

3° in niveau 2+ :

- verificateur;
- eerstaanwendend verificateur;
- landmeter van financiën;
- landmeter-expert van financiën;
- programmeur bij financiën;
- programmeringsanalist bij financiën;
- laborant;
- eerstaanwendend laborant.

**Art. 44.** Op 1 september 2004 worden de volgende graden geschrapt :

1° in niveau D :

- operateur-mechanograaf bij financiën, afgeschafte graad;
- hoofdoperateur-mechanograaf bij financiën, afgeschafte graad;

2° dans le niveau C :

— assistant informatique des finances, grade supprimé.

CHAPITRE VI. — *Modification de l'arrêté royal du 29 octobre 1971 fixant le règlement organique du Ministère des finances, ainsi que les dispositions particulières y assurant l'exécution du Statut des agents de l'Etat*

**Art. 45.** L'arrêté royal du 29 octobre 1971 fixant le règlement organique du Ministère des Finances ainsi que les dispositions particulières y assurant l'exécution du Statut des agents de l'Etat est modifié :

1° conformément aux dispositions de la section Ire, contenant les articles 46 à 132, en ce qui concerne le Service public fédéral Finances et son personnel;

2° conformément aux dispositions de la section II, contenant les articles 133 à 192, en ce qui concerne l'administration des pensions du Ministère des Finances et son personnel.

Section Ire. – Modifications à l'arrêté royal du 29 octobre 1971 fixant le règlement organique du Ministère des Finances ainsi que les dispositions particulières y assurant l'exécution du Statut des agents de l'Etat, applicables au Service public fédéral Finances.

**Art. 46.** L'intitulé de l'arrêté royal du 29 octobre 1971 fixant le règlement organique du Ministère des finances, ainsi que les dispositions particulières y assurant l'exécution du Statut des agents de l'Etat est remplacé par l'intitulé suivant :

« Arrêté royal du 29 octobre 1971 fixant le règlement organique du Service public fédéral Finances, ainsi que les dispositions particulières y assurant l'exécution du Statut des agents de l'Etat ».

**Art. 47.** L'intitulé du Titre I<sup>er</sup>, de ce même arrêté, est remplacé par l'intitulé suivant : « Organisation générale du Service public fédéral Finances ».

**Art. 48.** A l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 15 mars 1977, 14 novembre 1978 et 11 juin 1986 sont apportées les modifications suivantes :

a) dans la phrase introductive, les mots « Le Ministère des finances » sont remplacés par les mots « Le Service public fédéral Finances »;

b) au 1°, les mots « Secrétaire général » sont remplacés par les mots « Président du Comité de direction »;

c) le 3° est abrogé;

d) au 4°, les mots « Administrateur général des impôts » sont remplacés par les mots « Administrateur général des Impôts et du Recouvrement »;

e) le 5° est abrogé.

**Art. 49.** A l'article 2, 1°, du même arrêté, les mots « le Ministère des Finances » sont remplacés par les mots « le Service public fédéral Finances ».

**Art. 50.** A l'article 3 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 14 novembre 1978, 4 février 1980 et 14 août 1989 sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Secrétaire général » sont remplacés par les mots « Président du Comité de direction »;

2° à l'alinéa 5, les mots « Secrétaire général » sont remplacés par les mots « Président du Comité de direction »;

3° l'alinéa 6 est remplacé par la disposition suivante :

« En cas d'absence ou empêchement du Président du Comité de direction, le Ministre désigne un fonctionnaire appelé à le remplacer. »

**Art. 51.** A l'article 3bis du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 21 février 1997, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Secrétaire général » sont remplacés par les mots « Président du Comité de direction »;

2° in niveau C :

— assistent informatica bij financiën, afgeschafte graad.

HOOFDSTUK VI. — *Wijziging van het koninklijk besluit van 29 oktober 1971 tot vaststelling van het organiek reglement van het Ministerie van Financiën en van de bijzondere bepalingen die er voorzien in de uitvoering van het statuut van het Rijkspersoneel*

**Art. 45.** Het koninklijk besluit van 29 oktober 1971 tot vaststelling van het organiek reglement van het Ministerie van Financiën en van de bijzondere bepalingen die er voorzien in de uitvoering van het Statuut van het Rijkspersoneel wordt gewijzigd :

1° overeenkomstig de bepalingen van afdeling I, die de artikelen 46 tot 132 omvat, wat betreft de Federale Overheidsdienst Financiën en zijn personeel;

2° overeenkomstig de bepalingen van de afdeling II, die de artikelen 133 tot 192 omvat, wat betreft de Administratie der pensioenen van het Ministerie van Financiën en zijn personeel.

Afdeling I Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 29 oktober 1971 tot vaststelling van het organiek reglement van het Ministerie van Financiën en van de bijzondere bepalingen die er voorzien in de uitvoering van het statuut van het Rijkspersoneel, toepasselijk op de Federale Overheidsdienst Financiën.

**Art. 46.** Het opschrift van het koninklijk besluit van 29 oktober 1971 tot vaststelling van het organiek reglement van het Ministerie van Financiën en van de bijzondere bepalingen die er voorzien in de uitvoering van het statuut van het Rijkspersoneel wordt als volgt vervangen :

« Koninklijk besluit van 29 oktober 1971 tot vaststelling van het organiek reglement van de Federale Overheidsdienst Financiën, en van de bijzondere bepalingen die er voorzien in de uitvoering van het statuut van het Rijkspersoneel ».

**Art. 47.** Het opschrift van Titel I, van hetzelfde besluit, wordt vervangen als volgt : « Algemene Organisatie van de Federale Overheidsdienst Financiën ».

**Art. 48.** In artikel 1, § 1, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 maart 1977, 14 november 1978 en 11 juni 1986 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in de inleidende bepaling worden de woorden « Het Ministerie van Financiën » vervangen door de woorden « De Federale Overheidsdienst Financiën »;

b) in 1° worden de woorden « Secretaris-generaal » vervangen door de woorden « Voorzitter van het Directiecomité »

c) het 3° wordt opgeheven;

d) in 4° worden de woorden « Administrateur-generaal van de belastingen » vervangen door de woorden « Administrateur-generaal van de belastingen en de invordering »;

e) het 5° wordt opgeheven.

**Art. 49.** In artikel 2, 1°, van hetzelfde besluit, worden de woorden « het Ministerie van Financiën » vervangen door de woorden « de Federale Overheidsdienst Financiën ».

**Art. 50.** In artikel 3 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 14 november 1978, 4 februari 1980 en 14 augustus 1989, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « Secretaris-generaal » vervangen door de woorden « Voorzitter van het Directiecomité »;

2° in het vijfde lid worden de woorden « Secretaris-generaal » vervangen door de woorden « Voorzitter van het Directiecomité »;

3° het zesde lid wordt vervangen als volgt :

« Bij afwezigheid of verhindering van de Voorzitter van het Directiecomité, wijst de Minister de ambtenaar aan die hem moet vervangen. »

**Art. 51.** In artikel 3bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij koninklijk besluit van 21 februari 1997, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « Secretaris-generaal » vervangen door de woorden « Voorzitter van het Directiecomité »;

2° à l'alinéa 2 sont à chaque fois remplacés :

— les mots « le Ministère des affaires économiques » par les mots « le Service public fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie »;

— les mots « le Ministère des Finances » par les mots « le Service public fédéral Finances »;

3° à l'alinéa 4, les mots « le Ministère des affaires économiques » sont remplacés par les mots « le Service public fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie ».

**Art. 52.** Dans l'article 3ter, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 21 février 1997, les mots « au Ministre des Affaires économiques » sont remplacés par les mots « au Ministre de l'Economie ».

**Art. 53.** Dans l'article 3quater du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 21 février 1997, les mots « le Ministère des finances » sont remplacés par les mots « le Service public fédéral Finances ».

**Art. 54.** A l'article 3quinquies du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 21 février 1997 et modifié par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 sont apportées les modifications suivantes :

— les mots « du concours d'accession » sont remplacés par les mots « de la sélection d'accession »;

— les mots « Conseil de direction » sont à chaque fois remplacés par les mots « Comité de direction »;

— les mots « le Ministère des Finances » sont remplacés par les mots « le Service public fédéral Finances ».

**Art. 55.** A l'article 8 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 25 juillet 1974, 14 novembre 1978, 9 avril 1985, 21 mars 1986, 11 juin 1986, 14 avril 1993, 13 février 1996 et 6 juillet 1997, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1<sup>er</sup>, 4° les mots « vérificateur principal » sont remplacés par les mots « d'expert fiscal, d'expert financier et administratif (grade supprimé) »;

2° le § 2, 1° est abrogé;

3° au § 3bis, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par l'alinéa suivant : « Le Ministre des Finances peut, sur proposition du Président du Comité de direction du Service public fédéral Finances et après avis favorable du Comité de direction du Trésor, détacher auprès de l'Administration de la trésorerie, en vue de l'exécution d'une tâche clairement définie, des fonctionnaires du Service d'études et de documentation, afin de pouvoir assister la Direction de la trésorerie et de la dette publique et la Direction de la comptabilité générale et des paiements, dans l'exécution de leur mission. »

**Art. 56.** A l'article 9 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 10 juillet 1996 et 6 juillet 1997 sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « d'un concours, d'un examen » sont remplacés par les mots « d'une sélection comparative, d'une sélection »;

2° à l'alinéa 2, 1°, les mots « le Ministère des Finances » sont remplacés par les mots « le Service public fédéral Finances »;

3° à l'alinéa 2, 2°, les mots « annexes I<sup>er</sup> à III » sont remplacés par les mots « annexes I<sup>er</sup> et II ».

**Art. 57.** Dans l'article 9bis du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 6 juillet 1997, les mots « le Ministère des Finances » sont remplacés par les mots « le Service public fédéral Finances ».

**Art. 58.** L'article 9quater du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 6 juillet 1997, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 9quater. Par épreuve de carrière au sens du présent arrêté, il y a lieu d'entendre les sélections comparatives d'accession au niveau supérieur, les sélections d'avancement de grade, les épreuves de qualification professionnelle et les sélections d'avancement barémique. ».

**Art. 59.** La section 1bis du chapitre I<sup>er</sup> du titre II du même arrêté, comprenant les articles 9quinquies à 9quatredecies, insérée par l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> mars 1998, est abrogée.

**Art. 60.** Une section 1<sup>re</sup>ter est insérée dans le titre II, chapitre I<sup>er</sup>, du même arrêté comprenant l'article 9quinquiesdecies rédigée comme suit : « Section 1<sup>re</sup>ter. – Mesures de compétences »

2° in het tweede lid worden telkens :

— de woorden « het Ministerie van Economische Zaken » vervangen door de woorden « de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie »;

— de woorden « het Ministerie van Financiën » vervangen door de woorden « de Federale Overheidsdienst Financiën »;

3° in het vierde lid worden de woorden « het Ministerie van Economische Zaken » vervangen door de woorden « de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie ».

**Art. 52.** In artikel 3ter van hetzelfde besluit, ingevoegd bij koninklijk besluit van 21 februari 1997, worden de woorden « de Minister van Economische Zaken » vervangen door de woorden « de Minister van Economie ».

**Art. 53.** In artikel 3quater van hetzelfde besluit, ingevoegd bij koninklijk besluit van 21 februari 1997, worden de woorden « het Ministerie van Financiën » vervangen door de woorden « de Federale Overheidsdienst Financiën ».

**Art. 54.** In artikel 3quinquies van hetzelfde besluit, ingevoegd bij koninklijk besluit van 21 februari 1997 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

— de woorden « het vergelijkend overgangsexamen » worden vervangen door de woorden « de vergelijkende selectie voor overgang »;

— de woorden « de Directieraad » worden telkens vervangen door de woorden « het Directiecomité »;

— de woorden « het Ministerie van Financiën » worden vervangen door de woorden « de Federale Overheidsdienst Financiën ».

**Art. 55.** In artikel 8 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 juli 1974, 14 november 1978, 9 april 1985, 21 maart 1986, 11 juni 1986, 14 april 1993, 13 februari 1996 en 6 juli 1997, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, 4°, worden de woorden « eerstaanwezend verificateur » vervangen door de woorden « fiscaal deskundige, van financieel en administratief deskundige (afgeschafte graad) »;

2° § 2, 1°, wordt opgeheven;

3° § 3bis, eerste lid, wordt vervangen als volgt : « Bij de Administratie der thesaurie kunnen door de Minister van Financiën, op voorstel van de Voorzitter van het Directiecomité van de Federale Overheidsdienst Financiën en na gunstig advies van het Directiecomité van de Schatkist, ambtenaren van de Studie- en documentatiedienst worden gedetacheerd voor de uitvoering van een welbepaalde taak teneinde de Directie der thesaurie en Staatsschuld en de Directie van de algemene comptabiliteit en betalingen te kunnen bijstaan in de verwezenlijking van hun opdracht. »

**Art. 56.** In artikel 9 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 juli 1996 en 6 juli 1997, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden « een vergelijkend examen, een examen » vervangen door de woorden « een vergelijkende selectie, een selectie »;

2° in het tweede lid, 1° worden de woorden « het Ministerie van Financiën » vervangen door de woorden « de Federale Overheidsdienst Financiën »;

3° in het tweede lid, 2° worden de woorden « bijlagen I tot III » vervangen door de woorden « bijlagen I en II ».

**Art. 57.** In artikel 9bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997, worden de woorden « het Ministerie van Financiën » vervangen door de woorden « de Federale Overheidsdienst Financiën ».

**Art. 58.** Artikel 9quater van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997, wordt vervangen als volgt :

« Art. 9quater. Onder loopbaanexamen in de zin van dit besluit dient te worden verstaan de vergelijkende selecties voor overgang naar het hogere niveau, de selecties voor verhoging in graad, de proeven over de beroepsbekwaamheid en de selecties voor verhoging in weddenschaal. ».

**Art. 59.** Afdeling 1bis van hoofdstuk I van titel II van hetzelfde besluit, bestaande uit de artikelen 9quinquies tot 9quatredecies, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 1 maart 1998, wordt opgeheven.

**Art. 60.** In titel II, hoofdstuk I, van hetzelfde besluit wordt een afdeling 1ter ingevoegd, dat artikel 9quinquiesdecies omvat luidende : « Afdeling 1ter. – Competentiemetingen ».

Art. 9*quinquiesdecies*. § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 18 *bis*, § 2, de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 concernant la sélection et la carrière des agents de l'Etat, les deux parties de la mesure de compétences sont remplacées par une formation certifiée par l'Institut de formation de l'administration fédérale pour les familles de fonction suivantes :

- assistant financier adjoint;
- assistant financier;
- expert financier;
- expert technique, à condition qu'il exerce la fonction de laborantin;
- expert-fiscal adjoint;
- expert fiscal;
- expert financier et administratif;
- expert financier et I.C.T.

§ 2. Les agents dont le titre du grade correspond à la famille de fonction mentionnée dans le § 1<sup>er</sup> sont d'office classés dans cette famille de fonctions.

§ 3. La formation certifiée se conclut par une décision favorable ou défavorable.

§ 4. Le contenu et les modalités des formations certifiées sont déterminés par l'Institut de formation de l'Administration fédérale, après concertation avec le Comité de direction du Service public fédéral Finances.

**Art. 61.** L'article 10, § 2, du même arrêté est abrogé.

**Art. 62.** A l'article 11 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 6 juillet 1997 et 1<sup>er</sup> mars 1998 sont apportées les modifications suivantes :

a) dans le 1<sup>o</sup>, les mots « annexes I<sup>er</sup> à III » sont remplacés par les mots « annexes I<sup>er</sup> et II »;

b) le 3<sup>o</sup> est remplacé par la disposition suivante : « 3<sup>o</sup>. A égalité ou à défaut de classement conformément au 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, l'agent qui a l'ancienneté de grade la plus grande »;

c) le 4<sup>o</sup> est abrogé;

d) dans le 6<sup>o</sup>, les mots « niveau 2+ », « niveau 2 » et « niveau 3 » sont respectivement remplacés par les mots « niveau B », « niveau C » et « niveau D ».

**Art. 63.** L'article 12 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 6 juillet 1997, est remplacé par la disposition suivante : » Art. 12. § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 26, § 2 de l'arrêté royal du 18 octobre 2001 relatif à la mobilité du personnel de certains services publics, l'agent qui est transféré dans un emploi correspondant à un grade pour lequel une épreuve spécifique est prévue au Service public fédéral Finances, ne peut se prévaloir de l'ancienneté de grade acquise avant son transfert dans cet emploi.

§ 2. Les agents qui ont été transférés dans un emploi du Ministère des Finances dans le cadre de la mobilité volontaire, conformément :

1<sup>o</sup> à l'arrêté royal du 22 octobre 1982 portant les mesures d'exécution relatives à la mobilité du personnel de certains services publics;

2<sup>o</sup> ou à l'arrêté royal du 3 novembre 1993 portant les mesures d'exécution relatives à la mobilité du personnel de certains services publics;

3<sup>o</sup> ou de l'arrêté royal du 16 juillet 1998 relatif à la mobilité du personnel de certains services publics; et qui ont dû satisfaire à une épreuve spécifique, ne peuvent se prévaloir que de l'ancienneté de grade acquise à partir de la date à laquelle ils ont occupé cet emploi. ».

§ 3. L'agent qui a obtenu une mutation au sens de l'article 25*quinquies* dans un emploi correspondant à un grade pour lequel, au Service public fédéral Finances, il est prévu une épreuve spécifique, ne peut se prévaloir que de l'ancienneté de grade qu'il a acquise à partir de la date où sa mutation au sens de l'article 25*quinquies* a été obtenue.

Art. 9*quinquiesdecies*. § 1. In afwijking van artikel 18*bis*, § 2, van het koninklijk besluit van 22 december 2000 betreffende de selectie en de loopbaan van het rijkspersoneel worden de twee delen van de competentiemeting vervangen door een, door het Opleidingsinstituut van de Federale Overheid, gecertificeerde opleiding voor de volgende functiefamilies :

- adjunct-financieel assistent;
- financieel assistent;
- financieel deskundige;
- technisch deskundige, mits hij de functie van laborant uitoefent;
- adjunct-fiscaal deskundige;
- fiscaal deskundige;
- financieel en administratief deskundige;
- financieel en ICT-deskundige.

§ 2. De personeelsleden met een graad waarvan de titel overeenstemt met een functiefamilie vermeld in § 1 worden ambtshalve ingedeeld in deze functiefamilie.

§ 3. De gecertificeerde opleiding wordt afgesloten door een gunstige of ongunstige beslissing.

§ 4. De inhoud en de nadere regelen van de gecertificeerde opleidingen worden bepaald door het Opleidingsinstituut van de Federale Overheid na overleg met het Directiecomité van de Federale Overheidsdienst Financiën.

**Art. 61.** Het artikel 10, § 2, van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 62.** In artikel 11 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 6 juli 1997 en 1 maart 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in de bepaling onder 1<sup>o</sup> worden de woorden « bijlagen I tot III » vervangen door de woorden « bijlagen I en II »;

b) de bepaling onder 3<sup>o</sup> wordt vervangen als volgt : « 3<sup>o</sup> bij gelijke of bij gebreke aan rangschikking overeenkomstig 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup>, de ambtenaar met de grootste graadanciënniteit »;

c) de bepaling onder 4<sup>o</sup> wordt opgeheven;

d) in de bepaling onder 6<sup>o</sup> worden de woorden » niveau 2+ », « niveau 2 » en « niveau 3 » respectievelijk vervangen door de woorden « niveau B », « niveau C » en « niveau D ».

**Art. 63.** Artikel 12 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997, wordt vervangen als volgt : « Art. 12. § 1. In afwijking van artikel 26, § 2 van het koninklijk besluit van 18 oktober 2001 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten, kan de ambtenaar die overgeplaatst is in een betrekking die overeenstemt met een graad voor dewelke bij de Federale Overheidsdienst Financiën een specifieke proef is voorzien, zich niet beroepen op de graadanciënniteit die hij heeft verworven vóór zijn overplaatsing in deze betrekking.

§ 2. De personeelsleden die werden overgeplaatst in een betrekking van het Ministerie van Financiën in het raam van de vrijwillige mobiliteit, overeenkomstig :

1<sup>o</sup> het koninklijk besluit van 22 oktober 1982 houdende de uitvoeringsmaatregelen betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten;

2<sup>o</sup> of het koninklijk besluit van 3 november 1993 houdende uitvoeringsmaatregelen betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten;

3<sup>o</sup> of het koninklijk besluit van 16 juli 1998 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten; en hiertoe een specifieke proef dienden te slagen, kunnen zich alleen beroepen op de graadanciënniteit die werd verkregen vanaf de datum waarop zij deze betrekking bekleden. ».

§ 3. De ambtenaar die een mutatie in de zin van artikel 25*quinquies* heeft bekomen naar een betrekking van een graad voor dewelke bij de Federale Overheidsdienst Financiën, er een specifieke proef is voorzien, kan zich alleen beroepen op de graadanciënniteit die hij heeft verkregen vanaf de datum waarop hij de mutatie in de zin van artikel 25*quinquies* heeft bekomen ».

**Art. 64.** L'article 14 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 14. Pour les nominations aux emplois de rang 13, de premier attaché des finances et de conseiller adjoint principal, la mutation ou l'avancement barémique dans un emploi d'inspecteur principal d'administration fiscale, auquel est attachée la fonction de chef de service et pour la promotion par avancement barémique dans le rang 13, l'application des articles 11 et 13 ne porte pas préjudice aux dispositions de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant l'évaluation et la carrière des agents de l'État, qui ont trait à l'avis motivé du comité de direction et à la décision de l'autorité qui nomme. »

**Art. 65.** L'article 15 du même arrêté, abrogé par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 15. Par dérogation à l'article 11, l'emploi de collaborateur administratif qui est à pourvoir par voie de mutation est réservé à :

a) un agent du niveau 4 nommé d'office collaborateur administratif si l'emploi était occupé auparavant par un agent titulaire d'un grade de niveau 4 ou par un agent de ce niveau qui a été nommé d'office collaborateur administratif.

Les candidats sont classés selon l'ordre de priorité suivant :

1° l'agent qui compte la plus grande ancienneté de niveau cumulée dans les niveaux D et 4;

2° à égalité d'ancienneté visée sous 1°, l'agent qui compte la plus grande ancienneté de service;

3° à égalité d'ancienneté de service, l'agent le plus âgé.

A défaut de candidats qui, en tant que titulaires d'un grade du niveau 4, ont été nommés d'office collaborateurs administratifs, l'emploi cesse d'être réservé et les candidats sont classés conformément à l'article 11;

b) un agent du niveau 3 nommé d'office collaborateur administratif si l'emploi était occupé auparavant par un agent titulaire d'un grade de niveau 3 ou par un agent de ce niveau qui a été nommé d'office collaborateur administratif.

Les candidats sont classés entre eux conformément à l'article 11.

A défaut de candidats qui, en tant que titulaires d'un grade de niveau 3 ont été nommés d'office collaborateurs administratifs, l'emploi cesse d'être réservé. »

**Art. 66.** Un article 15bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 15bis. Par dérogation à l'article 11, l'emploi de collaborateur technique qui est à pourvoir par voie de mutation est réservé à :

a) un agent du niveau 4 nommé d'office collaborateur technique si l'emploi était occupé auparavant par un agent titulaire d'un grade du niveau 4 ou par un agent de ce niveau qui a été nommé d'office collaborateur technique.

Les candidats sont classés selon l'ordre de priorité suivant :

1° l'agent qui compte la plus grande ancienneté de niveau cumulée dans les niveaux D et 4;

2° à égalité d'ancienneté visée au 1°, l'agent qui compte la plus grande ancienneté de service;

3° à égalité d'ancienneté de service, l'agent le plus âgé.

A défaut de candidats qui, en tant que titulaires d'un grade du niveau 4, ont été nommés collaborateurs techniques, l'emploi cesse d'être réservé et les candidats sont classés conformément à l'article 11;

b) un agent du niveau 3 nommé d'office collaborateur technique si l'emploi était occupé auparavant par un agent titulaire d'un grade du niveau 3 ou un agent de ce niveau qui a été nommé d'office collaborateur technique.

Les candidats sont classés entre eux conformément à l'article 11.

A défaut de candidats qui, en tant que titulaires d'un grade du niveau 3, ont été nommés d'office collaborateurs techniques, l'emploi cesse d'être réservé. »

**Art. 64.** Artikel 14 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997, wordt vervangen als volgt :

« Art. 14. Voor de benoemingen in de betrekkingen van rang 13, van eerste attaché van financiën en van eerste aanwezigend adjunct-adviseur, de mutatie of de bevordering door verhoging in weddenschaal in een betrekking van eerste aanwezigend inspecteur bij een fiscaal bestuur, waaraan de functie van dienstchef is verbonden en voor de bevordering door verhoging in weddenschaal in rang 13, doet de toepassing van de artikelen 11 en 13 geen afbreuk aan de bepalingen van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de evaluatie en loopbaan van het rijkspersoneel, die betrekking hebben op het gemotiveerd advies van het Directiecomité en op de beslissing van de overheid die benoemt. »

**Art. 65.** Artikel 15, van hetzelfde besluit, opgeheven bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997 wordt hersteld in de volgende lezing :

« Art. 15. In afwijking van artikel 11, wordt de betrekking van administratief medewerker die te begeven is bij wege van mutatie voorbehouden aan :

a) een ambtenaar van niveau 4 die ambtshalve werd benoemd tot administratief medewerker, indien de betrekking voorheen bezet was door een titularis van een graad van niveau 4 of een ambtenaar van dit niveau die ambtshalve werd benoemd tot administratief medewerker.

De kandidaten worden gerangschikt in de volgende orde van voorrang :

1° de ambtenaar met de grootste gecumuleerde niveauanciënniteit in de niveaus D en 4,;

2° bij gelijke anciënniteit bedoeld in 1°, de ambtenaar met de grootste dienstanciënniteit;

3° bij gelijke dienstanciënniteit, de oudste ambtenaar.

Bij gebrek aan een kandidaat, die als titularis van een graad van niveau 4 ambtshalve werd benoemd tot administratief medewerker, wordt de betrekking niet langer voorbehouden en worden de kandidaten gerangschikt overeenkomstig artikel 11;

b) een ambtenaar van niveau 3 die ambtshalve werd benoemd tot administratief medewerker, indien de betrekking voorheen bezet was door een titularis van een graad van niveau 3 of een ambtenaar van dit niveau, die ambtshalve werd benoemd tot administratief medewerker.

De kandidaten worden onderling gerangschikt overeenkomstig artikel 11.

Bij gebrek aan een kandidaat, die als titularis van een graad van niveau 3 ambtshalve werd benoemd tot administratief medewerker, wordt de betrekking niet langer voorbehouden. »

**Art. 66.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 15bis ingevoegd, luidende :

« Art. 15bis. In afwijking van artikel 11 wordt de betrekking van technisch medewerker die te begeven is bij wege van mutatie voorbehouden aan :

a) een ambtenaar van niveau 4 die ambtshalve werd benoemd tot technisch medewerker, indien de betrekking voorheen bezet was door een titularis van een graad van niveau 4 of een ambtenaar van dit niveau die ambtshalve werd benoemd tot technisch medewerker.

De kandidaten worden gerangschikt in de volgende orde van voorrang :

1° de ambtenaar met de grootste gecumuleerde niveauanciënniteit in de niveaus D en 4;

2° bij gelijke anciënniteit bedoeld in 1°, de ambtenaar met de grootste dienstanciënniteit;

3° bij gelijke dienstanciënniteit, de oudste ambtenaar.

Bij gebrek aan een kandidaat, die als titularis van een graad van niveau 4 ambtshalve werd benoemd tot technisch medewerker, wordt de betrekking niet langer voorbehouden en worden de kandidaten gerangschikt overeenkomstig artikel 11;

b) een ambtenaar van niveau 3 die ambtshalve werd benoemd tot technisch medewerker, indien de betrekking voorheen bezet was door een titularis van een graad van niveau 3 of een ambtenaar van dit niveau die ambtshalve werd benoemd tot technisch medewerker.

De kandidaten worden onderling gerangschikt overeenkomstig artikel 11.

Bij gebrek aan een kandidaat, die als titularis van een graad van niveau 3 ambtshalve werd benoemd tot technisch medewerker, wordt de betrekking niet langer voorbehouden. »

**Art. 67.** Un article 15<sup>ter</sup>, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 15<sup>ter</sup>. Par dérogation à l'article 11, l'emploi d'assistant financier qui est à pourvoir par voie de mutation est réservé à :

a) un assistant des finances nommé d'office assistant financier si l'emploi était occupé auparavant par un titulaire du grade d'assistant des finances ou par un agent auparavant porteur de ce grade qui a été nommé d'office assistant financier.

Les candidats sont classés selon l'ordre de priorité suivant :

1° l'agent qui compte la plus grande ancienneté de service depuis la date de sa nomination dans un grade de rang 34 ou de l'octroi de l'échelle de traitement 30S2;

2° à égalité d'ancienneté visée au 1°, l'agent qui compte la plus grande ancienneté de niveau cumulée dans les niveaux C et 3;

3° à égalité d'ancienneté visée au 2°, l'agent qui compte la plus grande ancienneté de service;

4° à égalité d'ancienneté de service, l'agent le plus âgé.

A défaut de candidats qui, en tant que titulaires du grade d'assistant des finances ont été nommés d'office assistant financier, l'emploi cesse d'être réservé et les candidats sont classés conformément à l'article 11;

b) un chef de section des finances nommé d'office assistant financier si l'emploi était occupé auparavant par un titulaire du grade de chef de section des finances ou par un agent détenteur de ce grade qui a été nommé d'office assistant financier.

Les candidats sont classés selon l'ordre de priorité suivant :

1° l'agent qui compte la plus grande ancienneté de service depuis la date de sa nomination dans le grade de chef de section des finances;

2° à égalité d'ancienneté visée au 1°, l'agent qui compte la plus grande ancienneté de niveau cumulée dans les niveaux C et 3;

3° à égalité d'ancienneté visée au 2°, l'agent qui compte la plus grande ancienneté de service;

4° à égalité d'ancienneté de service, l'agent le plus âgé.

A défaut de candidats qui, en tant que titulaires du grade de chef de section des finances, ont été nommés d'office assistants financiers, l'emploi cesse d'être réservé et les candidats sont classés conformément à l'article 11;

c) un agent du niveau 2 nommé d'office assistant financier si l'emploi était auparavant occupé par un titulaire d'un grade du niveau 2 ou par un agent de ce niveau qui a été nommé d'office assistant financier.

Les candidats sont classés entre eux conformément à l'article 11.

A défaut de candidats qui, en tant que titulaires d'un grade de niveau 2, ont été nommés d'office assistants financiers, l'emploi cesse d'être réservé. »

**Art. 68.** A l'article 16<sup>ter</sup> du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 6 juillet 1997, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « le concours d'accession » sont remplacés par les mots « la sélection comparative d'accession »;

2° à l'alinéa 2, les mots « le concours d'accession » sont remplacés par les mots « la sélection comparative d'accession ».

**Art. 69.** A l'article 16<sup>quater</sup> du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 6 juillet 1997, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « le Secrétaire permanent de recrutement » sont remplacés par les mots « l'Administrateur délégué du SELOR »;

2° à l'alinéa 2, les mots « le concours d'accession » sont remplacés par les mots « la sélection comparative d'accession ».

**Art. 67.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 15<sup>ter</sup> ingevoegd, luidende :

« Art. 15<sup>ter</sup>. In afwijking van artikel 11 wordt de betrekking van financieel assistent die te begeven is bij wege van mutatie voorbehouden aan :

a) een assistent van financiën die ambtshalve werd benoemd tot financieel assistent, indien de betrekking voorheen bezet was door een titularis van de graad van assistent van financiën of een ambtenaar voorheen bekleed met deze graad die ambtshalve werd benoemd tot financieel assistent.

De kandidaten worden gerangschikt in de volgende orde van voorrang :

1° de ambtenaar met de grootste dienstanciënniteit sinds de datum van zijn benoeming in een graad van rang 34 of de toekenning van de weddenschaal 30S2;

2° bij gelijke anciënniteit bedoeld in 1°, de ambtenaar met de grootste gecumuleerde niveauanciënniteit in de niveaus C en 3;

3° bij gelijke anciënniteit bedoeld in 2°, de ambtenaar met de grootste dienstanciënniteit;

4° bij gelijke dienstanciënniteit, de oudste ambtenaar.

Bij gebrek aan een kandidaat, die als titularis van de graad van assistent bij financiën ambtshalve werd benoemd tot financieel assistent, wordt de betrekking niet langer voorbehouden en worden de kandidaten gerangschikt overeenkomstig artikel 11;

b) een sectiechef bij financiën die ambtshalve werd benoemd tot financieel assistent, indien de betrekking voorheen bezet was door een titularis van de graad van sectiechef van financiën of een ambtenaar houder van deze graad die ambtshalve werd benoemd tot financieel assistent.

De kandidaten worden gerangschikt in de volgende orde van voorrang :

1° de ambtenaar met de grootste dienstanciënniteit sinds de datum van hun benoeming in de graad van sectiechef bij financiën;

2° bij gelijke anciënniteit bedoeld in 1°, de ambtenaar met de grootste gecumuleerde niveauanciënniteit in de niveaus C en 3;

3° bij gelijke anciënniteit bedoeld in 2°, de ambtenaar met de grootste dienstanciënniteit;

4° bij gelijke dienstanciënniteit, de oudste ambtenaar.

Bij gebrek aan een kandidaat, die als titularis van de graad van sectiechef bij financiën ambtshalve werd benoemd tot financieel assistent, wordt de betrekking niet langer voorbehouden en worden de kandidaten gerangschikt overeenkomstig artikel 11;

c) een ambtenaar van niveau 2 die ambtshalve werd benoemd tot financieel assistent, indien de betrekking voorheen bezet was door een titularis van een graad van niveau 2 of een ambtenaar van dit niveau die ambtshalve werd benoemd tot financieel assistent.

De kandidaten worden onderling gerangschikt overeenkomstig artikel 11.

Bij gebrek aan een kandidaat, die als titularis van een graad van niveau 2 ambtshalve werd benoemd tot financieel assistent, wordt de betrekking niet langer voorbehouden. »

**Art. 68.** In artikel 16<sup>ter</sup> van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « het vergelijkend overgangsexamen » vervangen door de woorden « de vergelijkende selectie voor overgang »;

2° in het tweede lid worden de woorden « het vergelijkend overgangsexamen » vervangen door de woorden « de vergelijkende selectie voor overgang ».

**Art. 69.** In artikel 16<sup>quater</sup> van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « de Vaste Wervingssecretaris » vervangen door de woorden « de afgevaardigd bestuurder van SELOR »;

2° in het tweede lid worden de woorden « het overgangsexamen dat » vervangen door de woorden « de vergelijkende selectie voor overgang die ».



**Art. 70.** L'article 16quinquies du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 6 juillet 1997, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 16quinquies. Les épreuves visées à l'article 16bis sont organisées tous les deux ans. Elles peuvent l'être à un rythme plus rapproché en cas de nécessité fonctionnelle. Il en est de même, par dérogation à l'article 14, § 3 de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 concernant la sélection et la carrière des agents de l'Etat, pour toutes les épreuves techniques en vue de l'obtention des brevets préalables à l'admission aux sélections comparatives d'accession au niveau 1. »

**Art. 71.** L'article 17, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 10 juillet 1996, est remplacé par la disposition suivante :

« Le personnel administratif des Services généraux relevant des niveaux 1, B et C, est recruté parmi les agents des autres administrations du Service public fédéral Finances. Le personnel administratif relevant du niveau D est :

— soit recruté parmi les agents des autres administrations;

— soit recruté en faisant appel au système de la mobilité ou au marché extérieur du travail. »

**Art. 72.** A l'article 18 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 11 octobre 1973, 15 avril 1977, 10 juillet 1996 et 6 juillet 1997 sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1<sup>er</sup> est remplacé par la disposition suivante : « § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des dispositions des articles 17 et 19, § 2, les emplois d'un rang inférieur au rang 13 prévus aux Services généraux par le plan de personnel sont attribués aux agents nommés ou détachés dans ces services qui sont titulaires d'un des grades y donnant accès conformément à l'annexe I ou titulaires d'un grade au moins équivalent des services extérieurs »;

2° dans le § 2, les mots « d'un même concours de recrutement ou de concours de recrutement organisés » sont remplacés par les mots « d'une même sélection comparative de recrutement ou de sélections comparatives de recrutement organisées ».

**Art. 73.** A l'article 19 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 18 juillet 1972, 4 février 1980, 10 juillet 1996 et 6 juillet 1997 sont apportées les modifications suivantes :

1° Le § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, est remplacé par la disposition suivante :

« Les agents nommés dans les Services généraux, peuvent, sous réserve de réunir les conditions requises, participer aux sélections comparatives d'accession au niveau supérieur, aux sélections d'avancement de grade, aux épreuves de qualification professionnelle, aux sélections d'avancement barémique et aux épreuves visées à l'article 16quater, qui sont organisées pour les besoins de leur administration d'origine. »;

2° dans le § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les mots « Ministère des finances » sont remplacés par les mots « Service public fédéral Finances »;

3° le § 2, alinéa 3, est remplacé par la disposition suivante : « Le directeur du service d'encadrement compétent ou le fonctionnaire chargé de la direction générale décide si les intéressés sont aptes à poursuivre leur carrière aux Services généraux »;

4° dans le § 2, alinéa 5, les mots « directeur général » sont remplacés par les mots « directeur du service d'encadrement compétent ou le fonctionnaire chargé de la direction générale »;

5° le § 2, alinéa 6, est remplacé par la disposition suivante :

« Lorsque le directeur du service d'encadrement compétent ou le fonctionnaire chargé de la direction générale prend une décision défavorable en application des alinéas 3, 4 ou 5, l'agent concerné peut, dans les 10 jours de la notification, introduire un recours, par envoi recommandé, contre cette décision soit auprès du Comité de direction soit auprès de l'organe mandaté par ce Comité »;

6° dans le § 2, alinéa 7, les mots « concours d'accession, examens d'avancement de grade, examens d'avancement barémique » sont remplacés par les mots « sélections comparatives d'accession au niveau supérieur, sélections d'avancement de grade, sélections d'avancement barémique » et les mots « du directeur général » sont remplacés par les mots « du directeur du service d'encadrement compétent ou du fonctionnaire chargé de la direction générale ».

**Art. 70.** Artikel 16quinquies van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997, wordt vervangen als volgt :

« Art. 16quinquies. De proeven bedoeld in artikel 16bis worden om de twee jaar georganiseerd. Indien functioneel noodzakelijk kunnen ze volgens een sneller ritme georganiseerd worden. In afwijking van artikel 14, § 3 van het koninklijk besluit van 22 december 2000 betreffende de selectie en de loopbaan van het rijkspersoneel, geldt dit ook voor alle technische proeven met het oog op het behalen van de brevetten voorafgaand aan de toelating tot de vergelijkende selectie voor overgang naar niveau 1. »

**Art. 71.** Artikel 17, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 juli 1996, wordt vervangen als volgt :

« Het administratief personeel der niveaus 1, B en C van de Algemene Diensten wordt aangeworven onder de ambtenaren van de andere administraties van de Federale Overheidsdienst Financiën. Het administratief personeel van niveau D wordt :

— hetzij aangeworven onder de ambtenaren van de andere administraties;

— hetzij aangeworven door een beroep te doen op de mobiliteit of op de externe arbeidsmarkt. »

**Art. 72.** In artikel 18 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 oktober 1973, 15 april 1977, 10 juli 1996 en 6 juli 1997, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen als volgt : « § 1. Onverminderd de bepalingen van de artikelen 17 en 19, § 2, worden de betrekkingen van een lagere rang dan rang 13 voor de Algemene Diensten vastgesteld in het personeelsplan, toegekend aan de bij deze diensten benoemde of gedetacheerde ambtenaren, die titularis zijn van een der graden die er overeenkomstig de bijlage I toegang toe verlenen of van een minstens gelijkwaardige graad van de buitendiensten »;

2° in § 2 worden de woorden « zelfde vergelijkend wervingsexamen of uit vergelijkende wervingsexamens » vervangen door de woorden « zelfde vergelijkende selectie voor werving of uit vergelijkende selecties voor werving ».

**Art. 73.** In artikel 19 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 18 juli 1972, 4 februari 1980, 10 juli 1996 en 6 juli 1997, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° §1, eerste lid, wordt vervangen als volgt :

« De bij de Algemene Diensten benoemde ambtenaren mogen, indien zij de daartoe vereiste voorwaarden vervullen, deelnemen aan de vergelijkende selecties voor overgang naar het hogere niveau, aan de selecties voor verhoging in graad, aan de proeven over beroepsbekwaamheid, aan de selecties voor verhoging in weddenschaal en aan de proeven bedoeld in artikel 16quater, die voor de behoeften van hun administratie van oorsprong georganiseerd worden. »;

2° in § 1, tweede lid, worden de woorden « het Ministerie van Financiën » vervangen door de woorden « de Federale Overheidsdienst Financiën »;

3° § 2, derde lid, wordt vervangen als volgt : « De directeur van de bevoegde stafdienst of de ambtenaar belast met de algemene leiding beslist of de betrokkenen de nodige geschiktheid bezitten om hun loopbaan bij de Algemene Diensten voort te zetten » ;

4° in § 2, vijfde lid, worden de woorden « de directeur-generaal » vervangen door de woorden « de directeur van de bevoegde stafdienst of de ambtenaar belast met de algemene leiding »;

5° § 2, zesde lid, wordt vervangen als volgt :

« Wanneer de directeur van de bevoegde stafdienst of de ambtenaar belast met de algemene leiding een ongunstige beslissing neemt bij toepassing van alinea 3, 4 of 5, kan de betrokken ambtenaar, binnen de tien dagen na de kennisgeving, hiertegen beroep aantekenen bij het Directiecomité of het door dit comité gemachtigde orgaan. »;

6° in § 2, zevende lid, worden de woorden « de Directeur-generaal » vervangen door de woorden « de directeur van de bevoegde stafdienst of de ambtenaar belast met de algemene leiding » en de woorden « vergelijkende overgangsexamens, examens voor verhoging in graad, examens voor verhoging in weddenschaal » vervangen door de woorden « vergelijkende selecties voor overgang naar het hogere niveau, de selecties voor verhoging in graad, de selecties voor verhoging in weddenschaal ».

**Art. 74.** L'article 20 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 6 juillet 1997, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 20. Les Services généraux mettent à disposition du Cabinet du Président du Comité de direction, du Service d'études et de documentation et du Service juridique, le personnel des niveaux 1, B, C et D qui leur est nécessaire. »

**Art. 75.** A l'article 21 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 11 octobre 1973, 14 novembre 1978, 21 mars 1986, 13 février 1996, 10 juillet 1996 et 6 juillet 1997 sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les mots « centres de traitement de l'information et des » sont supprimés;

2° le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Sans préjudice des dispositions du § 1<sup>er</sup>, les emplois inférieurs au rang 13, prévus pour les services centraux au plan de personnel, sont attribués aux agents nommés ou détachés qui, dans ces services, sont titulaires d'un des grades y donnant accès conformément à l'annexe I<sup>re</sup> ou d'un grade au moins équivalent des services extérieurs. »

**Art. 76.** A l'article 22 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 10 juillet 1996, les mots « aux concours d'accession au niveau supérieur, aux examens d'avancement, aux épreuves de qualification professionnelle et aux examens d'avancement barémique, organisés » sont remplacés par les mots « aux sélections comparatives d'accession au niveau supérieur, aux sélections d'avancement de grade, aux épreuves de qualification professionnelle et aux sélections d'avancement barémique, organisées ».

**Art. 77.** A l'article 25<sup>quater</sup>/2 du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 13 avril 1997 sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « dans les limites fixées par l'arrêté royal portant exécution du cadre organique du Ministère des Finances » sont supprimés;

2° à l'alinéa 2, les mots « au changement de grade » sont insérés entre les mots « l'avancement de grade » et les mots « l'avancement barémique ».

**Art. 78.** A l'article 25<sup>quinquies</sup> du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 9 avril 1985 et modifié par les arrêtés royaux du 6 juillet 1997 et 1<sup>er</sup> mars 1998 sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « niveaux 2+, 2, 3 et 4 » sont remplacés par les mots « niveaux B, C et D »;

2° au § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Ministère des Finances » sont remplacés par les mots « Service public fédéral Finances »;

3° au § 2, alinéa 2, les mots « annexes I<sup>re</sup> à III » sont remplacés par les mots « annexes I<sup>re</sup> et II »;

4° au § 2, alinéa 3, les mots « annexes I<sup>re</sup> à III » sont remplacés par les mots « annexes I<sup>re</sup> et II »;

5° au § 3, les mots « Ministère des Finances » sont remplacés par les mots « Service public fédéral Finances »;

6° le § 4 est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. La mutation visée au § 1<sup>er</sup> est proposée par l'Administrateur général compétent pour l'administration dans laquelle l'emploi est à pourvoir si elle se réalise entre les ou au sein des administrations fiscales ou par le Président du Comité de direction dans les autres cas. »;

7° au § 5, le dernier alinéa est remplacé par l'alinéa suivant :

« Si un agent s'estime lésé, il peut introduire une réclamation, endéans les 10 jours ouvrables de la notification, soit auprès du comité du personnel compétent pour l'administration dans laquelle l'emploi est à pourvoir si la mutation se réalise entre les ou au sein des administrations fiscales soit auprès du Comité de direction dans les autres cas. Le comité du personnel ou le Comité de direction entend l'agent, à sa demande. Celui-ci peut se faire assister par un défenseur de son choix. Le comité du personnel ou le Comité de direction émet un avis à l'intention du Ministre des Finances. »

**Art. 74.** Artikel 20 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997, wordt vervangen als volgt :

« Art. 20. De Algemene Diensten stellen ter beschikking van het kabinet van de Voorzitter van het Directiecomité, van de Studie- en documentatiedienst en van de Rechtskundige Dienst, het personeel van de niveaus 1, B, C en D dat zij nodig hebben. »

**Art. 75.** In artikel 21 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 oktober 1973, 14 november 1978, 21 maart 1986, 13 februari 1996, 10 juli 1996 en 6 juli 1997, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, tweede lid, vervallen de woorden « de centra voor informatieverwerking en »;

2° § 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. Onverminderd de bepalingen van § 1, worden de betrekkingen van een lagere rang dan rang 13, die voor de centrale diensten vastgesteld zijn in het personeelsplan, toegekend aan de bij die diensten benoemde of gedetacheerde ambtenaren, die titularis zijn van een der graden die er overeenkomstig de bijlage I toegang toe verlenen of van een minstens gelijkwaardige graad van de buitendiensten. »

**Art. 76.** In artikel 22 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 juli 1996, worden de woorden « aan de vergelijkende examens voor overgang naar het hogere niveau, aan de examens voor verhoging in graad, aan de proeven over de beroepsbekwaamheid en aan de examens voor verhoging in weddenschaal » vervangen door de woorden « aan de vergelijkende selecties voor overgang naar het hogere niveau, aan de selecties voor verhoging in graad, aan de proeven over de beroepsbekwaamheid en aan de selecties voor verhoging in weddenschaal ».

**Art. 77.** In artikel 25<sup>quater</sup>/2 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 13 april 1997, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid vervallen de woorden « binnen de limieten van het koninklijk besluit tot uitvoering van de personeelsformatie van het Ministerie van Financiën »;

2° in het tweede lid worden de woorden « op verandering van graad, » ingevoegd tussen de woorden « bevordering in graad » en de woorden « op bevordering in weddenschaal ».

**Art. 78.** In artikel 25<sup>quinquies</sup> van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 9 april 1985 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 6 juli 1997 en 1 maart 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden « niveaus 2+, 2, 3 en 4 » vervangen door de woorden « niveaus B, C en D »;

2° in § 2, eerste lid, worden de woorden « het Ministerie van Financiën » vervangen door de woorden « de Federale Overheidsdienst Financiën »;

3° in § 2, tweede lid, worden de woorden « bijlagen I tot III » vervangen door de woorden « bijlagen I en II »;

4° in § 2, derde lid, worden de woorden « bijlagen I tot III » vervangen door de woorden « bijlagen I en II »;

5° in § 3 worden de woorden « het Ministerie van Financiën » vervangen door de woorden « de Federale Overheidsdienst Financiën »;

6° § 4 wordt vervangen als volgt :

« § 4. De mutatie bedoeld in § 1 wordt voorgesteld door Administrateur-generaal die bevoegd is voor de administratie waar de betrekking te begeven is, indien ze plaatsvindt tussen of binnen de fiscale administraties of door de Voorzitter van het Directiecomité in de andere gevallen. »;

7° in § 5 wordt het laatste lid vervangen als volgt :

« Indien een ambtenaar oordeelt dat hij benadeeld is, kan hij binnen de tien werkdagen na ontvangst van de kennisgeving een bezwaarschrift indienen bij het personeelscomité dat bevoegd is voor de administratie waar de betrekking te begeven is voor een mutatie tussen of binnen de fiscale administraties of bij het Directiecomité in de andere gevallen. Het personeelscomité of het Directiecomité hoort de ambtenaar op zijn vraag. Deze kan zich laten bijstaan door een verdediger van zijn keuze. Het personeelscomité of het Directiecomité brengt een advies uit bij de Minister van Financiën. »

**Art. 79.** Dans l'article 26, alinéa 2, du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « Le directeur général de chaque administration » sont remplacés par les mots « le fonctionnaire chargé de la direction générale d'une administration »;

2° les mots « le Directeur général détermine » sont remplacés par les mots « le fonctionnaire chargé de la direction générale de l'administration détermine ».

**Art. 80.** Dans l'article 28 du même arrêté, les mots « directeur général » sont remplacés par les mots « fonctionnaire chargé de la direction générale de l'administration » et les mots « ce fonctionnaire » sont remplacés par le mot « il ».

**Art. 81.** A l'article 29 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> mars 1998 sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant :

« En outre, ils ne peuvent avoir obtenu la mention « insuffisant » à l'issue de leur évaluation. »;

2° à l'alinéa 3, les mots « directeur général » sont remplacés par les mots « fonctionnaire chargé de la direction générale de l'administration. »

**Art. 82.** A l'article 30 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1<sup>er</sup>, les mots « niveaux 2+, 2, 3 et 4 » sont remplacés par les mots « niveaux B, C et D »;

2° au § 2, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par l'alinéa suivant : « Les candidats à la mutation visés au § 1<sup>er</sup> sont classés suivant les règles déterminées à l'article 11, 3° à 8°. »;

3° dans le § 2, alinéa 2, les mots « Ministère des Finances » sont remplacés par les mots « Service public fédéral Finances »;

4° dans le § 2, alinéa 4, les mots « Ministère des Finances » sont remplacés par les mots « Service public fédéral Finances »;

**Art. 83.** A l'article 35 du même arrêté, les mots « directeur général » sont remplacés par les mots « fonctionnaire chargé de la direction générale de l'administration ».

**Art. 84.** A l'article 36 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 6 juillet 1997, sont apportées les modifications suivantes :

a) à l'alinéa 2, les mots « directeur général » sont remplacés par les mots « fonctionnaire chargé de la direction générale de l'administration »;

b) à l'alinéa 3, les mots « le Conseil de direction ou le Collège des chefs de service » sont remplacés par les mots « le Comité de direction ou le comité du personnel »;

c) à l'alinéa 4, 1°, les mots « directeur général » sont remplacés par les mots « fonctionnaire chargé de la direction générale de l'administration »;

d) à l'alinéa 4, 2°, les mots « le Conseil de direction ou le Collège des chefs de services » sont remplacés par les mots « le Comité de direction ou le comité du personnel »;

e) à l'alinéa 5, les mots « du Conseil de direction ou du Collège des chefs de services » sont remplacés par les mots « du Comité de direction ou du comité du personnel ».

**Art. 85.** L'article 44 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 44. Lorsque les candidats doivent être départagés sur base des résultats d'une sélection comparative ou d'une sélection, ou sur base de la date de clôture du procès-verbal de pareille épreuve, et qu'une sélection comparative ou sélection a été organisée exclusivement pour des emplois d'un régime linguistique déterminé, les candidats qui étaient exclus de la participation à cette épreuve du fait de l'application des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, mais qui ont réussi la première épreuve postérieurement organisée pour les emplois du même grade, sont censés avoir réussi la sélection comparative ou la sélection dont ils ont été exclus.

**Art. 86.** L'article 45 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> mars 1998, est abrogé.

**Art. 79.** In artikel 26, tweede lid, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzingen aangebracht :

1° de woorden « de Directeur-generaal van iedere administratie » worden vervangen door de woorden « De ambtenaar belast met de algemene leiding van een administratie »;

2° de woorden « stelt de directeur-generaal » worden vervangen door de woorden « stelt de ambtenaar belast met de algemene leiding van de administratie ».

**Art. 80.** In artikel 28 van hetzelfde besluit, worden de woorden « de directeur-generaal » vervangen door de woorden « de ambtenaar belast met de algemene leiding van de administratie ».

**Art. 81.** In artikel 29 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 maart 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« Bovendien mogen zij geen vermelding onvoldoende hebben verkregen op het einde van hun evaluatie. »;

2° in het derde lid worden de woorden « de directeur-generaal » vervangen door de woorden « de ambtenaar belast met de algemene leiding van de administratie ».

**Art. 82.** In artikel 30 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden « niveaus 2+, 2, 3 en 4 » vervangen door de woorden « niveaus B, C en D »;

2° § 2, eerste lid, wordt vervangen als volgt : « De kandidaten voor mutatie bedoeld in § 1 worden gerangschikt volgens de regels bepaald in artikel 11, 3° tot 8°. »;

3° in § 2, tweede lid worden de woorden « het Ministerie van Financiën » vervangen door de woorden « de Federale Overheidsdienst Financiën »;

4° in § 2, vierde lid worden de woorden « het Ministerie van Financiën » vervangen door de woorden « de Federale Overheidsdienst Financiën ».

**Art. 83.** In artikel 35 van hetzelfde besluit, worden de woorden « de directeur-generaal » vervangen door de woorden « de ambtenaar belast met de algemene leiding van de administratie ».

**Art. 84.** In artikel 36 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het tweede lid worden de woorden « de directeur-generaal » vervangen door de woorden « de ambtenaar belast met de algemene leiding van de administratie »;

b) in het derde lid worden de woorden « de Directieraad of het College van dienstchefs » vervangen door de woorden « het Directiecomité of het personeelscomité »;

c) in het vierde lid, 1°, worden de woorden « de directeur-generaal » vervangen door de woorden « de ambtenaar belast met de algemene leiding van de administratie »;

d) in het vierde lid, 2°, worden de woorden « de Directieraad of het College van dienstchefs » vervangen door de woorden « het Directiecomité of het personeelscomité »;

e) in het vijfde lid, worden de woorden « de Directieraad of het College van dienstchefs » vervangen door de woorden « het Directiecomité of het personeelscomité ».

**Art. 85.** Artikel 44 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 44. Wanneer de kandidaten moeten gerangschikt worden volgens de uitslag van een vergelijkende selectie of van een selectie, of op grond van de datum van afsluiting van het proces-verbaal van dergelijke selectie, en wanneer een vergelijkende selectie of selectie uitsluitend georganiseerd werd voor de betrekkingen van een bepaalde taalgroep, worden de kandidaten, die aan deze selectie niet mochten deelnemen ingevolge de toepassing van de wetten op het gebruik der talen in bestuurszaken, maar die geslaagd zijn voor de eerstvolgende proef, nadien georganiseerd voor de betrekkingen van dezelfde graad, geacht geslaagd te zijn voor de vergelijkende selectie of de selectie waaraan ze niet mochten deelnemen. ».

**Art. 86.** Artikel 45 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 maart 1998, wordt opgeheven.

**Art. 87.** Dans l'article 48 du même arrêté, les mots « Ministère des Finances » sont remplacés par les mots « Service public fédéral Finances » et les mots « le directeur général » sont remplacés par les mots « le fonctionnaire chargé de la direction générale de l'administration ».

**Art. 88.** L'article 49 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 9 janvier 1976, 10 juin 1996 et 10 juillet 1996 est remplacé par la disposition suivante : « Art. 49. Par dérogation à l'article 47 du présent arrêté, les agents remplissant les conditions réglementaires, sont d'office candidats pour les emplois vacants à pourvoir par avancement barémique dans le niveau D. »

**Art. 89.** L'article 50 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 10 juin 1996, 10 juillet 1996 et 6 juillet 1997, est abrogé.

**Art. 90.** A l'article 52, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 10 juillet 1996, sont apportées les modifications suivantes :

a) au § 1<sup>er</sup>, 2°, les mots « directeur général » sont remplacés par les mots « fonctionnaire chargé de la direction générale de l'administration »;

b) dans le § 3, les mots « de vérificateur principal » sont remplacés par les mots « d'expert fiscal »;

c) dans le § 4, les mots « d'agents administratifs et de commis » sont remplacés par les mots « de collaborateurs administratifs ».

**Art. 91.** A l'article 56 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 11 juin 1986 les mots « Chaque chef d'administration » sont remplacés par les mots « Le fonctionnaire chargé de la direction générale d'une administration ».

**Art. 92.** L'article 58 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 6 juillet 1997, est abrogé.

**Art. 93.** A l'article 58bis du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 22 octobre 1992, 14 avril 1993, 6 juillet 1997 et 20 juillet 2000 sont apportées les modifications suivantes :

1° dans la phrase introductive du § 1<sup>er</sup>, les mots « Conseil de direction » sont remplacés par les mots « Comité de direction »;

2° au § 1<sup>er</sup>, 1°, les mots « Ministère des finances » sont remplacés par les mots « Service public fédéral Finances ».

**Art. 94.** A l'article 59 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1<sup>er</sup>, les mots « au Secrétaire général et aux chefs » sont remplacés par les mots « aux titulaires d'une fonction de management, d'une fonction de staff et aux fonctionnaires chargés de la direction générale »;

2° au § 2, les mots « le Secrétaire général et les chefs d'administration et de service » sont remplacés par les mots « les titulaires d'une fonction de management, d'une fonction de staff et les fonctionnaires chargés de la direction générale d'une administration ».

**Art. 95.** A l'annexe I<sup>re</sup> du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 et modifiée par les arrêtés royaux des 17 juin 1999 et 5 juillet 1999, la rubrique « rang 17 » est supprimée.

**Art. 96.** A l'annexe I<sup>re</sup> du même arrêté remplacée par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 et modifiée par les arrêtés royaux des 17 juin 1999 et 5 juillet 1999, la rubrique « rang 16 » est supprimée.

**Art. 97.** A l'annexe I<sup>re</sup> du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 et modifiée par les arrêtés royaux des 17 juin 1999 et 5 juillet 1999, la rubrique « rang 15 » et ses dispositions est supprimée en ce qui concerne les grades d'auditeur général des finances et de conseiller général.

**Art. 98.** Dans l'annexe I<sup>re</sup> du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 et modifiée par les arrêtés royaux des 17 juin 1999 et 5 juillet 1999, à la rubrique « rang 13 », sous le grade Commissaire des monnaies, colonne 1, le n° d'ordre 3 est remplacé par la disposition suivante : « 3. Transfert conformément à l'arrêté royal du 18 octobre 2001 relatif à la mobilité du personnel de certains services publics. »

**Art. 99.** Dans l'annexe I<sup>re</sup> du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 et modifiée par les arrêtés royaux des 17 juin 1999 et 5 juillet 1999, à la rubrique « rang 13 », sous le grade directeur, colonne 2, sont apportées les modifications suivantes :

1° les dispositions sous le point A sont remplacées par les dispositions suivantes : « A. La nomination par changement de grade visée à la colonne 1 prend effet le premier jour du mois qui suit la date du procès-verbal de l'épreuve de qualification professionnelle. L'épreuve

**Art. 87.** In artikel 48 van hetzelfde besluit worden de woorden « het Ministerie van Financiën, kan de Directeur-generaal » vervangen door de woorden « de Federale Overheidsdienst Financiën, kan de ambtenaar belast met de algemene leiding ».

**Art. 88.** Artikel 49 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 9 januari 1976, 10 juni 1996 en 10 juli 1996, wordt vervangen als volgt : « Art. 49. In afwijking van artikel 47 van dit besluit, zijn de ambtenaren die de reglementaire voorwaarden vervullen ambtshalve kandidaat voor de vacante betrekkingen die door verhoging in weddenschaal in niveau D te verlenen zijn. »

**Art. 89.** Artikel 50 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 juni 1996, 10 juli 1996 en 6 juli 1997, wordt opgeheven.

**Art. 90.** In artikel 52 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 juli 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in § 1, 2°, worden de woorden « de directeur-generaal » vervangen door de woorden « de ambtenaar belast met de algemene leiding van de administratie »;

b) de § 3 worden de woorden « eerstaanwezend verificateur » vervangen door de woorden « fiscaal deskundige »;

c) in § 4 worden de woorden « beambte en klerk » vervangen door de woorden « administratief medewerker ».

**Art. 91.** In artikel 56 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 11 juni 1986, worden de woorden « Elke administratiechef » vervangen door de woorden « De ambtenaar belast met de algemene leiding van een administratie ».

**Art. 92.** Artikel 58 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997, wordt opgeheven.

**Art. 93.** In artikel 58bis van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 oktober 1992, 14 april 1993, 6 juli 1997 en 20 juli 2000, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de inleidende bepaling van § 1 worden de woorden « de Directieraad » vervangen door de woorden « het Directiecomité »;

2° in § 1, 1°, worden de woorden « Ministerie van Financiën » vervangen door de woorden « Federale Overheidsdienst Financiën ».

**Art. 94.** In artikel 59 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden « de secretaris-generaal en aan de hoofden » vervangen door de woorden « de houders van een managementfunctie, een staffunctie en de ambtenaren belast met de algemene leiding »;

2° in § 2 worden de woorden « de secretaris-generaal en de administratie- en dienstchefs » vervangen door de woorden « de houders van een managementfunctie, een staffunctie en de ambtenaren belast met de algemene leiding van een administratie ».

**Art. 95.** In bijlage I van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juni 1999 en 5 juli 1999, wordt de rubriek « rang 17 » opgeheven.

**Art. 96.** In bijlage I van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juni 1999 en 5 juli 1999, wordt de rubriek « rang 16 » opgeheven.

**Art. 97.** In bijlage I van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juni 1999 en 5 juli 1999, worden onder de rubriek « rang 15 » de bepalingen opgeheven met betrekking tot de graden van auditeur-generaal van financiën en adviseur-generaal.

**Art. 98.** In bijlage I van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juni 1999 en 5 juli 1999, in de rubriek «rang 13 », onder de graad van Muntmeester, kolom 1, wordt volgnummer 3 met zijn bepalingen vervangen als volgt : « 3. Overplaatsing overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 oktober 2001 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten. »

**Art. 99.** In bijlage I van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juni 1999 en 5 juli 1999, in de rubriek « rang 13 », directeur, kolom 2, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de bepalingen sub A worden als volgt vervangen : « A. De in kolom 1 bedoelde benoeming bij verandering van graad heeft uitwerking op de eerste dag van de maand volgend op de datum van het proces-verbaal van de proef over beroepsbekwaamheid. De proef over

de qualification professionnelle visée à la colonne 1 comporte les épreuves techniques, visées à l'article 16<sup>quater</sup> du présent arrêté.

Seuls les agents de l'Administration de la Trésorerie titulaires du grade de conseiller, de conseiller adjoint principal ou de conseiller adjoint peuvent participer à l'épreuve en question organisée dans leur administration. »;

2° dans les dispositions concernant le Service juridique, les mots « Ministère des Finances » sont remplacés par les mots « Service public fédéral Finances »;

3° les dispositions du point C, concernant l'Administration des affaires fiscales, sont remplacées par les dispositions suivantes : « Outre aux agents de cette administration, les emplois de directeur peuvent être également conférés, dans le respect des proportions fixées pour chaque grade par le Comité de direction ou le comité du personnel dûment mandaté par le Comité de direction, aux agents des services centraux des administrations fiscales possédant les qualifications professionnelles requises pour l'exécution des travaux d'études et de conception en matière de législation fiscale, nationale et internationale, et qui, soit sont titulaires du grade correspondant, soit satisfont aux conditions de nomination à ce grade prévues à la colonne 1. »;

4° les dispositions du point D, concernant l'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines sont remplacées par les dispositions suivantes : « Les candidats aux emplois du rang 13 du Secteur de la T.V.A. ou du Secteur de l'Enregistrement et des domaines, doivent posséder les titres requis pour être nommés dans les services extérieurs, dans le secteur correspondant. »;

5° les dispositions du point E concernant l'Administration de l'Inspection spéciale des impôts sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Peuvent se porter candidats pour les emplois de directeur, pour autant qu'ils remplissent les conditions fixées à la colonne 1, les agents nommés à ou mis à disposition de l'Administration de l'inspection spéciale des impôts ainsi que ceux appartenant au Cabinet de l'Administrateur général des Impôts et du Recouvrement, à l'Administration des affaires fiscales, à l'Administration de la fiscalité des entreprises et des revenus, à l'Administration des contributions directes ou à l'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines. Les emplois de directeur peuvent également être conférés à des agents du même grade, originaires d'une des administrations précitées. Les candidats de l'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines doivent posséder les titres requis pour être nommés aux emplois du Secteur de la T.V.A. ».

**Art. 100.** A l'annexe I<sup>re</sup> du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 et modifiée par les arrêtés royaux des 17 juin 1999 et 5 juillet 1999, à la rubrique « rang 13 », sous le grade d'ingénieur industriel-directeur, colonne 1, le n° d'ordre 2 est remplacé comme suit :

« 2. Transfert : conformément à l'arrêté royal du 18 octobre 2001 relatif à la mobilité du personnel de certains services publics. »

**Art. 101.** A l'annexe I<sup>re</sup> du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 et modifiée par les arrêtés royaux des 17 juin 1999 et 5 juillet 1999, à la rubrique « rang 13 », sous le grade de traducteur réviseur-directeur, colonne 1, le n° d'ordre 2 est remplacé comme suit :

« 2. Transfert : conformément à l'arrêté royal du 18 octobre 2001 relatif à la mobilité du personnel de certains services publics. »

**Art. 102.** A l'annexe I<sup>re</sup> du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 et modifiée par les arrêtés royaux des 17 juin 1999 et 5 juillet 1999, à la rubrique « rang 13 », sous le grade d'informaticien directeur, sont apportées les modifications suivantes :

1° à la colonne 1, le n° d'ordre 2 ainsi que ses dispositions est remplacé comme suit : « 2. Transfert par mobilité : conformément à l'arrêté royal du 18 octobre 2001 relatif à la mobilité du personnel de certains services publics »;

2° les dispositions de la colonne 2 sont abrogées.

beroepsbekwaamheid bedoeld in kolom 1 omvat de technische proeven bedoeld in artikel 16<sup>quater</sup> van dit besluit.

Alleen de ambtenaren van de Administratie der thesaurie, die titularis zijn van de graad van adviseur, van eerstaanwezend adjunct-adviseur of van adjunct-adviseur mogen deelnemen aan bedoelde proef ingericht bij hun administratie. »;

2° in de bepalingen met betrekking tot de Rechtskundige Dienst, worden de woorden « het Ministerie van Financiën » vervangen door de woorden « de Federale Overheidsdienst Financiën »;

3° de bepalingen onder C met betrekking tot de Administratie van fiscale zaken worden als volgt vervangen : « Benevens aan de ambtenaren van de administratie zelf, kunnen de betrekkingen van directeur ook worden toegekend, binnen de verhoudingen vastgesteld voor iedere graad door het Directiecomité of het hiertoe gemachtigde personeelscomité, aan de ambtenaren van de centrale administraties van de fiscale administraties, die over de beroepskwalificaties beschikken, vereist voor de uitvoering van het studie- en conceptiewerk inzake nationale en internationale fiscale wetgeving en die, hetzij titularis zijn van de overeenstemmende graad, hetzij voldoen aan de benoemingsvoorwaarden tot die graad gesteld in kolom 1. »;

4° de bepalingen onder D met betrekking tot de Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen worden als volgt vervangen : « De kandidaten voor de betrekkingen van de rangen 13 van de Sector van de B.T.W. of van de Sector der registratie en domeinen, moeten de vereiste titels bezitten om, in de buitendiensten, te kunnen worden benoemd in de overeenstemmende sector. »;

5° de bepalingen onder E met betrekking tot de Administratie van de bijzondere belastinginspectie worden als volgt vervangen :

« Mogen zich kandidaat stellen voor de betrekkingen van directeur voor zover zij de voorwaarden vervullen bedoeld in kolom 1, de ambtenaren benoemd bij of ter beschikking gesteld van de Administratie van de bijzondere belastinginspectie, alsook degenen die tot het Kabinet van de Administrateur-generaal van de belastingen en de invordering, de Administratie van fiscale zaken, de Administratie van de ondernemings- en inkomensfiscaliteit, de Administratie der directe belastingen of tot die van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen behoren. De betrekkingen van directeur kunnen eveneens toegekend worden aan ambtenaren met dezelfde graad, afkomstig uit één van bovenbedoelde administraties. De kandidaten van de Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen moeten de vereiste titels bezitten om te kunnen worden benoemd in de betrekkingen van de Sector van de B.T.W. ».

**Art. 100.** In bijlage I van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juni 1999 en 5 juli 1999, in de rubriek « rang 13 », onder de graad van industrieel ingenieur-directeur, kolom 1, wordt volgnummer 2 met zijn bepalingen vervangen als volgt :

« 2. Overplaatsing : overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 oktober 2001 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten. »

**Art. 101.** In bijlage I van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juni 1999 en 5 juli 1999, in de rubriek «rang 13 », onder de graad van vertaler-revisor-directeur, kolom 1, wordt volgnummer 2 met zijn bepalingen vervangen als volgt :

« 2. Overplaatsing : overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 oktober 2001 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten. »

**Art. 102.** In bijlage I van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juni 1999 en 5 juli 1999, in de rubriek « rang 13 », onder de graad van informaticus-directeur, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de kolom 1, wordt volgnummer 2 met zijn bepalingen vervangen als volgt : « 2. Overplaatsing : overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 oktober 2001 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten. »;

2° de bepalingen in kolom 2 worden opgeheven.

**Art. 103.** A l'annexe I<sup>re</sup> du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 et modifiée par les arrêtés royaux des 17 juin 1999 et 5 juillet 1999, à la rubrique « rang 10 », sous le grade de premier attaché des finances, les dispositions reprises à la colonne 1 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Administration de la Trésorerie :

1.a) Changement de grade : conseiller adjoint principal :

— épreuve de qualification professionnelle donnant accès à la carrière de premier attaché des finances (ancienne carrière d'auditeur).

1.b) Changement de grade : attaché des finances :

— compter au moins trois ans d'ancienneté dans les grades d'attaché des finances et/ou expert financier et administratif (grade supprimé) et/ou expert financier et I.C.T. (grade supprimé);

— être lauréat de l'épreuve de qualification professionnelle donnant accès au grade de premier attaché des finances ou de la sélection comparative d'accèsion au grade de premier attaché des finances.

1.c) Accession au niveau supérieur : expert financier et administratif (grade supprimé) ou par mesure transitoire, expert financier et I.C.T. (grade supprimé) visé sous le premier tiret ci-dessous :

— sélection comparative d'accèsion au grade de premier attaché des finances.

La sélection comparative d'accèsion est réservée à l'expert financier et administratif (grade supprimé) et à l'expert financier, lauréat d'une sélection d'avancement au grade rayé de vérificateur principal, à condition qu'ils soient titulaires du brevet prévu à l'article 14, § 2, 1<sup>o</sup> de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 concernant la sélection et la carrière des agents de l'état. L'expert financier et I.C.T. (grade supprimé) peut également participer, aux mêmes conditions, à cette sélection comparative d'accèsion pour autant qu'il ait été nommé précédemment au grade rayé d'analyste de programmation des finances en application des articles 5 et 18 de l'arrêté royal du 17 juin 1999 relatif au personnel informatique du Ministère des Finances.

Ces conditions doivent être remplies au moment de l'inscription aux épreuves techniques visées à l'article 16<sup>quater</sup> donnant accès à la sélection comparative d'accèsion;

— compter au moins trois ans d'ancienneté dans le grade d'expert financier et administratif (grade supprimé) et/ou dans le grade d'expert financier et I.C.T. (grade supprimé).

2. Mutation au sens de l'article 25<sup>quinquies</sup>.

— épreuve de qualification professionnelle et être lauréat des quatre épreuves techniques visées à l'article 16<sup>quater</sup>.

3. Transfert : agent visé à l'article 2 de l'arrêté royal du 18 octobre 2001 relatif à la mobilité du personnel de certains services publics :

— remplir les conditions fixées à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté;

— épreuve de qualification professionnelle et être lauréat des quatre épreuves techniques visées à l'article 16<sup>quater</sup>.

Services généraux :

Changement de grade : attaché des finances :

— compter au moins trois ans d'ancienneté dans le rang 10 et/ou dans les grades supprimés d'expert financier et administratif et/ou d'expert financier et I.C.T. et/ou dans le grade d'expert fiscal;

— être lauréat de l'épreuve de qualification professionnelle donnant accès au grade de premier attaché des finances ou d'inspecteur principal d'administration fiscale ou de la sélection comparative d'accèsion donnant accès aux mêmes grades.

Accession au niveau supérieur :

Agent de niveau B, lauréat de la sélection comparative d'accèsion au grade d'inspecteur principal d'administration fiscale ou au grade de premier attaché.

La sélection comparative d'accèsion est réservée aux experts financiers et administratifs (grade supprimé) et aux experts financiers lauréats d'une sélection d'avancement au grade rayé de vérificateur principal ou de géomètre-expert des finances titulaires du brevet prévu à l'article 14, § 2, 1<sup>o</sup> de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 concernant la sélection et la carrière des agents de l'état.

A titre transitoire, l'expert financier et I.C.T. (grade supprimé) peut également participer, aux mêmes conditions, à cette sélection comparative d'accèsion pour autant qu'il ait été nommé précédemment au

**Art. 103.** In bijlage I van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juni 1999 en 5 juli 1999, rubriek, » rang 10 », onder de graad van eerste attaché van financiën, worden de bepalingen in kolom 1 vervangen als volgt :

« Administratie der thesaurie :

1.a) Verandering van graad : eerstaanwendend adjunct-adviseur :

— proef over beroepsbekwaamheid die toegang geeft tot de loopbaan van eerste attaché van financiën (oude loopbaan van auditeur).

1.b) Verandering van graad : attaché van financiën :

— ten minste drie jaar anciënniteit tellen in de graad van attaché van financiën en/of financieel en administratief deskundige (afgeschafte graad) en/of financieel en ICT-deskundige (afgeschafte graad);

— lauréat zijn van de proef over beroepsbekwaamheid naar de graad van eerste attaché van financiën of van de vergelijkende selectie voor overgang naar de graad van eerste attaché van financiën.

1.c) Overgang naar het hogere niveau : financieel en administratief deskundige (afgeschafte graad) of bij overgangsmaatregel de financieel en ICT-deskundige (afgeschafte graad) bedoeld onder het eerste streepje hierna :

— vergelijkend selectie voor overgang naar de graad van eerste attaché van financiën.

De vergelijkende selectie voor overgang is voorbehouden aan de financieel en administratief deskundige (afgeschafte graad) en aan de financieel deskundige die lauréat is van een selectie voor verhoging tot de geschrapte graad van eerstaanwendend verificateur, mits zij houder zijn van het brevet bepaald in artikel 14, § 2, 1<sup>o</sup>, van het koninklijk besluit van 22 december 2000 betreffende de selectie en de loopbaan van het rijks personeel. Onder dezelfde voorwaarden mag eveneens deelnemen aan deze vergelijkende selectie voor overgang, de financieel en ICT-deskundige (afgeschafte graad) voorheen benoemd in de geschrapte graad van programmeringsanalist bij financiën, bij toepassing van de artikelen 5 en 18 van het koninklijk besluit van 17 juni 1999 betreffende het informaticapersoneel van het Ministerie van Financiën.

Deze voorwaarden moeten vervuld zijn op het moment van de inschrijving voor de technische proeven bedoeld in artikel 16<sup>quater</sup> die toegang geven tot de vergelijkende selectie voor overgang;

— ten minste drie jaar anciënniteit tellen in de graad van financieel en administratief deskundige (afgeschafte graad) en/of financieel en ICT-deskundige (afgeschafte graad).

2. Mutatie in de zin van artikel 25<sup>quinquies</sup>.

— proef over de beroepsbekwaamheid en geslaagd zijn voor de vier technische proeven bedoeld in artikel 16<sup>quater</sup>.

3. Overplaatsing : ambtenaar bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 18 oktober 2001 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten :

— de voorwaarden vastgesteld in artikel 4, § 1, van hetzelfde besluit vervullen;

— proef over de beroepsbekwaamheid en geslaagd zijn voor de vier technische proeven bedoeld in artikel 16<sup>quater</sup>.

Algemene Diensten :

Verandering van graad : attaché van financiën :

— ten minste drie jaar anciënniteit tellen in rang 10 en/of in de afgeschafte graden van financieel en administratief deskundige en/of financieel en ICT-deskundige en/of de graad van fiscaal deskundige;

— lauréat zijn van de proef over beroepsbekwaamheid tot de graad van eerste attaché van financiën of van eerstaanwendend inspecteur bij een fiscaal bestuur of van de vergelijkende selectie van overgang, die toegang geeft tot dezelfde graden.

Overgang naar het hogere niveau :

ambtenaar van niveau B, die geslaagd is voor een vergelijkende selectie voor overgang naar de graad van eerstaanwendend inspecteur bij een fiscaal bestuur of naar de graad van eerste attaché van financiën.

De vergelijkende selectie voor overgang is voorbehouden aan de financieel en administratief deskundigen (afgeschafte graad) en aan de financieel deskundigen die lauréat zijn van een selectie van verhoging tot de geschrapte graad van eerstaanwendend verificateur of landmeter-expert van financiën en houder zijn van het brevet bepaald in artikel 14, § 2, 1<sup>o</sup>, van het koninklijk besluit van 22 december 2000 betreffende de selectie en de loopbaan van het rijks personeel.

Mogen eveneens bij overgangsmaatregel deelnemen aan deze vergelijkende selectie de financieel en ICT-deskundigen (afgeschafte graad) voorheen benoemd in de geschrapte graad van programmeringsanalist

grade rayé d'analyste de programmation des finances en application des articles 5 et 18 de l'arrêté royal du 17 juin 1999 relatif au personnel informatique du Ministère des Finances.

Ces conditions doivent être remplies au moment de l'inscription aux épreuves techniques visées à l'article 16<sup>quater</sup> donnant accès à la sélection comparative d'accession;

— compter au moins trois ans d'ancienneté dans le grade d'expert financier et administratif (grade supprimé) et/ou dans le grade d'expert financier et I.C.T. (grade supprimé).

Administrations fiscales à l'exception du Cabinet de l'Administrateur général des Impôts et du Recouvrement, de l'Administration des affaires fiscales et de l'Administration de l'inspection spéciale des impôts :

Changement de grade et accession au niveau supérieur :

Agent qui possède les titres requis pour pouvoir être nommé au grade d'inspecteur principal d'administration fiscale. ».

**Art. 104.** A l'annexe I<sup>re</sup> du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 et modifiée par les arrêtés royaux des 17 juin 1999 et 5 juillet 1999, à la rubrique « rang 10 », sous le grade de premier attaché des finances, colonne 2 sont apportées les modifications suivantes :

1° dans la phrase introductive du premier alinéa, les mots « Administration du budget et du contrôle des dépenses et Administration des pensions » sont supprimés;

2° le point A est remplacé par la disposition suivante : « A. Voir les dispositions sous A, colonne 2, en regard du grade de directeur. »;

3° sous le point B, les mots « du concours d'accession » sont remplacés par les mots « de la sélection comparative d'accession » et les mots « de l'examen d'avancement » sont remplacés par les mots « de la sélection d'avancement »;

4° le point C est abrogé;

5° sous le point D, les mots « du concours d'accession » sont à chaque fois remplacés par les mots « de la sélection comparative d'accession »;

6° sous le point E, la première phrase est remplacée par la disposition suivante : « Les candidats à la nomination au grade de premier attaché des finances sont classés en fonction de la date du procès-verbal du concours d'accession ou de l'examen d'avancement à un grade de rang 11 ou de la sélection comparative d'accession ou de l'épreuve de qualification professionnelle donnant accès au grade d'inspecteur principal d'administration fiscale en commençant par le procès-verbal qui a été clôturé à la date la plus ancienne »;

7° sous le point F, 4°, les mots « d'un concours d'accession » sont remplacés par les mots « d'une sélection comparative d'accession »;

8° à l'alinéa 2 du point F, les mots « de la sélection comparative d'accession » sont insérés entre les mots « du concours d'accession » et les mots « ou de l'épreuve de qualification professionnelle ».

**Art. 105.** A l'annexe I<sup>re</sup> du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 et modifiée par les arrêtés royaux des 17 juin 1999 et 5 juillet 1999, à la rubrique « rang 10 », sous le grade d'informaticien sont apportées les modifications suivantes :

1° les dispositions de la colonne 1 sont remplacées par ce qui suit :

« 1. Accession au niveau supérieur suivant les règles prévues dans les dispositions statutaires générales;

2.a) Transfert : conformément à l'arrêté royal du 18 octobre 2001 relatif à la mobilité du personnel de certains services publics;

2.b) Recrutement : suivant les règles prévues par les dispositions statutaires générales »;

2° les dispositions de la colonne 2 sont remplacées comme suit : « Les candidats à une nomination visés sous le numéro d'ordre 1 de la colonne 1 se classent dans l'ordre suivant :

1° le lauréat de la sélection comparative d'accession dont le procès-verbal a été clôturé à la date la plus ancienne;

2° entre lauréats d'une même sélection comparative d'accession, le lauréat qui a obtenu le plus de points;

3° entre lauréats ayant obtenu le même nombre de points :

a) l'agent comportant la plus grande ancienneté de grade;

bij financiën, bij toepassing van de artikelen 5 en 18 van het koninklijk besluit van 17 juni 1999 betreffende het informaticapersoneel van het Ministerie van Financiën.

Deze voorwaarden moeten vervuld zijn op het moment van de inschrijving voor de technische proeven bedoeld in artikel 16<sup>quater</sup> die toegang geven tot de vergelijkende selectie van overgang.

— ten minste drie jaar anciënniteit tellen in de graad van financieel en administratief deskundige (afgeschafte graad) en/of financieel en ICT-deskundige (afgeschafte graad) en/of fiscaal deskundige.

Fiscale administraties met uitzondering van het kabinet van de Administrateur-generaal van de belastingen en de invordering, de Administratie van fiscale zaken en de Administratie van de bijzondere belastinginspectie :

verandering van graad en overgang naar het hogere niveau :

ambtenaar die de vereiste titels bezit om te kunnen worden benoemd tot de graad van eerstaanwendend inspecteur bij een fiscaal bestuur. ».

**Art. 104.** In bijlage I van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juni 1999 en 5 juli 1999, rubriek « rang 10 » onder de graad van eerste attaché van financiën, kolom 2, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de inleidende bepaling van het eerste lid vervallen de woorden : « Administratie van de begroting en de controle op de uitgaven en Administratie der pensioenen »;

2° punt A wordt vervangen als volgt : « A. Zie de bepalingen onder A, in kolom 2, tegenover de graad van directeur. »;

3° onder punt B worden de woorden « het vergelijkend overgangsexamen » vervangen door de woorden « de vergelijkende selectie voor overgang »;

4° punt C wordt opgeheven;

5° onder punt D worden de woorden « het vergelijkend overgangsexamen » vervangen door de woorden « de vergelijkende selectie voor overgang »;

6° in punt E wordt de eerste zin vervangen als volgt : « De kandidaten voor benoeming in de graad van eerste attaché van financiën worden gerangschikt in de volgorde van de datum van het proces-verbaal van het vergelijkend overgangsexamen of het examen voor verhoging tot een graad van rang 11 of van de vergelijkende selectie voor overgang of proef over de beroepsbekwaamheid naar de graad van eerstaanwendend inspecteur bij een fiscaal bestuur te beginnen met het proces-verbaal dat op de verst afgelegene datum werd afgesloten »;

7° onder punt F, 4°, worden de woorden « het vergelijkend overgangsexamen » vervangen door de woorden « de vergelijkende selectie voor overgang »;

8° in punt F, tweede lid, worden de woorden « het examen voor verhoging in graad, van het vergelijkend overgangsexamen » vervangen door de woorden « de selectie voor verhoging in graad, van de vergelijkende selectie voor overgang ».

**Art. 105.** In bijlage I van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juni 1999 en 5 juli 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht in de rubriek « rang 10 » onder de graad van informaticus :

1° de bepalingen in kolom 1 worden vervangen als volgt :

« 1. Overgang naar het hogere niveau volgens de regels bepaald bij de algemene statutaire beschikkingen;

2. a) Overplaatsing : overeenkomstig het koninklijk besluit 18 oktober 2001 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten;

2. b) Werving : volgens de regels bepaald bij de algemene statutaire beschikkingen »;

2° de bepalingen in kolom 2 worden vervangen als volgt : « De kandidaten voor benoeming bedoeld onder het volgnummer 1 van kolom 1, worden gerangschikt in de onderstaande volgorde :

1° de laureaat van de vergelijkende selectie voor overgang waarvan het proces-verbaal op de verst afgelegene datum werd afgesloten;

2° onder laureaten van eenzelfde vergelijkende selectie voor overgang, de laureaat die de meeste punten behaalde.

3° onder laureaten die hetzelfde aantal punten behaalde :

a) de ambtenaar met de grootste graadanciënniteit;

b) à égalité d'ancienneté de grade, l'agent comptant la plus grande ancienneté de service;

c) à égalité d'ancienneté de service, l'agent le plus âgé. »

**Art. 106.** A l'annexe I<sup>re</sup> du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 et modifiée par les arrêtés royaux des 17 juin 1999 et 5 juillet 1999, à la rubrique « rang 10 », sous le grade d'attaché des finances, les dispositions reprises à la colonne 1 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« 1. Accession au niveau supérieur : agent du niveau B, lauréat de la sélection comparative d'accession au grade de premier attaché des finances;

2. Accession au niveau supérieur suivant les règles prévues dans les dispositions statutaires générales;

3. Mutation au sens de l'article 25quinquies;

4.a) Transfert : conformément à l'arrêté royal du 18 octobre 2001 relatif à la mobilité du personnel de certains services publics;

4.b) Recrutement : suivant les règles prévues par les dispositions statutaires générales, sans préjudice, pour les Services généraux, de l'application de l'article 17 du présent arrêté.

Administrations fiscales à l'exception du Cabinet de l'Administrateur général des impôts et du recouvrement, de l'Administration des affaires fiscales et de l'Administration de l'inspection spéciale des impôts : affectation d'agents du niveau 1, détachés des services extérieurs. »

**Art. 107.** A l'annexe I<sup>re</sup> du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 et modifiée par les arrêtés royaux des 17 juin 1999 et 5 juillet 1999, à la rubrique « rang 10 », sous le grade d'attaché des finances, dans la colonne 2 sont apportées les modifications suivantes :

1° sous le point A, les mots « du concours d'accession » sont remplacés par les mots « de la sélection comparative d'accession »;

2° sous le point B, les mots « visés sous les 3 et 4 » sont remplacés par les mots « visés sous les « 3 et 4a ».

**Art. 108.** A l'annexe I<sup>re</sup> du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 et modifiée par les arrêtés royaux des 17 juin 1999 et 5 juillet 1999, à la rubrique « rang 10 », sous le grade d'ingénieur industriel, les dispositions reprises à la colonne 1 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Transfert : conformément à l'arrêté royal du 18 octobre 2001 relatif à la mobilité du personnel de certains services publics.

Recrutement : suivant les règles prévues par les dispositions statutaires générales. ».

**Art. 109.** A l'annexe I<sup>re</sup> du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 et modifiée par les arrêtés royaux des 17 juin 1999 et 5 juillet 1999, à la rubrique « rang 10 », sous le grade traducteur-réviseur, sont apportées les modifications suivantes :

1° les dispositions reprises à la colonne 1 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« 1. Accession au niveau supérieur suivant les règles prévues par les dispositions statutaires générales.

2.a) Transfert : conformément à l'arrêté royal du 18 octobre 2001 relatif à la mobilité du personnel de certains services publics;

2.b) Recrutement : suivant les règles prévues par les dispositions statutaires générales. »;

2° les dispositions suivantes sont reprises à la colonne 2 :

« Les candidats à une nomination visés sous le numéro d'ordre 1 de la colonne 1 se classent dans l'ordre suivant :

1° le lauréat de la sélection comparative d'accession dont le procès-verbal a été clôturé à la date la plus ancienne;

2° entre lauréats d'une même sélection comparative d'accession, le lauréat qui a obtenu le plus de points;

3° entre lauréats ayant obtenu le même nombre de points :

a) l'agent comptant la plus grande ancienneté de grade;

b) à égalité d'ancienneté de grade, l'agent comptant la plus grande ancienneté de service;

c) à égalité d'ancienneté de service, l'agent le plus âgé. »

b) bij gelijke graadanciënniteit, de ambtenaar met de grootste dienstanciënniteit;

c) bij gelijke dienstanciënniteit, de oudste ambtenaar. »

**Art. 106.** In bijlage I van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juni 1999 en 5 juli 1999, onder de rubriek rang 10, attaché van financiën, worden de bepalingen van kolom 1 vervangen als volgt :

« 1. Overgang naar het hogere niveau : ambtenaar van niveau B, laureaat van de vergelijkende selectie voor overgang naar de graad van eerste attaché van financiën.

2. Overgang naar het hogere niveau volgens de regels bepaald bij de algemene statutaire beschikkingen;

3. Mutatie in de zin van artikel 25quinquies;

4. a) Overplaatsing : overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 oktober 2001 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten.

4. b) Werving volgens de regels bepaald bij de algemene statutaire beschikkingen, onverminderd de toepassing van artikel 17 van dit besluit voor de Algemene Diensten.

Fiscale administraties met uitzondering van het kabinet van de Administrateur-generaal van de belastingen en de invordering, de Administratie van fiscale zaken en de Administratie van de bijzondere belastinginspectie : tewerkstelling van ambtenaren van niveau 1, gedetacheerd uit de buitendiensten. »

**Art. 107.** In bijlage I van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juni 1999 en 5 juli 1999, worden in de rubriek « rang 10 », onder de graad van attaché van financiën de volgende wijzigingen aangebracht in kolom 2 :

1° onder punt A, worden de woorden « het vergelijkend overgangsexamen » vervangen door de woorden « de vergelijkende selectie voor overgang »;

2° onder punt B, worden de woorden « bedoeld sub 3 en 4 » vervangen door de woorden « bedoeld sub 3 en 4a ».

**Art. 108.** In bijlage I van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juni 1999 en 5 juli 1999, worden in de rubriek « rang 10 » onder de graad van industrieel ingenieur, de bepalingen in kolom 1 vervangen als volgt :

« Overplaatsing : overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 oktober 2001 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten.

Werving : volgens de regels bepaald bij de algemene statutaire beschikkingen. ».

**Art. 109.** In bijlage I van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juni 1999 en 5 juli 1999, worden in de rubriek « rang 10 » onder de graad van vertaler-revisor, de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de bepalingen in kolom 1 worden vervangen als volgt :

« 1. Overgang naar het hogere niveau volgens de regels bepaald bij de algemene statutaire beschikkingen.

2.a) Overplaatsing : overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 oktober 2001 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten;

2.b) Werving : volgens de regels bepaald bij de algemene statutaire beschikkingen. »;

2° in kolom 2 wordt de volgende bepaling opgenomen :

« De kandidaten voor benoeming bedoeld onder het volgnummer 1 van kolom 1, worden gerangschikt in de onderstaande volgorde :

1° de laureaat van de vergelijkende selectie voor overgang waarvan het proces-verbaal op de verst afgelegde datum werd afgesloten;

2° onder laureaten van eenzelfde vergelijkende selectie voor overgang, de laureaat die de meeste punten behaalde;

3° onder laureaten die hetzelfde aantal punten behaalde :

a) de ambtenaar met de grootste graadanciënniteit;

b) bij gelijke graadanciënniteit, de ambtenaar met de grootste dienstanciënniteit;

c) bij gelijke dienstanciënniteit, de oudste ambtenaar. »



**Art. 110.** A l'annexe I<sup>re</sup> du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 et modifiée par les arrêtés royaux des 17 juin 1999 et 5 juillet 1999, la rubrique « rang 28 » est remplacée par les dispositions reprises dans les colonnes 1 et 2 :

**Art. 110.** In bijlage I, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juni 1999 en 5 juli 1999, wordt de rubriek « rang 28 » vervangen door de volgende bepalingen in de kolommen 1 en 2 :

colonne 1	colonne 2
Niveau B Expert fiscal Administrations fiscales : affectation des agents détachés des services extérieurs	L'expert financier et administratif (grade supprimé), lauréat d'une sélection d'avancement au grade de géomètre-expert des finances ou de vérificateur principal organisée pour les besoins d'une administration fiscale peut être détaché dans un emploi d'expert fiscal, à condition que ses titres puissent être pris en considération dans l'administration fiscale concernée.
Expert I.C.T. 1. Accession au niveau supérieur suivant les règles prévues par les dispositions statutaires générales 2. a) Transfert : conformément à l'arrêté royal du 18 octobre 2001 relatif à la mobilité du personnel de certains services publics; 2. b) Recrutement : suivant les règles prévues par les dispositions statutaires générales.	Le classement des candidats visés à la colonne 1, sous 1, s'établit comme suit : 1° le lauréat de la sélection comparative d'accèsion donnant accès au grade d'expert I.C.T. dont le procès-verbal a été clôturé à la date la plus ancienne; 2° entre lauréats d'une même sélection comparative, le lauréat qui a obtenu le plus de points; 3° entre lauréats ayant obtenu le même nombre de points : a) l'agent comptant la plus grande ancienneté de grade; b) à égalité d'ancienneté de grade, l'agent comptant la plus grande ancienneté de service; c) à égalité d'ancienneté de service, l'agent le plus âgé.
Expert technique 1. Mutation au sens de l'article 25quinquies. 2. a) Transfert : conformément à l'arrêté royal du 18 octobre 2001 relatif à la mobilité du personnel de certains services publics; 2. b) Recrutement : suivant les règles prévues par les dispositions statutaires générales. ».	
Expert administratif : 1. Accession au niveau supérieur suivant les règles prévues par les dispositions statutaires générales. 2. Mutation au sens de l'article 25quinquies 3. a) Transfert : conformément à l'arrêté royal du 18 octobre 2001 relatif à la mobilité du personnel de certains services publics; 3. b) Recrutement : suivant les règles prévues par les dispositions statutaires générales.	Le classement des candidats visés à la colonne 1 sous 1, s'établit comme suit : 1° le lauréat de la sélection comparative d'accèsion donnant accès au grade d'expert administratif dont le procès-verbal a été clôturé à la date la plus ancienne; 2° entre lauréats d'une même sélection comparative, le lauréat qui a obtenu le plus de points; 3° entre lauréats ayant obtenu le même nombre de points : a) l'agent comptant la plus grande ancienneté de grade; b) à égalité d'ancienneté de grade, l'agent comptant la plus grande ancienneté de service; c) à égalité d'ancienneté de service, l'agent le plus âgé.
Expert financier 1. Accession au niveau supérieur suivant les règles prévues par les dispositions statutaires générales. 2. Mutation au sens de l'article 25quinquies 3. a) Transfert : conformément à l'arrêté royal du 18 octobre 2001 relatif à la mobilité du personnel de certains services publics; 3. b) Recrutement : suivant les règles prévues par les dispositions statutaires générales. Administrations fiscales : affectation des agents détachés des services extérieurs	Le classement des candidats visés à la colonne 1 sous 1, s'établit comme suit : 1° le lauréat de la sélection comparative d'accèsion donnant accès au grade d'expert financier dont le procès-verbal a été clôturé à la date la plus ancienne; 2° entre lauréats d'une même sélection comparative, le lauréat qui a obtenu le plus de points; 3° entre lauréats ayant obtenu le même nombre de points : a) l'agent comptant la plus grande ancienneté de grade; b) à égalité d'ancienneté de grade, l'agent comptant la plus grande ancienneté de service; c) à égalité d'ancienneté de service, l'agent le plus âgé. ».

kolom 1	kolom 2
Niveau B  Fiscaal deskundige Fiscale administraties : tewerkstelling van ambtenaren gedetacheerd uit de buitendiensten	« De financieel en administratief deskundige (afgeschafte graad), lauraat van een selectie voor verhoging tot de graad van landmeter-expert van financiën of eerstaanwendend verificateur georganiseerd voor de behoeften van een fiscale administratie kan worden gedetacheerd in een betrekking van fiscaal deskundige, mits zijn titels in aanmerking kunnen worden genomen in de betrokken fiscale administratie.
ICT - deskundige 1. Overgang naar het hogere niveau volgens de regels bepaald bij de algemene statutaire beschikkingen 2. a) Overplaatsing : overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 oktober 2001 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten; 2. b) Werving : volgens de regels bepaald bij de algemene statutaire beschikkingen.	De rangschikking van de kandidaten bedoeld in kolom 1, sub 1 gebeurt als volgt : 1° de lauraat van de vergelijkende selectie voor overgang die toegang verleent tot de graad van ICT-deskundige waarvan het proces-verbaal op de verst afgelegd datum werd afgesloten; 2° onder laureaten van eenzelfde vergelijkende selectie de lauraat die de meeste punten behaalde; 3° onder laureaten die hetzelfde aantal punten behaalden : a) de ambtenaar met de grootste graadanciënniteit; b) bij gelijke graadanciënniteit, de ambtenaar met de grootste dienstanciënniteit; c) bij gelijke dienstanciënniteit, de oudste ambtenaar.
Technisch deskundige 1. Mutatie in de zin van artikel 25quinquies; 2. a) Overplaatsing : overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 oktober 2001 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten; 2. b) Werving : volgens de regels bepaald bij de algemene statutaire beschikkingen.	

kolom 1	kolom 2
<p>Administratief deskundige</p> <p>1. Overgang naar het hogere niveau volgens de regels bepaald bij de algemene statutaire beschikkingen.</p> <p>2. Mutatie in de zin van artikel 25quinquies.</p> <p>3. a) Overplaatsing : overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 oktober 2001 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten;</p> <p>3. b) Werving : volgens de regels bepaald bij de algemene statutaire beschikkingen.</p>	<p>De rangschikking van de kandidaten bedoeld in kolom 1, sub 1 gebeurt als volgt :</p> <p>1° de laureaat van de vergelijkende selectie voor overgang die toegang verleent tot de graad van administratief deskundige waarvan het proces- verbaal op de verst afgelegene datum werd afgesloten;</p> <p>2° onder laureaten van eenzelfde vergelijkende selectie de laureaat die de meeste punten behaalde;</p> <p>3° onder laureaten die hetzelfde aantal punten behaalden :</p> <p>a) de ambtenaar met de grootste graadanciënniteit;</p> <p>b) bij gelijke graadanciënniteit, de ambtenaar met de grootste dienstanciënniteit;</p> <p>c) bij gelijke dienstanciënniteit, de oudste ambtenaar.</p>
<p>Financieel deskundige</p> <p>1. Overgang naar het hogere niveau volgens de regels bepaald bij de algemene statutaire beschikkingen</p> <p>2. Mutatie in de zin van artikel 25quinquies.</p> <p>3. a) Overplaatsing : overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 oktober 2001 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten;</p> <p>3. b) Werving : volgens de regels bepaald bij de algemene statutaire beschikkingen.</p> <p>Fiscale administraties : tewerkstelling van ambtenaren gedetacheerd uit de buitendiensten.</p>	<p>A. De rangschikking van de kandidaten bedoeld in kolom 1, sub 1 gebeurt als volgt :</p> <p>1° de laureaat van de vergelijkende selectie voor overgang die toegang verleent tot de graad van financieel deskundige waarvan het proces- verbaal op de verst afgelegene datum werd afgesloten;</p> <p>2° onder laureaten van eenzelfde vergelijkende selectie de laureaat die de meeste punten behaalde;</p> <p>3° onder laureaten die hetzelfde aantal punten behaalden :</p> <p>a) de ambtenaar met de grootste graadanciënniteit;</p> <p>b) bij gelijke graadanciënniteit, de ambtenaar met de grootste dienstanciënniteit;</p> <p>c) bij gelijke dienstanciënniteit, de oudste ambtenaar.</p> <p>B. Wat de fiscale administraties betreft kan de adjunct-fiscaal deskundige (afgeschafte graad) eveneens gedetacheerd worden in een betrekking van financieel deskundige.</p>

**Art. 111.** A l'annexe I<sup>re</sup> du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 et modifiée par les arrêtés royaux des 17 juin 1999 et 5 juillet 1999, la rubrique « rang 26 » est abrogée.

**Art. 112.** A l'annexe I<sup>re</sup>, du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 et modifiée par les arrêtés royaux des 17 juin 1999 et 5 juillet 1999, la rubrique « rang 22 » est abrogée.

**Art. 113.** A l'annexe I<sup>re</sup> du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 et modifiée par les arrêtés royaux des 17 juin 1999 et 5 juillet 1999, la rubrique « rang 20 », reprenant le grade d'assistant administratif est remplacée par les dispositions reprises dans les colonnes 1 et 2 :

**Art. 111.** In bijlage I, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juni 1999 en 5 juli 1999, wordt de rubriek « rang 26 » opgeheven.

**Art. 112.** In bijlage I, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juni 1999 en 5 juli 1999, wordt de rubriek « rang 22 » opgeheven.

**Art. 113.** In bijlage I, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juni 1999 en 5 juli 1999, wordt de rubriek « rang 20 » die de graad van bestuursassistent met zijn bepalingen bevat, vervangen door de volgende bepalingen in de kolommen 1 en 2 :

Colonne 1	Colonne 2
<p>Niveau C</p> <p>Assistant financier</p> <p>1.a) Changement de grade : assistant administratif ou assistant financier adjoint : lauréat de l'épreuve de qualification professionnelle qui donne accès au grade d'assistant financier.</p> <p>1.b) accession au niveau supérieur : collaborateur financier lauréat de la sélection comparative d'accession au grade d'assistant financier.</p> <p>2. Mutation au sens de l'article 25quinquies : avoir réussi l'épreuve de qualification professionnelle organisée pour les besoins de l'administration où l'emploi est à pourvoir.</p> <p>3. Transfert : conformément à l'arrêté royal du 18 octobre 2001 relatif à la mobilité du personnel de certains services publics :</p> <p>- satisfaire aux conditions prévues à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté;</p> <p>- avoir réussi l'épreuve de qualification professionnelle organisée pour les besoins de l'administration où l'emploi est à pourvoir.</p> <p>Administrations fiscales : affectation des agents détachés des services extérieurs</p>	<p>A. La sélection comparative d'accession au grade d'assistant financier consiste en une seule épreuve composée d'une ou plusieurs parties portant sur les compétences spécifiques requises pour la fonction.</p> <p>B. L'épreuve de qualification professionnelle teste les compétences spécifiques requises pour la fonction.</p> <p>C. La sélection comparative d'accession au grade d'assistant financier et l'épreuve de qualification professionnelle font l'objet d'une et même organisation. Pour réussir, les candidats doivent obtenir au moins 60 % des points sur l'ensemble de la sélection comparative ou de l'épreuve de qualification professionnelle et si elle comporte plusieurs parties, 50 % des points à chacune d'entre elles. Ils conservent de manière illimitée le bénéfice de leur réussite;</p> <p>D. Le classement des candidats visés à la colonne 1, sous 1.a et 1.b s'établit comme suit :</p> <p>1° le lauréat de la sélection comparative d'accession donnant accès au grade d'expert financier ou de l'épreuve de qualification professionnelle dont le procès-verbal a été clôturé à la date la plus ancienne;</p> <p>2° entre lauréats d'une sélection comparative ou épreuve de qualification professionnelle clôturées à la même date, le lauréat qui a obtenu le plus de points au total des différentes parties;</p> <p>3° entre lauréats ayant obtenu le même nombre de points :</p> <p>a) l'agent comptant la plus grande ancienneté cumulée dans les niveaux C et D;</p> <p>b) en cas d'égalité entre les candidats repris sous a), l'agent comptant la plus grande ancienneté de service;</p> <p>c) à égalité d'ancienneté de service, l'agent le plus âgé.</p> <p>E. Par mesure transitoire, l'assistant administratif ou l'assistant financier adjoint, lauréat d'un examen de promotion à un grade de rang 34 ou d'un examen d'avancement barémique à l'échelle 30S2 ou d'un examen d'avancement au grade de chef de section des finances qui cependant n'a pas été promu dans ce grade ou dans cette échelle de traitement, est censé avoir réussi l'épreuve de qualification professionnelle donnant accès au grade d'assistant financier. Pour l'application de l'alinéa précédent, il n'est pas tenu compte des examens d'avancement aux grades de chef opérateur mécanographe 1ère classe ou de chef opérateur mécanographe 2ème classe.</p>

Colonne 1	Colonne 2
	<p>Afin de pouvoir être nommé au grade d'assistant financier, ils doivent postuler un emploi vacant. Ils ne peuvent faire valoir leur droit au changement de grade qu'au plus tôt lors de la procédure de nomination à laquelle participent les lauréats de la première sélection comparative d'accession au grade d'assistant financier ou de l'épreuve de qualification professionnelle d'avancement au grade d'assistant financier organisée pour les besoins de leur administration. La date et les points de l'examen dont ils peuvent se prévaloir, sont pris en considération pour l'établissement de leur classement établi conformément au point D.</p> <p>F. Par dérogation à l'article 16 de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 concernant la sélection et la carrière des agents de l'Etat, les lauréats d'une sélection comparative d'accession au grade d'assistant financier conservent de manière illimitée le bénéfice de leur résultat.</p>
<p>Assistant administratif</p> <p>1. Accession au niveau supérieur suivant les règles prévues par les dispositions statutaires générales.</p> <p>2. Mutation au sens de l'article 25quinquies.</p> <p>3.a) Transfert : conformément à l'arrêté royal du 18 octobre 2001 relatif à la mobilité du personnel de certains services publics;</p> <p>3.b) Recrutement : suivant les règles prévues par les dispositions statutaires générales.</p> <p>Administrations fiscales : affectation des agents détachés des services extérieurs</p>	<p>Le classement des candidats visés à la colonne 1 sous 1, s'établit comme suit :</p> <p>1° le lauréat de la sélection comparative d'accession donnant accès au grade d'assistant administratif dont le procès-verbal a été clôturé à la date la plus ancienne;</p> <p>2° entre lauréats d'une même sélection comparative, le lauréat qui a obtenu le plus de points;</p> <p>3° entre lauréats ayant obtenu le même nombre de points :</p> <p>a) l'agent comptant la plus grande ancienneté de niveau;</p> <p>b) à égalité d'ancienneté de niveau, l'agent comptant la plus grande ancienneté de service;</p> <p>c) à égalité d'ancienneté de service, l'agent le plus âgé.</p>
<p>Assistant technique</p> <p>1. Accession au niveau supérieur suivant les règles prévues par les dispositions statutaires générales.</p> <p>2. Mutation au sens de l'article 25quinquies</p> <p>3.a) Transfert : conformément à l'arrêté royal du 18 octobre 2001 relatif à la mobilité du personnel de certains services publics;</p> <p>3.b) Recrutement : suivant les règles prévues par les dispositions statutaires générales.</p> <p>Administrations fiscales : affectation des agents détachés des services extérieurs</p>	<p>Le classement des candidats visés à la colonne 1 sous 1, s'établit comme suit :</p> <p>1° le lauréat de la sélection comparative d'accession donnant accès au grade d'assistant technique dont le procès-verbal a été clôturé à la date la plus ancienne;</p> <p>2° entre lauréats d'une même sélection comparative, le lauréat qui a obtenu le plus de points;</p> <p>3° entre lauréats ayant obtenu le même nombre de points :</p> <p>a) l'agent comptant la plus grande ancienneté de grade;</p> <p>b) à égalité d'ancienneté de grade, l'agent comptant la plus grande ancienneté de service;</p> <p>c) à égalité d'ancienneté de service, l'agent le plus âgé. ».</p>
kolom 1	kolom 2
<p>„NIVEAU C</p> <p>Financieel assistent</p> <p>1.a) Verandering van graad : administratief assistent of adjunct-financieel assistent : lauréat van de proef over de beroepsbekwaamheid die toegang verleent tot de graad van financieel assistent.</p> <p>1.b) Overgang naar het hogere niveau : financieel medewerker lauréat van de vergelijkende selectie voor overgang naar de graad van financieel assistent.</p> <p>2. Mutatie in de zin van artikel 25quinquies : geslaagd zijn voor de proef over de beroepsbekwaamheid georganiseerd ten behoeve van de administratie waar de betrekking te begeben is.</p> <p>3. Overplaatsing : ambtenaar bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 18 oktober 2001 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten :</p> <p>- de voorwaarden vastgesteld in artikel 4, § 1, van hetzelfde koninklijk besluit vervullen;</p> <p>- geslaagd zijn de proef over de beroepsbekwaamheid georganiseerd ten behoeve van de administratie waar de betrekking te begeben is.</p> <p>Fiscale administraties : tewerkstelling van ambtenaren gedetacheerd uit de buitendiensten</p>	<p>A. De vergelijkende selectie voor overgang naar de graad van financieel assistent bestaat slechts uit één proef bestaande uit één of meer delen met betrekking tot de specifieke competenties vereist voor de functie.</p> <p>B. De proef over de beroepsbekwaamheid toetst de specifieke competenties vereist voor de functie.</p> <p>C. De vergelijkende selectie voor overgang naar de graad van financieel assistent en de proef over de beroepsbekwaamheid maken het voorwerp uit van één en dezelfde organisatie.</p> <p>Om te slagen moeten de kandidaten ten minste 60% van de punten behalen voor de volledige vergelijkende selectie en zo zij uit meerdere gedeelten bestaat dient bijkomend op elk deel minstens 50 % van de punten te worden behaald. Zij behouden onbeperkt het voordeel van hun uitslag.</p> <p>D. De rangschikking van de kandidaten bedoeld in kolom 1, sub 1, a en 1, b, gebeurt als volgt :</p> <p>1° de lauréat van de vergelijkende selectie voor overgang die toegang verleent tot de graad van financieel assistent of de proef over de beroepsbekwaamheid waarvan het proces-verbaal op de verst afgelegde datum werd afgesloten;</p> <p>2° onder laureaten van een vergelijkende selectie of proef over de beroepsbekwaamheid die werd afgesloten op dezelfde datum, de lauréat die de meeste punten behaalde voor het geheel van de verschillende delen;</p> <p>3° onder laureaten die hetzelfde aantal punten behaalden :</p> <p>a) de ambtenaar met de grootste gecumuleerde niveauancienniteit in de niveaus C en D;</p> <p>b) bij gelijkheid tussen de ambtenaren bedoeld in a), de ambtenaar met de grootste dienstancienniteit;</p> <p>c) bij gelijke dienstancienniteit, de oudste ambtenaar.</p> <p>E. Bij wege van overgangsbepaling wordt de administratief assistent of adjunct-financieel assistent lauréat van een examen voor bevordering tot een graad van rang 34 of een examen voor verhoging tot de weddenschaal 30S2 of een examen voor verhoging tot de graad van sectiechef bij financiën, die echter niet in deze graad of weddenschaal werden bevorderd, geacht geslaagd te zijn voor de proef over de beroepsbekwaamheid die toegang verleent tot de graad van financieel assistent.</p> <p>Voor de toepassing van het vorige lid wordt geen rekening gehouden met de examens voor verhoging in de graden van hoofdoperateur-mechanograaf 1e klasse of hoofdoperateur-mechanograaf 2e klasse.</p> <p>Om te kunnen worden benoemd tot financieel assistent dienen zij een vacante betrekking te solliciteren, zij kunnen hun rechten op verandering van graad ten vroegste doen gelden bij de benoemingsprocedure waaraan de laureaten deelnemen van de eerste selectie voor overgang naar de graad van financieel assistent of de proef over de beroepsbekwaamheid die toegang verleent tot deze graad en georganiseerd werd voor de behoeften van hun administratie.</p> <p>Voor hun rangschikking overeenkomstig sub D worden de datum en de punten in aanmerking genomen van het examen waarop zij zich kunnen beroepen.</p> <p>F. In afwijking van artikel 16 van het koninklijk besluit van 22 december 2000 betreffende de selectie en de loopbaan van het rijkspersoneel, behouden de laureaten van een vergelijkende selectie voor overgang naar de graad van financieel assistent onbeperkt het voordeel van hun uitslag.</p>

kolom 1	kolom 2
<p>Administratief assistent</p> <p>1. Overgang naar het hogere niveau volgens de regels bepaald bij de algemene statutaire beschikkingen.</p> <p>2. Mutatie in de zin van artikel 25quinquies.</p> <p>3. a) Overplaatsing : overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 oktober 2001 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten;</p> <p>3. b) Werving : volgens de regels bepaald bij de algemene statutaire beschikkingen.</p> <p>Fiscale administraties : tewerkstelling van ambtenaren gedetacheerd uit de buitendiensten.</p>	<p>De rangschikking van de kandidaten bedoeld in kolom 1, sub 1 gebeurt als volgt :</p> <p>1° de laureaat van de vergelijkende selectie voor overgang die toegang verleent tot de graad van administratief assistent waarvan het proces-verbaal op de verst afgelegen datum werd afgesloten;</p> <p>2° onder laureaten van eenzelfde vergelijkende selectie de laureaat die de meeste punten behaalde;</p> <p>3° onder laureaten die hetzelfde aantal punten behaalden :</p> <p>a) de ambtenaar met de grootste niveauanciënniteit;</p> <p>b) bij gelijke niveauanciënniteit, de ambtenaar; met de grootste dienstanciënniteit;</p> <p>c) bij gelijke dienstanciënniteit, de oudste ambtenaar.</p>
<p>Technisch assistent</p> <p>1. Overgang naar het hogere niveau volgens de regels bepaald bij de algemene statutaire beschikkingen.</p> <p>2. Mutatie in de zin van artikel 25quinquies.</p> <p>3. a) Overplaatsing : overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 oktober 2001 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten;</p> <p>3. b) Werving : volgens de regels bepaald bij de algemene statutaire beschikkingen.</p>	<p>De rangschikking van de kandidaten bedoeld in kolom 1, sub 1 gebeurt als volgt :</p> <p>1° de laureaat van de vergelijkende selectie voor overgang die toegang verleent tot de graad van technisch assistent waarvan het proces-verbaal op de verst afgelegen datum werd afgesloten;</p> <p>2° onder laureaten van eenzelfde vergelijkende selectie de laureaat die de meeste punten behaalde;</p> <p>3° onder laureaten die hetzelfde aantal punten behaalden :</p> <p>a) de ambtenaar met de grootste graadanciënniteit;</p> <p>b) bij gelijke graadanciënniteit de ambtenaar met de grootste dienstanciënniteit;</p> <p>c) bij gelijke dienstanciënniteit, de oudste ambtenaar. ».</p>

**Art. 114.** A l'annexe I<sup>re</sup> du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 et modifiée par les arrêtés royaux des 17 juin 1999 et 5 juillet 1999, la rubrique « rang 32 » est abrogée.

**Art. 114.** In bijlage I, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juni 1999 en 5 juli 1999, wordt de rubriek « rang 32 » opgeheven.

**Art. 115.** A l'annexe I<sup>re</sup> du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 et modifiée par les arrêtés royaux des 17 juin 1999 et 5 juillet 1999, la rubrique « rang 30 », reprenant le grade d'assistant des finances est remplacée par les dispositions reprises dans les colonnes 1 et 2 :

**Art. 115.** In bijlage I, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juni 1999 en 5 juli 1999, wordt de rubriek « rang 30 » vervangen door de volgende bepalingen in de kolommen 1 en 2 :

Colonne 1	Colonne 2
<p>« Niveau D Collaborateur financier</p> <p>1. Changement de grade : collaborateur administratif lauréat de l'épreuve de qualification professionnelle donnant accès au grade de collaborateur financier.</p> <p>2. Mutation au sens de l'article 25quinquies : avoir réussi l'épreuve de qualification professionnelle organisée pour les besoins de l'administration où l'emploi est à pourvoir.</p> <p>3. Transfert : l'agent visé à l'article 2 de l'arrêté royal du 18 octobre 2001 relatif à la mobilité du personnel de certains services publics s'il :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- satisfait aux conditions prévues à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté;</li> <li>- a réussi l'épreuve de qualification professionnelle organisée pour les besoins de l'administration où l'emploi est à pourvoir.</li> </ul> <p>Administrations fiscales : affectation des agents détachés des services extérieurs</p>	<p>A. L'épreuve de qualification professionnelle porte sur les compétences spécifiques requises pour la fonction.</p> <p>B. Les candidats doivent au moins obtenir 60 % des points pour réussir. Ils conservent de manière illimitée le bénéfice de leur réussite</p> <p>C. Le classement des candidats visés à la colonne 1, sous 1, s'établit comme suit :</p> <p>1° le lauréat de l'épreuve de qualification professionnelle donnant accès au grade de collaborateur financier dont le procès-verbal a été clôturé à la date la plus ancienne;</p> <p>2° entre lauréats d'une même épreuve l'agent comptant la plus grande ancienneté de grade;</p> <p>3° à égalité d'ancienneté de grade, l'agent comptant la plus grande ancienneté de service;</p> <p>4° à égalité d'ancienneté de service, l'agent le plus âgé.</p>
<p>Collaborateur administratif</p> <p>1. Mutation au sens de l'article 25quinquies</p> <p>2.a) Transfert : conformément à l'arrêté royal du 18 octobre 2001 relatif à la mobilité du personnel de certains services publics.</p> <p>2.b) Recrutement : selon les règles prévues selon les dispositions statutaires générales.</p> <p>Administrations fiscales : affectation des agents détachés des services extérieurs.</p>	
<p>Collaborateur technique</p> <p>1. Mutation au sens de l'article 25quinquies.</p> <p>Pour une mutation à la Monnaie royale de Belgique : épreuve de qualification professionnelle</p> <p>2.a) Transfert : conformément à l'arrêté royal du 18 octobre 2001 relatif à la mobilité du personnel de certains services publics.</p> <p>2.b) Recrutement : selon les règles prévues selon les dispositions statutaires générales.</p>	

kolom 1	kolom 2
<p>« Niveau D Financieel medewerker 1. Verandering van graad : administratief medewerker laureaat van de proef over de beroepsbekwaamheid die toegang verleent tot de graad van financieel medewerker. 2. Mutatie in de zin van artikel 25quinquies : geslaagd zijn voor de proef over de beroepsbekwaamheid georganiseerd ten behoeve van de administratie waar de betrekking te begeven is. 3. Overplaatsing : ambtenaar bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 18 oktober 2001 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten : - de voorwaarden vastgesteld in artikel 4, § 1, van hetzelfde koninklijk besluit vervullen; - geslaagd zijn voor de proef over de beroepsbekwaamheid georganiseerd ten behoeve van de administratie waar de betrekking te begeven is. Fiscale administraties : tewerkstelling van ambtenaren gedetacheerd uit de buitendiensten</p>	<p>A. De proef over de beroepsbekwaamheid toetst de specifieke competenties vereist voor de functie. B. Om te slagen moeten de kandidaten ten minste 60 % van de punten behalen. Zij behouden onbeperkt het voordeel van hun uitslag. C. De rangschikking van de kandidaten bedoeld in kolom 1, sub 1, gebeurt als volgt : 1° de laureaat van de proef over de beroepsbekwaamheid die toegang verleent tot de graad van financieel medewerker waarvan het proces-verbaal op de verst afgelegde datum werd afgesloten; 2° onder geslaagden van eenzelfde selectie, de ambtenaar met de grootste graadanciënniteit; 3° bij gelijke graadanciënniteit, de ambtenaar met de grootste dienstanciënniteit; 4° bij gelijke dienstanciënniteit, de oudste ambtenaar.</p>
<p>Administratief medewerker 1. Mutatie in de zin van artikel 25quinquies. 2. a) Overplaatsing : overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 oktober 2001 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten; 2. b) Werving : volgens de regels bepaald bij de algemene statutaire beschikkingen. Fiscale administraties : tewerkstelling van ambtenaren gedetacheerd uit de buitendiensten.</p>	
<p>Technisch medewerker 1. Mutatie in de zin van artikel 25quinquies. Voor een mutatie naar de Koninklijke Munt van België : proef over de beroepsbekwaamheid. 2.a. Overplaatsing : overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 oktober 2001 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten; 2.b. Werving : volgens de regels bepaald bij de algemene statutaire beschikkingen.</p>	

**Art. 116.** A l'annexe I<sup>er</sup> du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 et modifiée par les arrêtés royaux des 17 juin 1999 et 5 juillet 1999, la rubrique « rang 42 » est abrogée.

**Art. 117.** A l'annexe II du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 et modifiée par les arrêtés royaux des 17 juin 1999 et 5 juillet 1999, rubrique « rang 13 », Directeur d'administration fiscale, colonne 2 sous A, les mots « de l'article 11, 4° » sont remplacés par les mots « de l'article 11, 3° ».

**Art. 118.** A l'annexe II, du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 et modifiée par les arrêtés royaux des 17 juin 1999 et 5 juillet 1999, rubrique « rang 10 », sous le grade d'inspecteur principal d'administration fiscale, les dispositions de la colonne 1 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« 1.a) Changement de grade : inspecteur d'administration fiscale :

— être lauréat de l'épreuve de qualification professionnelle donnant accès au grade d'inspecteur principal d'administration fiscale ou de la sélection comparative d'accession au grade d'inspecteur principal d'administration fiscale;

— pour la participation à l'épreuve de qualification professionnelle donnant accès au grade d'inspecteur principal d'administration fiscale : avoir suivi avec fruit les cours de fiscalité ou de technologie organisés par l'administration. Sont dispensés de cette condition, les agents lauréats soit d'une sélection donnant accès aux grades rayés de vérificateur principal ou de géomètre-expert des finances, soit de l'épreuve de qualification professionnelle donnant accès au grade d'expert fiscal, organisées pour la même administration ou secteur que l'épreuve de qualification professionnelle susmentionnée;

— compter au moins une ancienneté de trois ans dans les grades suivants : inspecteur d'administration fiscale, expert fiscal, expert financier et administratif (grade supprimé) ou expert financier et I.C.T. (grade supprimé).

1.b) Accession au niveau supérieur : expert fiscal, expert financier et administratif (grade supprimé) et par mesure transitoire, expert financier et I.C.T. (grade supprimé) précédemment titulaire du grade rayé d'analyste de programmation des finances, nommé à ce grade en application des articles 5 et 18 de l'arrêté royal du 17 juin 1999 relatif au personnel informatique du Ministère des Finances :

— sélection comparative d'accession au grade d'inspecteur principal d'administration fiscale. La sélection comparative d'accession est réservée à l'expert fiscal, à l'expert financier et administratif (grade supprimé), à l'expert financier ou à l'expert fiscal adjoint (grade supprimé), lauréat d'une des épreuves techniques visées à l'article 16quater ou titulaire du brevet visé à l'article 14, § 2, 1° de l'arrêté royal

**Art. 116.** In bijlage I, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juni 1999 en 5 juli 1999, wordt de rubriek « rang 42 » opgeheven.

**Art. 117.** In bijlage II, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juni 1999 en 5 juli 1999, worden in de rubriek « rang 13 », Directeur bij een fiscaal bestuur, kolom 2, sub A, de woorden « van artikel 11, 4° » vervangen door de woorden « van artikel 11, 3° ».

**Art. 118.** In bijlage II, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juni 1999 en 5 juli 1999, worden in de rubriek « rang 10 » onder de graad van eerstaanwendend inspecteur bij een fiscaal bestuur de bepalingen in kolom 1 vervangen als volgt :

« 1.a) Verandering van graad : inspecteur bij een fiscaal bestuur :

— laureaat zijn van de proef over de beroepsbekwaamheid die toegang verleent tot de graad van eerstaanwendend inspecteur bij een fiscaal bestuur of van de vergelijkende selectie voor overgang naar de graad van eerstaanwendend inspecteur bij een fiscaal bestuur;

— voor deelname aan de proef over de beroepsbekwaamheid die toegang verleent tot de graad van eerstaanwendend inspecteur bij een fiscaal bestuur met vrucht de cursussen over fiscaliteit of technologie gevolgd hebben, die ingericht worden door de administratie; van die voorwaarde worden vrijgesteld de ambtenaren die geslaagd zijn voor een selectie die toegang verleent tot de geschrapte graden van eerstaanwendend verificateur of landmeter-expert van financiën, hetzij voor de proef over de beroepsbekwaamheid die toegang verleent tot de graad van fiscaal deskundige, die voor dezelfde administratie of sector werd ingericht;

— een gecumuleerde anciënniteit van minstens drie jaar tellen in de graden van inspecteur bij een fiscaal bestuur, fiscaal deskundige of financieel en administratief deskundige (afgeschafte graad) of financieel en ICT-deskundige (afgeschafte graad).

1.b) Overgang naar het hogere niveau : fiscaal deskundige, financieel en administratief deskundige (afgeschafte graad) en bij overgangsmaatregel de financieel en ICT-deskundige voorheen titularis van de geschrapte graad van programmeringsanalist bij financiën, die bij toepassing van de artikelen 5 en 18 van het koninklijk besluit betreffende het informaticapersoneel van het Ministerie van Financiën benoemd werd tot deze graad :

— vergelijkende selectie voor overgang naar de graad van eerstaanwendend inspecteur bij een fiscaal bestuur. De vergelijkende selectie voor overgang is voorbehouden aan de fiscaal deskundige, financieel en administratief deskundige (afgeschafte graad) en de financieel deskundige of adjunct-fiscaal deskundige (afgeschafte graad) die geslaagd is voor één van de technische proeven bedoeld in artikel

du 22 décembre 2000 concernant la sélection et la carrière des agents de l'Etat. A titre transitoire, peut également participer à cette sélection comparative l'expert financier et I.C.T. précédemment nommé au grade d'analyste de programmation en application des articles 5 et 18 de l'arrêté royal du 17 juin 1999 relatif au personnel informatique du Ministère des Finances.

Ces conditions doivent être remplies lors de l'inscription aux épreuves techniques visées à l'article 16<sup>quater</sup> donnant accès à la sélection comparative d'accession;

— compter au moins une ancienneté de trois ans dans les grades d'expert fiscal, d'expert financier et administratif (grade supprimé) ou d'expert financier et I.C.T. (grade supprimé).

## 2. Mutation au sens de l'article 25<sup>quinquies</sup> :

— épreuve de qualification professionnelle et être lauréat des quatre épreuves techniques visées à l'article 16<sup>quater</sup>.

— pour pouvoir participer à l'épreuve de qualification professionnelle : avoir suivi avec fruit les cours organisés par l'administration.

## 3. Transfert : agent visé à l'article 2 de l'arrêté royal du 18 octobre 2001 relatif à la mobilité du personnel de certains services publics :

— remplir les conditions fixées à l'article 4 § 1<sup>er</sup> du même arrêté;

— épreuve de qualification professionnelle et être lauréat des quatre épreuves techniques visées à l'article 16<sup>quater</sup>;

— pour pouvoir participer à l'épreuve de qualification professionnelle : avoir suivi avec fruit les cours organisés par l'administration. ».

**Art. 119.** A l'annexe II, du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 et modifiée par les arrêtés royaux des 17 juin 1999 et 5 juillet 1999, rubrique « rang 10 », sous le grade d'inspecteur principal d'administration fiscale, colonne 2 sont apportées les modifications suivantes :

1° le point A est abrogé;

2° dans les dispositions particulières mentionnées au point B, les mots « vérificateur principal, de géomètre-expert des finances ou d'inspecteur d'administration fiscale » sont remplacés par les mots « inspecteur d'administration fiscale, expert fiscal ou expert financier et administratif (grade supprimé) »;

3° dans les dispositions particulières mentionnées au point C, les mots « ou du concours d'accession ou de l'épreuve de qualification professionnelle » sont remplacés par les mots « ou de la sélection comparative d'accession ou de l'épreuve de qualification professionnelle »;

4° dans les dispositions particulières mentionnées au point D, 1° et 2°, les mots « dans un grade du rang 28 » sont à chaque fois remplacés par les mots « dans les grades d'expert fiscal ou d'expert financier et administratif (grade supprimé) ou d'expert financier et I.C.T. (grade supprimé) »;

5° dans les dispositions particulières mentionnées au point G, les mots « de l'article 11, 4° » sont remplacés par les mots « de l'article 11, 3° ».

**Art. 120.** A l'annexe II du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 et modifiée par les arrêtés royaux des 17 juin 1999 et 5 juillet 1999, rubrique « rang 10 », sous le grade d'inspecteur d'administration fiscale, la colonne 1 est remplacée par les dispositions suivantes :

« 1. Accession au niveau supérieur : agent du niveau B, lauréat de la sélection comparative d'accession au grade d'inspecteur principal d'administration fiscale.

16<sup>quater</sup> of houder is van het brevet bepaald in artikel 14, § 2, 1°, van het koninklijk besluit van 22 december 2000 betreffende de selectie en de loopbaan van het rijkspersoneel. Bij wege van overgangsmaatregel mogen de financieel en ICT-deskundige voorheen benoemd in de graad van programmeringsanalist bij financiën, bij toepassing van de artikelen 5 en 18 van het koninklijk besluit van 17 juni 1999 betreffende het informaticapersoneel van het Ministerie van Financiën, eveneens deelnemen aan deze vergelijkende selectie voor overgang.

Deze voorwaarden moeten vervuld zijn op het moment van de inschrijving voor de in artikel 16<sup>quater</sup> bedoelde technische proeven die toegang geven tot de vergelijkende selectie voor overgang :

— een gecumuleerde anciënniteit van ten minste drie jaar tellen in de graden van fiscaal deskundige of financieel en administratief deskundige (afgeschafte graad) of financieel en ICT-deskundige (afgeschafte graad).

## 2. Mutatie in de zin van artikel 25<sup>quinquies</sup> :

— proef over de beroepsbekwaamheid en geslaagd zijn voor de vier technische proeven bedoeld in artikel 16<sup>quater</sup>;

— om te kunnen deelnemen aan de proef over de beroepsbekwaamheid, met vrucht de cursussen georganiseerd door de administratie gevolgd hebben.

## 3. Overplaatsing : ambtenaar bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 18 oktober 2001 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten :

— de voorwaarden vastgesteld in artikel 4, § 1, van hetzelfde besluit vervullen;

— proef over de beroepsbekwaamheid en geslaagd zijn voor de vier technische proeven bedoeld in artikel 16<sup>quater</sup>;

— om te kunnen deelnemen aan de proef over de beroepsbekwaamheid, met vrucht de cursussen georganiseerd door de administratie gevolgd hebben. ».

**Art. 119.** In bijlage II, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juni 1999 en 5 juli 1999, worden in de rubriek « rang 10 » onder de graad van eerststaanwend inspecteur bij een fiscaal bestuur, in kolom 2 volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt A wordt opgeheven;

2° in de bijzondere bepalingen vermeld onder punt B worden de woorden « eerststaanwend verificateur, van landmeter-expert van financiën of van inspecteur bij een fiscaal bestuur » vervangen door de woorden « inspecteur bij een fiscaal bestuur, fiscaal deskundige of financieel en administratief deskundige (afgeschafte graad) »;

3° in de bijzondere bepalingen vermeld onder punt C worden de woorden « of van het vergelijkend overgangsexamen of van de proef over de beroepsbekwaamheid » vervangen door de woorden »of de vergelijkende selectie voor overgang of van de proef over de beroepsbekwaamheid »;

4° in de bijzondere bepalingen vermeld onder punt D, 1° en 2°, worden telkens de woorden « in een graad van rang 28 » vervangen door de woorden « in de graden van fiscaal deskundige of financieel en administratief deskundige (afgeschafte graad) of financieel en ICT-deskundige (afgeschafte graad) »;

5° in de bijzondere bepalingen vermeld onder punt G, 1°, worden de woorden »van artikel 11, 4° » vervangen door de woorden « van artikel 11, 3° ».

**Art. 120.** In bijlage II, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juni 1999 en 5 juli 1999, onder de rubriek « rang 10 », inspecteur bij een fiscaal bestuur, worden de bepalingen van kolom 1 vervangen als volgt :

« 1. Overgang naar het hogere niveau : ambtenaar van niveau B, laureaat van de vergelijkende selectie voor overgang naar de graad van eerststaanwend inspecteur bij een fiscaal bestuur.

2. Accession au niveau supérieur selon les règles prévues par les dispositions statutaires générales.

3. Mutation au sens de l'article 25quinquies : avoir suivi avec fruit les cours de fiscalité ou de technologie organisés par l'administration.

4.a) Transfert : agent visé à l'article 2 de l'arrêté royal du 18 octobre 2001 relatif à la mobilité du personnel de certains services publics :

— remplir les conditions fixées à l'article 4 § 1<sup>er</sup> du même arrêté;

— avoir suivi avec fruit les cours de fiscalité ou de technologie organisés par l'administration;

4.b) Recrutement selon les règles prévues par les dispositions statutaires générales : les stagiaires ne peuvent être nommés à titre définitif au grade d'inspecteur d'administration fiscale qu'à condition d'avoir suivi avec fruit les cours de fiscalité ou de technologie organisés par l'administration ».

**Art. 121.** A l'annexe II du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 et modifiée par les arrêtés royaux des 17 juin 1999 et 5 juillet 1999, à la rubrique « rang 10 », sous le grade d'inspecteur d'administration fiscale, à la colonne 2, après le point B, le point C est ajouté : « Le fonctionnaire chargé de la direction générale de l'administration où l'emploi est à pourvoir ou le fonctionnaire qu'il a mandaté peut dispenser les candidats visés à la colonne 1, n° d'ordre 3, de l'entière ou d'une partie des cours de fiscalité ou de technologie. ».

**Art. 122.** A l'annexe II du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 et modifiée par les arrêtés royaux des 17 juin 1999 et 5 juillet 1999, la rubrique « rang 28 » est remplacée par les dispositions suivantes :

2. Overgang naar het hogere niveau volgens de regels bepaald bij de algemene statutaire beschikkingen.

3. Mutatie in de zin van artikel 25quinquies : met vrucht de cursussen over fiscaliteit of technologie georganiseerd door de administratie gevolgd hebben.

4.a) Overplaatsing : ambtenaar bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 18 oktober 2001 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten :

— de voorwaarden vastgesteld in artikel 4, § 1, van hetzelfde besluit vervullen;

— met vrucht de cursussen over fiscaliteit of technologie gevolgd hebben, die ingericht worden door de administratie;

4. b) Werving volgens de regels bepaald bij de algemene statutaire beschikkingen : de stagiairs kunnen slechts vast benoemd worden tot de graad van inspecteur bij een fiscaal bestuur mits zij met vrucht de cursussen over fiscaliteit of technologie gevolgd hebben, die ingericht worden door de administratie.

**Art. 121.** In bijlage II, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juni 1999 en 5 juli 1999, onder de rubriek « rang 10 », inspecteur bij een fiscaal bestuur, wordt in kolom 2, na sub B het punt C toegevoegd : « C. De ambtenaar belast met de algemene leiding van de administratie waar de betrekking te begeben is of de door hem gemachtigde ambtenaar kan de kandidaten bedoeld in kolom 1, volgnummer 3, geheel of gedeeltelijk vrijstellen van de cursussen over fiscaliteit of technologie.

**Art. 122.** In bijlage II, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juni 1999 en 5 juli 1999, wordt de rubriek « rang 28 » vervangen door de volgende bepalingen :

colonne 1	colonne 2
<p>Niveau B Expert fiscal</p> <p>1. Changement de grade : expert financier et administratif (grade supprimé), lauréat d'une sélection d'avancement au grade de géomètre-expert des finances ou de vérificateur principal organisée pour les besoins d'une administration fiscale;</p> <p>2.a) Changement de grade : expert financier ou expert fiscal adjoint (grade supprimé), lauréat d'une épreuve de qualification professionnelle donnant accès au grade d'expert fiscal;</p> <p>A l'administration des douanes et accises, la participation à l'examen d'avancement au grade de vérificateur principal est réservée aux candidats ayant suivi avec fruit les cours de vérification organisés à leur intention par l'administration.</p> <p>2.b) Accession au niveau supérieur : assistant financier, assistant financier adjoint (grade supprimé) ou chef administratif (grade supprimé) lauréat de la sélection d'accès au grade d'expert fiscal;</p> <p>3. Mutation au sens de l'article 25quinquies : être lauréat de l'épreuve de qualification professionnelle organisée pour les besoins de l'administration où l'emploi est à pourvoir.</p> <p>4. Transfert : agent visé à l'article 2 de l'arrêté royal du 18 octobre 2001 relatif à la mobilité du personnel de certains services publics :</p> <p>- remplir les conditions fixées à l'article 4 § 1<sup>er</sup> du même arrêté;</p> <p>- être lauréat de l'épreuve de qualification professionnelle organisée pour les besoins de l'administration où l'emploi est à pourvoir.</p>	<p>A. Les dispositions relatives aux mutations sont d'application au changement de grade visé à la colonne 1 sous le point 1.</p> <p>B. L'épreuve de qualification professionnelle correspond avec la partie spécifique ou les parties spécifiques de la sélection comparative d'accès au grade d'expert fiscal.</p> <p>C. Pour réussir les candidats doivent obtenir au moins 60 % des points sur l'ensemble de sélection comparative ou de l'épreuve de qualification professionnelle et si elle comporte plusieurs parties, 50 % des points à chacune d'entre elles. Ils conservent de manière illimitée le bénéfice de leur réussite.</p> <p>D. La ou les parties spécifiques de la sélection comparative d'accès au grade d'expert fiscal et l'épreuve de qualification professionnelle font l'objet d'une seule et même organisation.</p> <p>E. Le classement des candidats visés à la colonne 1, sous 1.a,b et c, s'établit comme suit :</p> <p>1° le lauréat de la sélection ou de l'épreuve de qualification dont le procès-verbal a été clôturé à la date la plus ancienne;</p> <p>2° entre lauréats d'une sélection ou d'une épreuve de qualification professionnelle clôturés à la même date, le lauréat ayant obtenu le plus grand nombre de points à la ou les épreuves particulières;</p> <p>3° entre lauréats ayant obtenu le même nombre de points :</p> <p>a) l'agent qui compte la plus grande ancienneté cumulée dans les niveaux B, 2+, C ou 2;</p> <p>b) à égalité entre les agents visés au a), le candidat qui compte la plus grande ancienneté de service;</p> <p>c) à égalité d'ancienneté de service, l'agent le plus âgé.</p> <p>F. A l'administration du cadastre et à l'administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des Domaines, secteur Enregistrement et Domaines, certains emplois peuvent être réservés à des candidats qui sont porteurs du diplôme de géomètre-expert immobilier;</p> <p>G. A l'administration des douanes et accises, la sélection d'accès ou l'épreuve de qualification professionnelle peut comprendre entre autres une épreuve sur la physique et la chimie.</p> <p>H. Par dérogation à l'article 16 de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 concernant la sélection et la carrière des agents de l'Etat, les lauréats d'une sélection comparative d'accès au grade d'expert fiscal conservent de manière illimitée le bénéfice de leur résultat.</p>
<p>Expert financier</p> <p>1. Accession au niveau supérieur selon les règles prévues dans les dispositions statutaires générales.</p> <p>2. Mutation au sens de l'article 25quinquies</p> <p>3.a) Transfert : conformément à l'arrêté royal du 18 octobre 2001 relatif à la mobilité du personnel de certains services publics</p> <p>3.b) Recrutement : selon les règles prévues dans les dispositions statutaires générales.</p>	<p>A. Le classement des candidats visés dans la colonne 1, sous 1, s'établit comme suit :</p> <p>1° le lauréat de la sélection comparative d'accès au grade d'expert financier dont le procès-verbal est clôturé à la date la plus ancienne;</p> <p>2° entre lauréats d'une même sélection comparative, le lauréat ayant obtenu le plus grand nombre de points;</p> <p>3° entre lauréats ayant obtenu le plus grand nombre de points :</p> <p>a) l'agent qui compte la plus grande ancienneté de grade;</p> <p>b) à égalité d'ancienneté de grade, l'agent qui compte la plus grande ancienneté de service;</p> <p>c) à égalité d'ancienneté de service, l'agent le plus âgé. ».</p> <p>B. A l'administration du cadastre et à l'administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines, secteur enregistrement et domaines, certains emplois peuvent être réservés à des candidats qui sont porteurs du diplôme de géomètre-expert immobilier.</p>

kolom 1	kolom 2
<p>« Niveau B Fiscaal deskundige 1. Verandering van graad : financieel en administratief deskundige (afgeschafte graad), laureaat van een selectie voor verhoging tot de graad van landmeter-expert van financiën of eerstaanwendend verificateur georganiseerd voor de behoeften van een fiscale administratie; 2.a) Verandering van graad : financieel deskundige of adjunct-fiscaal deskundige (afgeschafte graad), laureaat van een proef over de beroepsbekwaamheid die toegang verleent tot de graad van fiscaal deskundige; Bij de Administratie der douane en accijnzen is de deelname aan de proef voorbehouden aan de kandidaten die met vrucht de verificatiecursussen hebben gevolgd, die te hunner intentie door de administratie worden ingericht. 2.b) Overgang naar het hogere niveau : financieel assistent, adjunct-financieel assistent (afgeschafte graad) of bestuurschef (afgeschafte graad), laureaat van de selectie voor overgang naar de graad van fiscaal deskundige. 3. Mutatie in de zin van artikel 25quinquies : geslaagd zijn voor de proef over de beroepsbekwaamheid georganiseerd ten behoeve van de administratie waar de betrekking te begeven is. 4. Overplaatsing : ambtenaar bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 18 oktober 2001 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten : - de voorwaarden vastgesteld in artikel 4, § 1, van hetzelfde koninklijk besluit vervullen; - geslaagd zijn voor de proef over de beroepsbekwaamheid georganiseerd ten behoeve van de administratie waar de betrekking te begeven is.</p>	<p>A. Op de in kolom 1, sub 1, bedoelde verandering van graad zijn de bepalingen betreffende de mutaties van toepassing. B. De proef over de beroepsbekwaamheid stemt overeen met het bijzonder gedeelte of de meerdere bijzondere gedeelten van de vergelijkende selectie voor overgang naar de graad van fiscaal deskundige. C. Om te slagen moeten de kandidaten ten minste 60% van de punten behalen voor het bijzonder gedeelte en zo dit uit meerdere delen bestaat, dient bijkomend op elk deel 50 % van de punten te worden behaald. Zij behouden onbeperkt het voordeel van hun uitslag. D. Het bijzonder gedeelte of de meerdere bijzondere gedeelten van de vergelijkende selectie voor overgang naar de graad van fiscaal deskundige en de proef over de beroepsbekwaamheid maken het voorwerp uit van één en dezelfde organisatie. E. De rangschikking van de kandidaten bedoeld in kolom 1, sub 1, a, b en c, gebeurt als volgt : 1° de laureaat van een selectie of proef over de beroepsbekwaamheid, waarvan het proces-verbaal op de verst afgelegde datum werd afgesloten; 2° onder laureaten van een selectie of proef over de beroepsbekwaamheid die werd afgesloten op dezelfde datum, de laureaat die de meeste punten behaalde voor het bijzondere gedeelte of de bijzondere gedeelten; 3° onder laureaten die hetzelfde aantal punten behaalden : a) de ambtenaar met de grootste gecumuleerde anciënniteit in de niveaus B, 2+, C of 2; b) bij gelijkheid tussen de ambtenaren bedoeld in a), de kandidaat met de grootste dienstanciënniteit; c) bij gelijke dienstanciënniteit, de oudste ambtenaar. F. Bij de Administratie van het kadaster en de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, sector registratie en domeinen kunnen betrekkingen voorbehouden worden aan de kandidaten die houder zijn van het diploma van meetkundige-schatter van onroerende goederen. G. Bij de Administratie der douane en accijnzen mag de proef over de beroepsbekwaamheid of de selectie voor overgang onder meer een proef over natuurkunde en scheikunde omvatten. H. In afwijking van artikel 16 van het koninklijk besluit van 22 december 2000 betreffende de selectie en de loopbaan van het rijkspersoneel, behouden de laureaten van een vergelijkende selectie voor overgang naar de graad van fiscaal deskundige onbeperkt het voordeel van hun uitslag.</p>
<p>Financieel deskundige 1. Overgang naar het hogere niveau volgens de regels bepaald bij de algemene statutaire beschikkingen. 2. Mutatie in de zin van artikel 25quinquies. 3. a) Overplaatsing : overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 oktober 2001 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten; 3. b) Werving : volgens de regels bepaald bij de algemene statutaire beschikkingen.</p>	<p>A. De rangschikking van de kandidaten bedoeld in kolom 1, sub 1 gebeurt als volgt : 1° de laureaat van de vergelijkende selectie voor overgang die toegang verleent tot de graad van financieel deskundige waarvan het proces-verbaal op de verst afgelegde datum werd afgesloten; 2° onder laureaten van eenzelfde vergelijkende selectie de laureaat die de meeste punten behaalde; 3° onder laureaten die hetzelfde aantal punten behaalden : a) de ambtenaar met de grootste graadanciënniteit; b) bij gelijke graadanciënniteit; de ambtenaar met de grootste dienstanciënniteit; c) bij gelijke dienstanciënniteit, de oudste ambtenaar. ». B. Bij de Administratie van het kadaster en de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, sector registratie en domeinen, kunnen betrekkingen voorbehouden worden aan de kandidaten die houder zijn van het diploma van meetkundige-schatter van onroerende goederen.</p>

**Art. 123.** A l'annexe II du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 et modifiée par les arrêtés royaux des 17 juin 1999 et 5 juillet 1999, la rubrique « rang 26 » est abrogée.

**Art. 124.** A l'annexe II du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 et modifiée par les arrêtés royaux des 17 juin 1999 et 5 juillet 1999, la rubrique « rang 22 » est abrogée.

**Art. 123.** In bijlage II, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juni 1999 en 5 juli 1999, wordt de rubriek « rang 26 » opgeheven.

**Art. 124.** In bijlage II, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juni 1999 en 5 juli 1999, wordt de rubriek « rang 22 » opgeheven.



**Art. 125.** A l'annexe II du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 et modifiée par les arrêtés royaux des 17 juin 1999 et 5 juillet 1999, la rubrique « rang 20 » est remplacée par les dispositions suivantes :

**Art. 125.** In bijlage II, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juni 1999 en 5 juli 1999, wordt de rubriek « rang 20 » vervangen door de volgende bepalingen :

colonne 1	colonne 2
<p>« Niveau C            Assistant financier            1.a) Changement de grade : assistant administratif ou assistant financier adjoint (grade supprimé), lauréat de l'épreuve de qualification donnant accès au grade d'assistant financier.            1.b) Accession niveau supérieur : collaborateur financier lauréat de la sélection comparative d'accession au grade d'assistant financier.            2. Mutation au sens de l'article 25quinquies : lauréat de l'épreuve de qualification professionnelle donnant accès au grade d'assistant financier organisée pour les besoins de l'administration où l'emploi est à pourvoir.            3. Transfert : agent visé à l'article 2 de l'arrêté royal du 18 octobre 2001 relatif à la mobilité du personnel de certains services publics :            - remplir les conditions fixées à l'article 4, § 1<sup>er</sup> du même arrêté;            - être lauréat de l'épreuve de qualification professionnelle organisée pour les besoins de l'administration où l'emploi est à pourvoir.</p>	<p>A. La sélection comparative d'accession au grade d'assistant financier consiste en une seule épreuve composée d'une ou plusieurs parties portant sur des matières particulières permettant de tester les compétences spécifiques requises pour la fonction.            B. L'épreuve de qualification professionnelle porte sur des matières particulières permettant de tester les compétences spécifiques requises pour la fonction.            C. La sélection comparative d'accession au grade d'assistant financier et l'épreuve de qualification professionnelle font l'objet d'une seule et même organisation. Pour réussir, les candidats doivent au moins obtenir 60% des points sur l'ensemble de la sélection comparative ou de l'épreuve de qualification professionnelle et si elle comporte plusieurs parties, 50% des points à chacune d'entre elles. Ils conservent de manière illimitée le bénéfice de leur réussite.            D. Le classement des candidats visés à la colonne 1, sous 1.a et 1.b s'établit comme suit :            1° le lauréat de la sélection comparative d'accession donnant accès au grade d'assistant financier ou de l'épreuve de qualification professionnelle dont le procès-verbal a été clôturé à la date la plus ancienne;            2° entre lauréats d'une sélection comparative ou épreuve de qualification professionnelle clôturées à la même date, le lauréat qui a obtenu le plus de points au total des différentes parties;            3° entre lauréats ayant obtenu le même nombre de points :            a) l'agent comptant la plus grande ancienneté cumulée dans les niveaux C et D;            b) à égalité entre les candidats repris sous a), l'agent comptant la plus grande ancienneté de service;            c) à égalité d'ancienneté de service, l'agent le plus âgé.            E. Par mesure transitoire, l'assistant administratif ou l'assistant financier adjoint (grade supprimé), lauréat d'un examen de promotion à un grade de rang 34 ou d'un examen d'avancement barémique à l'échelle 30S2 ou d'un examen d'avancement au grade de chef de section des finances mais qui n'a pas été nommé à un des grades susvisés ou qui n'a pas été rétribué dans l'échelle 30S2 est censé avoir réussi l'épreuve de qualification professionnelle donnant accès au grade d'assistant financier.            Pour l'application de l'alinéa précédent, il n'est pas tenu compte des examens d'avancement aux grades de chef opérateur-mécanographe 1ère classe ou de chef opérateur-mécanographe 2ème classe.            Afin de pouvoir être nommé au grade d'assistant financier, il doit postuler un emploi vacant. Il ne peut faire valoir son droit au changement de grade qu'au plus tôt lors de la procédure de nomination à laquelle participent les lauréats de la première sélection comparative d'accession au grade d'assistant financier ou de la première épreuve de qualification professionnelle organisée pour les besoins de leur administration.            La date et les points de l'examen dont ils peuvent se prévaloir, sont pris en considération pour l'établissement de leur classement établi conformément au point D.            F. Administration des contributions directes :            Sauf dérogation accordée par le fonctionnaire chargé de la direction générale de l'administration, les mutations entre le service de la mécanographie et les autres services ne sont pas admises.            G. Par dérogation à l'article 16 de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 concernant la sélection et la carrière des agents de l'Etat, les lauréats d'une sélection comparative d'accession au grade d'assistant financier conservent de manière illimitée le bénéfice de leur résultat.</p>
<p>Assistant administratif            1. Accession au niveau supérieur suivant les règles prévues par les dispositions statutaires générales.            2. Mutation au sens de l'article 25quinquies            3.a) Transfert : conformément à l'arrêté royal du 18 octobre 2001 relatif à la mobilité du personnel de certains services publics;            3.b) Recrutement : suivant les règles prévues par les dispositions statutaires générales.</p>	<p>Le classement des candidats visés à la colonne 1, sous 1, s'établit comme suit :            1° le lauréat de la sélection comparative d'accession donnant accès au grade d'assistant administratif dont le procès-verbal a été clôturé à la date la plus ancienne;            2° entre lauréats d'une même sélection comparative, le lauréat qui a obtenu le plus de points;            3° entre lauréats ayant obtenu le même nombre de points :            a) l'agent comptant la plus grande ancienneté de niveau;            b) à égalité d'ancienneté de niveau, l'agent comptant la plus grande ancienneté de service;            c) à égalité d'ancienneté de service, l'agent le plus âgé. »</p>

kolom 1	kolom 2
<p>« Niveau C Financieel assistent 1.a) Verandering van graad : administratief assistent of adjunct-financieel assistent (afgeschafte graad), laureaat van de proef over de beroepsbekwaamheid die toegang verleent tot de graad van financieel assistent. 1.b) Overgang naar het hogere niveau : financieel medewerker laureaat van de vergelijkende selectie voor overgang naar de graad van financieel assistent. 2. Mutatie in de zin van artikel 25quinquies laureaat van de proef over de beroepsbekwaamheid die toegang verleent tot de graad van financieel assistent georganiseerd ten behoeve van de administratie waar de betrekking te begeven is. 3. Overplaatsing : ambtenaar bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 18 oktober 2001 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten : - de voorwaarden vastgesteld in artikel 4, § 1, van hetzelfde koninklijk besluit vervullen; - geslaagd zijn voor de proef over de beroepsbekwaamheid georganiseerd ten behoeve van de administratie waar de betrekking te begeven is.</p>	<p>A. De vergelijkende selectie voor overgang naar de graad van financieel assistent bestaat slechts uit één proef, bestaande uit één of meer delen met betrekking tot de specifieke competenties vereist voor de functie. B. De proef over de beroepsbekwaamheid toetst de specifieke competenties vereist voor de functie. C. De vergelijkende selectie voor overgang naar de graad van financieel assistent en de proef over de beroepsbekwaamheid maken het voorwerp uit van één en dezelfde organisatie. Om te slagen moeten de kandidaten ten minste 60% van de punten behalen voor de volledige vergelijkende selectie en zo zij uit meerdere gedeelten bestaat, dient bijkomend op elk deel minstens 50% van de punten te worden behaald. Zij behouden onbeperkt het voordeel van hun uitslag. D. De rangschikking van de kandidaten bedoeld in kolom 1, sub 1.a en 1, b, gebeurt als volgt : 1° de laureaat van de vergelijkende selectie voor overgang die toegang verleent tot de graad van financieel assistent of de proef over de beroepsbekwaamheid, waarvan het proces-verbaal op de verst afgelegde datum werd afgesloten; 2° onder laureaten van een vergelijkende selectie of proef over de beroepsbekwaamheid die werd afgesloten op dezelfde datum, de laureaat die de meeste punten behaalde voor het geheel van de verschillende delen; 3° onder laureaten die hetzelfde aantal punten behaalden : a) de ambtenaar met de grootste gecumuleerde niveauanciënniteit in de niveaus C en D; b) bij gelijkheid tussen de ambtenaren bedoeld in a), de ambtenaar met de grootste dienstanciënniteit; c) bij gelijke dienstanciënniteit, de oudste ambtenaar. » E. Bij wege van overgangsbepaling wordt de administratief assistent of adjunct-financieel assistent (afgeschafte graad) laureaat van een examen voor bevordering tot een graad van rang 34 of examen voor verhoging tot de weddenschaal 30S2 of voor verhoging tot de graad van sectiechef bij financiën geacht geslaagd te zijn voor de proef over de beroepsbekwaamheid die toegang verleent tot de graad van financieel assistent. Voor de toepassing van het vorige lid wordt geen rekening gehouden met de examens voor verhoging in de graden van hoofdoperateur-mechanograaf 1e klasse of hoofdoperateur-mechanograaf 2e klasse. Om te kunnen worden benoemd tot financieel assistent dienen zij een vacante betrekking te solliciteren, zij kunnen hun rechten op verandering van graad ten vroegste doen gelden bij de benoemingsprocedure waaraan de laureaten deelnemen van de eerste selectie voor overgang naar de graad van financieel assistent of de proef over de beroepsbekwaamheid die toegang verleent tot deze graad en georganiseerd werd voor de behoeften van hun administratie. Voor hun rangschikking overeenkomstig sub D worden de datum en de punten in aanmerking genomen van het examen waarop zij zich kunnen beroepen. F. Administratie der directe belastingen : Behoudens afwijking toegestaan door de ambtenaar belast met de algemene leiding van de administratie, zijn de mutaties tussen de mechanografische dienst en de andere diensten niet toegelaten. G. In afwijking van artikel 16 van het koninklijk besluit van 22 december 2000 betreffende de selectie en de loopbaan van het rijkspersoneel, behouden de laureaten van een vergelijkende selectie voor overgang naar de graad van financieel assistent onbeperkt het voordeel van hun uitslag.</p>
<p>Administratief assistent 1. Overgang naar het hogere niveau volgens de regels bepaald bij de algemene statutaire beschikkingen. 2. Mutatie in de zin van artikel 25quinquies. 3. a) Overplaatsing : overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 oktober 2001 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten; 3. b) Werving : volgens de regels bepaald bij de algemene statutaire beschikkingen.</p>	<p>De rangschikking van de kandidaten bedoeld in kolom 1, sub 1 gebeurt als volgt : 1° de laureaat van de vergelijkende selectie voor overgang die toegang verleent tot de graad van administratief deskundige waarvan het proces-verbaal op de verst afgelegde datum werd afgesloten; 2° onder laureaten van eenzelfde vergelijkende selectie de laureaat die de meeste punten behaalde; 3° onder laureaten die hetzelfde aantal punten behaalden : a) de ambtenaar met de grootste niveauanciënniteit; b) bij gelijke niveauanciënniteit, de ambtenaar met de grootste dienstanciënniteit; c) bij gelijke dienstanciënniteit, de oudste ambtenaar. »</p>

**Art. 126.** A l'annexe II du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 et modifiée par les arrêtés royaux des 17 juin 1999 et 5 juillet 1999, la rubrique « rang 32 » est abrogée.

**Art. 126.** In bijlage II, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juni 1999 en 5 juli 1999, wordt de rubriek « rang 32 » opgeheven.

**Art. 127.** A l'annexe II du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 et modifiée par les arrêtés royaux des 17 juin 1999 et 5 juillet 1999, la rubrique « rang 30 » est remplacée par les dispositions suivantes :

colonne 1	colonne 2
<p>« Niveau D Collaborateur financier 1. Changement de grade : collaborateur administratif, lauréat de l'épreuve de qualification professionnelle donnant accès au grade de collaborateur financier. 2. Mutation au sens de l'article 25quinquies : être lauréat de l'épreuve de qualification professionnelle organisée pour les besoins de l'administration où l'emploi est à pourvoir. 3. Transfert : agent visé à l'article 2 de l'arrêté royal du 18 octobre 2001 relatif à la mobilité du personnel de certains services publics : - remplir les conditions fixées à l'article 4 § 1<sup>er</sup> du même arrêté; - être lauréat de l'épreuve de qualification professionnelle organisée pour les besoins de l'administration où l'emploi est à pourvoir.</p>	<p>A. L'épreuve de qualification professionnelle porte sur les compétences spécifiques requises pour la fonction. B. Les candidats doivent au moins obtenir 60% des points pour réussir. Ils conservent de manière illimitée le bénéfice de leur réussite; C. Le classement des candidats visés à la colonne 1, sous 1, s'établit comme suit : 1° le lauréat de l'épreuve de qualification professionnelle donnant accès au grade de collaborateur financier dont le procès-verbal a été clôturé à la date la plus ancienne; 2° entre lauréats d'une même épreuve de qualification professionnelle, l'agent comptant la plus grande ancienneté de grade; 3° à égalité d'ancienneté de grade, l'agent comptant la plus grande ancienneté de service; 4° à égalité d'ancienneté de service, l'agent le plus âgé. D. Administration des contributions directes : Sauf dérogation accordée par le fonctionnaire chargé de la direction générale de l'administration, les mutations entre le service de la mécanographie et les autres services ne sont pas admises.</p>
<p>Collaborateur administratif 1. Changement de grade : collaborateur financier. 2. Mutation au sens de l'article 25quinquies. 3. a) Transfert : conformément à l'arrêté royal du 18 octobre 2001 relatif à la mobilité du personnel de certains services publics; 3. b) Recrutement : suivant les règles prévues par les dispositions statutaires générales.</p>	<p>Le classement des candidats visés à la colonne 1, sous 1, s'établit comme suit : 1° L'agent qui compte la plus grande ancienneté de grade; 2° à égalité d'ancienneté de grade, l'agent qui compte la plus grande ancienneté de service; 3° à égalité d'ancienneté de service, l'agent le plus âgé. B. Administration des contributions directes : Sauf dérogation accordée par le fonctionnaire chargé de la direction générale, les mutations entre le service de la mécanographie et les autres services ne sont pas admises.</p>
<p>Collaborateur technique 1. Mutation au sens de l'article 25quinquies. 2. a) Transfert : conformément à l'arrêté royal du 18 octobre 2001 relatif à la mobilité du personnel de certains services publics; 2. b) Recrutement : selon les règles prévues par les dispositions statutaires générales.</p>	

**Art. 127.** In bijlage II, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juni 1999 en 5 juli 1999, wordt de rubriek « rang 30 » vervangen door de volgende bepalingen :

kolom 1	kolom 2
<p>« Niveau D Financieel medewerker 1. Verandering van graad : administratief medewerker lauréat van de proef over de beroepsbekwaamheid die toegang verleent tot de graad van financieel medewerker. 2. Mutatie in de zin van artikel 25quinquies : geslaagd zijn voor de proef over de beroepsbekwaamheid georganiseerd ten behoeve van de administratie waar de betrekking te begeven is. 3. Overplaatsing : ambtenaar bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 18 oktober 2001 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten : - de voorwaarden vastgesteld in artikel 4, § 1, van hetzelfde koninklijk besluit vervullen; - geslaagd zijn voor de proef over de beroepsbekwaamheid georganiseerd ten behoeve van de administratie waar de betrekking te begeven is.</p>	<p>A. De proef over de beroepsbekwaamheid toetst de specifieke competenties vereist voor de functie. B. Om te slagen moeten de kandidaten ten minste 60% van de punten behalen. Zij behouden onbeperkt het voordeel van hun uitslag. C. De rangschikking van de kandidaten bedoeld in kolom 1, sub 1, gebeurt als volgt : 1° de lauréat van de proef over de beroepsbekwaamheid die toegang verleent tot de graad van financieel medewerker waarvan het proces-verbaal op de verst afgelegen datum werd afgesloten; 2° onder geslaagden van eenzelfde selectie, de ambtenaar met de grootste graadanciënniteit; 3° bij gelijke graadanciënniteit, de ambtenaar met de grootste dienstanciënniteit; 4° bij gelijke dienstanciënniteit, de oudste ambtenaar. D. Administratie der directe belastingen : Behoudens afwijking toegestaan door de ambtenaar belast met de algemene leiding van de administratie, zijn de mutaties tussen de mechanografische dienst en de andere diensten niet toegelaten.</p>
<p>Administratief medewerker 1. Verandering van graad : financieel medewerker. 2. Mutatie in de zin van artikel 25quinquies. 3. a) Overplaatsing : overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 oktober 2001 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten; 3. b) Werving : volgens de regels bepaald bij de algemene statutaire beschikkingen.</p>	<p>A. De rangschikking van de kandidaten bedoeld in kolom 1, sub 1, gebeurt als volgt : 1° de ambtenaar met de grootste graadanciënniteit; 2° bij gelijke graadanciënniteit, de ambtenaar met de grootste dienstanciënniteit; 3° bij gelijke dienstanciënniteit, de oudste ambtenaar. B. Administratie der directe belastingen : Behoudens afwijking toegestaan door de ambtenaar belast met de algemene leiding van de administratie, zijn de mutaties tussen de mechanografische dienst en de andere diensten niet toegelaten.</p>
<p>Technisch medewerker 1. Mutatie in de zin van artikel 25quinquies. 2. a) Overplaatsing : overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 oktober 2001 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten; 2. b) Werving : volgens de regels bepaald bij de algemene statutaire beschikkingen. ».</p>	

**Art. 128.** A l'annexe II du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 et modifiée par les arrêtés royaux des 17 juin 1999 et 5 juillet 1999, la rubrique « rang 42 » est abrogée.

**Art. 128.** In bijlage II, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juni 1999 en 5 juli 1999, wordt de rubriek « rang 42 » opgeheven.

**Art. 129.** A l'annexe II du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 et modifiée par les arrêtés royaux des 17 juin 1999 et 5 juillet 1999, les dispositions concernant les laboratoires des douanes et accises sont remplacées par les dispositions suivantes :

Colonne 1	Colonne 2
Rang 13 Premier chimiste aviseur Avancement de grade : chimiste aviseur : compter au moins 9 ans d'ancienneté de grade.	
Rang 10 Chimiste aviseur a) Transfert : conformément à l'arrêté royal du 18 octobre 2001 relatif à la mobilité du personnel de certains services publics; b) Recrutement : selon les règles prévues par les dispositions statutaires générales.	
Niveau B Expert technique a) Transfert : conformément à l'arrêté royal du 18 octobre 2001 relatif à la mobilité du personnel de certains services publics; b) Recrutement : selon les règles prévues par les dispositions statutaires générales. ».	

**Art. 129.** In bijlage II, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juni 1999 en 5 juli 1999, worden de bepalingen met betrekking tot het laboratorium der douane en accijnzen vervangen door de volgende bepalingen :

kolom 1	kolom 2
« Rang 13 : Eerste scheikundig adviseur Verhoging in graad : scheikundig adviseur : minstens negen jaar graadanciënniteit tellen.	
Rang 10 Scheikundig adviseur a. Overplaatsing : overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 oktober 2001 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten; b. Werving : volgens de regels bepaald bij de algemene statutaire beschikkingen.	
Niveau B Technisch deskundige a. Overplaatsing : overeenkomstig het koninklijk besluit 18 oktober 2001 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten; b. Werving : volgens de regels bepaald bij de algemene statutaire beschikkingen. ».	

**Art. 130.** L'annexe III du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 et modifiée par l'arrêté royal du 5 juillet 1999, est abrogée.

**Art. 131.** L'annexe V du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> mars 1998, est remplacée par l'annexe 2 du présent arrêté.

**Art. 132.** L'annexe VII du même arrêté, insérée par l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> mars 1998 est abrogée.

**Section II.** — Modifications à l'arrêté royal du 29 octobre 1971 fixant le règlement organique du Ministère des Finances, ainsi que les dispositions particulières y assurant l'exécution du Statut des agents de l'Etat, applicables à l'Administration des pensions du Ministère des Finances

**Art. 133.** L'intitulé de l'arrêté royal du 29 octobre 1971 fixant le règlement organique du Ministère des Finances, ainsi que les dispositions particulières y assurant l'exécution du Statut des agents de l'Etat est remplacé par : « Arrêté royal du 29 octobre 1971 fixant le règlement organique du Ministère des Finances, Administration des pensions ainsi que les dispositions particulières y assurant l'exécution du Statut des agents de l'Etat ».

**Art. 134.** L'article 1<sup>er</sup> du même arrêté modifié par les arrêtés royaux des 15 mars 1977, 14 novembre 1978, 16 janvier 1985, 21 mars 1986, 11 juin 1986, 4 mai 1992 et 13 février 1996, est remplacé par ce qui suit :

« Article 1<sup>er</sup>. Le Ministère des Finances comprend l'Administration des pensions dont les agents sont soumis au titre II du présent arrêté ».

**Art. 135.** Les dispositions suivantes du même arrêté sont abrogées :

1° l'article 2, modifié par l'arrêté royal du 4 août 1989;

**Art. 130.** Bijlage III, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 juli 1999, wordt opgeheven.

**Art. 131.** Bijlage V, van het hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 1 maart 1998, wordt vervangen door de bijlage 2 bij dit besluit.

**Art. 132.** Bijlage VII, van het hetzelfde besluit, toegevoegd bij het koninklijk besluit van 1 maart 1998, wordt opgeheven.

**Afdeling II.** — Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 29 oktober 1971 tot vaststelling van het organiek reglement van het Ministerie van Financiën en van de bijzondere bepalingen die er voorzien in de uitvoering van het statuut van het rijkspersoneel, toepasselijk op de Administratie der pensioenen van het Ministerie van Financiën

**Art. 133.** Het opschrift van het koninklijk besluit van 29 oktober 1971 tot vaststelling van het organiek reglement van het Ministerie van Financiën en van de bijzondere bepalingen die er voorzien in de uitvoering van het statuut van het Rijkspersoneel wordt vervangen als volgt : « Koninklijk besluit van 29 oktober 1971 tot vaststelling van het organiek reglement van het Ministerie van Financiën, Administratie der pensioenen en van de bijzondere bepalingen die er voorzien in de uitvoering van het statuut van het rijkspersoneel. ».

**Art. 134.** Artikel 1 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 maart 1977, 14 november 1978, 16 januari 1985, 21 maart 1986, 11 juni 1986, 4 mei 1992 en 13 februari 1996, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 1. Het Ministerie van Financiën omvat de Administratie der pensioenen, waarvan het personeel onderworpen is aan titel II van dit besluit. ».

**Art. 135.** De volgende bepalingen van hetzelfde besluit worden opgeheven :

1° het artikel 2, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 augustus 1989;

2° l'article 3, modifié par les arrêtés royaux des 14 novembre 1978, 4 février 1980 et 14 août 1989;

3° les articles *3bis*, *3ter*, *3quater*, insérés par l'arrêté royal du 21 février 1997;

4° l'article *3quinquies*, inséré par l'arrêté royal du 21 février 1997 et modifié par l'arrêté royal du 6 juillet 1997;

5° l'article *3sexies*, inséré par l'arrêté royal du 21 février 1997;

6° l'article *3septies*, inséré par l'arrêté royal du 21 février 1997 et modifié par l'arrêté royal du 6 juillet 1997.

**Art. 136.** L'article 4 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 14 novembre 1978, 21 mars 1986, 11 juin 1986, 14 avril 1993, 2 mars 1995, 13 février 1996 et 6 juillet 1997, est remplacé par la disposition suivante : « Art. 4. § 1<sup>er</sup>. L'administration des pensions est placée sous l'autorité d'un fonctionnaire général dont le grade est déterminé par le cadre organique;

§ 2. Le chef d'administration de l'administration des pensions traite directement avec le Ministre. Il assure la direction, l'organisation et la coordination de l'ensemble des services qui lui sont confiés. Il a autorité sur tout le personnel de ces services. Il assure l'ordre et la discipline. Il veille à l'observation des lois, arrêtés, règlements et instructions. »

**Art. 137.** L'article 5 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 22 octobre 1992 et 6 juillet 1997, est remplacé par la disposition suivante : « Les auditeurs généraux des finances assistent le chef d'administration dans sa mission de haute administration ».

**Art. 138.** L'article 6 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 14 novembre 1978, 8 décembre 1983, 11 juin 1986, 13 février 1996 et 18 décembre 1998, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 6. Le Conseil de direction de l'Administration des pensions comprend le fonctionnaire chargé de la direction générale de cette administration qui préside le conseil et les fonctionnaires titulaires d'un grade classé aux rangs 16 ou 15. »

**Art. 139.** Les dispositions suivantes du même arrêté sont abrogées :

1° l'article 7 modifié par les arrêtés royaux des 14 novembre 1978 et 1<sup>er</sup> mars 1998;

2° le chapitre IV du titre Ier qui comprend les articles *7bis* à *7quinquies*, insérés et modifiés par les arrêtés royaux des 25 juillet 1974, 14 novembre 1978, 21 mars 1986, 11 juin 1986 et 13 février 1996;

3° le chapitre V du titre Ier qui comprend les articles *7sexies* à *7octies*, insérés et modifiés par les arrêtés royaux des 26 septembre 1991, 14 avril 1993, 13 février 1996, 6 juillet 1997 et 12 janvier 2000;

4° le chapitre VI du titre Ier qui comprend les articles *7nonies* à *7tredecies*, insérés par l'arrêté royal du 12 janvier 2000;

5° la section 1<sup>re</sup> du chapitre Ier du titre II du même arrêté qui comprend les articles 8 à *9quater*, insérés et modifiés par les arrêtés royaux des 25 juillet 1974, 14 novembre 1978, 9 avril 1985, 21 mars 1986, 11 juin 1986, 14 avril 1993, 13 février 1996, 10 juillet 1996 et 6 juillet 1997;

6° l'article *9sexies*, inséré par l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> mars 1998.

**Art. 140.** A l'article *9septies* du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> mars 1998, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1<sup>er</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« § 1<sup>er</sup>. Pour chaque agent, le Conseil de Direction détermine la grille d'évaluation et procède à la pondération des critères en déterminant leur importance relative. A cet effet, il distingue les critères non pertinents, les critères pertinents et les critères-clés.

La pondération visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est établie sur base du grade ou de la fonction exercée par l'agent et de l'avis du gestionnaire de système »;

2° au § 3 les mots « ou le Collège des chefs de service » sont supprimés.

2° het artikel 3, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 14 november 1978, 4 februari 1980 en 14 augustus 1989;

3° de artikelen *3bis*, *3ter*, *3quater*, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 21 februari 1997;

4° het artikel *3quinquies*, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 21 februari 1997 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997;

5° het artikel *3sexies*, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 21 februari 1997;

6° het artikel *3septies*, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 21 februari 1997 en gewijzigd bij het koninklijk van 6 juli 1997.

**Art. 136.** Artikel 4 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 14 november 1978, 21 maart 1986, 11 juni 1986, 14 april 1993, 2 maart 1995, 13 februari 1996 en 6 juli 1997, wordt vervangen als volgt : « Art. 4. § 1. De Administratie der pensioenen staat onder het gezag van een ambtenaar-generaal wiens graad door de organieke personeelsformatie bepaald wordt.

§ 2. De administratiechef van de Administratie der pensioenen handelt rechtstreeks met de Minister. Hij verzekert de leiding, de organisatie en de coördinatie van het geheel van de diensten die hem werden toevertrouwd. Hij oefent het gezag uit over al het personeel van die diensten. Hij verzekert de orde en de tucht. Hij waakt over de naleving van de wetten, besluiten, reglementen en instructies. »

**Art. 137.** Artikel 5 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 oktober 1992 en 6 juli 1997, wordt vervangen als volgt : « Art. 5. De auditeurs-generaal van financiën staan de administratiechef bij in hun hoge administratie-opdracht. »

**Art. 138.** Artikel 6 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 14 november 1978, 8 december 1983, 11 juni 1986, 13 februari 1996 en 18 december 1998, wordt vervangen als volgt :

« Art. 6. De directieraad van de Administratie der pensioenen bestaat uit de ambtenaar belast met de algemene leiding van deze administratie die de raad voorziet in de ambtenaren die bekleed zijn met een graad ingedeeld in de rangen 16 of 15. »

**Art. 139.** De volgende bepalingen van hetzelfde besluit worden opgeheven :

1° het artikel 7, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 14 november 1978 en 1 maart 1998;

2° hoofdstuk IV van titel I van hetzelfde besluit, dat de artikelen *7bis* tot *7quinquies* omvat, ingevoegd en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 juli 1974, 14 november 1978, 21 maart 1986, 11 juni 1986 en 13 februari 1996;

3° hoofdstuk V van titel I van hetzelfde besluit, dat de artikelen *7sexies* tot *7octies* omvat, ingevoegd en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 26 september 1991, 14 april 1993, 13 februari 1996, 6 juli 1997 en 12 januari 2000;

4° hoofdstuk VI van titel I van hetzelfde besluit, dat de artikelen *7nonies* tot *7tredecies* omvat, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 12 januari 2000.

5° afdeling 1 van hoofdstuk 1 van titel II van hetzelfde besluit, dat de artikelen 8 tot *9quater* omvat, ingevoegd en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 juli 1974, 14 november 1978, 9 april 1985, 21 maart 1986, 11 juni 1986, 14 april 1993, 13 februari 1996, 10 juli 1996 en 6 juli 1997;

6° artikel *9sexies* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 1 maart 1998.

**Art. 140.** In artikel *9septies* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 1 maart 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. Voor elke ambtenaar bepaalt de Directieraad het evaluatierooster en verricht de weging van de criteria met bepaling van het relatief belang ervan. Hij maakt daartoe onderscheid tussen de niet-relevante criteria, de relevante criteria en de sleutelcriteria.

De in het eerste lid bedoelde weging wordt opgemaakt op grond van de graad of de functie van de ambtenaar en van het advies van de systeembeheerder. »;

2° in § 3 vervallen de woorden « of het College van dienstchefs »;

**Art. 141.** L'article 9*octies*, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> mars 1998, est remplacé par la disposition suivante :

« Le chef d'administration désigne les supérieurs hiérarchiques compétents pour attribuer l'évaluation aux agents des niveaux B, C et D ainsi que les membres des conférences d'évaluation chargés d'attribuer l'évaluation aux agents du niveau 1. ».

**Art. 142.** L'article 9*decies*, §1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> mars 1998, est remplacé par la disposition suivante :

« 1<sup>o</sup> du chef d'administration ou de son représentant, qui préside; ».

**Art. 143.** A l'article 9*undecies* du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> mars 1998, les mots « niveaux 2+, 2, 3 et 4 » sont remplacés par les mots « niveaux B, C et D ».

**Art. 144.** Une section 1*ter* est insérée dans le titre II, chapitre I<sup>er</sup>, du même arrêté comprenant l'article 9*quinquiesdecies* rédigée comme suit : « Section 1<sup>ter</sup>. – Mesures de compétences

Art. 9*quinquiesdecies*. § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 18*bis*, § 2, de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 concernant la sélection et la carrière des agents de l'Etat, les deux parties de la mesure de compétences sont remplacées par une formation certifiée par l'institut de formation de l'administration fédérale pour les familles de fonction suivantes :

- assistant financier adjoint;
- assistant financier;
- expert financier;
- expert financier et administratif.

§ 2. Les agents dont le titre du grade correspond à la famille de fonction mentionnée dans le § 1<sup>er</sup> sont d'office classés dans cette famille de fonction.

§ 3. La formation certifiée se conclut par une décision favorable ou défavorable.

§ 4. Le contenu et les modalités des formations certifiées sont déterminés par l'Institut de formation de l'Administration fédérale, après concertation avec le Conseil de direction de l'Administration des pensions. ».

**Art. 145.** L'article 12 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 6 juillet 1997, est remplacé par la disposition suivante : « Art. 12. § 1<sup>er</sup>. Conformément à l'article 26, § 2 de l'arrêté royal du 18 octobre 2001 relatif à la mobilité du personnel de certains services publics, l'agent qui est transféré dans un emploi correspondant à un grade pour lequel une épreuve spécifique est prévue au Ministère des Finances, ne peut se prévaloir de l'ancienneté de grade acquise avant son transfert dans cet emploi.

§ 2. Les agents qui ont été transférés dans un emploi du Ministère des Finances dans le cadre de la mobilité volontaire, conformément :

1<sup>o</sup> à l'arrêté royal du 22 octobre 1982 portant les mesures d'exécution relatives à la mobilité du personnel de certains services publics;

2<sup>o</sup> ou à l'arrêté royal du 3 novembre 1993 portant les mesures d'exécution relatives à la mobilité du personnel de certains services publics;

3<sup>o</sup> ou de l'arrêté royal du 16 juillet 1998 relatif à la mobilité du personnel de certains services publics; et qui ont dû satisfaire à une épreuve spécifique, ne peuvent se prévaloir que de l'ancienneté de grade acquise à partir de la date à laquelle ils ont occupé cet emploi.

§ 3. L'agent qui a obtenu une mutation au sens de l'article 25*quinquies* dans un emploi correspondant à un grade pour lequel, au Ministère des Finances, il est prévu une épreuve spécifique, ne peut se prévaloir que de l'ancienneté de grade qu'il a acquise à partir de la date où sa mutation au sens de l'article 25*quinquies* a été obtenue. »

**Art. 146.** L'article 13 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 6 juillet 1997, est abrogé.

**Art. 147.** L'article 14 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 6 juillet 1997, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 14. Pour les nominations aux emplois du rang 13, de premier attaché des finances et de conseiller adjoint principal et pour la promotion d'avancement barémique dans le rang 13, l'application de l'article 11 ne porte pas préjudice aux dispositions de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant l'évaluation et la carrière des agents de l'Etat, qui

**Art. 141.** Artikel 9*octies*, eerste lid, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 1 maart 1998, wordt vervangen als volgt :

« De administratiechef wijst de hiërarchische meerderen aan die bevoegd zijn om de evaluatie toe te kennen aan de ambtenaren van de niveaus B, C en D, evenals de leden van de evaluatieconferenties die belast zijn met het toekennen van de evaluatie aan de ambtenaren van niveau 1. ».

**Art. 142.** Artikel 9*decies*, § 1, 1<sup>o</sup>, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 1 maart 1998, wordt vervangen als volgt :

« 1<sup>o</sup> de administratiechef of zijn vertegenwoordiger, die voorzigt; ».

**Art. 143.** In artikel 9*undecies* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 1 maart 1998, worden de woorden « niveaus 2+, 2, 3 en 4 » vervangen door de woorden « niveaus B, C en D ».

**Art. 144.** In titel II, hoofdstuk I, van hetzelfde besluit wordt een afdeling 1*ter* ingevoegd, die artikel 9*quinquiesdecies* omvat luidende : « Afdeling 1*ter*. – Competentiemetingen

Art. 9*quinquiesdecies*. § 1. In afwijking van artikel 18*bis*, § 2, van het koninklijk besluit van 22 december 2000 betreffende de selectie en de loopbaan van het rijkspersoneel worden de twee delen van de competentiemeting vervangen door een, door het Opleidingsinstituut van de Federale Overheid, gecertificeerde opleiding voor de volgende functiefamilies :

- adjunct-financieel assistent;
- financieel assistent;
- financieel deskundige;
- financieel en administratief deskundige.

§ 2. De personeelsleden met een graad waarvan de titel overeenstemt met een functiefamilie vermeld in § 1 worden hierin ambtshalve ingedeeld.

§ 3. De gecertificeerde opleiding wordt afgesloten door een gunstige of ongunstige beslissing.

§ 4. De inhoud en de nadere regelen van de gecertificeerde opleidingen worden bepaald door het Opleidingsinstituut van de Federale Overheid na overleg met de directieraad van de Administratie der pensioenen. ».

**Art. 145.** Artikel 12 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997, wordt vervangen als volgt : « Art. 12. § 1. In afwijking van artikel 26, § 2 van het koninklijk besluit van 18 oktober 2001 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten, kan de ambtenaar die overgeplaatst is in een betrekking die overeenstemt met een graad voor dewelke bij het Ministerie van Financiën een specifieke proef is voorzien, zich niet beroepen op de graadanciënniteit die hij heeft verworven vóór zijn overplaatsing in deze betrekking.

§ 2. De personeelsleden die werden overgeplaatst in een betrekking van het Ministerie van Financiën in het raam van de vrijwillige mobiliteit, overeenkomstig :

1<sup>o</sup> het koninklijk besluit van 22 oktober 1982 houdende de uitvoeringsmaatregelen betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten;

2<sup>o</sup> of het koninklijk besluit van 3 november 1993 houdende uitvoeringsmaatregelen betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten;

3<sup>o</sup> of het koninklijk besluit van 16 juli 1998 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten; en hiertoe een specifieke proef dienden te slagen, kunnen zich alleen beroepen op de graadanciënniteit die werd verkregen vanaf de datum waarop zij deze betrekking bekleden.

§ 3. De ambtenaar die een mutatie in de zin van artikel 25*quinquies* heeft bekomen naar een betrekking van een graad voor dewelke bij het Ministerie van Financiën, er een specifieke proef is voorzien, kan zich alleen beroepen op de graadanciënniteit die hij heeft verkregen vanaf de datum waarop hij de mutatie in de zin van artikel 25*quinquies* heeft bekomen. »

**Art. 146.** Artikel 13 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997, wordt opgeheven.

**Art. 147.** Artikel 14 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997, wordt vervangen als volgt :

« Art. 14. Voor de benoemingen in de betrekkingen van rang 13, van eerste attaché van financiën en van eersaanwezend adjunct-adviseur en voor de bevordering door verhoging in weddenschaal in rang 13, doet de toepassing van artikel 11 geen afbreuk aan de bepalingen van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de evaluatie en

ont trait à l'avis motivé du Conseil de direction et à la décision de l'autorité qui nomme. »

**Art. 148.** L'intitulé de la section *2bis* du chapitre Ier du titre II du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 6 juillet 1997, est remplacé par l'intitulé suivant : « Section *2bis*. Epreuve de qualification donnant accès au grade de premier attaché des finances ».

**Art. 149.** L'article *16bis*, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 est remplacé par la disposition suivante : « L'épreuve de qualification professionnelle donnant accès au grade de premier attaché des finances consiste en un entretien au départ d'un cas pratique qui a trait à la fonction. »

**Art. 150.** A l'article *16ter* du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « le concours d'accession » sont remplacés par les mots « la sélection comparative d'accession ».

2° l'alinéa 2 est abrogé.

**Art. 151.** A l'article *16quater* du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 6 juillet 1997, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « le Secrétaire permanent de recrutement » sont remplacés par les mots « l'Administrateur délégué du SELOR »;

2° à l'alinéa 2, les mots « le concours d'accession » sont remplacés par les mots « la sélection comparative d'accession ».

**Art. 152.** L'article *16quinquies* du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 6 juillet 1997, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. *16quinquies*. Les épreuves visées à l'article *16bis* sont organisées tous les deux ans. Elles peuvent l'être à un rythme plus rapproché en cas de nécessité fonctionnelle. Il en est de même, par dérogation à l'article 14, § 3 de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 concernant la sélection et la carrière des agents de l'Etat, pour toutes les épreuves techniques en vue de l'obtention des brevets préalables à l'admission aux sélections comparatives d'accession au niveau 1. »

**Art. 153.** Les dispositions suivantes du même arrêté sont abrogées :

1° section 3 du chapitre Ier du titre II du même arrêté, qui comprend les articles 17 à 20, modifiés par les arrêtés royaux des 18 juillet 1972, 11 octobre 1973, 25 juillet 1974, 30 juillet 1976, 15 mars 1977, 15 avril 1977, 4 février 1980, 11 juin 1986, 13 février 1996, 10 juillet 1996 et 6 juillet 1997;

2° section 4 du chapitre Ier du titre II du même arrêté, qui comprend les articles 21 et 22, modifiés par les arrêtés royaux des 11 octobre 1973, 14 novembre 1978, 21 mars 1986, 13 février 1996, 10 juillet 1996 et 6 juillet 1997;

3° section 5 du chapitre Ier du titre II du même arrêté, qui comprend les articles 23 à 25, modifiés par les arrêtés royaux des 18 juillet 1972, 10 juillet 1996 et 6 juillet 1997;

4° section 6 du chapitre Ier du titre II du même arrêté, qui comprend les articles *25bis* et *25ter*, abrogés et rétablis par l'arrêté royal du 6 juillet 1997;

5° section 7 du chapitre Ier du titre II du même arrêté, qui comprend l'article *25quater/2*, inséré par l'arrêté royal du 13 avril 1997;

6° chapitre II, sections 1re et 2, du même arrêté, qui comprend les articles *25quinquies* à 36, insérés et modifiés par les arrêtés royaux des 11 octobre 1973, 7 décembre 1973, 19 novembre 1974, 9 janvier 1976, 30 juillet 1976, 15 avril 1977, 5 juin 1979, 9 avril 1985, 23 octobre 1991, 10 mai 1996, 10 juin 1996, 10 juillet 1996, 6 juillet 1997 et 1<sup>er</sup> mars 1998;

7° article 37 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 6 juillet 1997;

8° les articles 38 à 42 du même arrêté.

**Art. 154.** L'article 43 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 6 juillet 1997, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 43. Pour l'attribution d'un emploi d'un des cadres unilingues, il est fait abstraction du grade plus élevé ou doté d'une échelle de traitement supérieure ou de l'ancienneté plus grande qu'un candidat

de loopbaan van het rijkspersoneel, die betrekking hebben op het gemotiveerd advies van de Directieraad en op de beslissing van de overheid die benoemt. »

**Art. 148.** Het opschrift van afdeling *2bis* van hoofdstuk I van titel II van hetzelfde besluit, ingevoegd bij koninklijk besluit van 6 juli 1997, wordt vervangen als volgt : « Afdeling *2bis*. Proef over beroepsbekwaamheid tot de graad van eerste attaché van financiën ».

**Art. 149.** Artikel *16bis*, eerste lid, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij koninklijk besluit van 6 juli 1997, wordt vervangen als volgt : « De proef over beroepsbekwaamheid tot de graad van eerste attaché van financiën bestaat uit een onderhoud vertrekend van een praktisch geval dat betrekking heeft op de functie. »

**Art. 150.** In artikel *16ter* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij koninklijk besluit van 6 juli 1997, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « Het vergelijkend overgangsexamen » vervangen door de woorden « De vergelijkende selectie voor overgang »;

2° het tweede lid wordt opgeheven.

**Art. 151.** In artikel *16quater* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « de Vaste Wervingssecretaris » vervangen door de woorden « de afgevaardigd bestuurder van SELOR »;

2° in het tweede lid worden de woorden « het overgangsexamen dat » vervangen door de woorden « de vergelijkende selectie voor overgang die ».

**Art. 152.** Artikel *16quinquies* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997, wordt vervangen als volgt :

« Art. *16quinquies* : de proeven bedoeld in artikel *16bis* worden om de twee jaar georganiseerd. Indien functioneel noodzakelijk kunnen ze volgens een sneller ritme georganiseerd worden. In afwijking van artikel 14, § 3 van het koninklijk besluit van 22 december 2000 betreffende de selectie en de loopbaan van het rijkspersoneel, geldt dit ook voor alle technische proeven met het oog op het behalen van de brevetten voorafgaand aan de toelating tot de vergelijkende selectie voor overgang naar niveau 1. »

**Art. 153.** De volgende bepalingen van hetzelfde besluit worden opgeheven :

1° afdeling 3 van hoofdstuk I van titel II van hetzelfde besluit, dat de artikelen 17 tot 20 omvat, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 18 juli 1972, 11 oktober 1973, 25 juli 1974, 30 juli 1976, 15 maart 1977, 15 april 1977, 4 februari 1980, 11 juni 1986, 13 februari 1996, 10 juli 1996 en 6 juli 1997;

2° afdeling 4 van hoofdstuk I van titel II van hetzelfde besluit, dat de artikelen 21 en 22 omvat, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 oktober 1973, 14 november 1978, 21 maart 1986, 13 februari 1996, 10 juli 1996 en 6 juli 1997;

3° afdeling 5 van hoofdstuk I van titel II van hetzelfde besluit, dat de artikelen 23 tot 25 omvat, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 18 juli 1972, 10 juli 1996 en 6 juli 1997;

4° afdeling 6 van hoofdstuk I van titel II van hetzelfde besluit, dat de artikelen *25bis* en *25ter* omvat, opgeheven en hersteld bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997;

5° afdeling 7 van hoofdstuk I van titel II van hetzelfde besluit, dat artikel *25quater/2* omvat, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 13 april 1997;

6° hoofdstuk II, afdelingen 1 en 2 van hetzelfde besluit, dat de artikelen *25quinquies* tot 36 omvat, ingevoegd en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 oktober 1973, 7 december 1973, 19 november 1974, 9 januari 1976, 30 juli 1976, 15 april 1977, 5 juni 1979, 9 april 1985, 23 oktober 1991, 10 mei 1996, 10 juni 1996, 10 juli 1996, 6 juli 1997 en 1 maart 1998;

7° artikel 37 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997;

8° de artikelen 38 tot 42 van hetzelfde besluit.

**Art. 154.** Artikel 43 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997, wordt vervangen als volgt :

« Art. 43. Voor de toekenning van een betrekking van een der eentalige kaders wordt er geen rekening gehouden met de hogere graad, de hogere weddenschaal of de grotere anciënniteit, die een

possède par rapport à d'autres candidats, exclusivement à la faveur de l'application des lois sur l'emploi des langues en matière administrative. ».

**Art. 155.** L'article 44 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante : « Art. 44. Lorsque les candidats doivent être départagés sur base des résultats d'une sélection comparative ou d'une sélection, ou sur base de la date de clôture du procès-verbal de pareille épreuve, et qu'une sélection comparative ou sélection a été organisée exclusivement pour des emplois d'un régime linguistique déterminé, les candidats qui étaient exclus de la participation à cette épreuve du fait de l'application des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, mais qui ont réussi la première épreuve postérieurement organisée pour les emplois du même grade, sont censés avoir réussi la sélection comparative ou la sélection dont ils ont été exclus. »

**Art. 156.** L'article 45, § 2, du même arrêté est abrogé.

**Art. 157.** A l'article 46 du même arrêté, les mots « Ministre des Finances » sont remplacés par les mots « Ministre des Pensions ».

**Art. 158.** A l'article 47 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, les mots « Ministre des Finances » sont remplacés par les mots « Ministre des Pensions »;

2° le § 2 est abrogé.

**Art. 159.** A l'article 48 du même arrêté, les mots « Dans toutes les administrations du Ministère des Finances, le directeur général » sont remplacés par les mots « Le chef d'administration ».

**Art. 160.** L'article 49 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 9 janvier 1976, 10 juin 1996 et 10 juillet 1996, est remplacé par la disposition suivante : « Art. 49. Par dérogation à l'article 47 du présent arrêté, les agents remplissant les conditions réglementaires sont d'office candidats pour les emplois vacants à pourvoir par avancement barémique dans le niveau D. »

**Art. 161.** L'article 50 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 10 juin 1996, 10 juillet 1996 et 6 juillet 1997, est abrogé.

**Art. 162.** A l'article 52 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 10 juillet 1996 sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1<sup>er</sup>, 2°, est abrogé;

2° au § 2, les mots « Ministre des Finances » sont remplacés par les mots « Ministre des Pensions »;

3° les §§ 3 et 4 sont abrogés.

**Art. 163.** A l'article 54 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 7 décembre 1973, 21 mars 1986 et 6 juillet 1997, les mots « d'avancement barémique et de mutation » sont remplacés par les mots « et d'avancement barémique ».

**Art. 164.** L'article 55 du même arrêté, est abrogé.

**Art. 165.** L'article 56 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 11 juin 1986 est abrogé.

**Art. 166.** L'article 58 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 19 janvier 1972, 30 mars 1976, 15 avril 1977, 9 octobre 1984, 11 juin 1986, 14 avril 1993, 10 juillet 1996 et 6 juillet 1997, est abrogé.

**Art. 167.** L'article 58bis du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 22 octobre 1992, 14 avril 1993, 6 juillet 1997 et 20 juillet 2000 est abrogé.

**Art. 168.** L'article 59 du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 59 § 1<sup>er</sup>. Le Ministre des Pensions peut, dans les conditions et dans les limites qu'il détermine, déléguer au chef d'administration, une partie des pouvoirs qui lui sont conférés.

§ 2. Le chef d'administration peut déléguer ou subdéléguer une partie des pouvoirs qui lui sont conférés. ».

**Art. 169.** L'article 60 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 11 décembre 1978, 5 juin 1979, 10 juin 1996, 10 juillet 1996, 6 juillet 1997, 12 mars 2002 et 12 mars 2003, est abrogé.

kandidaat ten opzichte van andere kandidaten uitsluitend heeft verworven ingevolge de toepassing van de wetten op het gebruik der talen in bestuurszaken. ».

**Art. 155.** Artikel 44 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt : « Art. 44. Wanneer de kandidaten moeten gerangschikt worden volgens de uitslag van een vergelijkende selectie of van een selectie, of op grond van de datum van afsluiting van het proces-verbaal van dergelijke selectie, en wanneer een vergelijkende selectie of selectie uitsluitend georganiseerd werd voor de betrekkingen van een bepaalde taalgroep, worden de kandidaten, die aan deze selectie niet mochten deelnemen ingevolge de toepassing van de wetten op het gebruik der talen in bestuurszaken, maar die geslaagd zijn voor de eerstvolgende proef, nadien georganiseerd voor de betrekkingen van dezelfde graad, geacht geslaagd te zijn voor de vergelijkende selectie of de selectie waaraan ze niet mochten deelnemen. »

**Art. 156.** Artikel 45, § 2, van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 157.** In artikel 46 van hetzelfde besluit worden de woorden « Minister van Financiën » vervangen door de woorden « Minister van Pensioenen ».

**Art. 158.** In artikel 47 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, derde lid, worden de woorden « Minister van Financiën » vervangen door de woorden « Minister van Pensioenen »;

2° § 2 wordt opgeheven.

**Art. 159.** In artikel 48 van hetzelfde besluit worden de woorden « In alle administraties van het Ministerie van Financiën, kan de directeur-generaal » vervangen door de woorden « De Administratiechef kan ».

**Art. 160.** Artikel 49 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 9 januari 1976, 10 juni 1996 en 10 juli 1996, wordt vervangen als volgt : « Art. 49. In afwijking van artikel 47 van dit besluit, zijn de ambtenaren die de reglementaire voorwaarden vervullen ambtshalve kandidaat voor de vacante betrekkingen die door verhoging in weddenschaal in niveau D te verlenen zijn. »

**Art. 161.** Artikel 50 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 juni 1996, 10 juli 1996 en 6 juli 1997, wordt opgeheven.

**Art. 162.** In artikel 52 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 juli 1996 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1, 2°, wordt opgeheven;

2° in § 2 worden de woorden « de Minister van Financiën » vervangen door de woorden « de Minister van Pensioenen »;

3° de §§ 3 en 4 worden opgeheven.

**Art. 163.** In artikel 54 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 7 december 1973, 21 maart 1986 en 6 juli 1997, worden de woorden « verhoging in weddenschaal en mutatie » vervangen door de woorden « en verhoging in weddenschaal ».

**Art. 164.** Artikel 55 van hetzelfde besluit, wordt opgeheven.

**Art. 165.** Artikel 56 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 11 juni 1986, wordt opgeheven.

**Art. 166.** Artikel 58 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 19 januari 1972, 30 maart 1976, 15 april 1977, 9 oktober 1984, 11 juni 1986, 14 april 1993, 10 juli 1996 en 6 juli 1997, wordt opgeheven.

**Art. 167.** Artikel 58bis van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 oktober 1992, 14 april 1993, 6 juli 1997 en 20 juli 2000, wordt opgeheven.

**Art. 168.** Artikel 59 van hetzelfde besluit, wordt vervangen als volgt :

« Art. 59. § 1. De Minister van Pensioenen kan, onder de voorwaarden en binnen de perken die hij bepaalt, aan de administratiechef, een gedeelte van de hem verleende machten delegeren.

§ 2. De administratiechef kan een gedeelte van de hem verleende macht delegeren of subdelegeren. ».

**Art. 169.** Artikel 60 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 december 1978, 5 juni 1979, 10 juni 1996, 10 juli 1996, 6 juli 1997, 12 maart 2002 en 12 maart 2003, wordt opgeheven.



**Art. 170.** A l'annexe I<sup>re</sup> du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 et modifiée par les arrêtés royaux des 17 juin 1999 et 5 juillet 1999, la rubrique « rang 17 » est abrogée.

**Art. 171.** A l'annexe I<sup>re</sup> du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 et modifiée par les arrêtés royaux des 17 juin 1999 et 5 juillet 1999, la rubrique « rang 16 » est abrogée.

**Art. 172.** A l'annexe I<sup>re</sup> du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 et modifiée par les arrêtés royaux des 17 juin 1999 et 5 juillet 1999, la rubrique « rang 15 » est abrogée.

**Art. 173.** A l'annexe I<sup>re</sup> du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 et modifiée par les arrêtés royaux des 17 juin 1999 et 5 juillet 1999, à la rubrique « rang 13 », le grade de Commissaire des Monnaies et ses dispositions est abrogée.

**Art. 174.** A l'annexe I<sup>re</sup> du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 et modifiée par les arrêtés royaux des 17 juin 1999 et 5 juillet 1999, les dispositions reprises sous la rubrique « rang 13 », Directeur, colonne 2, sont remplacées par les dispositions suivantes : « La nomination par changement de grade visée à la colonne 1 produit ses effets le premier jour du mois qui suit la date du procès-verbal de l'épreuve de qualification professionnelle.

L'épreuve de qualification professionnelle visée à la colonne 1 comporte les épreuves techniques visées à l'article 16<sup>quater</sup> du présent arrêté. Seuls les agents titulaires du grade de conseiller, de conseiller adjoint principal ou de conseiller adjoint peuvent participer à cette épreuve. »

**Art. 175.** A l'annexe I<sup>re</sup> du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 et modifiée par les arrêtés royaux des 17 juin 1999 et 5 juillet 1999, sous la rubrique « rang 13 », les grades suivants ainsi que les dispositions qui s'y rapportent sont supprimés :

- ingénieur industriel-directeur;
- traducteur-réviseur-directeur;
- traducteur-directeur (carrière plane en extinction);
- informaticien-directeur;
- conseiller des finances;
- conseiller de la trésorerie.

**Art. 176.** A l'annexe I<sup>re</sup> du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 et modifié par les arrêtés royaux des 17 juin 1999 et 5 juillet 1999, à la rubrique « rang 10 », les dispositions reprises à la colonne 1 sous le grade de premier attaché des finances sont remplacés par les dispositions suivantes :

« 1.a) changement de grade : conseiller adjoint principal :

— épreuve de qualification professionnelle donnant accès à la carrière de premier attaché des finances (ancienne carrière d'auditeur).

1.b) changement de grade : attaché des finances :

— compter au moins trois ans d'ancienneté dans les grades d'attaché des finances et/ou d'expert financier et administratif (grade supprimé);

— être lauréat de l'épreuve de qualification professionnelle donnant accès au grade de premier attaché des finances ou de la sélection comparative d'accession au grade de premier attaché des finances.

1.c) accession au niveau supérieur : expert financier et administratif (grade supprimé) :

— sélection comparative d'accession au grade de premier attaché des finances.

La sélection comparative d'accession est réservée à l'expert financier et administratif (grade supprimé) et à l'expert financier, lauréat d'une sélection d'avancement au grade rayé de vérificateur principal à condition qu'il soit titulaire du brevet prévu à l'article 14, § 2, 1<sup>o</sup> de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 concernant la sélection et la carrière des agents de l'état.

Ces conditions doivent être remplies au moment de l'inscription aux épreuves techniques visées à l'article 16<sup>quater</sup> donnant accès à la sélection comparative d'accession;

— compter au moins trois ans d'ancienneté dans le grade d'expert financier et administratif (grade supprimé).

**Art. 170.** In bijlage I van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juni 1999 en 5 juli 1999, wordt de rubriek « rang 17 » opgeheven.

**Art. 171.** In bijlage I van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juni 1999 en 5 juli 1999, wordt de rubriek « rang 16 » opgeheven.

**Art. 172.** In bijlage I van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juni 1999 en 5 juli 1999, wordt de rubriek « rang 15 » opgeheven.

**Art. 173.** In bijlage I van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juni 1999 en 5 juli 1999, worden onder de rubriek « rang 13 », de graad van Muntmeester met zijn bepalingen opgeheven.

**Art. 174.** In bijlage I van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juni 1999 en 5 juli 1999, worden onder de rubriek « rang 13 », Directeur, de bepalingen in kolom 2 vervangen als volgt : « De in kolom 1 bedoelde benoeming bij verandering van graad heeft uitwerking op de eerste dag van de maand volgend op de datum van het proces-verbaal van de proef over beroepsbekwaamheid. De proef over beroepsbekwaamheid bedoeld in kolom 1 omvat de technische proeven bedoeld in artikel 16<sup>quater</sup> van dit besluit.

Alleen de ambtenaren, die titularis zijn van de graad van adviseur, van eerstaanwendend adjunct-adviseur of van adjunct-adviseur mogen deelnemen aan bedoelde proef. ».

**Art. 175.** In bijlage I van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juni 1999 en 5 juli 1999, worden onder de rubriek « rang 13 », de volgende graden met hun bepalingen opgeheven :

- industrieel ingenieur-directeur;
- vertaler-revisor-directeur;
- vertaler-directeur (vlakke loopbaan in uitdoving);
- informaticus-directeur;
- adviseur van financiën;
- adviseur van de thesaurie.

**Art. 176.** In bijlage I van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juni 1999 en 5 juli 1999 in de rubriek « rang 10 », onder de graad van eerste attaché van financiën worden de bepalingen in kolom 1 vervangen als volgt :

« 1.a) Verandering van graad : eerstaanwendend adjunct-adviseur :

— proef over beroepsbekwaamheid die toegang geeft tot de loopbaan van eerste attaché van financiën (oude loopbaan van auditeur).

1.b) Verandering van graad : attaché van financiën :

— ten minste drie jaar anciënniteit tellen in de graad van attaché van financiën en/of financieel en administratief deskundige (afgeschafte graad);

— lauréat zijn van de proef over beroepsbekwaamheid naar de graad van eerste attaché van financiën of van de vergelijkende selectie voor overgang naar de graad van eerste attaché van financiën.

1.c) Overgang naar het hogere niveau : financieel en administratief deskundige (afgeschafte graad) :

— vergelijkende selectie voor overgang naar de graad van eerste attaché van financiën.

De vergelijkende selectie voor overgang is voorbehouden aan de financieel en administratief deskundige (afgeschafte graad) en aan de financieel deskundige die lauréat is van een selectie voor verhoging tot de geschrapte graad van eerstaanwendend verificateur, mits hij houder is van het brevet bepaald in artikel 14, § 2, 1<sup>o</sup>, van het koninklijk besluit van 22 december 2000 betreffende de selectie en de loopbaan van het rijkspersoneel.

Deze voorwaarden moeten vervuld zijn op het moment van de inschrijving voor de technische proeven bedoeld in artikel 16<sup>quater</sup> die toegang geven tot de vergelijkende selectie voor overgang;

— ten minste drie jaar anciënniteit tellen in de graad van financieel en administratief deskundige (afgeschafte graad).

2. Transfert : l'agent visé à l'article 2 de l'arrêté royal du 18 octobre 2001 relatif à la mobilité du personnel de certains services publics :

— remplir les conditions fixées à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté;

— épreuve de qualification professionnelle et être lauréat des 4 épreuves techniques visées à l'article 16<sup>quater</sup>. »

**Art. 177.** A l'annexe I<sup>re</sup> du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 et modifiée par les arrêtés royaux des 17 juin 1999 et 5 juillet 1999, sous la rubrique « rang 10 », grade de premier attaché des finances, les dispositions reprises à la colonne 2 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« A. Voir les dispositions reprises à la colonne 2 en regard du grade de directeur;

B. Les candidats à la nomination au grade de premier attaché des finances visés à la colonne 1, sous 1.*b*) et 1.*c*) sont classés en fonction de la date du procès-verbal de la sélection comparative d'accession ou de l'épreuve de qualification professionnelle donnant accès au grade de premier attaché des finances ou de l'examen d'avancement au grade d'auditeur adjoint en commençant par le procès-verbal qui a été clôturé à la date la plus ancienne. Les lauréats d'une même épreuve ou d'épreuves clôturées à la même date sont classés entre eux en fonction des points obtenus. »

**Art. 178.** A l'annexe I<sup>re</sup> du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 et modifiée par les arrêtés royaux des 17 juin 1999 et 5 juillet 1999, à la rubrique « rang 10 », le grade d'informaticien ainsi que ses dispositions est abrogée.

**Art. 179.** A l'annexe I<sup>re</sup> du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 et modifiée par les arrêtés royaux des 17 juin 1999 et 5 juillet 1999, les modifications suivantes sont apportées à la rubrique « rang 10 », sous le grade d'attaché des finances :

1° les dispositions de la colonne 1 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« 1. Accession au niveau supérieur : l'agent du niveau B, lauréat de la sélection comparative d'accession au grade de premier attaché des finances;

2. Accession au niveau supérieur suivant les règles prévues par les dispositions statutaires générales;

3. a) Transfert : conformément à l'arrêté royal du 18 octobre 2001 relatif à la mobilité du personnel de certains services publics;

3. b) Recrutement : suivant les règles prévues par les dispositions statutaires générales. »;

2° à la colonne 2, sous le point A, les mots « du concours d'accession » sont remplacés par les mots « de la sélection comparative d'accession »;

3° à la colonne 2, le point B ainsi que ses dispositions sont abrogés.

**Art. 180.** A l'annexe I<sup>re</sup> du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 et modifiée par les arrêtés royaux des 17 juin 1999 et 5 juillet 1999, à la rubrique « rang 10 », les grades d'ingénieur industriel et de traducteur-réviseur ainsi que leurs dispositions reprises dans les colonnes 1 et 2 sont abrogés.

**Art. 181.** A l'annexe I<sup>re</sup> du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 et modifiée par les arrêtés royaux des 17 juin 1999 et 5 juillet 1999, la rubrique « rang 28 » est remplacée par les dispositions suivantes :

2. Overplaatsing : ambtenaar bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 18 oktober 2001 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten :

— de voorwaarden vastgesteld in artikel 4, § 1, van hetzelfde besluit vervullen;

— proef over de beroepsbekwaamheid en geslaagd zijn voor de vier technische proeven bedoeld in artikel 16<sup>quater</sup>. »

**Art. 177.** In bijlage I van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997, en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juni 1999 en 5 juli 1999, in de rubriek « rang 10 », onder de graad van eerste attaché van financiën worden de bepalingen in kolom 2 vervangen als volgt :

« A. Zie de bepalingen opgenomen onder A, in kolom 2, tegenover de graad van directeur;

B. De kandidaten voor benoeming in de graad van eerste attaché van financiën bedoeld in kolom 1 onder 1.*b*) en 1.*c*) worden gerangschikt in de volgorde van de datum van het proces-verbaal van vergelijkende selectie voor overgang of van de proef over beroepsbekwaamheid naar de graad van eerste attaché van financiën of van het examen voor verhoging tot de graad van adjunct-auditeur dat op de verst afgelegen datum werd afgesloten. De laureaten van eenzelfde proef of van proeven die afgesloten zijn op dezelfde datum worden onderling gerangschikt op basis van de behaalde punten. »

**Art. 178.** In bijlage I van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juni 1999 en 5 juli 1999, onder de rubriek « rang 10 » wordt de graad van informaticus met zijn bepalingen opgeheven.

**Art. 179.** In bijlage I van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juni 1999 en 5 juli 1999, onder de rubriek « rang 10 », attaché van financiën, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de bepalingen van kolom 1 worden vervangen als volgt :

« 1. Overgang naar het hogere niveau : ambtenaar van niveau B, laureaat van de vergelijkende selectie voor overgang naar de graad van eerste attaché van financiën;

2. Overgang naar het hogere niveau volgens de regels bepaald bij de algemene statutaire beschikkingen;

3. a) Overplaatsing : overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 oktober 2001 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten;

3. b) Werving : volgens de regels bepaald bij de algemene statutaire beschikkingen. »;

2° in kolom 2 onder punt A worden de woorden « vergelijkend overgangsexamen » vervangen door de woorden « vergelijkende selectie voor overgang »;

3° in kolom 2, wordt punt B met zijn bepalingen opgeheven.

**Art. 180.** In bijlage I van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juni 1999 en 5 juli 1999, onder de rubriek « rang 10 », worden de graden van industrieel ingenieur en vertaler-revisor met hun bepalingen in de kolommen 1 en 2 opgeheven.

**Art. 181.** In bijlage I, van het hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juni 1999 en 5 juli 1999, wordt de rubriek « rang 28 » vervangen door de volgende bepalingen :

Colonne 1	Colonne 2
<p>°Niveau B Expert financier 1. Accession au niveau supérieur : suivant les règles prévues par les dispositions statutaires générales 2.a) Transfert : conformément à l'arrêté royal du 18 octobre 2001 relatif à la mobilité du personnel de certains services publics; 2.b) Recrutement : suivant les règles prévues par les dispositions statutaires générales.</p>	<p>Le classement des candidats visés à la colonne 1 sous 1, s'établit comme suit : 1° le lauréat de la sélection comparative d'accession donnant accès au grade d'expert financier dont le procès-verbal a été clôturé à la date la plus ancienne; 2° entre lauréats d'une même sélection comparative, le lauréat qui a obtenu le plus de points; 3° entre lauréats ayant obtenu le même nombre de points : a) l'agent comptant la plus grande ancienneté de grade; b) à égalité d'ancienneté de grade, l'agent comptant la plus grande ancienneté de service; c) à égalité d'ancienneté de service, l'agent le plus âgé. »</p>

kolom 1	kolom 2
<p>« Niveau B Financieel deskundige 1. Overgang naar het hogere niveau volgens de regels bepaald bij de algemene statutaire beschikkingen 2. a) Overplaatsing : overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 oktober 2001 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten; 2. b) Werving : volgens de regels bepaald bij de algemene statutaire beschikkingen.</p>	<p>De rangschikking van de kandidaten bedoeld in kolom 1, sub 1 gebeurt als volgt : 1° de laureaat van de vergelijkende selectie voor overgang die toegang verleent tot de graad van financieel deskundige waarvan het proces-verbaal op de verst afgelegen datum werd afgesloten; 2° onder laureaten van eenzelfde vergelijkende selectie de laureaat die de meeste punten behaalde; 3° onder laureaten die hetzelfde aantal punten behaalden : a) de ambtenaar met de grootste graadanciënniteit; b) bij gelijke graadanciënniteit, de ambtenaar met de grootste dienstanciënniteit; c) bij gelijke dienstanciënniteit, de oudste ambtenaar. ».</p>

**Art. 182.** A l'annexe I<sup>re</sup> du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 et modifiée par les arrêtés royaux des 17 juin 1999 et 5 juillet 1999, la rubrique « rang 26 » est abrogée.

**Art. 183.** A l'annexe I<sup>re</sup> du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 et modifiée par les arrêtés royaux des 17 juin 1999 et 5 juillet 1999, la rubrique « rang 22 » est abrogée.

**Art. 184.** A l'annexe I<sup>re</sup> du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 et modifiée par les arrêtés royaux des 17 juin 1999 et 5 juillet 1999, la rubrique « rang 20 » est remplacée par les dispositions suivantes :

**Art. 182.** In bijlage I van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juni 1999 en 5 juli 1999, wordt de rubriek « rang 26 » opgeheven.

**Art. 183.** In bijlage I van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juni 1999 en 5 juli 1999, wordt de rubriek « rang 22 » opgeheven.

**Art. 184.** In bijlage I, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juni 1999 en 5 juli 1999, wordt de rubriek « rang 20 » vervangen door de volgende bepalingen :

Colonne 1	Colonne 2
<p>« Niveau C Assistant financier 1.a) Changement de grade : assistant administratif ou assistant financier adjoint (grade supprimé) : lauréat de l'épreuve de qualification professionnelle donnant accès au grade d'assistant financier. 1.b) Accession au niveau supérieur : collaborateur financier lauréat de la sélection comparative d'accession au grade d'assistant financier 2. Transfert : conformément à l'arrêté royal du 18 octobre 2001 relatif à la mobilité du personnel de certains services publics : satisfaire aux conditions prévues à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté; - avoir réussi la sélection comparative d'accession au grade d'assistant financier ou l'épreuve de qualification professionnelle organisée pour les besoins de l'administration des pensions.</p>	<p>A. La sélection comparative d'accession au grade d'assistant financier consiste en une seule épreuve composée d'une ou plusieurs parties portant sur les compétences spécifiques requises pour la fonction. B. L'épreuve de qualification professionnelle teste les compétences spécifiques requises par la fonction. C. La sélection comparative d'accession au grade d'assistant financier et l'épreuve de qualification professionnelle font l'objet d'une et même organisation. Pour réussir, les candidats doivent obtenir au moins 60 % des points sur l'ensemble de la sélection comparative et si elle comporte plusieurs parties, 50 % des points à chacune d'entre elles. Ils conservent de manière illimitée le bénéfice de leur réussite. D. Le classement des candidats visés à la colonne 1, sous 1.a et 1.b s'établit comme suit : 1° le lauréat de la sélection comparative d'accession donnant accès au grade d'assistant financier ou de l'épreuve de qualification professionnelle dont le procès-verbal a été clôturé à la date la plus ancienne; 2° entre lauréats d'une sélection comparative ou épreuve de qualification professionnelle clôturées à la même date, le lauréat qui a obtenu le plus de points au total des différentes épreuves; 3° entre lauréats ayant obtenu le même nombre de points : a) l'agent comptant la plus grande ancienneté cumulée dans les niveaux C et D; b) à égalité entre les agents repris sous a), l'agent comptant la plus grande ancienneté de service; c) à égalité d'ancienneté de service, l'agent le plus âgé. » E. Par mesure transitoire, l'assistant administratif ou l'assistant financier adjoint (grade supprimé), lauréat d'un examen de promotion à un grade de rang 34 ou d'un examen d'avancement barémique à l'échelle 30S2 et qui n'a pas été promu à ce grade ou à cette échelle est censé avoir réussi l'épreuve de qualification professionnelle donnant accès au grade d'assistant financier. Afin de pouvoir être nommé au grade d'assistant financier, les agents doivent postuler un emploi vacant. Ils ne peuvent faire valoir leur droit au changement de grade qu'au plus tôt lors de la procédure de nomination à laquelle participent les lauréats de la première sélection comparative d'accession au grade d'assistant financier organisée pour les besoins de l'administration des pensions. La date et les points de l'examen dont ils peuvent se prévaloir sont pris en considération pour l'établissement de leur classement établi conformément au point D. F. Par dérogation à l'article 16 de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 concernant la sélection et la carrière des agents de l'Etat, les lauréats d'une sélection comparative d'accession au grade d'assistant financier conservent de manière illimitée le bénéfice de leur résultat.</p>
<p>Assistant administratif 1. Accession au niveau supérieur suivant les règles prévues par les dispositions statutaires générales. 2.a) Transfert : conformément à l'arrêté royal du 18 octobre 2001 relatif à la mobilité du personnel de certains services publics; 2.b) Recrutement : suivant les règles prévues par les dispositions statutaires générales.</p>	<p>Le classement des candidats visés à la colonne 1 sous 1, s'établit comme suit : 1° le lauréat de la sélection comparative d'accession donnant accès au grade d'assistant administratif dont le procès-verbal a été clôturé à la date la plus ancienne; 2° entre lauréats d'une même sélection comparative, le lauréat qui a obtenu le plus de points; 3° entre lauréats ayant obtenu le même nombre de points : a) l'agent comptant la plus grande ancienneté de niveau; b) à égalité d'ancienneté de niveau, l'agent comptant la plus grande ancienneté de service; c) à égalité d'ancienneté de service, l'agent le plus âgé. ».</p>

kolom 1 :	kolom 2 :
<p>« Niveau C Financieel assistent 1. a) Verandering van graad : administratief assistent of adjunct-financieel assistent (afgeschafte graad) laureaat van de proef over de beroepsbekwaamheid die toegang verleent tot de graad van financieel assistent. 1. b) Overgang naar het hogere niveau : financieel medewerker laureaat van de vergelijkende selectie voor overgang naar de graad van financieel assistent. 2. Overplaatsing : ambtenaar bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 18 oktober 2001 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten : - de voorwaarden vastgesteld in artikel 4, § 1, van hetzelfde koninklijk besluit vervullen; - geslaagd zijn voor de proef over de beroepsbekwaamheid georganiseerd ten behoeve van de Administratie der pensioenen.</p>	<p>A. De vergelijkende selectie voor overgang naar de graad van financieel assistent bestaat slechts uit één proef, bestaande uit één of meer delen met betrekking tot de specifieke competenties vereist voor de functie. B. De proef over de beroepsbekwaamheid toetst de specifieke competenties vereist voor de functie. C. De vergelijkende selectie voor overgang naar de graad van financieel assistent en de proef over de beroepsbekwaamheid maken het voorwerp uit van één en dezelfde organisatie. Om te slagen moeten de kandidaten ten minste 60% van de punten behalen voor de volledige vergelijkende selectie en zo zij uit meerdere gedeelten bestaat dient bijkomend op elk deel minstens 50% van de punten te worden behaald. Zij behouden onbeperkt het voordeel van hun uitslag. D. De rangschikking van de kandidaten bedoeld in kolom 1, sub 1, a en 1, b, gebeurt als volgt : 1° de laureaat van de vergelijkende selectie voor overgang die toegang verleent tot de graad van financieel assistent of de proef over de beroepsbekwaamheid waarvan het proces-verbaal op de verst afgelegde datum werd afgesloten; 2° onder laureaten van een vergelijkende selectie of proef over de beroepsbekwaamheid die werd afgesloten op dezelfde datum, de laureaat die de meeste punten behaalde voor het geheel van de verschillende delen; 3° onder laureaten die hetzelfde aantal punten behaalden : a) de ambtenaar met de grootste gecumuleerde niveauanciënniteit in de niveaus C en D; b) bij gelijkheid tussen de ambtenaren bedoeld in a), de ambtenaar met de grootste dienstanciënniteit; c) bij gelijke dienstanciënniteit, de oudste ambtenaar. ». E. Bij wege van overgangsbepaling wordt de administratief assistent of adjunct-financieel assistent (afgeschafte graad) laureaat van een examen voor bevordering tot een graad van rang 34 of examen voor verhoging tot de weddenschaal 30S2 die echter niet in deze graad of weddenschaal werd bevorderd, geacht geslaagd te zijn voor de proef over de beroepsbekwaamheid die toegang verleent tot de graad van financieel assistent. Om te kunnen worden benoemd tot financieel assistent dienen zij voor een vacante betrekking te solliciteren, zij kunnen hun rechten op verandering van graad ten vroegste doen gelden bij de benoemingsprocedure waaraan de laureaten deelnemen van de eerste selectie voor overgang naar de graad van financieel assistent of de proef over de beroepsbekwaamheid die toegang verleent tot deze graad en georganiseerd werd voor de behoeften van de Administratie der pensioenen. Voor hun rangschikking overeenkomstig sub D worden de datum en de punten in aanmerking genomen van het examen waarop zij zich kunnen beroepen. F. In afwijking van artikel 16 van het koninklijk besluit van 22 december 2000 betreffende de selectie en de loopbaan van het rijkspersoneel, behouden de laureaten van een vergelijkende selectie voor overgang naar de graad van financieel assistent onbeperkt het voordeel van hun uitslag.</p>
<p>Administratief assistent 1. Overgang naar het hogere niveau volgens de regels bepaald bij de algemene statutaire beschikkingen. 2. a) Overplaatsing : overeenkomstig het koninklijk besluit 18 oktober 2001 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten; 2. b) Werving : volgens de regels bepaald bij de algemene statutaire beschikkingen.</p>	<p>De rangschikking van de kandidaten bedoeld in kolom 1, sub 1 gebeurt als volgt : 1° de laureaat van de vergelijkende selectie voor overgang die toegang verleent tot de graad van administratief assistent waarvan het proces-verbaal op de verst afgelegde datum werd afgesloten; 2° onder laureaten van eenzelfde vergelijkende selectie, de laureaat die de meeste punten behaalde; 3° onder laureaten die hetzelfde aantal punten behaalden : a) de ambtenaar met de grootste niveauanciënniteit; b) bij gelijke niveauanciënniteit, de ambtenaar met de grootste dienstanciënniteit; c) bij gelijke dienstanciënniteit, de oudste ambtenaar. ».</p>

**Art. 185.** A l'annexe I<sup>re</sup> du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 et modifiée par les arrêtés royaux des 17 juin 1999 et 5 juillet 1999, la rubrique « rang 32 » est abrogée.

**Art. 186.** A l'annexe I<sup>re</sup> du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 et modifiée par les arrêtés royaux des 17 juin 1999 et 5 juillet 1999, la rubrique « rang 30 » est remplacée par les dispositions suivantes :

**Art. 185.** In bijlage I van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juni 1999 en 5 juli 1999, wordt de rubriek « rang 32 » opgeheven.

**Art. 186.** In bijlage I van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juni 1999 en 5 juli 1999, wordt de rubriek « rang 30 » vervangen door de volgende bepalingen :

Colonne 1	Colonne 2
<p>« Niveau D Collaborateur financier 1. Changement de grade : collaborateur administratif lauréat de l'épreuve de qualification professionnelle donnant accès au grade de collaborateur financier. 2. Transfert : agent visé à l'article 2 de l'arrêté royal du 18 octobre 2001 relatif à la mobilité du personnel de certains services publics : - satisfaire aux conditions prévues à l'article 4, § 1, du même arrêté; - avoir réussi l'épreuve de qualification professionnelle organisée pour les besoins de l'administration des pensions.</p>	<p>A. L'épreuve de qualification professionnelle porte sur les compétences spécifiques requises pour la fonction. B. Les candidats doivent obtenir au moins 60 % des points pour réussir. Ils conservent de manière illimitée le bénéfice de leur réussite. C. Le classement des candidats visés à la colonne 1, sous 1, s'établit comme suit : 1° le lauréat de l'épreuve de qualification professionnelle donnant accès au grade de collaborateur financier dont le procès-verbal a été clôturé à la date la plus ancienne; 2° entre lauréats d'une même épreuve de qualification professionnelle, le lauréat qui compte la plus grande ancienneté de grade; 3° à égalité d'ancienneté de grade, l'agent comptant la plus grande ancienneté de service; 4° à égalité d'ancienneté de service, l'agent le plus âgé.</p>

Colonne 1	Colonne 2
Collaborateur administratif 1. a) Transfert : conformément à l'arrêté royal du 18 octobre 2001 relatif à la mobilité du personnel de certains services publics; 1. b) Recrutement : suivant les règles prévues par les dispositions statutaires générales. »	

kolom 1	kolom 2
« Niveau D Financieel medewerker 1. Verandering van graad administratief medewerker laureaat van de proef over de beroepsbekwaamheid die toegang verleent tot de graad van financieel medewerker. 2. Overplaatsing : ambtenaar bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 18 oktober 2001 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten : - de voorwaarden vastgesteld in artikel 4, § 1, van hetzelfde koninklijk besluit vervullen; - geslaagd zijn voor de proef over de beroepsbekwaamheid georganiseerd ten behoeve van de Administratie der Pensioenen.	A. De proef over de beroepsbekwaamheid heeft betrekking op bijzondere materies teneinde de specifieke competenties voor de functie te toetsen. B. Om te slagen moeten de kandidaten ten minste 60% van de punten behalen. Zij behouden onbeperkt het voordeel van hun uitslag. C. De rangschikking van de kandidaten bedoeld in kolom 1, sub 1, gebeurt als volgt : 1° de laureaat van de proef over de beroepsbekwaamheid die toegang verleent tot de graad van financieel medewerker waarvan het proces-verbaal op de verst afgelegde datum werd afgesloten; 2° onder geslaagden van eenzelfde selectie, de ambtenaar met de grootste graadanciënniteit; 3° bij gelijke graadanciënniteit, de ambtenaar met de grootste dienstanciënniteit; 4° bij gelijke dienstanciënniteit, de oudste ambtenaar.
Administratief medewerker 1. a) Overplaatsing : overeenkomstig het koninklijk besluit 18 oktober 2001 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten; 1. b) Werving : volgens de regels bepaald bij de algemene statutaire beschikkingen. »	

**Art. 187.** A l'annexe I<sup>re</sup> du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 et modifiée par les arrêtés royaux des 17 juin 1999 et 5 juillet 1999, la rubrique « rang 42 » est abrogée.

**Art. 188.** L'annexe II – Services extérieurs, du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 et modifiée par les arrêtés royaux des 17 juin 1999 et 5 juillet 1999, est abrogée.

**Art. 189.** L'annexe III du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 et modifiée par l'arrêté royal du 5 juillet 1999, est abrogée.

**Art. 190.** L'annexe IV du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 6 juillet 1997, est abrogée.

**Art. 191.** L'annexe V du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> mars 1998, est remplacée par l'annexe 3 du présent arrêté.

**Art. 192.** L'annexe VI du même arrêté, insérée par l'arrêté royal du 6 juillet 1997 et modifiée par les arrêtés royaux des 1<sup>er</sup> mars 1998, 12 mars 2002 et 13 mars 2003, est abrogée.

CHAPITRE VII. — *Modification de l'arrêté royal du 7 décembre 1992 portant diverses mesures en faveur des agents des services extérieurs de l'Administration des douanes et accises dont l'emploi est supprimé par suite de l'instauration du marché intérieur de 1993*

**Art. 193.** Le chapitre II de l'arrêté royal du 7 décembre 1992 portant diverses mesures en faveur des agents des services extérieurs de l'Administration des douanes et accises dont l'emploi est supprimé par suite de l'instauration du marché intérieur de 1993, comprenant les articles 2 à 8 est abrogé.

**Art. 194.** L'article 16 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 10 juillet 1996, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 16. Au plan de personnel est attachée une annexe qui comporte un emploi pour chacun des agents utilisés.

Les emplois repris dans cette annexe sont supprimés au fur et à mesure du départ des agents utilisés. »

**Art. 187.** In bijlage I van hetzelfde besluit vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juni 1999 en 5 juli 1999, wordt de rubriek « rang 42 » opgeheven.

**Art. 188.** De bijlage II - Buitendiensten, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juni 1999 en 5 juli 1999, wordt opgeheven.

**Art. 189.** Bijlage III van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 juli 1999, wordt opgeheven.

**Art. 190.** Bijlage IV, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997, wordt opgeheven.

**Art. 191.** Bijlage V, van het hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 1 maart 1998, wordt vervangen door de bijlage 3 bij dit besluit.

**Art. 192.** Bijlage VI van hetzelfde besluit, toegevoegd bij het koninklijk besluit van 6 juli 1997 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 1 maart 1998, 12 maart 2002 en 13 maart 2003, wordt opgeheven.

HOOFDSTUK VII. — *Wijziging van het koninklijk besluit van 7 december 1992 houdende diverse maatregelen ten gunste van de ambtenaren van de buitendiensten van de Administratie der douane en accijnzen van wie de betrekking wordt afgeschaft ten gevolge van het tot stand komen van de interne markt in 1993*

**Art. 193.** Hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 7 december 1992 houdende diverse maatregelen ten gunste van de ambtenaren van de buitendiensten van de Administratie der douane en accijnzen van wie de betrekking wordt afgeschaft ten gevolge van het tot stand komen van de interne markt in 1993 met de artikelen 2 tot 8 wordt opgeheven.

**Art. 194.** Artikel 16 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 juli 1996, wordt vervangen als volgt :

« Art. 16. Aan het personeelsplan wordt een bijlage gehecht die een betrekking bevat voor elk van de gebezigde ambtenaren.

De betrekkingen opgenomen in deze bijlage worden opgeheven naarmate de gebezigde ambtenaren vertrekken. »

**Art. 195.** L'article 21, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 10 juillet 1996 et 6 juillet 1997 est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 1<sup>er</sup> Les agents utilisés poursuivent leur carrière dans la limite du nombre d'emplois, exprimé en équivalents temps plein, du plan de personnel qui sont réservés à l'Administration des douanes et accises. Ils y conservent également le droit à la mutation et à la participation aux mesures de compétences.

Les agents utilisés peuvent, dans les limites des emplois énumérés dans l'annexe visée à l'article 16, être promus aux grades :

— d'expert financier, sur base d'une sélection réussie à l'Administration des douanes et accises;

— d'assistant financier, sur base d'une sélection réussie à l'Administration des douanes et accises;

— d'assistant administratif;

— de collaborateur financier, sur base d'un examen réussi à l'Administration des douanes et accises.

#### CHAPITRE VIII. — Dispositions transitoires et dispositions finales

**Art. 196.** § 1<sup>er</sup>. Le titulaire du grade de collaborateur administratif qui, au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, ne compte pas quatre ans d'ancienneté de grade mais a suivi avec fruit le cours visé à l'article 2, 36°, c, de l'arrêté royal du 6 juillet 1997 fixant le statut pécuniaire du personnel du Service public fédéral Finances, est nommé d'office dans le grade de collaborateur financier dès qu'il compte une ancienneté de grade de quatre ans. Cette nomination ne prend effet qu'au plus tôt le premier jour du mois qui suit la clôture du cours.

§ 2. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, le collaborateur administratif qui a suivi avec fruit le cours visé à l'article 2, 36°, c, de l'arrêté royal du 6 juillet 1997, fixant le statut pécuniaire du personnel du Service public fédéral Finances est nommé d'office dans le grade de collaborateur financier au plus tard à la date de la première nomination d'un lauréat d'une épreuve de qualification professionnelle donnant accès au grade de collaborateur financier qui a été organisé pour les besoins de l'administration à laquelle il appartient.

§ 3 Les agents visés aux §§ 1<sup>er</sup> et 2 sont intégrés dans l'échelle de traitement 30S1 et perçoivent le complément de traitement y attaché. Sur base de cette rémunération, ils sont immédiatement intégrés dans l'échelle de traitement DF1 selon les conditions prévues par l'article 5 du présent arrêté.

§ 4 La nomination visée aux §§ 1<sup>er</sup> et 2 n'est possible que pour autant que l'agent puisse faire valoir ses titres à la promotion et qu'il ait assisté à l'activité de formation dont question et suivant les modalités prévues à l'article 4 du présent arrêté.

§ 5. Les cours qui ont débuté à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté sont poursuivis jusqu'à leur terme. Les agents qui les auront suivis avec fruit seront nommés collaborateur financier selon les modalités prévues aux §§ 1<sup>er</sup> et 2.

**Art. 197.** § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 4, §§ 1<sup>er</sup> et 2 du présent arrêté, le collaborateur financier, lauréat d'une sélection d'avancement à l'échelle barémique 30S2 attachée au grade rayé d'assistant des finances, est nommé d'office, par accession au niveau supérieur, au grade d'assistant financier dès qu'il aurait atteint neuf ans d'ancienneté dans le grade rayé d'assistant des finances. Cette nomination ne peut être antérieure au 1<sup>er</sup> jour du mois qui suit la date du procès-verbal de la sélection.

§ 2. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, le collaborateur financier, lauréat d'une sélection d'avancement à l'échelle barémique 30S2 attachée au grade rayé d'assistant des finances, est nommé d'office, par accession au niveau supérieur, au grade d'assistant financier au plus tard à la date de la première nomination d'un lauréat d'une sélection comparative d'accession au grade d'assistant financier organisée pour les besoins de l'administration à laquelle il appartient.

**Art. 195.** Artikel 21, § 1, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 juli 1996 en 6 juli 1997 wordt vervangen als volgt :

« § 1 De gebezigde ambtenaren zetten hun loopbaan verder binnen het aantal betrekkingen, uitgedrukt in voltijdse equivalenten, van het personeelsplan die voorbehouden zijn aan de Administratie der douane en accijnzen. Ze behouden er eveneens het recht op mutatie en op deelname aan de competentiemetingen.

De gebezigde ambtenaren kunnen binnen de perken van de betrekkingen, opgesomd in de bijlage bedoeld in artikel 16, benoemd worden in de graden van :

— financieel deskundige, op basis van een bij de Administratie der douane en accijnzen geslaagde selectie;

— financieel assistent, op basis van een bij de Administratie der douane en accijnzen geslaagde selectie;

— administratief assistent;

— financieel medewerker, op basis van een bij de Administratie der douane en accijnzen geslaagde selectie.

#### HOOFDSTUK VIII. — Overgangs- en slotbepalingen

**Art. 196.** § 1. De titularis van de graad van administratief medewerker die, bij de inwerkingtreding van dit besluit, nog geen vier jaar graadancienniteit telt maar met vrucht een cursus heeft gevolgd bedoeld in artikel 2, 36°, c, van het koninklijk besluit van 6 juli 1997 tot vaststelling van de bezoldigingsregeling van het personeel van de Federale Overheidsdienst Financiën, wordt ambtshalve benoemd in de graad van financieel medewerker zodra hij vier jaar graadancienniteit telt. Deze benoeming heeft ten vroegste uitwerking op de eerste dag van de maand volgend op het afsluiten van de cursus.

§ 2. In afwijking van § 1 wordt de administratief medewerker die met vrucht een cursus heeft gevolgd bedoeld in artikel 2, 36°, c, van het koninklijk besluit van 6 juli 1997 tot vaststelling van de bezoldigingsregeling van het personeel van de Federale Overheidsdienst Financiën, ambtshalve benoemd tot financieel medewerker uiterlijk op datum van de eerste benoeming van een laureaat van een proef over de beroepsbekwaamheid die toegang verleent tot deze graad en die georganiseerd werd voor de behoeften van de administratie waartoe hij behoort.

§ 3. De in §§ 1 en 2 bedoelde ambtenaren worden geïntegreerd in de weddenschaal 30S1 en verkrijgen het hieraan verbonden weddencomplement, op basis hiervan worden zij ingeschaald in de weddenschaal DF1 onder de voorwaarden vervat in het artikel 5 van dit besluit.

§ 4. De in de §§ 1 en 2 bedoelde benoeming is slechts mogelijk indien de ambtenaar zijn rechten op bevordering kan doen gelden en hij de opleidingsactiviteit heeft bijgewoond volgens de nadere regels die werden bepaald in artikel 4 van dit besluit.

§ 5. De cursussen die aanvingen op de datum van inwerkingtreding van dit besluit worden voortgezet. De ambtenaren die deze met vrucht hebben gevolgd zullen worden benoemd tot financieel medewerker overeenkomstig de §§ 1 en 2.

**Art. 197.** § 1. In afwijking van artikel 4, §§ 1 en 2 wordt de financiële medewerker die laureaat is van een selectie voor verhoging tot de weddenschaal 30S2 verbonden aan de geschrapte graad van assistent van financiën, zodra hij negen jaar ancienniteit zou hebben geteld in deze graad, ambtshalve bij wege van overgang naar het hogere niveau benoemd in de graad van financieel assistent, zonder dat de benoeming de eerste dag van de maand volgend op de datum van het proces-verbaal van de selectie kan voorafgaan.

§ 2. In afwijking van § 1 wordt de financieel medewerker die laureaat is van een selectie voor verhoging tot de weddenschaal 30S2 verbonden aan de geschrapte graad van assistent van financiën, ambtshalve benoemd tot financieel assistent uiterlijk op datum van de eerste benoeming van een laureaat van een vergelijkende selectie voor overgang naar de graad van financieel assistent die georganiseerd werd voor de behoeften van de administratie waartoe hij behoort.

§ 3. La nomination visée aux §§ 1<sup>er</sup> et 2 n'est possible que pour autant que l'agent puisse faire valoir ses titres à la promotion et qu'il ait assisté à l'activité de formation dont question et suivant les modalités prévues à l'article 4 du présent arrêté.

§ 4. Lors de la nomination visée aux §§ 1<sup>er</sup> et 2, l'agent est intégré dans l'échelle de traitement 30S2 et perçoit le complément de traitement qui y est attaché. Sur cette base, il est immédiatement intégré dans l'échelle de traitement CF1 selon les conditions prévues par l'article 11, § 2 du présent arrêté.

§ 5. Les sélections d'avancement à l'échelle barémique 30S2, liées au grade rayé d'assistant des finances, qui ont été annoncées avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, sont menées jusqu'à leur terme.

Les lauréats seront nommés au grade d'assistant financier selon les modalités prévues par le présent arrêté.

**Art. 198.** Les sélections d'avancement au grade de chef de section des finances, rayé par l'article 43, qui ont été annoncées avant la date de publication du présent arrêté sont poursuivies jusqu'à leur terme.

**Art. 199.** § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 4, §§ 1<sup>er</sup> et 2, le collaborateur financier qui est lauréat d'une sélection d'avancement au grade rayé de chef de section des finances à l'administration des douanes et accises est nommé d'office par accession au niveau supérieur au grade d'assistant financier dès qu'il compte une ancienneté de service de trois ans à partir de la date du procès-verbal de réussite de la sélection d'avancement à l'échelle de traitement 30S2. Cette nomination ne peut être antérieure au premier jour du mois qui suit la date du procès-verbal de la sélection d'avancement au grade de chef de section des finances.

§ 2. La nomination visée au § 1<sup>er</sup> n'est possible que pour autant que l'agent puisse faire valoir ses titres à la promotion.

L'agent est promu dans l'échelle de traitement 32S1 et perçoit le complément de traitement qui y est attaché. Sur cette base, il est immédiatement intégré dans l'échelle de traitement CF1 selon les conditions prévues par l'article 11, § 4 du présent arrêté.

L'ancienneté de traitement acquise est sensée acquise dans la nouvelle échelle de traitement.

§ 3. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, le collaborateur financier, lauréat d'une sélection d'avancement au grade, rayé par l'article 43, de chef de section des finances, est nommé d'office, par accession au niveau supérieur, au grade d'assistant financier au plus tard à la date de la première nomination d'un lauréat d'une sélection comparative d'accession au grade d'assistant financier organisée pour les besoins de l'administration des douanes et accises.

**Art. 200.** § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 11, §§ 1<sup>er</sup> et 2, l'assistant des finances qui a été nommé d'office au grade d'assistant financier et qui est lauréat d'une sélection d'avancement au grade, rayé par l'article 43, de chef de section des finances à l'administration des douanes et accises, est promu dans l'échelle de traitement 32S1 dès qu'il compte une ancienneté de service de trois ans à partir de la date du procès-verbal de réussite de la sélection d'avancement à l'échelle de traitement 30S2. Cette promotion ne peut être antérieure au premier jour du mois qui suit la date du procès-verbal de la sélection d'avancement au grade de chef de section des finances.

§ 2. La nomination visée au § 1<sup>er</sup> n'est possible que pour autant que l'agent puisse faire valoir ses titres à la promotion.

L'agent est promu dans l'échelle de traitement 32S1 et perçoit le complément de traitement qui y est attaché. Sur cette base, il est immédiatement intégré dans l'échelle de traitement CF1 selon les conditions prévues par l'article 11, § 4 du présent arrêté.

§ 3. De in de §§ 1 en 2 bedoelde benoeming is slechts mogelijk indien de ambtenaar zijn rechten op bevordering kan doen gelden en hij de opleidingsactiviteit heeft bijgewoond volgens de nadere regels die werden bepaald in artikel 4 van dit besluit.

§ 4. Bij de benoeming bedoeld in de §§ 1 en 2, wordt hij geïntegreerd in de weddenschaal 30S2 en verkrijgt het hieraan verbonden weddencomplement, op die basis wordt hij ingeschaald in de weddenschaal CF1 onder de voorwaarden vervat in artikel 11, § 2 van dit besluit.

§ 5. De selecties voor verhoging in de weddenschaal 30S2, verbonden aan de geschrapte graad van assistent bij financiën, die aangekondigd werden voor de datum van inwerkingtreding van dit besluit worden voortgezet.

De laureaten worden benoemd tot financieel assistent volgens de nadere regels bepaald in dit besluit.

**Art. 198.** De selecties voor verhoging tot de in artikel 43 geschrapte graad van sectiechef bij financiën die aangekondigd werden voor de datum van inwerkingtreding van dit besluit worden voortgezet.

**Art. 199.** § 1. In afwijking van artikel 4, §§ 1 en 2 wordt de financieel medewerker die laureaat is van een selectie voor verhoging in de geschrapte graad van sectiechef bij financiën bij de administratie der douane en accijnzen, zodra hij drie jaar dienstanciënniteit telt sinds de datum van het proces-verbaal dat het slagen voor de selectie voor verhoging tot de weddenschaal 30S2 vaststelt, ambtshalve bij wege van overgang naar het hogere niveau benoemd in de graad van financieel assistent, zonder dat de benoeming de eerste dag van de maand volgend op de datum van het proces-verbaal van de selectie voor verhoging tot de graad van sectiechef kan voorafgaan.

§ 2. De in de § 1 bedoelde benoemingen zijn slechts mogelijk indien de ambtenaar zijn rechten op bevordering kan doen gelden.

De ambtenaar wordt bevorderd door verhoging naar de weddenschaal 32S1 en verkrijgt het hieraan verbonden weddencomplement, op basis hiervan wordt hij ingeschaald in de weddenschaal CF1 onder de voorwaarden vervat in de artikel 11, § 4.

De verworven geldelijke anciënniteit wordt geacht verworven te zijn in de nieuwe weddenschaal.

§ 3. In afwijking van § 1 worden de financiële medewerkers die laureaat zijn van een selectie voor verhoging in graad verbonden aan de in artikel 43 geschrapte graad van sectiechef, uiterlijk ambtshalve benoemd tot financieel assistent op datum van de eerste benoeming van een laureaat van een selectie voor overgang naar de graad van financieel assistent die georganiseerd werd voor de behoeften van de administratie der douane en accijnzen.

**Art. 200.** § 1. In afwijking van artikel 11, §§ 1 en 2, wordt de assistent bij financiën die ambtshalve werd benoemd tot financieel assistent en laureaat is van een selectie voor verhoging in graad verbonden aan de in artikel 43 geschrapte graad van sectiechef bij financiën bij de administratie der douane en accijnzen, bevorderd door verhoging naar de weddenschaal 32S1, zodra hij drie jaar dienstanciënniteit telt sinds de datum van het proces-verbaal dat het slagen voor de selectie voor verhoging tot de weddenschaal 30S2 vaststelt, zonder dat de bevordering de eerste dag van de maand volgend op de datum van het proces-verbaal van de selectie voor verhoging tot de graad van sectiechef kan voorafgaan.

§ 2. De in de § 1 bedoelde benoemingen zijn slechts mogelijk indien de ambtenaar zijn rechten op bevordering kan doen gelden.

De ambtenaar wordt bevorderd in de weddenschaal 32S1 en verkrijgt het hieraan verbonden weddencomplement, op basis hiervan wordt hij ingeschaald in de weddenschaal CF1 onder de voorwaarden vervat in de artikel 11, § 4 van dit besluit.

§ 3. L'agent visé au § 1<sup>er</sup> est promu d'office dans l'échelle de traitement 32S1 et est intégré, conformément au § 2, dans l'échelle de traitement CF1 au plus tard à la date de la première nomination d'un lauréat d'une sélection comparative d'accession au grade d'assistant financier organisée pour les besoins de l'administration des douanes et accises.

**Art. 201.** Les sélections d'avancement dans un grade particulier du rang 28 qui ont été annoncées avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté sont menées jusqu'à leur terme.

**Art. 202.** § 1<sup>er</sup>. Les lauréats d'une sélection d'avancement aux grades rayés de géomètre-expert des finances ou de vérificateur principal organisées pour les besoins d'une administration fiscale, non encore nommés à un des grades susvisés, peuvent, sur base de cette réussite, se porter candidat à un emploi d'expert fiscal dans cette administration.

§ 2. Pour faire valoir leurs titres à la promotion, les agents visés au § 1<sup>er</sup> doivent avoir suivi l'activité de formation visée à l'article 32.

§ 3. A la date de leur nomination, ils perçoivent, sur base de leur ancienneté de traitement réelle, une rémunération liée au grade supprimé de vérificateur principal ou de géomètre expert des finances et sont immédiatement intégrés dans l'échelle de traitement BF3 conformément à l'annexe 1<sup>re</sup> du présent arrêté. Ils peuvent immédiatement participer à la mesure de compétences 3. Cependant, si ces agents étaient titulaires de l'échelle de traitement 28S2 dans le grade supprimé, ils peuvent immédiatement participer à la mesure de compétences 4.

§ 4. Les articles 36, 40, § 1<sup>er</sup> et 42 leur sont applicables.

**Art. 203.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice de l'article 202, les experts financiers nommés ou détachés dans les Services généraux ou dans les services centraux d'une administration fiscale qui sont lauréats d'une sélection d'avancement aux grades rayés de géomètre-expert des finances ou de vérificateur principal organisée pour les besoins d'une administration fiscale, et qui à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, n'exercent pas une fonction de nature fiscale peuvent, sur base de cette réussite, se porter candidat pour un emploi d'expert financier et administratif (grade supprimé) dans cette administration fiscale.

Les candidats sont classés selon les règles applicables pour une nomination au grade d'expert fiscal.

§ 2. Pour faire valoir leur titre à la promotion, les agents visés au § 1<sup>er</sup> doivent avoir suivi l'activité de formation visée à l'article 32.

§ 3. A la date de leur nomination, ils perçoivent, sur base de leur ancienneté de traitement réelle, une rémunération liée au grade supprimé de vérificateur principal ou de géomètre expert des finances et sont intégrés dans l'échelle de traitement BF3 conformément à l'annexe 1<sup>re</sup>. Ils peuvent immédiatement participer à la mesure de compétences 1. Cependant, si ces agents étaient titulaires de l'échelle de traitement 28S2 dans le grade supprimé, ils peuvent immédiatement participer à la mesure de compétences 2.

§ 4. Les articles 36, 40, § 1<sup>er</sup> et 42 leur sont applicables.

**Art. 204.** § 1<sup>er</sup>. Les lauréats d'une sélection d'avancement au grade rayé de vérificateur principal organisée pour les besoins d'une administration non fiscale, non encore nommés à ce grade, peuvent, sur base de cette réussite, se porter candidat à un emploi au grade (supprimé) d'expert financier et administratif dans cette administration. Ils sont classés selon les mêmes règles qui sont applicables pour une nomination au grade d'expert fiscal.

§ 3. De in de § 1 bedoelde ambtenaar wordt uiterlijk ambtshalve bevorderd in de weddenschaal 32S1 en overeenkomstig § 2 ingeschaald in de weddenschaal CF1 op de datum van de eerste benoeming van een laureaat van een selectie voor overgang naar de graad van financieel assistent die georganiseerd werd voor de behoeften van de administratie der douane en accijnzen.

**Art. 201.** De selecties voor verhoging in een bijzondere graad van rang 28 die werden aangekondigd voor de datum van inwerkingtreding van dit besluit, worden voortgezet.

**Art. 202.** § 1. De laureaten van een selectie voor verhoging tot de geschrapte graad van landmeter-expert van financiën of eerstaanwendend verificateur georganiseerd voor de behoeften van een fiscale administratie, die nog niet in deze graad werden benoemd, kunnen zich op grond van dit slagen kandidaat stellen voor een betrekking van fiscaal deskundige bij deze administratie.

§ 2. Om hun rechten op bevordering te kunnen doen gelden, dienen de ambtenaren bedoeld in § 1 de in artikel 32 vermelde opleidingsactiviteit te hebben bijgewoond.

§ 3. Op datum van hun benoeming krijgen zij op grond van hun reële geldelijke anciënniteit de bezoldiging verbonden aan de afgeschafte graad van eerstaanwendend verificateur of landmeter-expert van financiën en worden overeenkomstig bijlage 1 van dit besluit ingeschaald in de weddenschaal BF3. Zij mogen onmiddellijk deelnemen aan competentiemeting 3. Indien deze ambtenaren echter in de afgeschafte graad gerechtigd waren op de weddenschaal 28S2 mogen zij onmiddellijk deelnemen aan competentiemeting 4.

§ 4. De artikelen 36, 40, § 1 en 42 zijn van toepassing.

**Art. 203.** § 1. Onverminderd artikel 202, kunnen de financieel deskundigen benoemd of gedetacheerd bij de Algemene Diensten of de centrale diensten van een fiscale administratie, die laureaat zijn van een selectie voor verhoging tot de geschrapte graad van landmeter-expert van financiën of eerstaanwendend verificateur georganiseerd voor de behoeften van een fiscale administratie, mits zij op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit geen functie van fiscale aard uitoefenen, zich op grond van dit slagen kandidaat stellen voor een betrekking van financieel en administratief deskundige (afgeschafte graad) bij deze fiscale administratie.

De kandidaten worden gerangschikt volgens de regels die gelden voor een benoeming tot fiscaal deskundige.

§ 2. Om hun rechten op bevordering te kunnen doen gelden, dienen de ambtenaren bedoeld in § 1. de in artikel 32 vermelde opleidingsactiviteit te hebben bijgewoond.

§ 3. Op datum van hun benoeming krijgen zij op grond van hun reële geldelijke anciënniteit de bezoldiging verbonden aan de afgeschafte graad van eerstaanwendend verificateur of landmeter-expert van financiën en worden overeenkomstig bijlage 1 ingeschaald in de weddenschaal BF3. Zij mogen onmiddellijk deelnemen aan competentiemeting 1. Indien deze ambtenaren echter in de afgeschafte graad gerechtigd waren op de weddenschaal 28S2 mogen zij onmiddellijk deelnemen aan competentiemeting 2.

§ 4. De artikelen 36, 40, § 1 en 42 zijn van toepassing.

**Art. 204.** § 1 De laureaten van een selectie voor verhoging tot de geschrapte graad van eerstaanwendend verificateur, georganiseerd voor de behoeften van een niet-fiscale administratie, die nog niet in deze graad werden benoemd, kunnen zich op grond van dit slagen kandidaat stellen voor een betrekking verbonden aan de afgeschafte graad van financieel en administratief deskundige bij deze administratie. De kandidaten worden gerangschikt volgens de regels die gelden voor een benoeming tot fiscaal deskundige.



§ 2. Pour faire valoir leurs titres à la promotion, les agents visés au § 1<sup>er</sup> doivent avoir suivi l'activité de formation visée à l'article 32.

§ 3. A la date de leur nomination, ils perçoivent, sur base de leur ancienneté de traitement réelle, une rémunération liée au grade supprimé de vérificateur principal et sont intégrés dans l'échelle de traitement BF3 conformément à l'annexe 1<sup>re</sup> du présent arrêté. Ils peuvent immédiatement participer à la mesure de compétences 1. Cependant, si ces agents étaient titulaires de l'échelle de traitement 28S2 dans le grade supprimé, ils peuvent immédiatement participer à la mesure de compétences 2.

§ 4. Les articles 36 et 40 § 1<sup>er</sup> leur sont applicables.

**Art. 205.** § 1<sup>er</sup>. Les lauréats d'une sélection d'avancement au grade rayé d'analyste de programmation des finances, non encore nommés à ce grade, peuvent, sur base de cette réussite, se porter candidat à un emploi au grade supprimé d'expert financier et ICT. Ils sont classés selon les mêmes règles qui sont applicables pour une nomination au grade d'expert fiscal.

§ 2. Pour faire valoir leurs titres à la promotion, les agents visés au § 1<sup>er</sup> doivent avoir suivi l'activité de formation visée à l'article 32.

§ 3. A la date de leur nomination, ils perçoivent, sur base de leur ancienneté de traitement réelle, une rémunération liée au grade supprimé d'analyste de programmation des finances et sont immédiatement intégrés dans l'échelle de traitement BI3 conformément à l'annexe 1<sup>re</sup> du présent arrêté. Ils peuvent immédiatement participer à la mesure de compétences 1. Cependant, si ces agents étaient titulaires de l'échelle de traitement 28S8 dans le grade supprimé, ils peuvent immédiatement participer à la mesure de compétences 2.

§ 4. Les articles 36 et 40, § 1<sup>er</sup> leur sont applicables.

**Art. 206.** La nomination d'office d'agents du niveau 3 dans le grade d'assistant financier n'a de conséquence, pour ce qui concerne l'attribution des indemnités, qu'à partir du 1<sup>er</sup> jour du mois qui suit la date de publication du présent arrêté.

**Art. 207.** Les agents du niveau 3 nommés d'office dans le niveau C, titulaires d'une prime linguistique la conservent dans les conditions fixées par l'arrêté royal du 16 mai 2003 accordant des primes linguistiques aux membres du personnel de la Fonction publique administrative fédérale.

**Art. 208.** Les sélections comparatives de recrutement concernant les grades particuliers des niveaux 3 et 2+, en cours à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, sont menées jusqu'à leur terme.

Au moment de leur recrutement, les lauréats sont admis au stage dans le grade commun correspondant des niveaux D et B.

**Art. 209.** § 1<sup>er</sup>. Les procédures relatives à l'avancement ou au changement de grade dans les grades particuliers des niveaux 3 et 2+, en cours à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, continuent à être réglées par les dispositions en vigueur avant cette date.

Les nominations se font dans le grade correspondant créé dans les niveaux C et B.

§ 2. Les procédures relatives aux mutations en cours à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté sont menées jusqu'à leur terme selon les dispositions en vigueur avant cette date.

§ 3. Les désignations dans une fonction supérieure du niveau 2 ou 2+ ne peuvent être maintenues dans les niveaux C et B qu'à conditions qu'elles soient compatibles avec les dispositions de l'arrêté royal du 8 août 1983 relatif à une fonction supérieure dans les administrations de l'Etat.

§ 2. Om hun rechten op bevordering te doen gelden, dienen de ambtenaren bedoeld in § 1, de in artikel 32 bedoelde opleidingsactiviteit te hebben bijgewoond.

§ 3. Op datum van hun benoeming krijgen zij op grond van hun reële geldelijke anciënniteit de bezoldiging verbonden aan de afgeschafte graad van eerstaanwezend verificateur en worden overeenkomstig bijlage 1 van dit besluit ingeschaald in de weddenschaal BF3. Zij mogen onmiddellijk deelnemen aan competentietesting 1. Indien deze ambtenaren echter in de afgeschafte graad gerechtigd waren op de weddenschaal 28S2 mogen zij onmiddellijk deelnemen aan competentietesting 2.

§ 4. De artikelen 36, 40, § 1 zijn van toepassing.

**Art. 205.** § 1. De laureaten van een selectie voor verhoging tot de geschrapte graad van programmeringsanalist bij financiën, die nog niet in deze graad werden benoemd, kunnen zich op grond van dit slagen kandidaat stellen voor een betrekking verbonden aan de afgeschafte graad van financieel en ICT-deskundige. De kandidaten worden gerangschikt volgens de regels die gelden voor een benoeming tot fiscaal deskundige.

§ 2. Om hun rechten op bevordering te doen gelden, dienen de ambtenaren bedoeld in § 1 de in artikel 32 bedoelde opleidingsactiviteit te hebben bijgewoond.

§ 3. Op datum van hun benoeming krijgen zij op grond van hun reële geldelijke anciënniteit de bezoldiging verbonden aan de afgeschafte graad van programmeringsanalist bij financiën en worden onmiddellijk overeenkomstig bijlage 1 ingeschaald in de weddenschaal BI3, zij mogen onmiddellijk deelnemen aan competentietesting 1. Indien deze ambtenaren echter in de afgeschafte graad gerechtigd waren op de weddenschaal 28S8 mogen zij onmiddellijk deelnemen aan competentietesting 2.

§ 4. De artikelen 36 en 40, § 1 zijn van toepassing.

**Art. 206.** Voor de personeelsleden van niveau 3 die ambtshalve worden benoemd tot financieel assistent heeft deze benoeming, voor de toekenning van vergoedingen, slechts uitwerking met ingang van de eerste dag van de maand die volgt op de publicatie van dit besluit.

**Art. 207.** De personeelsleden van niveau 3 die ambtshalve worden benoemd in niveau C en die gerechtigd zijn op een taalpremie behouden deze premie onder de voorwaarden bepaald bij het koninklijk besluit van 16 mei 2003 tot toekenning van taalpremies aan de personeelsleden van het Federaal Administratief Openbaar Ambt.

**Art. 208.** De vergelijkende selecties voor werving in de bijzondere graden van niveaus 3 en 2+, die lopend zijn op datum van de inwerkingtreding van dit besluit, worden voortgezet.

Op het ogenblik van hun werving worden de laureaten tot de stage toegelaten in de overeenstemmende graad van de niveaus D en B.

**Art. 209.** § 1. De procedures houdende de bevordering of de verandering van graad in de bijzondere graden van niveaus 3 en 2+ die lopend zijn op datum van inwerkingtreding van dit besluit, worden verder geregeld door de bepalingen zoals die van kracht waren voor die datum.

De benoemingen gebeuren in de overeenstemmende graad opgericht in de niveaus C en B.

§ 2. De procedures inzake mutaties die lopend zijn op datum van de inwerkingtreding van dit besluit worden voortgezet volgens de bepalingen zoals die van kracht waren voor die datum.

§ 3. De aanwijzingen in een hoger ambt van het niveau 2 of 2+ kunnen slechts behouden worden in het niveau C en B mits zij in overeenstemming zijn met de bepalingen van het koninklijk besluit van 8 augustus 1983 betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de rijksbesturen.

**Art. 210. § 1<sup>er</sup>.** Dès l'entrée en vigueur du présent arrêté, les agents visés aux articles 60 et 144 peuvent uniquement s'inscrire à une mesure de compétences qui consiste en une formation certifiée.

Les agents visés à l'alinéa précédent qui s'inscrivent à la première formation certifiée organisée pour leur famille de fonction sont censés être inscrits au 31 août 2004, à condition qu'ils remplissent, à cette date, les conditions statutaires requises. S'ils remplissent les conditions après le 31 août 2004 et avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, ils sont censés être inscrits à la date à laquelle ils remplissent les conditions.

§ 2. Les experts ICT visés à l'article 32 qui s'inscrivent à la première formation certifiée qui leur est proposée sont censés être inscrits au 31 août 2004 à condition qu'ils remplissent, à cette date, les conditions statutaires requises. S'ils remplissent les conditions après le 31 août 2004 et avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, ils sont censés être inscrits à la date à laquelle ils remplissent les conditions.

**Art. 211. § 1<sup>er</sup>.** Les agents du niveau B qui sont lauréats d'une sélection d'avancement au grade rayé de vérificateur principal et qui à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, sont titulaires du brevet prévu à l'article 14, § 2, 1<sup>o</sup> de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 concernant la sélection et la carrière des agents de l'Etat, ont jusqu'au 31 décembre 2007 pour acquérir les brevets prévus par l'article 16<sup>quater</sup> de l'arrêté royal du 29 octobre 1971 fixant le règlement organique du Ministère des Finances, Administration des pensions ainsi que les dispositions particulières y assurant l'exécution du Statut des agents de l'Etat.

§ 2. Les agents du niveau B qui sont lauréats d'une sélection d'avancement au grade rayé de vérificateur principal ou de géomètre expert des finances et qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, sont titulaires du brevet prévu à l'article 14, § 2, 1<sup>o</sup> de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 concernant la sélection et la carrière des agents de l'Etat, ont jusqu'au 31 décembre 2007 pour acquérir les brevets prévus par l'article 16<sup>quater</sup> de l'arrêté royal du 29 octobre 1971 fixant le règlement organique du Service public fédéral Finances, ainsi que les dispositions particulières y assurant l'exécution du Statut des agents de l'Etat.

**Art. 212.** Les agents qui en tant que titulaire du grade supprimé d'assistant informatique des finances sont nommés d'office au 1<sup>er</sup> septembre 2004 dans le grade d'assistant technique et qui s'inscrivent à la première mesure de compétences qui leur est proposée, sont censés s'être inscrits à cette date à condition qu'ils remplissent les conditions statutaires requises.

S'ils remplissent les conditions statutaires requises après le 1<sup>er</sup> septembre 2004 et avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, ils sont censés être inscrits à la date à laquelle ils satisfont aux conditions.

**Art. 213.** Les agents qui sont lauréats d'une mesure de compétences avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, en conservent l'avantage lors de leur nomination d'office dans le niveau C ou B.

S'ils sont nommés dans le grade d'assistant financier ou dans le grade supprimé d'assistant financier adjoint, la durée de validité de la mesure de compétences est fixée à six ans.

**Art. 214.** Les agents, titulaires du grade supprimé d'opérateur mécanographe des finances qui ont réussi un examen d'avancement au grade de chef opérateur mécanographe des finances, obtiennent l'échelle de traitement 32S2.

**Art. 210. § 1.** Vanaf de inwerkingtreding van dit besluit kunnen de personeelsleden bedoeld in de artikelen 60 en 144, zich uitsluitend inschrijven voor een competentiemeting die een gecertificeerde opleiding bevat.

De in het vorige lid bedoelde ambtenaren die zich inschrijven voor de eerste gecertificeerde opleiding die wordt aangeboden in hun functie-familie worden beschouwd ingeschreven te zijn op 31 augustus 2004 mits zij op die datum de statutaire vereisten vervullen. Indien zij de vereisten vervullen na 31 augustus 2004 en voor de inwerkingtreding van dit besluit, worden zij geacht ingeschreven te zijn op de datum waarop zij aan de voorwaarden voldoen.

§ 2. De ICT-deskundigen bedoeld in artikel 32 die zich inschrijven voor de eerste gecertificeerde opleiding die hun wordt aangeboden worden beschouwd ingeschreven te zijn op 31 augustus 2004 mits zij op die datum de statutaire vereisten vervullen. Indien zij de vereisten vervullen na 31 augustus 2004 en voor de inwerkingtreding van dit besluit, worden zij geacht ingeschreven te zijn op de datum waarop zij aan de voorwaarden voldoen.

**Art. 211. § 1.** De ambtenaren van niveau B die lauréat zijn van een selectie voor verhoging tot de geschrapte graad van eerstaanwendend verificateur en die op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit, houder zijn van het brevet bedoeld in artikel 14, § 2, 1<sup>o</sup>, van het koninklijk besluit van 22 december 2000 betreffende de selectie en de loopbaan van het rijkspersoneel, kunnen tot 31 december 2007 de brevetten behalen bedoeld in artikel 16<sup>quater</sup> van de koninklijke besluiten van 29 oktober 1971 tot vaststelling van het organiek reglement van het Ministerie van Financiën, Administratie der pensioenen en van de bijzondere bepalingen die er voorzien in de uitvoering van het Statuut van het Rijkspersoneel.

§ 2. De ambtenaren van niveau B die lauréat zijn van een selectie voor verhoging tot de geschrapte graad van eerstaanwendend verificateur of landmeter-expert van financiën en die op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit, houder zijn van het brevet bedoeld in artikel 14, § 2, 1<sup>o</sup>, van het koninklijk besluit van 22 december 2000 betreffende de selectie en de loopbaan van het rijkspersoneel, kunnen tot 31 december 2007 de brevetten behalen bedoeld in artikel 16<sup>quater</sup> van de koninklijke besluiten van 29 oktober 1971 tot vaststelling van het organiek reglement van de Federale Overheidsdienst Financiën en van de bijzondere bepalingen die er voorzien in de uitvoering van het Statuut van het Rijkspersoneel.

**Art. 212.** De ambtenaren die als titularis van de afgeschafte graad van assistent informatica bij financiën, met ingang van 1 september 2004, ambtshalve worden benoemd in de graad van technisch assistent en die zich inschrijven voor de eerste competentiemeting die hun wordt aangeboden, worden geacht zich ingeschreven te hebben op die datum mits zij de statutaire vereisten vervullen.

Indien zij de vereisten vervullen na 1 september 2004 en voor de inwerkingtreding van dit besluit, worden zij geacht ingeschreven te zijn op de datum waarop zij aan de voorwaarden voldoen.

**Art. 213.** De ambtenaren die voor de inwerkingtreding van dit besluit geslaagd zijn voor een competentiemeting behouden het voordeel hiervan bij hun ambtshalve benoeming in het niveau C of B.

Indien zij benoemd worden in de graad van financieel assistent of in de afgeschafte graad van adjunct-financieel assistent wordt de geldigheidsduur van de competentiemeting vastgesteld op zes jaar.

**Art. 214.** De ambtenaren, titularissen van de afgeschafte graad van operateur-mechanograaf bij financiën, die geslaagd zijn in een examen voor verhoging tot de graad van hoofdoperateur-mechanograaf bij financiën, bekomen de weddenschaal 32S2.

**Art. 215. § 1<sup>er</sup>.** Les agents revêtus du grade d'inspecteur d'administration fiscale ou d'attaché des finances ont jusqu'au 31 décembre 2007 pour acquérir les brevets prévus par l'article 16<sup>quater</sup> de l'arrêté royal du 29 octobre 1971 fixant le règlement organique du Service public fédéral Finances, ainsi que les dispositions particulières y assurant l'exécution du Statut des agents de l'Etat.

§ 2. Les dispositions prévues au § 1<sup>er</sup> sont également d'application aux agents de l'Administration de la trésorerie titulaires du grade de conseiller, de conseiller adjoint principal ou de conseiller adjoint.

**Art. 216. § 1<sup>er</sup>.** Les agents revêtus du grade d'attaché des finances ont jusqu'au 31 décembre 2007 pour acquérir les brevets prévus par l'article 16<sup>quater</sup> de l'arrêté du 29 octobre 1971 fixant le règlement organique du Ministère des Finances, Administration des pensions, ainsi que les dispositions particulières y assurant l'exécution du Statut des agents de l'Etat.

§ 2. Les dispositions prévues au § 1<sup>er</sup> sont également d'application aux agents titulaires du grade de conseiller, de conseiller adjoint principal ou de conseiller adjoint.

**Art. 217.** Les agents nommés ou mis à disposition du Cabinet du Secrétaire général sont censés être nommés ou mis à disposition du Cabinet du Président du Comité de direction.

**Art. 218.** Les agents nommés ou mis à disposition du Cabinet de l'Administrateur général des Impôts sont censés être nommés ou mis à disposition du Cabinet de l'Administrateur général des Impôts et du Recouvrement.

**Art. 219.** Les agents contractuels qui ont été recrutés dans les fonctions de vérificateur, de géomètre des finances, des laborantins ou de programmeur des finances, doivent participer aux activités de formation organisées pour les agents statutaires titulaires de ces mêmes grades si ils veulent faire valoir leur droit à la première échelle de traitement et à l'allocation de compétences liées aux fonctions d'expert financier, d'expert technique ou d'expert ICT.

**Art. 220.** Sauf disposition autre prise par Nous, l'arrêté royal du 5 septembre 2002 est d'application aux titulaires d'un grade commun des niveaux 4, 3, 2 et 2+ du Service public fédéral Finances et de l'Administration des pensions.

**Art. 221.** Sauf disposition contraire, le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur Belge à l'exception :

1° des dispositions relatives au niveau D, qui produisent leurs effets au 1<sup>er</sup> janvier 2002;

2° des dispositions relatives au niveau C, qui produisent leurs effets au 1<sup>er</sup> juin 2002;

3° des dispositions relatives au niveau B, qui produisent leurs effets au 1<sup>er</sup> octobre 2002.

4° les articles 8, 9, 28, 29, 30, 44, 212 et 214 qui produisent leurs effets au 1<sup>er</sup> septembre 2004.

**Art. 215. § 1.** De ambtenaren die bekleed zijn met de graad van inspecteur bij een fiscaal bestuur of attaché van financiën kunnen tot 31 december 2007 deelnemen aan de technische proeven bedoeld in artikel 16<sup>quater</sup> van het koninklijk besluit van 29 oktober 1971 tot vaststelling van het organiek reglement van de Federale Overheidsdienst Financiën en van de bijzondere bepalingen die er voorzien in de uitvoering van het statuut van het Rijkspersoneel.

§ 2. De bepalingen in § 1 zijn eveneens van toepassing op de ambtenaren van de Administratie der thesaurie die titularis zijn van de graad van adviseur, van eerstaanwendend adjunct-adviseur of van adjunct-adviseur.

**Art. 216. § 1.** De ambtenaren die bekleed zijn met de graad van attaché van financiën kunnen tot 31 december 2007 deelnemen aan de technische proeven bedoeld in artikel 16<sup>quater</sup> van het koninklijk besluit van 29 oktober 1971 tot vaststelling van het organiek reglement van het Ministerie van Financiën, Administratie der pensioenen en van de bijzondere bepalingen die er voorzien in de uitvoering van het statuut van het Rijkspersoneel.

§ 2. De bepalingen in § 1 zijn eveneens van toepassing op de ambtenaren die titularis zijn van de graad van adviseur, van eerstaanwendend adviseur of van adjunct-adviseur.

**Art. 217.** De personeelsleden benoemd of ter beschikking gesteld van het kabinet van de Secretaris-generaal worden geacht benoemd of ter beschikking gesteld te zijn van het kabinet van de Voorzitter van het Directiecomité.

**Art. 218.** De personeelsleden benoemd of ter beschikking gesteld van het kabinet van de Administrateur-generaal van de belastingen worden geacht benoemd of ter beschikking gesteld te zijn van het kabinet van de Administrateur-generaal van de belastingen en de invordering.

**Art. 219.** De contractuele personeelsleden die werden aangeworven in de functies van verificateur, landmeter bij financiën, laborant en programmeur bij financiën, dienen deel te nemen aan de opleidingsactiviteit die wordt georganiseerd voor de statutaire personeelsleden titularis van de overeenkomstige graad, alvorens hun rechten te kunnen laten gelden op de eerste weddenschaal en de competitietoe-lage verbonden aan de functies van financieel deskundige, technisch deskundige of ICT-deskundige.

**Art. 220.** Behoudens door Ons andersluidende bepaling is voor de titularissen van een gemene graad van de niveaus 4, 3, 2 en 2+ het koninklijk besluit van 5 september 2002, van toepassing op het personeel van de Federale Overheidsdienst Financiën en de Administratie der pensioenen.

**Art. 221.** Onverminderd andersluidende bepalingen, treedt dit besluit in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt met uitzondering van :

1° de bepalingen met betrekking tot niveau D, die uitwerking hebben met ingang van 1 januari 2002;

2° de bepalingen met betrekking tot niveau C, die uitwerking hebben met ingang van 1 juni 2002;

3° de bepalingen met betrekking tot niveau B, die uitwerking hebben met ingang van 1 oktober 2002.

4° de artikelen 8, 9, 28, 29, 30, 44, 212 en 214 die uitwerking hebben met ingang van 1 september 2004.

**Art. 222.** Notre Ministre des Finances et Notre Ministre des Pensions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 3 mars 2005.

**ALBERT**

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,  
D. REYNDERS

Le Ministre des Pensions,  
B. TOBBACK

Le Ministre du Budget,  
J. VANDE LANOTTE

**Art. 222.** Onze Minister van Financiën en Onze Minister van Pensioenen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 3 maart 2005.

**ALBERT**

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,  
D. REYNDERS

De Minister van Pensioenen,  
B. TOBBACK

De Minister van Begroting,  
J. VANDE LANOTTE

Annexe 1<sup>re</sup> à l'arrêté royal du 3 mars 2005 portant réforme de la carrière particulière de certains agents du Service public fédéral Finances et de l'Administration des pensions du Ministère des Finances et portant diverses dispositions visant à l'exécution de l'arrêté royal du 5 septembre 2002 portant réforme de la carrière de certains agents des administrations de l'Etat

Grade supprimé	Echelle de traitement attachée au grade supprimé	Nouveau grade	Echelle de traitement attachée au nouveau grade	Mode d'intégration dans l'échelle de traitement attachée au nouveau grade
Assistant des finances	30A	Collaborateur administratif	DA1	Intégration sur base de l'ancienneté pécuniaire
Assistant des finances	30C	Collaborateur administratif	DA1	Intégration sur base de l'ancienneté pécuniaire
Assistant des finances	30S1	Collaborateur financier	DF1	Intégration sur base de la rémunération (3)
Opérateur mécanographe des finances	30S4	Collaborateur technique	DT4	Intégration sur base de l'ancienneté pécuniaire
Chef opérateur mécanographe des finances	32S2	Collaborateur technique	DT5	Intégration sur base de l'ancienneté pécuniaire
Chef opérateur mécanographe des finances	32S3	Collaborateur technique	DT5	Intégration sur base de l'ancienneté pécuniaire
Assistant des finances, auparavant dessinateur dirigeant du cadastre	34sp (1) 15.848,11 - 21.101,55	Assistant financier	CF1	Intégration sur base de l'ancienneté pécuniaire
Assistant des finances, auparavant : - lieutenant des douanes ; - chef adjoint du service enrôlement	35sp (1) 17.132,78 - 22.386,22	Assistant financier	CF1	Intégration sur base de l'ancienneté pécuniaire
Assistant des finances, auparavant chef de section des finances (administration des contributions directes)	32B (2)	Assistant financier	CF1	Intégration sur base de l'ancienneté pécuniaire
Assistant des finances, auparavant, chef du service enrôlement	35sp (1) 18.470,68 - 23.724,12	Assistant financier	CF1	Intégration sur base de l'ancienneté pécuniaire
Assistant des finances	30S2	Assistant financier	CF1	Intégration sur base de l'ancienneté pécuniaire
Assistant des finances	30S3	Assistant financier	CF1	Intégration sur base de l'ancienneté pécuniaire
Chef de section des finances	32S1	Assistant financier	CF1	Intégration sur base de l'ancienneté pécuniaire
Assistant administratif (visé à l'article 15, § 1 <sup>er</sup> , 2 <sup>o</sup> )	20A	Assistant financier	CF1	Intégration sur base de l'ancienneté pécuniaire
Assistant administratif (visé à l'article 15, § 1 <sup>er</sup> , 1 <sup>o</sup> et 2 <sup>o</sup> )	20B	Assistant financier	CF1	Intégration sur base de l'ancienneté pécuniaire
Assistant administratif (visé à l'article 15 § 1 <sup>er</sup> , 2 <sup>o</sup> )	20E	Assistant financier	CF2	Intégration sur base de l'ancienneté pécuniaire
Chef administratif (visé à l'article 15, § 1 <sup>er</sup> , 2 <sup>o</sup> )	22A	Assistant financier	CF3	Intégration sur base de l'ancienneté pécuniaire
Assistant administratif, auparavant, opérateur du cadastre (visé à l'article 16)	20sp (1) 14.273,70 - 22.651,48	Assistant financier	CF1	Intégration sur base de l'ancienneté pécuniaire
Assistant administratif, auparavant aspirant vérificateur adjoint (visé à l'article 16)	21sp (1) 14.605,96 - 22.980,28	Assistant financier	CF1	Intégration sur base de l'ancienneté pécuniaire
Assistant administratif (visé à l'article 21, § 1 <sup>er</sup> , 2 <sup>o</sup> )	20B	Assistant financier adjoint, grade supprimé	CA1	Intégration sur base de l'ancienneté pécuniaire
Assistant administratif (visé à l'article 21, § 1 <sup>er</sup> , 2 <sup>o</sup> )	20E	Assistant financier adjoint, grade supprimé	CA2	Intégration sur base de l'ancienneté pécuniaire
Chef administratif (visé à l'article 21, § 1 <sup>er</sup> , 1 <sup>o</sup> )	22A	Assistant financier adjoint, grade supprimé	CA3	Intégration sur base de l'ancienneté pécuniaire

Assistant administratif, auparavant opérateur du cadastre (visé à l'article 22)	20sp (1) 14.273,70 - 22.651,48	Assistant financier adjoint, grade supprimé	CA1	Intégration sur base de l'ancienneté pécuniaire
Assistant informatique des finances	20S2	Assistant technique	CT1	Intégration sur base de l'ancienneté pécuniaire
Assistant informatique des finances	20S3	Assistant technique	CT1	Intégration sur base de l'ancienneté pécuniaire
Vérificateur géomètre des finances	26E	Expert financier ou Expert fiscal adjoint, grade supprimé	BF1	Intégration sur base de l'ancienneté pécuniaire
Vérificateur géomètre des finances	26H	Expert financier ou Expert fiscal adjoint, grade supprimé	BF2	Intégration sur base de la rémunération (3)
Vérificateur principal géomètre-expert des finances	28C	Expert financier et administratif, grade supprimé ou Expert fiscal	BF3	Intégration sur base de la rémunération (3)
Vérificateur principal géomètre-expert des finances	28S2	Expert financier et administratif, grade supprimé ou Expert fiscal	BF3	Intégration sur base de la rémunération (3)
Vérificateur, auparavant receveur adjoint	22sp (1) 15.979,24 - 24.531,62	Expert financier ou Expert fiscal adjoint, grade supprimé	BF1	Intégration sur base de la rémunération (3)
Vérificateur, auparavant vérificateur adjoint d'administration fiscale ou chef de section adjoint géomètre des finances, auparavant géomètre du cadastre ou géomètre dans un comité d'acquisition	22sp (1) 15.476,56 - 23.878,73	Expert financier ou Expert fiscal adjoint, grade supprimé	BF1	Intégration sur base de l'ancienneté pécuniaire
Vérificateur principal, auparavant receveur C-chef de service	28sp (4) 20.259,25 - 29.783, 65	Expert financier et administratif, grade supprimé ou Expert fiscal	BF3	Intégration sur base de la rémunération (3)
Vérificateur principal, auparavant vérificateur expert comptable d'administration fiscale	24sp (1) 21.761,49 - 30.976,08	Expert financier et administratif, grade supprimé ou Expert fiscal	BF4	Intégration sur base de l'ancienneté pécuniaire (5)
Laborantin	26S3	Expert technique	BT1	Intégration sur base de l'ancienneté pécuniaire
Laborantin principal	28A	Expert technique	BT2	Intégration sur base de l'ancienneté pécuniaire
Programmeur des finances	26S5	Expert I.C.T.	BI1	Intégration sur base de l'ancienneté pécuniaire
Programmeur des finances	26S6	Expert I.C.T.	BI2	Intégration sur base de la rémunération (3)
Analyste de programmation des finances	28S7	Expert financier et I.C.T., grade supprimé	BI3	Intégration sur base de la rémunération (3)
Analyste de programmation des finances	28S8	Expert financier et I.C.T., grade supprimé	BI3	Intégration sur base de la rémunération (3)

(1) Conformément à l'article 17 de l'arrêté royal du 6 juillet 1997 fixant le statut pécuniaire du personnel du Service public fédéral Finances

(2) Conformément à l'article 10 de l'arrêté royal du 6 juillet 1997 relatif à la simplification de la carrière de certains agents du Ministère des Finances appartenant aux niveaux 1 et 2+

(3) Voir article 1, 3°

(4) Conformément à l'article 18 de l'arrêté royal du 6 juillet 1997 fixant le statut pécuniaire du personnel du Service public fédéral Finances

(5) Voir article 35, § 2

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 3 mars 2005 portant réforme de la carrière particulière de certains agents du Service public fédéral Finances et de l'Administration des pensions du Ministère des Finances et portant diverses dispositions visant à l'exécution de l'arrêté royal du 5 septembre 2002 portant réforme de la carrière de certains agents des administrations de l'Etat.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,  
D. REYNDERS

Le Ministre des Pensions,  
B. TOBBACK

Le Ministre du Budget,  
J. VANDE LANOTTE

Bijlage 1 bij het koninklijk besluit van 3 maart 2005 houdende hervorming van de bijzondere loopbaan van sommige ambtenaren van de Federale Overheidsdienst Financiën en de Administratie der pensioenen van het Ministerie van Financiën en houdende diverse bepalingen tot uitvoering van het koninklijk besluit van 5 september 2002 houdende hervorming van de loopbaan van sommige ambtenaren in de rijksbesturen

Geschrapte graad	Weddenschaal verbonden aan de geschrapte graad	Nieuwe graad	Weddenschaal verbonden aan de nieuwe graad	Wijze van inschaling in de weddenschaal verbonden aan de nieuwe graad
assistent bij financiën	30A	administratief medewerker	DA1	inschaling op geldelijke anciënniteit
assistent bij financiën	30C	administratief medewerker	DA1	inschaling op geldelijke anciënniteit
assistent bij financiën	30S1	financieel medewerker	DF1	inschaling op bezoldiging (3)
operateur-mechanograaf bij financiën	30S4	technisch medewerker	DT4	inschaling op geldelijke anciënniteit
hoofdoperateur-mechanograaf bij financiën	32S2	technisch medewerker	DT5	inschaling op geldelijke anciënniteit
hoofdoperateur-mechanograaf bij financiën	32S3	technisch medewerker	DT5	inschaling op geldelijke anciënniteit
assistent bij financiën, voorheen leidend tekenaar bij het kadaster	34sp (1) 15.848,11 - 21.101,55	financieel assistent	CF1	inschaling op geldelijke anciënniteit
assistent bij financiën, voorheen: - luitenant der douane; - adjunct-chef van de dienst der inkohieringen.	35sp (1) 17.132,78 - 22.386,22	financieel assistent	CF1	inschaling op geldelijke anciënniteit
assistent bij financiën, voorheen sectiechef bij financiën, Administratie der directe belastingen	32B (2)	financieel assistent	CF1	inschaling op geldelijke anciënniteit
assistent bij financiën, voorheen chef van de dienst der inkohieringen	35sp (1) 18.470,68 - 23.724,12	financieel assistent	CF1	inschaling op geldelijke anciënniteit
assistent bij financiën	30S2	financieel assistent	CF1	inschaling op geldelijke anciënniteit
assistent bij financiën	30S3	financieel assistent	CF1	inschaling op geldelijke anciënniteit
sectiechef bij financiën	32S1	financieel assistent	CF1	inschaling op geldelijke anciënniteit
bestuursassistent (bedoeld in artikel 15, § 1, 2°)	20A	financieel assistent	CF1	inschaling op geldelijke anciënniteit
bestuursassistent (bedoeld in artikel 15, § 1, 1° en 2°)	20B	financieel assistent	CF1	inschaling op geldelijke anciënniteit
bestuursassistent (bedoeld in artikel 15, § 1, 2°)	20E	financieel assistent	CF2	inschaling op geldelijke anciënniteit
bestuurschef (bedoeld in artikel 15, § 1, 2°)	22A	financieel assistent	CF3	inschaling op geldelijke anciënniteit
bestuursassistent, voorheen operateur van het kadaster (bedoeld in artikel 16)	20sp (1) 14.273,70 - 22.651,48	financieel assistent	CF1	inschaling op geldelijke anciënniteit
bestuursassistent, voorheen aspirant-adjunct-verificateur (bedoeld in artikel 16)	21sp (1) 14.605,96 - 22.980,28	financieel assistent	CF1	inschaling op geldelijke anciënniteit
bestuursassistent (bedoeld in artikel 21, § 1, 2°)	20B	adjunct-financieel assistent, afgeschafte graad	CA1	inschaling op geldelijke anciënniteit
bestuursassistent (bedoeld in artikel 21, § 1, 2°)	20E	adjunct-financieel assistent, afgeschafte graad	CA2	inschaling op geldelijke anciënniteit
bestuurschef (bedoeld in artikel 21, § 1 1°)	22A	adjunct-financieel assistent, afgeschafte graad	CA3	inschaling op geldelijke anciënniteit
bestuursassistent, voorheen operateur van het kadaster (bedoeld in artikel 22)	20sp (1) 14.273,70 - 22.651,48	adjunct-financieel assistent, afgeschafte graad	CA1	inschaling op geldelijke anciënniteit
assistent informatica bij financiën	20S2	technisch assistent	CT1	inschaling op geldelijke anciënniteit
assistent informatica bij financiën	20S3	technisch assistent	CT1	inschaling op geldelijke anciënniteit
Verificateur landmeter van financiën	26E	financieel deskundige of adjunct-fiscaal deskundige, afgeschafte graad	BF1	inschaling op geldelijke anciënniteit

Verificateur landmeter van financiën	26H	financieel deskundige of adjunct-fiscaal deskun- dige, afgeschafte graad	BF2	inschaling op bezoldiging (3)
eerstaanwend verificateur landmeter-expert van financiën	28C	financieel en administra- tief deskundige, afgeschafte graad of fiscaal deskundige	BF3	inschaling op bezoldiging (3)
eerstaanwend verificateur landmeter-expert van financiën	28S2	financieel en administra- tief deskundige, afgeschafte graad of fiscaal deskundige	BF3	inschaling op bezoldiging (3)
verificateur, voorheen adjunct-ontvanger	22sp (1) 15.979,24 - 24.531,62	financieel deskundige of adjunct-fiscaal deskun- dige, afgeschafte graad	BF1	inschaling op bezoldiging (3)
verificateur, voorheen adjunct-verificateur bij een fiscaal bestuur of adjunct-sectiechef landmeter van financiën, voor- heen landmeter van het kadaster of landmeter bij een aankoopcomité	22sp (1) 15.476,56 - 23.878,73	financieel deskundige of adjunct-fiscaal deskun- dige, afgeschafte graad	BF1	inschaling op geldelijke anciënniteit
eerstaanwend verificateur, voorheen ontvanger C hoofd van de dienst	28sp (4) 20.259,25 - 29.783,65	financieel en administra- tief deskundige, afgeschafte graad of fiscaal deskundige	BF3	inschaling op bezoldiging (3)
eerstaanwend verificateur, voorheen verificateur-accountant bij een fis- caal bestuur	24sp (1) 21.761,49 - 30.976,08	financieel en administra- tief deskundige, afgeschafte graad of fiscaal deskundige	BF4	inschaling op geldelijke anciënniteit (5)
Laborant	26S3	technisch deskundige	BT1	inschaling op geldelijke anciënniteit
eerstaanwend laborant	28 A	technisch deskundige	BT2	inschaling op geldelijke anciënniteit
programmeur bij financiën	26S5	ICT-deskundige	BI1	inschaling op geldelijke anciënniteit
programmeur bij financiën	26S6	ICT-deskundige	BI2	inschaling op bezoldiging (3)
programmeringsanalist bij financiën	28S7	financieel en ICT- deskundige, afgeschafte graad	BI3	inschaling op bezoldiging (3)
programmeringsanalist bij financiën	28S8	financieel en ICT- deskundige, afgeschafte graad	BI3	inschaling op bezoldiging (3)

(1) Overeenkomstig artikel 17 van het koninklijk besluit van 6 juli 1997 tot vaststelling van de bezoldigingsregeling van de Federale Overheidsdienst Financiën

(2) Overeenkomstig artikel 10 van het koninklijk besluit van 6 juli 1997 betreffende de vereenvoudiging van de loopbaan van sommige ambtenaren van het Ministerie van Financiën behorende tot de niveaus 1 en 2+

(3) Zie artikel 1, 3°

(4) Overeenkomstig artikel 18 van het koninklijk besluit van 6 juli 1997 tot vaststelling van de bezoldigingsregeling van de Federale Overheidsdienst Financiën

(5) Zie artikel 35, § 2

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 3 maart 2005 houdende hervorming van de bijzondere loopbaan van sommige ambtenaren van de Federale Overheidsdienst Financiën en de Administratie der pensioenen van het Ministerie van Financiën en houdende diverse bepalingen tot uitvoering van het koninklijk besluit van 5 september 2002 houdende hervorming van de loopbaan van sommige ambtenaren in de rijksbesturen.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,  
D. REYNDERS

De Minister van Pensioenen,  
B. TOBBACK

De Minister van Begroting,  
J. VANDE LANOTTE

**Annexe 2 de l'arrêté royal du 3 mars 2005 portant réforme de la carrière particulière de certains agents du Service public fédéral Finances et de l'Administration des pensions du Ministère des Finances et portant diverses dispositions visant à l'exécution de l'arrêté royal du 5 septembre 2002 portant réforme de la carrière de certains agents des administrations de l'Etat.**

« Annexe V

Ordre d'attribution de certains emplois rémunérés par une échelle de traitement plus élevée.

1. Dans les services extérieurs de l'administration du cadastre, les emplois vacants d'inspecteur principal auxquels la fonction de chef de service n'est pas attachée et qui peuvent être rémunérés par l'échelle de traitement 10S3, sont attribués, au sein de chaque groupe d'emplois visé au point 2 de l'annexe IV, dans les limites fixées par l'article 5, A, 18°, d, de l'arrêté royal portant dispositions particulières concernant le statut pécuniaire du personnel du Service public fédéral Finances et du Ministère des Finances, dans l'ordre suivant :

1° à l'inspecteur principal d'administration fiscale qui, au 30 juin 1997, était revêtu du grade rayé de contrôleur en chef d'administration fiscale :

a) qui compte la plus grande ancienneté de grade. L'ancienneté de grade acquise dans le grade rayé de contrôleur B d'administration fiscale n'est pas prise en considération;

b) qui, à égalité d'ancienneté de grade visée sous a), compte la plus grande ancienneté dans le niveau 1 et dans un grade du rang 28, limitée à un maximum de 6 ans;

c) qui, à égalité d'ancienneté visée sous b), compte la plus grande ancienneté dans le niveau 2+ diminuée de l'ancienneté acquise dans un grade du rang 28 et prise en considération sous le point b);

d) qui, à égalité d'ancienneté visée sous c), est le mieux classé suivant les dispositions de l'article 11, 7° et 8°;

2° à l'inspecteur principal d'administration fiscale qui, au 30 juin 1997, était revêtu du grade rayé de contrôleur B d'administration fiscale :

a) qui compte la plus grande ancienneté de grade;

b) qui, à égalité d'ancienneté de grade visée sous a), compte la plus grande ancienneté dans le niveau 1 et dans un grade du rang 28, limitée à un maximum de 6 ans;

c) qui, à égalité d'ancienneté visée sous b), compte la plus grande ancienneté dans le niveau 2+, diminuée de l'ancienneté acquise dans un grade du rang 28 et prise en considération sous le point b);

d) qui, à égalité d'ancienneté visée sous c), est le mieux classé suivant les dispositions de l'article 11, 7° et 8°;

3° à l'inspecteur principal d'administration fiscale non visé sous le 1° et 2°. Ces inspecteurs principaux sont classés entre eux conformément aux dispositions reprises sous le 2. ci-après.

2. Les emplois vacants d'inspecteur principal d'administration fiscale, non visés sous le 1., qui peuvent être rémunérés par l'échelle de traitement 10S3, sont attribués, dans les limites fixées par l'article 5, A, 18°, d, de l'arrêté royal portant dispositions particulières concernant le statut pécuniaire du personnel du Service public fédéral Finances et du Ministère des Finances, dans l'ordre suivant, aux inspecteurs principaux d'administration fiscale :

a) l'agent qui compte la plus grande ancienneté de grade;

b) à égalité d'ancienneté de grade visée sous a), l'agent qui compte la plus grande ancienneté dans le niveau 1 et dans les grades d'expert fiscal, d'expert financier et administratif (grade supprimé), et d'expert financier et I.C.T. (grade supprimé), limitée à un maximum de 6 ans;

c) à égalité d'ancienneté visée sous b), l'agent qui compte la plus grande ancienneté dans le niveau B diminuée de l'ancienneté de grade prise en considération sous le point b) ci-dessus;

d) à égalité d'ancienneté visée sous c), l'agent le mieux classé selon les dispositions de l'article 11, 7° et 8°.

**Bijlage 2 bij het koninklijk besluit van 3 maart 2005 houdende hervorming van de loopbaan van sommige ambtenaren van de Federale Overheidsdienst Financiën en de Administratie der pensioenen van het Ministerie van Financiën en houdende diverse bepalingen tot uitvoering van het koninklijk besluit van 5 september 2002 houdende hervorming van de loopbaan van sommige ambtenaren in de rijksbesturen**

« Bijlage V

Volgorde van toekenning van sommige betrekkingen bezoldigd door een hogere weddenschaal.

1. Bij de buitendiensten van de Administratie van het kadaster worden binnen elke groep van betrekkingen, zoals bepaald sub II van bijlage IV, de vacante betrekkingen van eerstaanwendend inspecteur bij een fiscaal bestuur, waaraan de functie van dienstchef niet is verbonden en die kunnen bezoldigd worden met de weddenschaal 10S3, binnen de limieten vastgesteld in artikel 5, A, 18°, d, van het koninklijk besluit houdende de bijzondere bepalingen met betrekking tot de bezoldigingsregeling van het personeel van de Federale Overheidsdienst Financiën en het Ministerie van Financiën in de volgende orde toegekend aan:

1° de eerstaanwendend inspecteur bij een fiscaal bestuur die op 30 juni 1997, bekleed was met de geschrapte graad van hoofdcontroleur bij een fiscaal bestuur:

a) met de grootste graadanciënniteit. De graadanciënniteit verworven in de geschrapte graad van controleur B bij een fiscaal bestuur wordt niet in aanmerking genomen;

b) die, bij gelijke graadanciënniteit bedoeld sub a), de grootste anciënniteit in niveau 1 en in een graad van rang 28, beperkt tot een maximum van 6 jaar, telt;

c) die bij gelijke anciënniteit bedoeld sub b), de grootste anciënniteit in het niveau 2+ verminderd met de sub b) in aanmerking genomen anciënniteit in een graad van rang 28, telt;

d) die bij gelijke anciënniteit bedoeld sub c), het best is gerangschikt volgens de bepalingen van artikel 11, 7° en 8°;

2° de eerstaanwendend inspecteur bij een fiscaal bestuur die op 30 juni 1997, bekleed was met de geschrapte graad van controleur B bij een fiscaal bestuur:

a) met de grootste graadanciënniteit;

b) die, bij gelijke graadanciënniteit bedoeld sub a), de grootste anciënniteit in niveau 1 en in een graad van rang 28, beperkt tot een maximum van 6 jaar, telt;

c) die bij gelijke anciënniteit bedoeld sub b), de grootste anciënniteit in het niveau 2+ verminderd met de sub b) in aanmerking genomen anciënniteit in een graad van rang 28, telt;

d) die bij gelijke anciënniteit bedoeld sub c), het best is gerangschikt volgens de bepalingen van artikel 11, 7° en 8°;

3° de eerstaanwendend inspecteur bij een fiscaal bestuur niet bedoeld sub 1° en 2°. Deze eerstaanwendend inspecteurs bij een fiscaal bestuur worden onderling gerangschikt overeenkomstig de bepalingen vervat onder 2. hierna.

2. De vacante betrekkingen van eerstaanwendend inspecteur bij een fiscaal bestuur, niet bedoeld sub 1., die kunnen bezoldigd worden met de weddenschaal 10S3, worden binnen de limieten vastgesteld in artikel 5, A, 18°, d, van het koninklijk besluit houdende de bijzondere bepalingen met betrekking tot de bezoldigingsregeling van het personeel van de Federale Overheidsdienst Financiën en het Ministerie van Financiën de volgende orde toegekend aan de eerstaanwendend inspecteurs bij een fiscaal bestuur:

a) de ambtenaar met de grootste graadanciënniteit;

b) die, bij gelijke graadanciënniteit bedoeld sub a), de grootste anciënniteit in niveau 1 en, beperkt tot een maximum van 6 jaar, in de graden van fiscaal deskundige, financieel en administratief deskundige (afgeschafte graad) en financieel en ICT-deskundige (afgeschafte graad) telt;

c) die bij gelijke anciënniteit bedoeld sub b), de grootste anciënniteit in niveau B verminderd met de sub b) in aanmerking genomen graadanciënniteit, telt;

d) die bij gelijke anciënniteit bedoeld sub c), het best is gerangschikt volgens de bepalingen van artikel 11, 7° en 8°.



3. Les emplois vacants de premier attaché des finances qui peuvent être rémunérés par l'échelle de traitement 10S3, sont attribués, dans les limites fixées par le plan de personnel, dans l'ordre suivant aux premiers attachés des finances :

a) à l'agent qui compte la plus grande ancienneté de grade;

b) à égalité d'ancienneté de grade visée sous a), l'agent qui compte la plus grande ancienneté dans le niveau 1 et dans les grades d'expert fiscal, d'expert financier et administratif (grade supprimé) et d'expert financier et I.C.T. (grade supprimé), limitée à 6 ans.

c) à égalité d'ancienneté visée sous b), l'agent qui compte la plus grande ancienneté dans le niveau B diminuée de l'ancienneté de grade prise en considération au point b);

d) à égalité d'ancienneté visée sous c), l'agent le mieux classé selon les dispositions de l'article 11, 7° et 8°.

4. Dans les limites fixées par le plan de personnel, l'échelle de traitement 22B est attribuée, à partir du 1<sup>er</sup> juin 2002, aux assistants techniques classés dans l'ordre suivant :

1° les agents qui, en tant que titulaires du grade rayé de chef technicien (22A), ont été intégrés d'office dans l'échelle de traitement CT3, à condition qu'ils comptent six ans d'ancienneté depuis l'attribution de cette échelle de traitement. L'ancienneté de grade acquise dans le rang 22 est prise en considération pour le calcul de la période de six ans. Les candidats sont classés entre eux comme suit :

a) les agents qui comptent la plus grande ancienneté de grade;

b) à égalité d'ancienneté de grade, l'agent qui compte la plus grande ancienneté de service;

c) à égalité d'ancienneté de service, l'agent le plus âgé;

2° les agents qui ont été intégrés d'office dans l'échelle de traitement CT2, à condition qu'ils comptent six ans d'ancienneté depuis l'attribution de l'échelle de traitement CT3. Les candidats sont classés entre eux comme suit :

a) l'agent pour lequel la date du procès-verbal d'examen d'avancement barémique à l'échelle 20E est la plus ancienne;

b) à date identique de procès-verbal, l'agent qui compte la plus grande ancienneté de grade;

c) à égalité d'ancienneté de grade, l'agent qui compte la plus grande ancienneté de service;

d) à égalité d'ancienneté de service, l'agent le plus âgé.

5. Dans les limites fixées par le plan de personnel, l'échelle de traitement 22B est attribuée, à partir du 1<sup>er</sup> juin 2002, aux assistants financiers adjoints classés dans l'ordre suivant :

1° les agents qui, en tant que titulaires du grade rayé de chef administratif (22A) ont été intégrés d'office dans l'échelle de traitement CA3 à condition qu'ils comptent six ans d'ancienneté depuis l'attribution de cette échelle. L'ancienneté de grade acquise dans le rang 22 est prise en considération pour le calcul de la période de six ans. Les candidats sont classés entre eux comme suit :

a) les agents qui comptent la plus grande ancienneté de grade;

b) à égalité d'ancienneté de grade, l'agent qui compte la plus grande ancienneté de service;

c) à égalité d'ancienneté de service, l'agent le plus âgé;

2° les agents, qui ont été intégrés d'office dans l'échelle de traitement CA2, à condition qu'ils comptent six ans d'ancienneté depuis l'attribution de l'échelle de traitement CA3. Les candidats sont classés entre eux comme suit :

a) l'agent pour lequel la date du procès-verbal d'examen d'avancement barémique à l'échelle 20E est la plus ancienne;

b) à date identique de procès-verbal, l'agent qui compte la plus grande ancienneté de grade;

c) à égalité d'ancienneté de grade, l'agent qui compte la plus grande ancienneté de service;

d) à égalité d'ancienneté de service, l'agent le plus âgé.

Pour l'application du point 1°, l'ancienneté de grade est limitée à celle qui a été acquise depuis l'attribution de l'échelle de traitement 20E ou CA2, sans qu'elle ne puisse débiter avant le 1<sup>er</sup> janvier 1996.

3. Binnen de limieten vastgesteld door het personeelsplan, worden de vacante betrekkingen van eerste attaché van financiën die kunnen bezoldigd worden met de weddenschaal 10S3, in de volgende orde toegekend aan de eerste attachés van financiën:

a) de ambtenaar met de grootste graad-anciënniteit;

b) die, bij gelijke graadanciënniteit bedoeld sub a), de grootste anciënniteit in niveau 1 en, beperkt tot een maximum van 6 jaar, in de graden van fiscaal deskundige, financieel en administratief deskundige (afgeschafte graad), en financieel en ICT-deskundige (afgeschafte graad) telt;

c) die bij gelijke anciënniteit bedoeld sub b), de grootste anciënniteit in niveau B verminderd met de sub b) in aanmerking genomen graadanciënniteit telt;

d) die bij gelijke anciënniteit bedoeld sub c), het best is gerangschikt volgens de bepalingen van artikel 11, 7° en 8°.

4. Binnen de limieten vastgesteld door het personeelsplan, wordt de weddenschaal 22B toegekend, met ingang van 1 juni 2002, aan de technisch assistenten in de volgende orde :

1° de ambtenaren die als houder van de geschrapte graad van hoofdtechnicus (22A) ambtshalve werden geïntegreerd in de weddenschaal CT3, mits ze zes jaar anciënniteit tellen sinds de toekenning van deze weddenschaal. De graadanciënniteit verworven in rang 22 wordt in aanmerking genomen voor de berekening van de periode van zes jaar. De kandidaten worden onderling als volgt gerangschikt :

a) de ambtenaren met de grootste graadanciënniteit;

b) bij gelijke graadanciënniteit, de ambtenaar met de grootste dienstanciënniteit;

c) bij gelijke dienstanciënniteit, de oudste ambtenaar;

2° de ambtenaren, die ambtshalve werden geïntegreerd in de weddenschaal CT2, mits ze zes jaar anciënniteit tellen sinds de toekenning van de weddenschaal CT3. De kandidaten worden onderling als volgt gerangschikt :

a) de ambtenaar waarvan de datum van het proces-verbaal van het examen voor verhoging in de weddenschaal 20E, de oudste is;

b) bij gelijke datum van het proces-verbaal, de ambtenaar met de grootste graadanciënniteit;

c) bij gelijke graadanciënniteit, de ambtenaar met de grootste dienstanciënniteit;

d) bij gelijke dienstanciënniteit, de ambtenaar die het oudst is.

5. Binnen de limieten vastgesteld door het personeelsplan, wordt de weddenschaal 22B, met ingang van 1 juni 2002, toegekend aan de adjunct-financieel assistenten in de volgende orde :

1° de ambtenaren die als houder van de geschrapte graad van bestuurschef (22A) ambtshalve werden geïntegreerd in de weddenschaal CA3, mits ze zes jaar anciënniteit tellen sinds de toekenning van deze weddenschaal. De graadanciënniteit verworven in rang 22 wordt in aanmerking genomen voor de berekening van de periode van zes jaar. De kandidaten worden onderling als volgt gerangschikt :

a) de ambtenaren met de grootste graadanciënniteit;

b) bij gelijke graadanciënniteit, de ambtenaar met de grootste dienstanciënniteit;

c) bij gelijke dienstanciënniteit, de oudste ambtenaar;

2° de ambtenaren, die ambtshalve werden geïntegreerd in de weddenschaal CA2, mits ze zes jaar anciënniteit tellen sinds de toekenning van de weddenschaal CA3. De kandidaten worden onderling als volgt gerangschikt :

a) de ambtenaar waarvan de datum van het proces-verbaal van het examen voor verhoging in de weddenschaal 20E, de oudste is;

b) bij gelijke datum van het proces-verbaal, de ambtenaar met de grootste graadanciënniteit;

c) bij gelijke graadanciënniteit, de ambtenaar met de grootste dienstanciënniteit;

d) bij gelijke dienstanciënniteit, de ambtenaar die het oudst is.

Voor de toepassing van sub 1° wordt de graadanciënniteit beperkt tot deze die werd verworven sinds de toekenning van de weddenschaal 20E of CA2, zonder dat ze kan aanvangen vóór 1 januari 1996.

Pour l'application du 2° ci-dessus, les agents qui ont été lauréats, avant le 20 décembre 1995, d'un examen qui est assimilé à un examen d'avancement barémique pour l'octroi de l'échelle 20E, la date du 20 décembre 1995 est censée être la date du procès-verbal qui constate la réussite de l'examen d'avancement barémique.

6. Les emplois vacants de collaborateur financier qui peuvent être rémunérés par l'échelle de traitement DF2 sont attribués, au plus tôt au 1<sup>er</sup> juin 2005, dans les limites fixées par le plan de personnel, aux collaborateurs financiers qui comptent trois ans d'ancienneté de grade et ce, dans l'ordre suivant :

a) les agents qui comptent la plus grande ancienneté de grade augmentée des services admissibles prestés dans le grade d'assistant des finances rémunéré dans l'échelle 30S1;

b) à égalité entre les candidats repris sous a), l'agent qui compte la plus grande ancienneté de service;

c) à égalité d'ancienneté de service, l'agent le plus âgé.

7. Les emplois vacants de collaborateur administratif qui peuvent être rémunérés par l'échelle de traitement DA2, DA3 ou DA4, sont attribués, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002, dans les limites du plan de personnel, au candidat le mieux classé selon les dispositions qui gouvernent le classement des agents de l'Etat.

8. Les emplois vacants de collaborateur technique qui peuvent être rémunérés par les échelles de traitement DT3, DT4 ou DT5 sont attribués, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002, dans les limites du plan de personnel, au candidat le mieux classé selon les dispositions qui gouvernent le classement des agents de l'Etat. ».

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 3 mars 2005 portant réforme de la carrière particulière de certains agents du Service public fédéral Finances et de l'Administration des pensions du Ministère des Finances et portant diverses dispositions visant à l'exécution de l'arrêté royal du 5 septembre 2002 portant réforme de la carrière de certains agents des administrations de l'Etat.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,  
D. REYNDERS

Le Ministre du Budget,  
J. VANDE LANOTTE

**Annexe 3 de l'arrêté royal du 3 mars 2005 portant réforme de la carrière particulière de certains agents du Service public fédéral Finances et de l'Administration des pensions du Ministère des Finances et portant diverses dispositions visant à l'exécution de l'arrêté royal du 5 septembre 2002 portant réforme de la carrière de certains agents des administrations de l'Etat**

« Annexe V

Ordre d'attribution de certains emplois rémunérés par une échelle de traitement plus élevée.

1. Dans les limites fixées par l'arrêté ministériel du 28 avril 1999 pris en exécution de l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> mars 1999 fixant le cadre organique du Ministère des Finances, les emplois vacants de premier attaché des finances qui peuvent être rémunérés par l'échelle de traitement 10S3 sont attribués, dans l'ordre suivant, aux premiers attachés des finances :

a) l'agent qui compte la plus grande ancienneté de grade;

b) à égalité d'ancienneté de grade visée sous a), l'agent qui compte la plus grande ancienneté dans le niveau 1 et dans le grade supprimé d'expert financier et administratif, limitée à un maximum de 6 ans;

c) à égalité d'ancienneté visée sous b), l'agent qui compte la plus grande ancienneté dans le niveau B diminuée de l'ancienneté de grade prise en considération au point b);

Voor de toepassing van sub 2° wordt, voor de ambtenaren die lauréat zijn vóór 20 december 1995 van een examen dat gelijkgesteld wordt met het examen voor verhoging in de weddenschaal 20E, de datum van 20 december 1995 geacht de datum te zijn van het proces-verbaal dat het slagen voor het examen voor verhoging in weddenschaal vaststelt.

6. De vacante betrekkingen van financieel medewerker die kunnen bezoldigd worden in de weddenschaal DF2, binnen de limieten vastgesteld door het personeelsplan, ten vroegste op 1 juni 2005, worden in de volgende orde toegekend aan de financiële medewerkers die drie jaar graadanciënniteit tellen:

a) de ambtenaren met de grootste graadanciënniteit verhoogd met de in aanmerking komende diensten verricht in de graad van assistent bij financiën bezoldigd in de weddenschaal 30S1;

b) bij gelijkheid tussen de kandidaten vermeld onder a), de ambtenaar met de grootste dienstanciënniteit;

c) bij gelijke dienstanciënniteit, de oudste ambtenaar.

7. De vacante betrekkingen van administratief medewerker die kunnen bezoldigd worden met de weddenschaal DA2, DA3 of DA4, binnen de limieten vastgesteld door het personeelsplan, worden toegekend met ingang van 1 januari 2002 aan de kandidaat die het best is gerangschikt volgens de bepalingen die gelden inzake de rangschikking van de Rijksambtenaren.

8. De vacante betrekkingen van technisch medewerker die kunnen bezoldigd worden met de weddenschaal DT3, DT4 of DT5, binnen de limieten vastgesteld door het personeelsplan, worden toegekend met ingang van 1 januari 2002 aan de kandidaat die het best is gerangschikt volgens de bepalingen die gelden inzake de rangschikking van de Rijksambtenaren.».

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 3 maart 2005 houdende hervorming van de bijzondere loopbaan van sommige ambtenaren van de Federale Overheidsdienst Financiën en de Administratie der pensioenen van het Ministerie van Financiën en houdende diverse bepalingen tot uitvoering van het koninklijk besluit van 5 september 2002 houdende hervorming van de loopbaan van sommige ambtenaren in de rijksbesturen.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,  
D. REYNDERS

De Minister van Begroting,  
J. VANDE LANOTTE

**Bijlage 3 bij het koninklijk besluit van 3 maart 2005 houdende hervorming van de loopbaan van sommige ambtenaren van de Federale Overheidsdienst Financiën en de Administratie der pensioenen van het Ministerie van Financiën en houdende diverse bepalingen tot uitvoering van het koninklijk besluit van 5 september 2002 houdende hervorming van de loopbaan van sommige ambtenaren in de rijksbesturen**

« Bijlage V

Volgorder van toekenning van sommige betrekkingen bezoldigd door een hogere weddenschaal.

1. Binnen de limieten vastgesteld door het ministerieel besluit van 28 april 1999 tot uitvoering van het koninklijk besluit van 1 maart 1999 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Ministerie van Financiën worden de vacante betrekkingen van eerste attaché van financiën die kunnen bezoldigd worden met de weddenschaal 10S3, in de volgende orde toegekend aan de eerste attachés van financiën:

a) de ambtenaar met de grootste graadanciënniteit;

b) die, bij gelijke graadanciënniteit bedoeld sub a), de grootste anciënniteit in niveau 1 en in de afgeschafte graad van financieel en administratief deskundige, beperkt tot een maximum van 6 jaar, telt;

c) die bij gelijke anciënniteit bedoeld sub b), de grootste anciënniteit in niveau B verminderd met de sub b) in aanmerking genomen graadanciënniteit, telt;

d) à égalité d'ancienneté visée sous c), l'agent qui est le mieux classé selon les dispositions de l'article 11, 7° et 8°.

2. Dans les limites fixées par l'arrêté ministériel du 28 avril 1999 pris en exécution de l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> mars 1999 fixant le cadre organique du Ministère des Finances, l'échelle de traitement 22B est attribuée, à partir du 1<sup>er</sup> juin 2002, aux assistants financiers adjoints dans l'ordre suivant :

1° les agents qui, en tant que titulaires du grade rayé de chef administratif (22A), ont été intégrés d'office dans l'échelle de traitement CA3, à condition qu'ils comptent 6 ans d'ancienneté depuis l'attribution de cette échelle de traitement. L'ancienneté de grade acquise dans le rang 22 est prise en considération pour le calcul de la période de six ans. Les candidats sont classés entre eux comme suit :

a) les agents qui comptent la plus grande ancienneté de grade;

b) à égalité d'ancienneté de grade, l'agent qui compte la plus grande ancienneté de service;

c) à égalité d'ancienneté de service, l'agent le plus âgé;

2° les agents qui ont été intégrés d'office dans l'échelle de traitement CA2, à condition qu'ils comptent six ans d'ancienneté depuis l'attribution de l'échelle de traitement CA3. Les candidats sont classés entre eux comme suit :

a) l'agent pour lequel la date du procès-verbal d'examen d'avancement barémique à l'échelle 20E est la plus ancienne;

b) à date identique de procès-verbal, l'agent qui compte la plus grande ancienneté de grade;

c) à égalité d'ancienneté de grade, l'agent qui compte la plus grande ancienneté de service;

d) à égalité d'ancienneté de service, l'agent le plus âgé.

Pour l'application du 1° ci-dessus, l'ancienneté de grade est limitée à celle qui a été acquise depuis l'attribution de l'échelle de traitement 20E ou CA2, sans qu'elle ne puisse débiter avant le 1<sup>er</sup> janvier 1996.

Pour l'application du 2° ci-dessus, les agents qui ont été lauréats, avant le 20 décembre 1995, d'un examen qui est assimilé à un examen d'avancement barémique pour l'octroi de l'échelle 20E, la date du 20 décembre 1995 est censée être la date du procès-verbal qui constate la réussite de l'examen d'avancement barémique.

3. Les emplois vacants de collaborateur financier qui peuvent être rémunérés par l'échelle de traitement DF2 sont attribués, au plus tôt au 1<sup>er</sup> juin 2005, dans les limites fixées par l'arrêté ministériel du 28 avril 1999 pris en exécution de l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> mars 1999 fixant le cadre organique du Ministère des Finances, aux collaborateurs financiers qui comptent trois ans d'ancienneté de grade et ce, dans l'ordre suivant :

a) les agents qui comptent la plus grande ancienneté de grade augmentée des services admissibles prestés dans le grade d'assistant des finances rémunéré dans l'échelle 30S1;

b) à égalité entre les candidats repris sous a), l'agent qui compte la plus grande ancienneté de service;

c) à égalité d'ancienneté de service, l'agent le plus âgé.

4. Les emplois vacants de collaborateur administratif qui peuvent être rémunérés par l'échelle de traitement DA2, DA3 ou DA4, sont attribués, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002, dans les limites de l'arrêté ministériel du 28 avril 1999 pris en exécution de l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> mars 1999 fixant le cadre organique du Ministère des Finances, au candidat le mieux classé selon les dispositions qui gouvernent le classement des agents de l'Etat.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 3 mars 2005 portant réforme de la carrière particulière de certains agents du Service public fédéral Finances et de l'Administration des pensions du Ministère des Finances et portant diverses dispositions visant à l'exécution de l'arrêté royal du 5 septembre 2002 portant réforme de la carrière de certains agents des administrations de l'Etat.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Pensions,  
B. TOBBACK

Le Ministre du Budget,  
J. VANDE LANOTTE

d) die bij gelijke anciënniteit bedoeld sub c), het best is gerangschikt volgens de bepalingen van artikel 11, 7° en 8°.

2. Binnen de limieten vastgesteld door het ministerieel besluit van 28 april 1999 tot uitvoering van het koninklijk besluit van 1 maart 1999 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Ministerie van Financiën, wordt de weddenschaal 22B, met ingang van 1 juni 2002, toegekend aan de adjunct-financieel assistenten in de volgende orde :

1° de ambtenaren die als houder van de geschrapte graad van bestuurschef (22A) ambtshalve werden geïntegreerd in de weddenschaal CA3, mits ze zes jaar anciënniteit tellen sinds de toekenning van deze weddenschaal. De graadanciënniteit verworven in rang 22 wordt in aanmerking genomen voor de berekening van de periode van zes jaar. De kandidaten worden onderling als volgt gerangschikt :

a) de ambtenaren met de grootste graadanciënniteit;

b) bij gelijke graadanciënniteit, de ambtenaar met de grootste dienstanciënniteit;

c) bij gelijke dienstanciënniteit, de oudste ambtenaar;

2° de ambtenaren, die ambtshalve werden geïntegreerd in de weddenschaal CA2, mits ze zes jaar anciënniteit tellen sinds de toekenning van de weddenschaal CA3. De kandidaten worden onderling als volgt gerangschikt :

a) de ambtenaar waarvan de datum van het proces-verbaal van het examen voor verhoging in de weddenschaal 20E, het oudste is;

b) bij gelijke datum van het proces-verbaal, de ambtenaar met de grootste graadanciënniteit;

c) bij gelijke graadanciënniteit, de ambtenaar met de grootste dienstanciënniteit;

d) bij gelijke dienstanciënniteit, de ambtenaar die het oudst is.

Voor de toepassing van sub 1° wordt de graadanciënniteit beperkt tot deze die werd verworven sinds de toekenning van de weddenschaal 20E of CA2, zonder dat deze kan aanvangen vóór 1 januari 1996

Voor de toepassing van sub 2° wordt, voor de ambtenaren die lauréat zijn vóór 20 december 1995 van een examen dat gelijkgesteld wordt met het examen voor verhoging in de weddenschaal 20E, de datum van 20 december 1995 geacht de datum te zijn van het proces-verbaal dat het slagen voor het examen voor verhoging in de weddenschaal vaststelt.

3. De vacante betrekkingen van financieel medewerker die kunnen bezoldigd worden in de weddenschaal DF2, binnen de limieten vastgesteld door het ministerieel besluit van 28 april 1999 tot uitvoering van het koninklijk besluit van 1 maart 1999 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Ministerie van Financiën ten vroegste op 1 juni 2005 in de volgende orde toegekend aan de financiële medewerkers die drie jaar graadanciënniteit tellen :

a) de ambtenaren met de grootste graadanciënniteit verhoogd met de in aanmerking komende diensten verricht in de graad van assistent bij financiën bezoldigd in de weddenschaal 30S1;

b) bij gelijkheid tussen de kandidaten vermeld onder a), de ambtenaar met de grootste dienstanciënniteit;

c) bij gelijke dienstanciënniteit, de oudste ambtenaar.

4. De vacante betrekkingen van administratief medewerker die kunnen worden bezoldigd met de weddenschaal DA2, DA3 of DA4, binnen de limieten vastgesteld door het ministerieel besluit van 28 april 1999 tot uitvoering van het koninklijk besluit van 1 maart 1999 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Ministerie van Financiën, worden toegekend met ingang van 1 januari 2002 aan de kandidaat die het best is gerangschikt volgens de bepalingen die gelden inzake de rangschikking van de Rijksambtenaren.»

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 3 maart 2005 houdende hervorming van de bijzondere loopbaan van sommige ambtenaren van de Federale Overheidsdienst Financiën en de Administratie der pensioenen van het Ministerie van Financiën en houdende diverse bepalingen tot uitvoering van het koninklijk besluit van 5 september 2002 houdende hervorming van de loopbaan van sommige ambtenaren in de rijksbesturen.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Pensioenen,  
B. TOBBACK

De Minister van Begroting,  
J. VANDE LANOTTE